

**Contrat cadre MARE/2011/01  
Évaluation et analyse d'impacts**

**Lot 3 – Évaluations rétrospectives et prospectives relatives à la  
dimension interne de la politique commune de la pêche**

**Contrat spécifique n° 8**

**Évaluation rétrospective et prospective du protocole de l'accord de  
partenariat dans le secteur de la pêche entre l'Union européenne et la  
République islamique de Mauritanie**



**Rapport final**

**Janvier 2014**

MRT169R02H

Ce rapport a été préparé avec l'appui financier de la Commission Européenne.

Les opinions exprimées dans ce rapport sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les opinions de la Commission Européenne ou de ses services.

Le contenu de ce rapport, ou une partie de celui-ci, ne peut être reproduit sans référence explicite à la source.

Le rapport doit être cité de la manière suivante :

COFREPECHE, NFDS, POSEIDON et MRAG, 2014. Évaluation rétrospective et prospective du protocole de l'accord de partenariat dans le secteur de la pêche entre l'Union européenne et la République islamique de Mauritanie (sous le Contrat cadre MARE/2011/01 - Lot 3, contrat spécifique 8). Bruxelles, 176 p.

Photo de couverture : pirogues et chalutiers à Nouadhibou. Crédit © Thomas. Binet, 2011

COFREPECHE : 32 rue de Paradis, 75010 Paris, France. [info@cofrepeche.fr](mailto:info@cofrepeche.fr)

Rapport final Version H	Rapport - référence : MRT169R02H Nombre total de pages : 176	Date de transmission : 14 janvier 2014
----------------------------	--	---

Action	Prénom	Nom	Société	Poste
<b>Auteurs</b>	Christophe	Magnet	COFREPECHE	Spécialiste en évaluation
	Vincent	Defaux		Spécialiste en pêche
	Pierre	Failler		Économiste
<b>Contribution</b>	Alain	Fonteneau		Biologiste des pêches spécialiste des thonidés
<b>Révision par un pair</b>	Hélène	Rey-Valette	-	Économiste
<b>Relecture - édition</b>	COFREPECHE			
<b>Validation</b>	Jean-Pierre	Silva	COFREPECHE	Directeur général délégué

---

## Résumé

---

1. L'Union européenne a une relation privilégiée avec la République islamique de Mauritanie dans le secteur de la pêche. Plusieurs accords de pêche autorisant les navires de pêche de l'UE à accéder aux zones de pêche de la Mauritanie se sont succédé depuis 1987. L'accord de partenariat actuel dans le domaine de la pêche (APP) entre l'UE et la Mauritanie est en vigueur depuis 2006. Le troisième protocole est appliqué (de manière provisoire) depuis le 16 décembre 2012 pour une durée de deux ans. Afin d'autoriser la Commission à négocier au nom de l'UE un nouveau protocole avant l'expiration du protocole actuel, une évaluation ex post et ex ante indépendante a été conduite. Ce rapport en présente les résultats.

### Contexte

2. La Mauritanie se situe à l'extrémité ouest de l'Afrique, bordée par le Sahara occidental au nord, le Sénégal au sud, le Mali au sud-est et l'Algérie au nord-est. Indépendante depuis 1960, la République islamique de Mauritanie fait partie du groupe des États ACP (Afrique, Caraïbes et Pacifique) et bénéficie, à ce titre, des avantages liés à l'accord de Cotonou. L'indice de développement humain en 2012 est de 0,467, situant le pays au 155<sup>e</sup> rang mondial (UNDP, 2013). La capitale Nouakchott est située au sud du pays alors que Nouadhibou à l'extrême nord est le lieu principal des activités de pêche industrielle et artisanale.
3. Lors de la phase d'instabilité que la Mauritanie a connue de 2003 à 2009, l'UE a continué à apporter au pays un soutien politique et financier pour l'aider dans sa transition vers la démocratie (cf. élections de 2006 - 2007 puis de 2009).
4. L'économie de la Mauritanie est axée autour des activités minières (environ 22 % du produit intérieur brut) et halieutiques (5 % du PIB). Le développement récent de l'industrie pétrolière n'est pour le moment qu'embryonnaire.
5. Le climat des affaires s'est amélioré ces dernières années grâce à l'adoption d'un nouveau Code des marchés publics et du nouveau Code des investissements ainsi que la création de la première zone franche du pays à Nouadhibou, de la modernisation des services de télécommunications et des perspectives prometteuses dans le secteur de l'électricité et du transport aérien. Plusieurs écueils entravent pourtant encore le développement du secteur privé : une croissance insuffisamment partagée, le manque de compétitivité et des défaillances de gouvernance.
6. La zone économique exclusive (ZEE) de la Mauritanie est d'une superficie estimée à 234 000 km<sup>2</sup>. Les frontières maritimes nord et sud, n'ont pas encore fait l'objet d'accords de délimitations.
7. Les relations entre l'UE et la Mauritanie reposent sur l'accord de Cotonou, sur le document de stratégie par pays et le programme indicatif national (PIN) pour la période 2008 – 2013. En 2012, le soutien de l'UE et ses États membres représentait près de 90 % du budget d'appui au secteur de la pêche et de l'environnement marin mauritanien. La contribution de l'UE à l'État mauritanien (droits d'accès et appui à la politique du secteur halieutique) au travers des accords de pêche est importante puisqu'elle est supérieure à celle versée dans le cadre du fonds européen de développement (10<sup>e</sup> FED – environ 26 millions d'euros par an sur la période 2008 – 2013 ; mais moins de 20 millions en 2008 et 2009). Aussi, depuis plus de dix ans, l'Allemagne apporte une assistance technique aux services de surveillance des pêches de la Mauritanie.

### Le secteur des pêches en Mauritanie

8. La Mauritanie est un des pays au monde dont les eaux sont les plus poissonneuses en raison de la présence d'un fort upwelling et d'un large plateau continental propices au développement de ressources halieutiques. Une partie des eaux mauritaniennes est classée en aire marine protégée (le Parc national

du Banc d'Arguin, une des zones marines protégées les plus importantes d'Afrique). L'utilisation des embarcations motorisées est interdite dans le parc.

9. L'autorité compétente mauritanienne en charge de la pêche est le ministère des pêches et de l'économie maritime (MPEM). L'institut mauritanien de recherches océanographiques et des pêches (IMROP) est en charge du suivi scientifique des activités de pêche en Mauritanie. Il soumet des recommandations de gestion au MPEM. La direction de la pêche industrielle, DPI, est responsable quant à elle de l'octroi des licences et du suivi des paiements des droits d'accès. La direction de l'aménagement des ressources océaniques (DARO) est chargée de la planification et de la collecte et du traitement des données de statistiques de pêche pour leur transmission à l'Office national de statistiques (ONS). Enfin, la garde côtes mauritanienne (GCM), sous tutelle du MPEM, est chargée de la surveillance en mer. Elle est appuyée par la gendarmerie maritime. Le centre de surveillance des pêches de la garde côtes est à Nouadhibou.
10. La législation mauritanienne distingue trois types de pêche : la pêche artisanale, la pêche côtière et la pêche industrielle. L'accès des flottes de pêche étrangères aux zones de pêches mauritaniennes est possible soit par accord bilatéral, par arrangement privé avec des sociétés privées ou par l'acquisition de licences privées. Des conventions d'accès sont actuellement en vigueur entre la Mauritanie avec une société chinoise (accès aux petits pélagiques) et une société japonaise (accès aux thons) tandis qu'un accord bilatéral avec le Sénégal permet l'accès à une flotte artisanale de pirogues et des canneurs sénégalais basés à Dakar.
11. En dehors des captures thonières, la pêche industrielle représente, au cours de la période 2007 – 2012, entre 85 et 90 % des captures totales déclarées par la pêche artisanale et industrielle (1 million de tonnes en 2012) selon l'IMROP. La pêche industrielle de petits pélagiques est conséquente puisqu'elle représente 820 000 t en moyenne au cours de la même période, soit 90 % de la pêche industrielle environ. Les captures des navires de l'UE représentent en moyenne 30 % des captures totales de petits pélagiques. La flotte artisanale cible toutes les espèces et, en sus d'approvisionner le marché local, fournit une part substantielle du poisson destiné à être transformé en farine et huile dont la production a atteint respectivement 40 000 t et 4 700 t en 2010.
12. La production des navires de l'UE n'est pas débarquée et commercialisée en Mauritanie. Les petits pélagiques sont transbordés dans la rade de Nouadhibou pour être acheminés vers les pays du golfe de Guinée (Nigéria, Côte d'Ivoire et Cameroun surtout) ainsi que vers la Russie et les pays voisins. Les démersaux entrent dans le circuit de distribution du marché espagnol.
13. Environ 22 000 t de produits halieutiques en provenance de la Mauritanie entrent sur le marché européen chaque année. Le pays se classe au 28<sup>e</sup> rang des pays exportateurs de produits halieutiques vers l'UE mais au 4<sup>e</sup> de celui des exportateurs des États côtiers d'Afrique de l'Ouest.

### **L'APP entre l'Union européenne et la Mauritanie**

14. Le protocole en cours est d'application provisoire depuis le 16 décembre 2012. Il vient d'être approuvé le 8 octobre 2013 par le Parlement européen et validé le 15 novembre 2013 par le Conseil de l'UE.
15. Deux dispositions importantes sont inscrites dans l'accord dit « de partenariat dans le domaine de la pêche » (APP) entre l'UE et la Mauritanie depuis son entrée en vigueur en 2006 : la clause de non-discrimination visant à assurer une équivalence des conditions techniques et financières applicables aux différentes flottes étrangères opérant dans la zone de pêche mauritanienne et la distinction de la contrepartie financière de l'UE entre la compensation financière versée au titre de l'accès et la contribution financière versée pour le développement du secteur de la pêche mauritanien.
16. Le protocole de l'APP en cours introduit par ailleurs des clauses et dispositions innovantes, en cohérence avec les nouveaux principes de la politique commune de la pêche : une clause des droits de l'homme selon les principes de l'accord de Cotonou, des clauses d'accès préférentiel des flottes de l'UE aux ressources halieutiques en prenant systématiquement en compte les « reliquats » disponibles au sens de

la Convention des Nations unies sur le droit de la mer pour le calcul des volumes de captures autorisés pour les flottes de l'UE et la prise en considération du prix réel du poisson pour le calcul de la contribution de l'UE.

17. Ainsi, le protocole en cours se structure autour de l'accès de 9 catégories de pêche aux espèces hautement migratoires (thonidés et espèces associées), aux crustacés, aux poissons démersaux, aux petits pélagiques et aux céphalopodes (sans possibilités de pêche allouées pour le moment à cette catégorie) pour un total annuel de captures autorisé de 326 700 t pour environ 135 navires de pêche par an au maximum. La contrepartie financière de l'UE (70 Mio EUR) est composée d'une compensation financière liée aux droits d'accès de 67 Mio EUR et d'un appui à la politique sectorielle de 3 Mio EUR. Le déblocage des fonds de l'appui sectoriel est pour le moment conditionné à l'utilisation des reliquats des fonds de l'appui sectoriel du protocole précédent (1 août 2008 – 31 juillet 2012).
18. La pêcherie céphalopodière, historiquement importante, réalisait des captures de l'ordre de 25 000 t entre 1994 et 2012. Toutefois, en raison de la fragilité de l'état des stocks de poulpe et de la volonté de la Mauritanie de réserver cette pêcherie à sa flotte nationale, les Parties ont décidé de ne pas renouveler les possibilités de pêche pour la catégorie de pêche ciblant les céphalopodes dans le cadre du protocole de pêche actuel.
19. Le taux d'utilisation des possibilités de pêche au cours des premiers mois a été faible à modérée, suivant les catégories de pêche, tant en termes d'utilisation des licences qu'en termes de captures. Environ 150 000 t de poissons ont été capturées en 11 mois, soit un peu moins de la moitié du volume annuel de captures autorisé fixé à 326 700 t. Les termes initiaux du protocole (zones de pêches et droits d'accès) auraient été l'un des principaux éléments de contraintes pour les armateurs en sus de l'incertitude quant à l'approbation du protocole par le Parlement européen (levée seulement le 8 octobre). Toutefois, les adaptations de ces conditions techniques apportées à l'occasion de plusieurs réunions de la Commission mixte jusqu'à la fin septembre 2013 pourraient améliorer l'attractivité du protocole. Ainsi, les navires crevettiers de l'UE n'ayant pas demandé de licences depuis janvier 2013, ont finalement sollicité 13 licences pour les mois de novembre et décembre 2013.
20. Les chalutiers congélateurs des petits pélagiques ont, au cours des 11 premiers mois d'application du protocole, capturé l'équivalent de 42 % du volume annuel de capture autorisé (129 000 t par rapport à 285 000 t). Les navires de la Pologne, de la Lettonie et de la Lituanie sont les plus actifs et réalisent l'essentiel des captures. Pour les thoniers, le taux d'utilisation est très fort puisque leur capture devrait dépasser 22 000 t à la fin de l'année.
21. Pour les armements de l'UE, la ZEE de la Mauritanie est intéressante économiquement. Tous les segments, sauf celui de la pêche fraîche de petits pélagiques, dégagent un excédent brut d'exploitation conséquent. Le nombre d'emplois créés est lui aussi conséquent puisque ce sont plus de 550 emplois à bord dont 130 pour le personnel mauritanien que l'activité des navires de l'EU engendre, auxquels il convient d'ajouter près de 970 emplois à terre. L'APP génère ainsi globalement 1 500 emplois. Sur le plan de l'investissement public, l'APP se révèle moins intéressant puisque, compte tenu des hypothèses retenues pour estimer le résultat économique des flottes de l'UE actives dans les eaux mauritaniennes, chaque euro de la compensation financière génère une création de valeur ajoutée directe de 0,80 euro à l'échelle du segment de la capture et une valeur ajoutée totale de l'ordre de 1,7 mais dont seulement 0,9 revient à l'UE. Il convient également d'indiquer que chaque euro de nature publique investi par l'UE procure un chiffre d'affaires de l'ordre de 2,12 euros si le montant de la contrepartie financière est pris en compte.
22. Les données du Comité des pêches pour l'Atlantique Centre-Est (COPACE), une organisation régionale de pêches de l'Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO), montrent que certains stocks de petits pélagiques sont surexploités (sardinelle ronde, chinchard cunéné, ethmalose). La biomasse moyenne des céphalopodes est incertaine et très sensible aux conditions environnementales. L'accès à cette ressource est réservé par la Mauritanie essentiellement à la pêche

artisanale nationale dont la production est de 40 à 50 000 t/an. Les crevettes côtières (rendement maximal durable, RMD, de 1 800 t) et les crevettes profondes (RMD de 2 500 t) sont sous-exploitées. Concernant la pêche thonière, l'organisation régionale de gestion de pêches de thons et d'espèces associées en Atlantique, la Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique (CICTA), conclut à une légère surexploitation pour l'albacore, une exploitation proche du niveau durable pour le thon obèse et une exploitation légèrement au-dessus de son niveau durable pour le listao. En octobre 2013, le Comité scientifique de la CICTA a recommandé la réalisation d'une nouvelle évaluation du stock du listao en raison des fortes captures récentes au large de la Mauritanie par les senneurs de l'UE utilisant notamment des dispositifs de concentration de poissons.

## Conclusions de l'évaluation

23. Le protocole en cours a été partiellement efficace en cela qu'il a permis l'exploitation de moins de 50 % des possibilités de captures annuelles au cours des 11 premiers mois d'application du protocole. Sa contribution à l'approvisionnement des marchés de l'UE et de la Mauritanie est également faible. Sur le plan de l'efficience et de l'acceptabilité, le niveau est moyen en raison de la défection des armateurs au cours du premier semestre 2013, due à l'incertitude forte qui pesait et à des contraintes techniques trop lourdes. Leur levée se traduit actuellement par un engouement généralisé en fin d'année 2013. En termes d'économie, l'appui sectoriel n'ayant pas pu être réalisé à ce stade, le protocole actuel ne concourt pas encore à l'amélioration du cadre de la gestion des pêches en Mauritanie puisque le reliquat de l'appui sectoriel 2008 – 2012 n'a pas encore été pleinement consommé. En matière de cohérence, l'APP est cohérent avec les autres politiques de l'UE de pêche et de développement.
24. Deux options sont envisageables dans le futur : la conclusion d'un nouveau protocole (option A) ou ne pas en conclure (option B). Il est attendu que les flottes de l'UE intéressées à pêcher dans les eaux sous juridiction mauritanienne soient celles ayant été active lors du protocole en cours et qui ont trouvé un intérêt économique (une valeur ajoutée positive) - les thoniers senneurs et canneurs, les chalutiers pêchant les petits pélagiques, les navires ciblant le merlu et les autres poissons démersaux – et celles fortement susceptibles de l'être telle que la flotte des crevettiers active à la fin de l'année 2013.
25. Dans l'hypothèse où un nouveau protocole ne serait pas conclu, les armateurs de l'UE demanderaient à pouvoir accéder aux ressources halieutiques dans les eaux mauritaniennes par des arrangements privés. Ils ne pourraient le faire qu'après dénonciation de l'accord de pêche en cours entre l'UE et la Mauritanie. La législation mauritanienne a harmonisé la majeure partie des droits d'accès ainsi que des mesures de conservation et de gestion des flottes étrangères sur les termes de l'accord de pêche de l'UE. La législation prévoit par exemple des frais de compensation, similaires à la contribution de l'UE, lorsque l'accès d'un navire s'effectue au sein d'un arrangement privé (exemple pour les chalutiers ciblant les petits pélagiques). Dans l'hypothèse de cette dénonciation, il est peu probable qu'un tel arrangement attire les armateurs de l'UE.
26. L'option A est envisageable et pertinente si la contribution de l'UE est mieux adaptée que sur le protocole en cours ; il y a lieu d'identifier les catégories de pêche dont la probabilité d'être actives est forte, prenant en compte l'historique, par catégorie, du nombre de navires de l'UE actifs et de leurs captures au sein du protocole en cours. Le nombre de possibilités de pêche devrait ainsi être mieux estimé pour les merlutiers, par exemple, alors que le volume total de référence pour les thoniers senneurs devrait être revu à la hausse – en tenant compte des résolutions de la CICTA – pour calculer la redevance forfaitaire annuelle par navire. Ouvrir des possibilités de pêche pour le poulpe est envisageable sous réserve que le futur protocole applique un mécanisme similaire au protocole en cours : une catégorie de pêche puis l'ouverture des possibilités de pêche si la Mauritanie considère qu'un excédent de cette ressource est disponible.

## Executive summary

---

1. The European Union (EU) has a privileged connection with the Islamic Republic of Mauritania in terms of fisheries. Several successive fishing agreements since 1987 have authorised the EU's fishing vessels to access Mauritanian fishing zones. The current Fisheries Partnership Agreement (FPA) between the EU and Mauritania has been in force since 16 December 2006. The third protocol, running for two years, has been in (provisional) application since 2012. In order to authorise the Commission to negotiate another protocol in the name of the EU, before the current one expires, an independent ex ante and ex post evaluation was completed. This report presents its results.

### Context

2. Mauritania is located at the extremity of West Africa, bordered by Western Sahara to the north, Senegal to the south, Mali to the south-east and Algeria to the north-east. Since its independence in 1960, the Islamic Republic of Mauritania has been a party to the group of ACP (Africa, Caribbean and Pacific) States, benefiting as such from advantages linked to the Cotonou Agreement. Mauritania scored 0.467 in the Human Development Index (HDI) in 2012, placing it 155th in the world ranking of countries (UNDP, 2013). The capital Nouakchott is located in the south while Nouadhibou in the extreme north is the main location for industrial and artisanal fisheries activities.
3. During the period of instability experienced by Mauritania between 2003 and 2009, the EU maintained its political and financial support to the country to help with its democratic transition (elections in 2006-07 and then 2009).
4. The Mauritanian economy is centred on mining activity (around 22 % of Gross Domestic Product - GDP) and fisheries (5 % of GDP). The recent development of the petroleum sector remains only embryonic.
5. The business climate has improved in recent years due to the adoption of a new Public Contracts Code and a new Investment Code, the creation of the country's first free trade zone in Nouadhibou, the modernisation of telecommunications services and several promising directions in the electricity and air transport sectors. Yet several pitfalls still impede the development of the private sector: an insufficient sharing of growth, the lack of competitiveness and failures of governance.
6. The exclusive economic zone (EEZ) of Mauritania covers an estimated area of 234 000 km<sup>2</sup>. The northern and southern maritime borders have yet to be subjected to boundary agreements.
7. Relations between the EU and Mauritania are based on the Cotonou Agreement, on the Country Strategy Paper and on the national indicative programme (NIP) for the period 2008-2013. In 2012, support from the EU and its Member States represented nearly 90 % of the budget support to fisheries and the marine environment sector in Mauritania. The EU's contribution to the State of Mauritania (access rights and support to the fisheries sector policy) through the fisheries agreements is important because it is greater than that paid under the framework of the European Development Fund (10th EDF worth around EUR 26 million annually in 2008-2013; but less than EUR 20 million in 2008 and 2009). Also, for more than ten years, Germany has been providing technical assistance to the Mauritanian fisheries monitoring services.

### The fisheries sector in Mauritania

8. Mauritania has some of the world's most fish-abundant waters due to its strong upwelling coastal currents and a large continental shelf favouring the development of fisheries resources. A part of Mauritania's waters has been designated a marine protected area (the Banc d'Arguin National Park is one of Africa's most important marine protected areas). The use of motorised vessels in the park is forbidden.
9. The competent Mauritanian authority for fisheries is the Ministry of Fisheries and Maritime Economy (MFME, MPEM in French). The Mauritanian Institute for Oceanographic and Fisheries Research (MIOFR, IMROP in French) is in charge of the scientific monitoring of fisheries activity in Mauritania. It submits its recommendations to the management of MFME. The Directorate of Industrial Fishing (DIF, DPI in French)

is in turn responsible for granting licenses and monitoring payments for access rights. The Directorate for the Management of Oceanic Resources (DMOR, DARO in French) is responsible for the planning, collection and processing of statistical fisheries data and their transmission to the Office of National Statistics (ONS). Finally, the Mauritanian Coast Guard (MCG, GCM in French) under the trusteeship of the MFME is responsible for monitoring at sea. It is supported by the maritime gendarmerie. The coastguards' fisheries monitoring centre is in Nouadhibou.

10. Mauritanian legislation distinguishes three kinds of fishing: artisanal, coastal and industrial. The access of foreign fleets to Mauritanian coastal fishing zones is made possible through bilateral agreements, private arrangements with private companies or by the acquisition of private licences. Access conventions are currently in force between Mauritania and a Chinese company (access to small pelagics) and a Japanese company (tuna), while a bilateral agreement with Senegal allows for access by an artisanal fleet of canoes and a Senegalese fleet of bait boats based in Dakar.
11. Excluding tuna catches, industrial fishing represented, during the period 2007-2012, between 85 and 90 % of the total catches declared by the artisanal and industrial fisheries (1 million tonnes in 2012) according to MIOFR. The industrial fishing of small pelagics is notable because it represented 820 000 tonnes on average over the same period, or around 90 % of total industrial fishing. EU vessels represent on average 30 % of the total catch of small pelagics. The artisanal sector targets all species and, beyond supplying the local market, it provides a large part of the fish destined for processing into meal and oil, of which the production reached 40 000 t and 4 700 t respectively in 2010.
12. The catch of EU vessels is not landed and marketed in Mauritania. The small pelagics are transshipped within the sheltered waters of Nouadhibou for onward shipping to Gulf of Guinea countries (Nigeria, Ivory Coast and Cameroon in particular) as well as to Russia and its neighbouring countries. Demersals enter into the distribution cycle of the Spanish market.
13. About 22 000 t of Mauritanian marine resources enter the European market each year. The country ranks as the 28th largest exporter of marine resources to the EU but it is the 4th largest exporter among the coastal states of West Africa.

### **The FPA between the European Union and Mauritania**

14. The current protocol has been in provisional application since 16 December 2012. It was recently approved on 8 October 2013 by the European Parliament and validated on 15 November by the Council of the EU.
15. Two important provisions were included in the so-called 'fisheries partnership' agreement between the EU and Mauritania entered into force in 2006: the clause on non-discrimination aiming to ensure an equivalence in technical and financial conditions applied to the different foreign fleets operating in Mauritanian fisheries; and the distinction within the financial contribution of the EU between the financial compensation paid for the access, and the financial contribution paid for the development of the Mauritanian fisheries sector.
16. The current FPA protocol also introduces some innovative clauses, coherent with the new principles of the common fisheries policy: one clause on human rights following the principles of the Cotonou Agreement, clauses on preferential access for EU fleets to marine resources taking into account systematically the surplus available in accordance with the United Nations Convention Law of the Sea for the calculation of the volume of catches authorised for fleets from the EU, and a consideration of the real price of the fish needed for the calculation of the contribution of the EU.
17. Thus, the current protocol is structured around access for nine categories of fishing for highly-migratory species (tunas and associated species), crustacea, demersal fish, small pelagics and cephalopods (without, for now, fishing possibilities being allocated for the latter) for an annual total authorised catch of 326 000 t, for around 135 fishing vessels each year at the most. The financial contribution of the EU (EUR 70 million) is composed of a financial compensation of EUR 67 million linked to access rights and EUR 3



million in sectoral policy support. The release of the sectoral support funds is for the moment made conditional upon the use of the unexpended balances of funds for sectoral support under the previous protocol (1 August 2008 - 31 July 2012).

18. The historically significant cephalopod fishery made catches of around 25 000 t between 1994 and 2012. However, because of the fragility of the status of octopus stocks, and because of the willingness of Mauritania to reserve this fishery for its national fleet, the Parties have decided not to renew the fishing opportunities for the fishing category targeting cephalopods under the framework of the current fisheries protocol.
19. The rate of utilisation of the fishing opportunities during the first months was low to moderate, depending on the fishing categories, both in terms of use of licenses and in terms of catches. Around 150 000 t of fish had been caught in 11 months, or just under half of the annual volume of authorised catches, fixed at 326 700 t. The original terms of the protocol (areas of fisheries and access rights) would have been one of the main constraints for the vessel owners in addition to the uncertainty over the approval of the protocol by the European Parliament (lifted only on 8 October). However, the adaptations of these technical conditions made over the course of several meetings of the Joint Committee up to the end of September 2013 could improve the attractiveness of the protocol. For example, the EU shrimp vessels which had not applied for licenses since January 2013 have finally sought 13 licenses for the months of November and December 2013.
20. The freezer trawlers of the small pelagic fishery have, for the first 11 months of implementation of the protocol, captured the equivalent of 42 % of the authorised annual catch volume (129 000 t compared to 285 000 t). The vessels of Poland, Latvia and Lithuania are the most active and account for the bulk of the catches. For tuna vessels, the rate of utilisation is very high since their catch should exceed 22 000 t at the end of the year.
21. For EU vessel owners, the EEZ of Mauritania is economically interesting. All the segments, except for fresh fish counted as small pelagics, show a substantial gross operating surplus. The number of jobs created is also substantial as there are more than 550 on-board jobs, of which 130 are for Mauritanian staff and result from the activity of EU vessels, to which can be added nearly 970 jobs on land. Therefore, the FPA generates altogether around 1 500 jobs. In terms of public investment, the FPA appears to be less interesting since, given the assumptions retained to estimate the economic result of the EU fleets operating in Mauritanian waters, each euro of financial compensation generates 0.80 euro in direct added value in the capture sector and a total added value of around 1.7 euros, but of which only 0.9 returns to the EU. It should also be mentioned that every euro originating from public funds invested by the EU provides a turnover of around EUR 2.12 if the amount of the financial contribution is taken into account.
22. Data from the Committee for the Eastern Central Atlantic Fisheries (CECAF), a regional fishery body of the Food and Agriculture Organisation of the United Nations, show that some small pelagic stocks are overexploited (round sardinella, cunene horse mackerel, shad). The average biomass of cephalopods is uncertain and very sensitive to environmental conditions. Access to this resource is reserved by Mauritania, mainly for its national artisanal fisheries whose production is 40 000 to 50 000 t annually. The coastal shrimp (maximum sustainable yield, or MSY, of 1 800 t) and deep-sea shrimp (MSY 2 500 t) are under-exploited. For the tuna fisheries, the regional fisheries management organisation of tuna and associated species in the Atlantic, the International Commission for the Conservation of Atlantic Tunas (ICCAT), concludes that there is a slight overexploitation of yellowfin tuna, exploitation at near-sustainable level for bigeye tuna and an exploitation level slightly above sustainable levels for skipjack. In October 2013, the Scientific Committee of ICCAT recommended the carrying out of a new stock assessment of skipjack tuna due to the recently strong catches along the Mauritanian coast by EU purse seiners notably using fish aggregating devices.

## Conclusions of the evaluation

23. The current protocol was partially effective in that it has allowed the exploitation of less than 50 per cent of the opportunities for annual catches during the first 11 months of the protocol's implementation. Its contribution to the supply of EU and Mauritanian markets is correspondingly low. In terms of efficiency and acceptability, the level is medium because of the defection of vessel owners in the course of the first half 2013, due to the high burden of uncertainty and technical constraints. The lifting of these is generating a generalised keen interest in late 2013. In economic terms, without the sectoral support having been achieved at this stage, the current protocol is not contributing to an improvement of the fisheries management framework in Mauritania as the remainder of the sectoral support for 2008-2012 has yet to be used. In terms of consistency, the FPA is coherent with other EU policies on fisheries and development.
24. Two options are foreseeable in the future: the conclusion of a new protocol (option A) or not to conclude (option B). It is expected that the EU fishing fleets interested in fishing in waters under Mauritanian jurisdiction will be those which have been active during the current protocol and which have found an economic interest (a positive added value) - the tuna purse seiners and bait boats, trawlers for small pelagic fish, the vessels targeting hake and other demersal fish - and those highly likely to be active or interested such as the shrimp vessel fleet active during the end of 2013.
25. Under the hypothesis of a new protocol not being concluded, the EU vessel owners would likely seek access to the marine resources of Mauritania's waters through private arrangements. They could only do so after termination of the fishing agreement between the EU and the Mauritania. Mauritanian legislation has harmonised the major part of the access rights and the conservation and management measures of the foreign fleets in line with the terms of the fisheries agreement of the EU. The legislation provides, for example, for compensation costs, similar to the contribution of the EU, when the access of a ship is subject to a private arrangement (as for trawlers targeting small pelagic species). Assuming such a termination, it is unlikely that such an arrangement would attract the EU's vessel owners.
26. Option A is feasible and relevant if the contribution of the EU is better suited than the current protocol; there is a need to identify the categories of fish for which there is a strong probability of activity, taking into account the history, by category, of the number of active EU vessels and their catches within the current protocol. The number of fishing opportunities should thus be better estimated for the EU vessels targeting hake, for example, whereas the total volume of reference for tuna seiners should be revised upwards - taking into account the resolutions of ICCAT - to calculate the annual flat fee per vessel. It would be feasibly possible to open up fishing opportunities for octopus provided that the future protocol applies a mechanism similar to the current protocol: applying a category of fishing and then opening up fishing opportunities if Mauritania considers that a surplus of this resource is available.

---

## Resumen

---

1. La Unión Europea tiene una relación especial con la República Islámica de Mauritania en materia de pesca. Desde 1987 varios acuerdos de pesca autorizan a los buques pesqueros de la UE a acceder a las zonas de pesca de Mauritania. El Acuerdo de asociación en el sector pesquero (AAP) entre la UE y Mauritania actualmente en vigor fue firmado en 2006. El tercer Protocolo se aplica (de forma provisional) desde el 16 de diciembre de 2012 para un período de dos años. Con el fin de autorizar a la Comisión a negociar en nombre de la Unión Europea un nuevo protocolo antes de que expire el actual se han llevado a cabo evaluaciones independientes ex post y ex ante. Este informe presenta sus resultados.

### Contexto

2. Mauritania se sitúa en el extremo occidental de África. Su territorio tiene fronteras con Sáhara Occidental al norte, Senegal al sur, Mali al sureste y Argelia al noreste. Independiente desde 1960, la República Islámica de Mauritania es parte del grupo de Estados ACP (África, Caribe y Pacífico) y como tal se beneficia de las ventajas que procura el Acuerdo de Cotonú. El índice de desarrollo humano en 2012 era de 0,467 lo que sitúa al país en el rango 155 a nivel mundial (PNUD, 2013). La capital Nuakchot se encuentra en el sur mientras que Nuadibú, la principal base de pesca industrial y artesanal, está situada en el extremo norte del país.
3. Durante la fase de inestabilidad que Mauritania ha experimentado entre 2003 y 2009, la UE ha seguido aportando al país un apoyo político y financiero con el fin de ayudarlo en su transición hacia la democracia (elecciones de 2006-2007 y en 2009).
4. La economía de Mauritania se centra en actividades mineras (alrededor del 22 % del Producto Interno Bruto) y la pesca (5 % del PIB). El reciente desarrollo de la industria del petróleo por ahora es sólo embrionario.
5. El clima comercial ha mejorado en los últimos años gracias a la adopción de un nuevo Código de adquisiciones y del nuevo Código de inversiones. También se ha creado la primera zona franca del país en Nuadibú, los servicios de telecomunicaciones se han modernizado y existen perspectivas prometedoras en el sector de la energía y del transporte aéreo. Sin embargo, varios obstáculos siguen impidiendo el desarrollo del sector privado: un crecimiento insuficientemente inclusivo, la falta de competitividad y las deficiencias en la gobernanza.
6. La Zona Económica Exclusiva (ZEE) de Mauritania se estima en 234 000 km<sup>2</sup>. Las fronteras marítimas al norte y al sur respectivamente con Sáhara Occidental y Senegal y todavía no han sido delimitadas formalmente mediante acuerdos.
7. Las relaciones entre la UE y Mauritania se basan en el Acuerdo de Cotonú, el documento de estrategia nacional y el Programa Indicativo Nacional (PIN) para el período 2008-2013. En 2012, el apoyo de la UE y de sus Estados miembros representaba casi el 90 % del apoyo presupuestario al sector de la pesca y al medio ambiente marino mauritano. La contribución de la UE al Estado mauritano a través de los acuerdos de pesca (derechos de acceso y apoyo a la política sectorial pesquera) es importante, ya que es superior a la ayuda brindada a este país dentro del marco del Fondo Europeo de Desarrollo (10° FED – alrededor de 26 millones de EUR por año durante el período de 2008 a 2013 e inferior a 20 millones en 2008 y 2009). Además, Alemania ofrece servicios de asistencia técnica para control pesquero en Mauritania desde más de diez años.

### El sector pesquero en Mauritania

8. Mauritania es uno de los países del mundo cuyas aguas son más ricas en peces por la presencia de una fuerte corriente ascendente y de una amplia plataforma continental, que constituyen condiciones propicias para el desarrollo de los recursos pesqueros. Parte de las aguas mauritanas está clasificada

como área marina protegida (Parque nacional del Banco de Arguin, una de las áreas marinas protegidas más importantes de África). El uso de embarcaciones a motor está prohibido en este parque.

9. La autoridad mauritana competente para la pesca es el Ministerio de Pesca y de Economía Marítima (MPEM). El Instituto Mauritano de Investigación Oceanográfica y Pesquera (IMROP) es responsable de la supervisión científica de las actividades de pesca en Mauritania. Elabora recomendaciones de gestión para el MPEM. La Dirección de Pesca Industrial, DPI, se encarga de emitir las licencias y del seguimiento de los pagos de los derechos de acceso. La Dirección de la Ordenación de los Recursos Oceánicos (DARO) es responsable de la planificación, de la recogida y del tratamiento de los datos estadísticos de la pesca para su transmisión a la Oficina de Estadísticas Nacionales (ONS). Por último, la Guardia Costera Mauritana (GCM), bajo la supervisión del MPEM, se encarga de la vigilancia en el mar. Tiene el apoyo de la gendarmería marítima. El Centro de seguimiento de pesca de los guardacostas se encuentra en Nuadibú.
10. La legislación mauritana distingue tres tipos de pesca: la pesca artesanal, la pesca costera y la pesca industrial. El acceso de las flotas de pesca extranjeras a zonas de pesca mauritanas es posible a través de acuerdos bilaterales, mediante acuerdos privados con empresas privadas o adquiriendo licencias privadas. Actualmente están en vigor unas convenciones de acceso entre Mauritania y una empresa china (acceso a pequeños pelágicos) y entre Mauritania y una empresa japonesa (acceso al atún). Un acuerdo bilateral con Senegal también permite el acceso de una flota artesanal de canoas y cañeros senegalesa basada en Dakar.
11. Excluyendo las capturas de atún, en el período 2007-2012 la pesca industrial representa entre el 85 % y el 90 % del total de las capturas declaradas por la pesca artesanal e industrial (1 millón de toneladas en 2012) según el IMROP. La pesca industrial de pequeños pelágicos es significativa ya que representa un promedio de 820 000 t durante este período, lo cual constituye cerca del 90 % de la pesca industrial total. De media, las capturas realizadas por los buques comunitarios representa un 30 % del total de las capturas de pequeños pelágicos. La flota artesanal captura todo tipo de especies y, además de abastecer al mercado local (40 000 t en 2010), suministra una parte sustancial de los peces destinados a ser procesados para producir harina y aceite (4 700 t en 2010).
12. La pesca de los buques de la UE no se desembarca ni se comercializa en Mauritania. Las pequeñas especies pelágicas se transfieren en Nuadibú para ser transportadas a otros países del Golfo de Guinea (Nigeria, Costa de Marfil y Camerún en particular) así como a Rusia y a sus países vecinos. Los demersales entran en el sistema de distribución del mercado español.
13. Alrededor de 22 000 t de productos pesqueros procedentes de Mauritania entran en el mercado europeo cada año. El país ocupa el 28º puesto en el rango mundial y el 4º rango de los países costeros de África occidental exportadores de productos pesqueros a la UE.

### **El AAP entre la Unión Europea y Mauritania**

14. El Protocolo actual se aplica provisionalmente desde el 16 de diciembre de 2012. Fue aprobado el 08 de octubre de 2013 por el Parlamento Europeo y validado el 15 de noviembre de 2013 por el Consejo de la UE.
15. Dos disposiciones importantes se incluyen en el acuerdo llamado de « asociación en el sector pesquero » (AAP) entre la UE y Mauritania desde su entrada en vigor en 2006: la cláusula de no discriminación, que garantiza la equivalencia de condiciones técnicas y financieras para las diferentes flotas extranjeras que operan en la zona de pesca mauritana y la distinción de la contribución financiera de la UE entre la compensación financiera pagada para el acceso y la contribución financiera para el desarrollo del sector pesquero mauritano.
16. Además, el Protocolo de AAP en vigor introduce cláusulas y disposiciones innovadoras coherentes con los nuevos principios de la política pesquera común: la cláusula relativa a los derechos humanos, basada en los principios del acuerdo de Cotonú, cláusulas relativas al acceso preferencial a los recursos

pesqueros para las flotas de la UE tomando sistemáticamente en cuenta los «excedentes» disponibles tal y como establece la Convención de las Naciones Unidas sobre el derecho del mar para el cálculo de volúmenes de capturas permitidos para flotas de la UE, y la consideración del precio real del pescado para el cálculo de la contribución de la UE.

17. Por ello, el actual Protocolo se estructura en torno al acceso a 9 categorías de pesca. Estas categorías incluyen especies altamente migratorias (túnidos y especies asociadas), crustáceos, peces demersales, pequeños pelágicos y cefalópodos (sin posibilidades de pesca asignadas por el momento a esta categoría). El total anual de capturas autorizadas es de 326 700 t para cerca de 135 buques al año como máximo. La compensación financiera de la UE (70 millones EUR) consiste en una parte relacionada con los derechos de acceso de 67 millones EUR y la otra para el apoyo a la política sectorial de 3 millones EUR. La liberación de los fondos para el apoyo sectorial está condicionada actualmente a la utilización de los saldos no utilizados del fondo de apoyo al sector del Protocolo anterior (1 de agosto de 2008 – 31 de julio de 2012).
18. La pesca de cefalópodos, históricamente importante, realizaba capturas de aproximadamente 25 000 t entre 1994 y 2012. Sin embargo, debido a la frágil situación de las poblaciones de pulpo y a la voluntad de Mauritania de reservar esta pesquería a su flota nacional, las partes han decidido no renovar las posibilidades de pesca de la categoría de pesca dirigida a los cefalópodos en el marco del Protocolo de pesca actual.
19. La tasa de utilización de las posibilidades de pesca durante los primeros meses fue de baja a moderada, según las categorías de pesca, tanto en términos de uso de las licencias como en términos de capturas. Cerca de 150 000 t de peces fueron capturadas en 11 meses, un poco menos de la mitad del volumen anual de capturas autorizadas fijado en 326 700 t. Los términos iniciales del Protocolo (zonas de pesca y derechos de acceso) habrían sido unas de las principales dificultades para los armadores, además de la incertidumbre con respecto a la aprobación del protocolo por parte del Parlamento Europeo (la decisión no se tomó hasta el 8 octubre). Sin embargo, las modificaciones de estas condiciones técnicas realizadas en reuniones de la Comisión Mixta que tuvieron lugar hasta finales de septiembre 2013 podrían mejorar el atractivo del Protocolo. Así, los buques camaroneros de la UE, que no habían solicitado licencias desde enero de 2013, finalmente han solicitado 13 licencias para los meses de noviembre y diciembre de 2013.
20. Los arrastreros congeladores de pesca de pequeños pelágicos han capturado el equivalente al 42 % del volumen anual de capturas autorizadas (129 000 t de 285 000 t) durante los 11 primeros meses de aplicación del Protocolo. Los buques procedentes de Polonia, Letonia y Lituania son los más activos y realizan la mayor parte de las capturas. Para los atuneros, la tasa de utilización es muy alta ya que su captura debe ser superior a 22 000 t al final del año.
21. Para los buques de la UE la ZEE de Mauritania es económicamente atractiva. Todos los segmentos, a excepción de las pesquerías de pequeños pelágicos frescos, emiten un excedente bruto de explotación sustancial. El número de empleos creados es también importante, ya que se generan más de 550 puestos de trabajo a bordo de buques de los cuales 130 para mauritanos, y a los que hay que agregar casi 970 puestos de trabajo más en tierra. El AAP, por lo tanto, crea alrededor de 1 500 puestos de trabajo. En cuanto a la inversión pública, el AAP ha demostrado ser menos interesante ya que, en vista de las hipótesis consideradas para estimar el resultado económico de las flotas de la UE que faenan en aguas mauritanas, cada euro de compensación financiera genera un valor añadido directo de 0,80 EUR en el segmento de la captura. El nivel de valor añadido total es de 1,7 EUR por cada euro de compensación, de los que sólo 0,9 EUR retornan a la UE. También cabe mencionar que cada euro de carácter público invertido por la UE proporciona un volumen de negocios de alrededor de 2,12 EUR si se tiene en cuenta el importe de la contrapartida financiera.
22. Los datos del Comité de Pesca para el Atlántico Centro-Oriental (COPACE), una organización regional de pesca de la Organización para la Agricultura y la Alimentación de las Naciones Unidas (FAO),

muestran que algunas poblaciones de pequeñas especies pelágicas están sobreexplotadas (alacha, jurel de cunene, sardinela). La biomasa media de cefalópodos es incierta y muy sensible a las condiciones ambientales. Mauritania reserva el acceso a estos recursos esencialmente a la pesca artesanal nacional cuya producción es de 40 000 a 50 000 t/año. El camarón costero (rendimiento máximo sostenible, RMS, de 1 800 t) y el camarón de aguas profundas (RMS de 2 500 t) están infra-explotados. En lo referente a la pesca atunera, la organización regional de ordenación pesquera de túnidos y especies afines en el Atlántico, la Comisión Internacional para la Conservación del Atún Atlántico (CICAA), concluye que existe una ligera sobreexplotación del rabil, una explotación sostenible del patudo y una explotación ligeramente por encima del nivel sostenible para el listado. En octubre de 2013, el Comité científico de la CICAA recomendó la realización de una nueva evaluación de la población de listado debido al alto nivel de las capturas recientes frente a las costas de Mauritania por parte de cerqueros de la UE, que usan dispositivos de concentración de peces.

## Conclusiones de la evaluación

23. El Protocolo actual ha sido parcialmente eficaz con menos del 50 % de las posibilidades de capturas anuales utilizadas durante sus primeros 11 meses de aplicación. Su contribución al abastecimiento de los mercados de la UE y de Mauritania también ha sido baja. El nivel de eficiencia y de aceptabilidad es medio a causa de la deserción de los armadores durante el primer semestre de 2013. Esta disminución se ha debido a la alta incertidumbre y a las apremiantes limitaciones técnicas. La eliminación de estas limitaciones se traduce en el extremo atractivo del Protocolo a finales de 2013. En términos económicos, ya que todavía no se ha podido poner en marcha el apoyo sectorial, el Protocolo actual no contribuye a la mejora de la gestión de las pesquerías en Mauritania. El saldo del apoyo sectorial de 2008 - 2012 aún no se ha consumido totalmente. En términos de consistencia, el AAP es coherente con otras políticas pesqueras y de desarrollo de la UE.
24. Existen dos opciones para el futuro: la firma de un nuevo protocolo (opción A) o no concluir ningún protocolo (opción B). Se espera que las flotas de la UE que estén interesadas en pescar en aguas bajo jurisdicción mauritana sean las que han estado activas bajo el Protocolo actual y que han encontrado un interés económico (valor añadido positivo) – los atuneros cerqueros y los cañeros, los arrastreros de pesca de pequeños pelágicos, los pescadores de merluza y de otros peces demersales - y que haya flotas muy probablemente interesadas, como la flota camaronera activa a finales de 2013.
25. En el caso de que no se concluya un nuevo protocolo, los armadores de la UE pedirían accesos a los recursos pesqueros en aguas mauritanas a través de acuerdos privados. Sólo podrían hacerlo tras la terminación del Acuerdo de pesca entre la UE y Mauritania. La legislación mauritana ha armonizado la mayor parte de sus derechos de acceso, así como las medidas de conservación y de gestión de flotas extranjeras en base a los términos del Acuerdo de pesca de la UE. La legislación prevé por ejemplo compensaciones financieras similares a las contribuciones de la UE cuando el acceso de un buque extranjero se efectúa en base a un acuerdo privado (por ejemplo, para los arrastreros que pescan pequeños pelágicos). En la hipótesis de una terminación es poco probable que un acuerdo de este tipo atraiga a los armadores de la UE.
26. La opción A es viable y pertinente si la contribución de la UE se adapta de forma más conveniente que el Protocolo actual. Es necesario identificar las categorías de pesca cuya probabilidad de ser activas es alta, teniendo en cuenta la historia por categoría, el número de buques activos de la UE y sus capturas dentro del marco del Protocolo actual. La cantidad de posibilidades de pesca deberá por lo tanto estimarse mejor para los pescadores de merluza por ejemplo, mientras que el volumen total de referencia para los atuneros cerqueros debería revisarse al alza - teniendo en cuenta las resoluciones de la CICAA - para calcular la tarifa estándar anual por buque. Abrir posibilidades de pesca para el pulpo es posible a condición de que el futuro protocolo aplique un mecanismo similar al Protocolo actual: establecer una categoría de pesca y, a continuación, abrir posibilidades de pesca si Mauritania considera que un excedente de este recurso está disponible.

## Table des matières

<b>Résumé .....</b>	<b>iii</b>
<b>Executive summary.....</b>	<b>vii</b>
<b>Resumen .....</b>	<b>xi</b>
<b>Table des matières.....</b>	<b>xv</b>
<b>Introduction .....</b>	<b>1</b>
<b>Présentation succincte de l'APP et du protocole en vigueur.....</b>	<b>3</b>
<b>1 Contexte général et situation en Mauritanie .....</b>	<b>7</b>
1.1 Géographie et population .....	7
1.2 Les limites maritimes de la Mauritanie .....	7
1.3 Contexte politique, institutionnel, économique et social .....	9
1.3.1 Contexte politique et institutionnel.....	9
1.3.2 Situation économique et sociale.....	10
1.3.3 Entrepreneuriat et climat d'affaires.....	12
1.3.4 Politique environnementale .....	13
1.4 Relations extérieures avec les autres pays et entités politiques.....	13
1.4.1 Les relations UE-Mauritanie.....	13
1.4.2 Relations avec d'autres pays et entités politiques.....	15
<b>2 Le secteur des pêches de la Mauritanie – production et filières.....</b>	<b>16</b>
2.1 Pêcheries actives dans les eaux de la Mauritanie.....	16
2.2 La pêche industrielle .....	19
2.2.1 La pêche industrielle démersale.....	21
2.2.2 La pêche industrielle des petits pélagiques.....	26
2.2.3 Pêches des thonidés et espèces associées.....	28
2.3 La pêche artisanale .....	30
2.3.1 La pêche artisanale continentale et l'aquaculture .....	30
2.3.2 La pêche artisanale maritime .....	31
2.3.3 Les interactions entre pêche artisanale et pêche industrielle.....	35
2.4 Filière des produits de pêche en Mauritanie.....	36
2.5.1 Introduction .....	36
2.5.2 Infrastructures portuaires.....	37
2.5.3 Les structures de la filière aval.....	37
<b>3 Environnement côtier et marin, écosystèmes aquatiques et ressources halieutiques .....</b>	<b>42</b>
3.1 Environnement côtier et marin .....	42
3.2 État des ressources halieutiques de la Mauritanie .....	43
3.2.1 Les pélagiques .....	43
3.2.2 Les espèces démersales.....	47
3.3 Effets des pêches sur les ressources et sur l'environnement de la Mauritanie .....	50
<b>4 Le secteur des pêches en Mauritanie - la gouvernance et les perspectives.....</b>	<b>52</b>
4.1 Politique nationale des pêches.....	52

4.1.1	<i>La Stratégie de gestion durable du secteur des pêches et de l'aquaculture (2008 – 2012)</i> .....	52
4.1.2	<i>Le Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté pour la période 2011 – 2015 – Plan d'action du secteur de la pêche pour la période 2013 – 2015</i> .....	52
4.2	<b>Le cadre juridique des pêches</b> .....	52
4.2.1	<i>Suprématie des traités sur les lois</i> .....	52
4.2.2	<i>Engagements internationaux de l'État mauritanien en matière de pêche</i> .....	53
4.2.3	<i>Le cadre législatif et réglementaire en matière de pêche</i> .....	55
4.2.4	<i>Plans d'aménagement des pêcheries</i> .....	59
4.2.5	<i>Les aires marines protégées</i> .....	60
4.2.6	<i>Cadre légal régissant le commerce des produits de la pêche</i> .....	61
4.3	<b>Le mode d'accès des navires étrangers - évolution et situation</b> .....	62
4.3.1	<i>Les accords publics entre la Mauritanie et des pays tiers (hors accord UE)</i> .....	64
4.3.2	<i>Arrangements (« accords ») privés entre la Mauritanie et les armateurs étrangers</i> .....	65
4.4	<b>L'organisation de la gestion des pêches</b> .....	67
4.4.1	<i>L'administration en charge de la gestion</i> .....	67
4.4.2	<i>La recherche halieutique</i> .....	67
4.4.3	<i>Les parties prenantes du secteur des pêches</i> .....	68
4.4.4	<i>Le fonctionnement des institutions et leur concertation</i> .....	68
4.5	<b>Application des mesures de conservation et de gestion</b> .....	69
4.5.1	<i>Suivi, contrôle, surveillance (SCS)</i> .....	69
4.5.2	<i>Le plan d'action national sur la pêche INN</i> .....	69
4.5.3	<i>Réglementation en vigueur pour exporter des produits de pêche vers l'UE – règles d'hygiène et le mécanisme de certification de captures pour lutter contre la pêche INN</i> .....	70
4.6	<b>Le secteur des pêches en Mauritanie - développements possibles et contraintes à court et à moyen terme</b> 70	

## **5 Analyse de la mise en œuvre du protocole de l'accord de partenariat de pêche entre l'UE et la Mauritanie .....73**

5.1	<b>Évolution de l'accord de partenariat dans le domaine de la pêche entre l'UE et la Mauritanie</b> .....	73
5.1.1	<i>Continuité des activités des navires de pêche de l'UE entre le protocole en cours et le protocole précédent</i> 73	
5.1.2	<i>Évolution de la contrepartie financière (contribution de l'UE)</i> .....	73
5.2	<b>Niveau d'utilisation du protocole par les navires de l'UE pour l'année 2013</b> .....	75
5.2.1	<i>Utilisation des possibilités de pêche</i> .....	75
5.3	<b>Niveau d'utilisation des volumes de captures</b> .....	76
5.3.1	<i>Catégorie 1 - « navires de pêche aux crustacés à l'exception de la langouste et du crabe » (crevettiers) (licences de deux mois)</i> .....	78
5.3.2	<i>Catégorie 2 – « chalutiers (non congélateurs) et palangriers de fond de pêche au merlu noir » (merlutiers) (licences trimestrielles)</i> .....	78
5.3.3	<i>Catégorie 3 - « navires de pêche des espèces démersales autres que le merlu noir avec des engins autres que le chalut » (licences trimestrielles)</i> .....	79
5.3.4	<i>Catégorie 4 – « crabes » (licences trimestrielles)</i> .....	79
5.3.5	<i>Catégorie 5 – « thoniers senneurs » (licences annuelles)</i> .....	79
5.3.6	<i>Catégorie 6 - « thoniers canneurs et palangriers de surface » (licences annuelles)</i> .....	79
5.3.7	<i>Catégorie 7 – « chalutiers congélateurs de pêche pélagique »</i> .....	79
5.3.8	<i>Catégorie 8 : « navires de pêche pélagique au frais »</i> .....	79
5.3.9	<i>Catégorie 9 – « céphalopodes »</i> .....	79



5.4	Respect des obligations spécifiées dans l'APP et le protocole.....	80
5.4.1	<i>Date d'application provisoire du protocole et versement de la compensation financière .....</i>	80
5.4.2	<i>Les commissions mixtes et le comité scientifique .....</i>	80
5.4.3	<i>Mesures techniques .....</i>	80
5.4.4	<i>Mesures économiques et sociales .....</i>	83
5.5	Appui sectoriel.....	85
<b>6</b>	<b>Effets économique de l'APP .....</b>	<b>87</b>
6.1	Introduction .....	87
6.2	Approvisionnement des marchés mauritaniens et européens.....	87
6.3	Création d'emplois.....	87
6.4	Valeur ajoutée et résultat brut d'exploitation.....	90
6.5	Ratios coût / bénéfice de l'APP .....	93
<b>7</b>	<b>Évaluation rétrospective du protocole de l'accord de pêche en cours – critères : efficacité, efficacité, économie, cohérence, acceptabilité.....</b>	<b>96</b>
7.1	Efficacité : les objectifs spécifiques de l'APP ont-ils été atteints ?.....	96
7.1.1	<i>Contribution de l'APP au développement d'une pêche durable et rationnelle.....</i>	96
7.1.2	<i>Surveillance de la pêche .....</i>	97
7.1.3	<i>Approvisionnement des marchés européens .....</i>	98
7.2	Efficience : les résultats attendus l'ont-ils été à un coût raisonnable ?.....	98
7.2.1	<i>L'APP est-il avantageux pour l'industrie de la pêche de l'UE ? .....</i>	98
7.2.2	<i>L'APP est-il avantageux pour le secteur de la pêche mauritanienne ? .....</i>	99
7.2.3	<i>Importance relative et impacts des captures des navires de l'UE sur le secteur de la transformation en Mauritanie.....</i>	99
7.3	Économie .....	99
7.4	Cohérence.....	100
7.5	Acceptabilité : les objectifs de l'APP étaient-ils pertinents concernant les besoins, les problèmes et enjeux auxquels sont confrontées les parties prenantes ? .....	101
<b>8</b>	<b>Évaluation prospective de l'opportunité d'un protocole d'accord de partenariat dans le secteur de la pêche entre l'Union européenne et la République islamique de Mauritanie .....</b>	<b>102</b>
8.1	Évaluation des besoins à satisfaire à court ou à long terme .....	102
8.1.1	<i>Besoins à satisfaire partagés par l'UE et la Mauritanie .....</i>	102
8.1.2	<i>Besoins à satisfaire pour la Mauritanie.....</i>	103
8.1.3	<i>Besoins à satisfaire pour l'Union européenne .....</i>	104
8.1.4	<i>Positionnement de la société civile.....</i>	106
8.2	Enseignements tirés du passé .....	107
8.3	Les objectifs d'accord de partenariat de pêche .....	108
8.3.1	<i>Objectifs globaux.....</i>	108
8.3.2	<i>Objectifs opérationnels.....</i>	109
8.4	Options de politique disponibles et risques y étant associés.....	110
8.4.1	<i>Option 1 : conclusion d'un protocole entre l'UE et la Mauritanie .....</i>	110
8.4.2	<i>Option 2 : absence de protocole entre l'UE et la Mauritanie .....</i>	111
8.5	Effets attendus et risques escomptés selon les différentes options .....	111
8.5.1	<i>Option 1 : conclusion d'un protocole d'accord de pêche entre l'UE et la Mauritanie effets et risques.....</i>	111
8.5.2	<i>Option 2 : absence d'accord de pêche entre l'UE et la Mauritanie – effets et risques .....</i>	111

8.5.3	Comparaison des deux options – effets et risques.....	111
8.5.4	Évaluation globale.....	112
8.6	Analyse de la décision éventuelle de l'UE de conclure un protocole d'accord de partenariat de pêche avec la Mauritanie.....	113
8.6.1	Plus-value de l'intervention de l'Union européenne/de la DG MARE dans un protocole.....	113
8.6.2	Mode d'exécution le plus approprié.....	113
8.6.3	Cohérence interne du protocole de l'APP et de sa relation avec d'autres instruments pertinents.....	115
8.6.4	Volume de crédits, des ressources humaines et des autres dépenses administratives à allouer en fonction du principe de coût/efficacité.....	115
<b>9</b>	<b>Conclusions.....</b>	<b>116</b>
<b>10</b>	<b>Références.....</b>	<b>119</b>
	<b>Annexes.....</b>	<b>125</b>

## Annexes

Annexe A : données monétaires, métriques et unités de mesure .....	126
Annexe B : liste des abréviations et acronymes.....	128
Annexe C : organisations consultées avec lesquelles les évaluateurs ont communiqué .....	132
Annexe D : terminologie.....	134
Annexe E : extraits du texte de compromis final du règlement de base de la PCP.....	135
Annexe F : données de bases utilisées pour l'analyse de la mise en œuvre du protocole en cours (Chapitre 5) .....	138
Annexe G : zone de pêche des thoniers au sein du protocole de l'accord de pêche en cours.....	149
Annexe H : méthode utilisée pour l'analyse économique et financière de la flotte de pêche de l'UE .....	150

## Figures et tableaux

### Figures

Figure 1.1 : les limites maritimes de la Mauritanie.....	8
Figure 2.1 : évolution des navires étrangers autorisés à pêcher dans les eaux mauritaniennes 2000 – 2013..	18
Figure 2.2 : évolution Nombre de navires par type de licence de 1990 à 2010.....	19
Figure 2.3 : évolution globale des unités de pêche industrielle nationales et étrangères (nombre de bateaux hors pêche thonière) .....	20
Figure 2.4 : évolution des prises en fonction des segments de pêche (en tonnes hors pêche thonière).....	21
Figure 2.5 : évolution des prises industrielles par grands groupes d'espèces dans les eaux mauritaniennes (en tonnes) .....	22
Figure 2.6 : évolution des prises de pêche industrielle de poulpes et de céphalopodes dans les eaux mauritaniennes en tonnes, 2003 – 2012 (en tonnes) .....	23
Figure 2.7 : évolution des prises de poissons démersaux et poids relatif du merlu dans les eaux mauritaniennes en tonnes, 2003 – 2012 .....	25
Figure 2.8 : évolution des prises de petits pélagiques dans les eaux mauritaniennes (en tonnes, 2003 – 2012) .....	27
Figure 2.9 : comparaison de la composition des captures des senneurs et des canneurs dans la ZEE mauritanienne .....	29
Figure 2.10 : comparaison de la saisonnalité des captures des canneurs dans la ZEE mauritanienne en tonnes, 2008 – 2012.....	30
Figure 2.11 : évolution et structure du parc piroguier mauritanien, 2006 – 2011.....	31

Figure 2.12 : évolution du poids relatif des prises artisanales selon les espèces (en tonnes, 2007 – 2011).....	32
Figure 2.13 : distribution spatiale des pirogues mauritaniennes, 2006 – 2011 .....	33
Figure 2.14 : évolution des cours internationaux de la farine et l'huile de poisson .....	38
Figure 2.15 : évolution des exportations en fonction des catégories d'espèces (en tonnes) 2002 – 2012 .....	40
Figure 2.16 : exportations mauritaniennes en fonction des destinations de 1987 à 2011 (en tonnes) .....	40
Figure 3.1 : localisation des upwellings côtiers et leur saisonnalité dans la zone nord-ouest africaine .....	43
Figure 3.2 : répartition des captures des flottilles industrielles des crevettes profondes .....	48
Figure 0.1 : taux de change de l'euro (EUR) en dollar des États-Unis et en ouguiya, moyenne annuelle, 2006 à 2013 (octobre 2013) .....	126
Figure 0.2 : taux d'inflation annuel de la monnaie mauritanienne (MRO) selon l'indice de prix à la consommation (en pourcent) comparé au taux d'inflation de l'UE, de la zone euro et du monde .....	126

## Tableaux

Tableau 0.1 : principales caractéristiques de l'APP et du protocole en vigueur .....	4
Tableau 0.2 : principales caractéristiques des catégories de pêche .....	5
Tableau 1.1 : produit intérieur brut (PIB) par secteur .....	11
Tableau 1.2 : principaux indicateurs sociaux de la RIM et comparaison avec le Sénégal.....	11
Tableau 2.1 : nombre de navires de pêche industrielle nationaux et étrangers autorisés à pêcher dans les eaux mauritaniennes 2000 – 2013 .....	17
Tableau 2.2 : évolution des licences libres hors UE battant pavillon non-UE en fonction des types de pêcherie depuis 2004.....	18
Tableau 2.3 : estimation du poids global des prises de la flotte de l'UE (en tonnes hors pêche thonière) .....	20
Tableau 2.4 : évolution des unités de pêche démersale en fonction de l'origine.....	21
Tableau 2.5 : évolution des prises industrielles démersales et du poids des captures de la flotte de l'UE dans les eaux mauritaniennes (en tonnes) .....	22
Tableau 2.6 : évolution des prises de céphalopodes et poids relatif des prises des navires de l'UE ciblant les céphalopodes, 2007 – 2012 (en tonnes).....	23
Tableau 2.7 : évolution des prises de crustacés et poids relatif des prises des navires de l'UE pour les pêcheries de crustacés, en tonnes, 2007 – 2012.....	24
Tableau 2.8 : évolution des unités de pêche industrielle au chalut pélagique, en tonnes, 2000 – 2012.....	26
Tableau 2.9 : évolution des prises de petits pélagiques et poids relatif des prises des navires de l'UE ciblant les petits pélagiques, en tonnes, 2007 – 2012 .....	27
Tableau 2.10 : évolution des caractéristiques des navires de pêche de petits pélagiques dans les eaux mauritaniennes.....	28
Tableau 2.11 : évolution des prises des senneurs européens dans les eaux mauritaniennes, en tonnes, 2007 – 2012 .....	29
Tableau 2.12 : évolution des prises des canneurs espagnols dans les eaux mauritaniennes, en tonnes, 2008 – 2012 .....	30
Tableau 2.13 : structure des embarcations de pêche côtière démersale, 2009 .....	31
Tableau 2.14 : évolution de la pêche artisanale mauritanienne, 2006 – 2010.....	32
Tableau 2.15 : distribution spatiale de l'effort, des prises et du chiffre d'affaires de la pêche artisanale.....	32
Tableau 2.16 : importance des principales sous filières de pêche artisanale en Mauritanie, 2007 – 2009 .....	34
Tableau 2.17 : évolution de la contribution de la pêche aux exportations (en milliards d'ouguiyas).....	36
Tableau 2.18 : évolution de l'effectif des usines à terre.....	39
Tableau 3.1 : potentiel et statut des stocks des ressources pélagiques dans l'ensemble de leur aire de distribution.....	45
Tableau 3.2 : potentiel et statut des stocks des ressources démersales dans la ZEE de Mauritanie.....	49
Tableau 4.1 : ratification des conventions et accords internationaux en matière de pêche et transposition dans le droit interne des plans d'action FAO pour la Mauritanie et l'UE.....	53
Tableau 4.2 : adhésion aux organisations ou arrangements régionaux de pêche.....	54

Tableau 4.3 : conventions privées ou accords de pêche bilatéraux conclus par la Mauritanie avec d'autres États ayant un protocole d'application en vigueur .....	62
Tableau 4.4 : droits d'accès à la pêche sous le régime mauritanien ordinaire (applicable sauf accord international d'accès) .....	63
Tableau 4.5 : droits d'accès à la pêche sous accord international avec la Mauritanie .....	63
Tableau 5.1 : ratio de l'appui sectoriel sur la compensation financière dans l'accord de pêche actuel (2006 à ce jour), en millions d'euros.....	74
Tableau 5.2 : taux d'utilisation des possibilités de pêche par catégorie en 2013 (hors catégorie 9) .....	76
Tableau 5.3 : taux d'utilisation des volumes de captures autorisés par catégorie en 2013 .....	77
Tableau 6.1 : emplois directs liés à la flotte de l'UE .....	88
Tableau 6.2 : emplois directs et indirects imputables à l'APP entre l'UE et la Mauritanie .....	89
Tableau 6.3 : valeur ajoutée brute directe et excédent brut d'exploitation (EUR).....	90
Tableau 6.4 : ratios relatifs aux droits d'accès, au CA et à la VABD .....	92
Tableau 6.5 : répartition de la valeur ajoutée moyenne (EUR).....	92
Tableau 6.6 : ratios relatifs à la VABD, la compensation et la contrepartie .....	94
Tableau 6.7 : variation des ratios relatifs à la VABD, la compensation et la contrepartie en fonction du prix moyen des petits pélagiques congelés.....	95
Tableau 8.1 : comparaison des deux options de politique évaluées et leurs incidences.....	112

## Introduction

---

La Mauritanie se situe à l'extrémité ouest de l'Afrique, bordée par le Sahara occidental<sup>1</sup>, au nord, le Sénégal au sud, le Mali au sud-est et l'Algérie au nord-est. Indépendante depuis 1960, la République islamique de Mauritanie<sup>2</sup> fait partie du groupe des États ACP et bénéficie, à ce titre, des avantages liés à l'accord de Cotonou<sup>3</sup>. L'indice de développement humain en 2012 était de 0,467, situant le pays au 155<sup>e</sup> rang mondial<sup>4</sup> (UNDP, 2013). L'économie de la Mauritanie est axée autour des activités minières et halieutiques, le développement de l'industrie pétrolière étant encore embryonnaire.

La ZEE mauritanienne bénéficie d'un phénomène naturel de remontée d'eaux profondes riches en nutriments (upwelling) fort propice à la vie marine. La fréquentation des eaux de la ZEE mauritanienne est donc recherchée par les navires de l'Union européenne (UE) et c'est en ce sens qu'un premier accord de pêche a été conclu en 1987 entre la Communauté économique européenne<sup>5</sup> et le gouvernement de la République islamique de Mauritanie. Un nouvel accord d'une durée de six ans, sous forme d'un partenariat dans le secteur de la pêche (APP), conforme aux conclusions du Conseil de l'UE de 2004, a été conclu en 2006 et renouvelé de manière tacite en 2012. Le protocole en cours, d'une durée de deux ans, en application provisoire depuis le 16 décembre 2012, a été approuvé par le Parlement européen le 8 octobre 2013. Il expire le 15 décembre 2014. Il permet à des navires de l'UE de fréquenter les eaux mauritaniennes afin de capturer différentes espèces de poissons dont les petits pélagiques, les démersaux, les crustacés et les thonidés. La contrepartie annuelle s'élève à 70 Mio EUR dont 67 Mio EUR au titre de la compensation financière et 3 Mio EUR à celui de l'appui à la mise en œuvre de la politique nationale des pêches. La contrepartie annuelle représente environ 7 % du budget de l'État mauritanien prévu pour l'année 2013.

Le présent rapport expose les différents éléments de l'évaluation rétrospective (ex post<sup>6</sup>) du protocole en cours ainsi que ceux de l'évaluation prospective (ex ante) afférente à l'opportunité de conclure un nouveau protocole avec la Mauritanie<sup>7</sup>.

La période de l'évaluation du protocole s'étend du 16 décembre 2012 (date de signature et d'entrée en application provisoire du protocole) à la fin du troisième trimestre 2013 (date de réalisation de l'évaluation, sauf exception concernant certaines données de captures de l'UE reçues pendant l'évaluation), soit environ 11 mois. Comme les déclarations de captures définitives d'une année calendaire de pêche ne sont généralement pas disponibles de manière immédiate l'évaluation a porté sur des données provisoires fournies par les différentes institutions en charge de leur collecte dans les États membres dont les navires opèrent

---

<sup>1</sup> Territoire non autonome sous administration marocaine conformément à l'Article 73 de la Charte de l'Organisation des Nations unies.

<sup>2</sup> Afin d'alléger la lecture, l'appellation « Mauritanie » est utilisée à la place de « République islamique de Mauritanie » dans le reste du texte sauf dans le cas où il est fait mention du titre d'un accord ou d'un document.

<sup>3</sup> Pour une présentation de l'accord : [http://ec.europa.eu/europeaid/where/acp/overview/cotonou-agreement/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/europeaid/where/acp/overview/cotonou-agreement/index_fr.htm)

<sup>4</sup> Sur un total de 187 pays pour lesquels l'IDH est estimé. Voir : <http://hdrstats.undp.org/en/countries/profiles/RIM.html>

<sup>5</sup> Devenue Communauté européenne à la suite de l'entrée en vigueur du traité de Maastricht le 1<sup>er</sup> novembre 1993 (signé à Maastricht le 7 février 1992) et Union européenne à la suite de l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne le 1<sup>er</sup> décembre 2009 (signé à Lisbonne le 13 décembre 2007). Conformément aux conventions éditoriales (Code de rédaction interinstitutionnel de l'UE), le terme Communauté économique européenne est utilisé pour les actes adoptés avant le 1<sup>er</sup> novembre 1993, Communauté européenne pour ceux adoptés après cette date et Union européenne pour ceux postérieurs au 1<sup>er</sup> décembre 2009.

<sup>6</sup> Par souci de simplification les termes génériques « ex post » et « rétrospectif » sont utilisés par la Commission pour toutes les évaluations d'APP, qu'elles soient finales ou intermédiaire comme c'est le cas ici.

<sup>7</sup> Le cadre de cette évaluation est défini par les termes de la décision du Conseil européen du 19 juillet 2004 relative aux APP et les conclusions du Conseil européen du 19 mars 2012. Suite aux avancées en 2013 du processus de réforme de la politique commune de la pêche (cf. Rapport régional), il est prévu que la dénomination des APP soit modifiée en APD (pour « accord de partenariat dans le domaine de la pêche durable »). Le terme APP est conservé dans le texte en attendant la confirmation de ce changement de dénomination par l'application d'un APD.

dans la ZEE mauritanienne. Les rencontres et correspondances avec les organisations de producteurs ont permis d'acquérir des informations de première main sans pour autant lever toutes les incertitudes qui entourent la nature des captures réalisées au cours des premiers mois d'application du protocole. En dépit des limites liées à la conduite d'une évaluation sur une courte période et de manière simultanée aux activités de pêche, les résultats obtenus présentent une certaine robustesse et, s'ils méritent d'être affinés, permettent, tout du moins, de dégager les aspects les plus importants du protocole actuel. Leur élaboration s'appuie, en cela, sur la méthode d'évaluation des effets économiques (cf. Annexe H), l'analyse de la situation faite à partir des différentes rencontres et échanges avec toutes les parties prenantes, les résultats des évaluations précédentes et notamment celle conduite sur la Mauritanie en 2011 ainsi que celles réalisées en 2013 sur le Cap-Vert, le Sénégal, et plus largement l'étude régionale des activités thonières dans l'Atlantique est.

Le rapport est divisé en deux parties : d'une part, le contexte général et spécifique au secteur des pêches en Mauritanie (Chapitres 1 à 4) et, d'autre part, les résultats et conclusions de l'évaluation (Chapitres 5 à 9). Le premier chapitre expose le contexte géographique, humain, politique, institutionnel, économique et social ; le deuxième chapitre, la pêche en Mauritanie et le commerce des produits halieutiques ; le troisième chapitre, l'environnement côtier et marin, le potentiel et le statut des ressources halieutiques ciblées par les flottes de l'UE ; le quatrième chapitre traite de la gouvernance des pêches dans les eaux mauritaniennes et des opportunités et contraintes propres au secteur. La seconde partie présente, aux chapitres 5, 6 et 7, l'analyse de la mise en œuvre du protocole, les effets économiques et les résultats de l'évaluation rétrospective ; au chapitre 8, l'analyse prospective de l'éventuelle conclusion d'un nouveau protocole est exposée. Le dernier chapitre présente, sous forme de conclusion, les principaux éléments de l'analyse du protocole en cours et donne une appréciation de l'opportunité de conclure un nouveau protocole à la fin de l'année 2014.

## Présentation succincte de l'APP et du protocole en vigueur

---

Le premier accord de pêche entre l'Union européenne (alors Communauté économique européenne) et la République islamique de Mauritanie a été conclu en 1987 et, suite aux conclusions du Conseil de juin 2004<sup>8</sup>, remplacé le 1<sup>er</sup> août 2006 par un accord de partenariat dans le secteur de la pêche (APP). Ce type d'accord vise à assurer une exploitation durable des ressources de pêche de l'État côtier et une plus grande cohérence des initiatives politiques de la CE (Conseil de l'UE, 2004). Il intègre, de plus, les principes de développement durable tels que convenus lors du Sommet de Johannesburg, avec une attention particulière à la lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN). D'une durée initiale de 6 ans, ce nouvel accord a été tacitement reconduit le 1<sup>er</sup> août 2012 pour une durée identique. Le protocole en cours, le troisième depuis le début de l'APP<sup>9</sup>, couvre la période allant du 16 décembre 2012<sup>10</sup> au 31 décembre 2014. Il a été approuvé par le Parlement européen le 8 octobre 2013 puis adopté par le Conseil le 15 novembre 2013<sup>11</sup>. Les activités de pêche ont toutefois été maintenues entre le 1<sup>er</sup> août 2012 et le 16 décembre de la même année à la suite du paraphe du nouveau protocole le 16 juillet 2012 par les deux parties<sup>12</sup>.

La contrepartie financière annuelle s'élève à 70 Mio EUR. La compensation financière, liée à l'accès des navires de l'UE à la zone de pêche mauritanienne, correspond à 67 Mio EUR, équivalant à des volumes de captures autorisés de 15 000 t par an pour les navires thoniers, 11 700 t pour les navires de pêche démersale et 300 000 t pour ceux de pêche pélagique (cf. second tableau ci-dessous). Le soutien à la mise en œuvre de la politique des pêches de la Mauritanie est de 3 Mio EUR par an.

Le protocole actuel a été négocié pendant la réforme de la politique commune de la pêche, ce qui a permis de prendre en compte les Conclusions du Conseil du 19 mars 2012 relatives au Volet externe de la PCP ainsi que les principes et dispositions essentiels prévus par le nouveau Règlement de base. Il intègre également les recommandations contenues dans la Résolution du Parlement européen du 12 mai 2011 sur l'accord de partenariat dans le secteur de la pêche entre l'Union européenne et la Mauritanie.

Le protocole a pour objectif d'assurer la durabilité environnementale et économique des activités de pêche des navires de l'UE. Ainsi, les conditions techniques applicables à ces navires (zones de pêche, engins de pêche) ont été définies de manière à assurer la conservation des espèces pour lesquelles des préoccupations ont été exprimées dans les évaluations scientifiques (sardinelle, par exemple) et à réduire les niveaux de prises accessoires, les interactions avec la flotte de pêche mauritanienne (notamment la flotte artisanale) ainsi que les impacts sur les fonds marins.

Deux dispositions importantes sont inscrites dans l'accord dit « de partenariat dans le domaine de la pêche » (APP) entre l'UE et la Mauritanie depuis son entrée en vigueur en 2006 :

- La clause de non-discrimination visant à assurer une équivalence des conditions techniques et financières applicables aux différentes flottes étrangères opérant dans la zone de pêche mauritanienne. Cette clause permet d'améliorer la transparence sur les conditions d'accès accordées par la Mauritanie aux autres flottes que celle de l'UE ainsi que la connaissance sur les niveaux globaux de prélèvement sur les stocks et

---

<sup>8</sup> Le Conseil de l'UE a considéré que les relations extérieures de la PCP et les activités de pêche des navires communautaires dans les eaux des pays tiers devaient être dorénavant pourvues d'un instrument juridique contraignant qui fixe les droits et les obligations des Parties (CE et État côtier) et de leurs parties prenantes respectives (armements de pêche). L'accord de partenariat dans le domaine des pêches (APP), qui constitue cet instrument, remplace donc les différents accords qui arrivent à terme à la fin de 2004.

<sup>9</sup> Un premier protocole de deux ans a été appliqué jusqu'au 31 juillet 2008 puis un deuxième de quatre ans jusqu'au 31 juillet 2012.

<sup>10</sup> Décision du Conseil du 3 décembre 2012 (JO L361 du 31 décembre 2012).

<sup>11</sup> JO L 313 du 22.11.2013, p. 3.

<sup>12</sup> Conformément à la législation de l'UE (Règlement (CE) n° 1006/2008) et en accord avec la Mauritanie.

- La distinction claire entre la compensation financière<sup>13</sup> versée au titre de l'accès et la contribution financière versée pour le développement du secteur de la pêche mauritanien.

Le protocole comporte, par contre, un certain nombre d'innovations par rapport aux protocoles de l'APP précédents :

- Clause relative au respect des droits de l'homme ;
- Fixation des possibilités de pêche sur la base des surplus identifiés, conformément aux dispositions pertinentes de la Convention des Nations unies sur le droit de la mer (CNUDM) et sur la base des meilleurs avis scientifiques disponibles ;
- Fixation des niveaux de redevances sur la base du prix réel du poisson, avec pour objectif de rééquilibrer les contributions respectives de l'UE et des armements ;
- Clause d'accès préférentiel aux flottes de l'UE pour la pêche de ces surplus par rapport aux autres flottes étrangères ;

L'un des objectifs de ce protocole est également d'accroître les retombées sociales et économiques pour la Mauritanie et sa population, notamment par le biais des dispositions suivantes :

- Débarquements et transbordements obligatoires pour la plupart des catégories de pêche (hors catégories thonières) ;
- Support sectoriel (3 Mio EUR par an) visant à promouvoir le développement de pêches responsables et durables en Mauritanie ;
- Versement de redevances en nature pour les catégories pélagiques (2 % du total des captures de petits pélagiques) ;
- Embarquement obligatoire de marins mauritaniens (60 % de l'équipage hors officiers pour les catégories autres que thonières).

**Tableau 0.1 : principales caractéristiques de l'APP et du protocole en vigueur**

<b>Durée de l'APP</b>	Six ans, renouvelable tacitement : 1 août 2006 – 31 juillet 2012 puis 1 août 2012 – 31 juillet 2018
<b>Date d'entrée en vigueur de l'APP</b>	1 août 2006
<b>Durée du protocole</b>	2 ans : 16 décembre 2012 – 15 décembre 2014
<b>Date d'entrée en vigueur</b>	Approuvé le 8 octobre 2013 par le Parlement européen et adopté par le Conseil le 15 novembre 2013
<b>Nature du protocole</b>	Pêche « mixte » (multi-espèces)
<b>Contrepartie financière annuelle</b>	Compensation financière de 67 Mio EUR et appui à la mise en œuvre de la politique nationale d'une pêche responsable et durable de 3 Mio EUR.
<b>Possibilités de pêche</b>	Possibilités de pêche pour 9 catégories de navires donnant accès aux espèces hautement migratoires <sup>14</sup> , aux crustacés, aux poissons démersaux et aux espèces de petits pélagiques (cf. détail dans le tableau suivant).

Source : Commission européenne

<sup>13</sup> À noter toutefois que, dans le protocole actuel, il existe un amalgame terminologique, qui ne se retrouve dans aucun autre protocole d'APP, entre la contrepartie et la compensation financière versée au titre de l'accès. Or la contrepartie financière (montant total payé par l'UE) comprend la compensation financière versée au titre de l'accès et l'appui financier annuel pour la mise en œuvre de la politique nationale d'une pêche responsable et durable.

<sup>14</sup> Thonidé est le terme générique employé par la Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique (CICTA) qui englobe les poissons migrateurs océaniques comme les thons, bonites, marlins, espadons et requins (la liste de ces espèces a été définie en 1967 au moment de la création de la CICTA, elle comprend près de 200 espèces, voir [http://www.iccat.int/fr/Stat\\_Codes.htm](http://www.iccat.int/fr/Stat_Codes.htm)).



**Tableau 0.2 : principales caractéristiques des catégories de pêche**

Volume de captures autorisé	Montant de la redevance	Nombre de navires autorisés en même temps ou autre contrainte numérique
Catégorie de pêche 1 : navires de pêche aux crustacés à l'exception de la langouste et du crabe		
5 000 t	400 EUR/t*	36 navires
Catégorie de pêche 2 : chalutiers (non congélateurs) et palangriers de fond de pêche au merlu noir		
4 000 t	90 EUR/t	11 navires
Catégorie de pêche 3 : navires de pêche des espèces démersales autres que le merlu noir avec des engins autres que le chalut		
2 500 t	105 EUR/t	9 navires
Catégorie de pêche 4 : crabes		
200 t	310 EUR/t	500 casiers au maximum par licence
Catégorie de pêche 5 : thoniers senneurs		
5 000 t	35 EUR/t	25 navires***
Catégorie de pêche 6 : thoniers canneurs et palangriers de surface		
10 000 t	25 EUR/t et 35 EUR/t **	19 tous navires confondus***
Catégorie de pêche 7 : chalutiers congélateurs de pêche pélagique		
300 000 t	123 EUR/t	19 navires
Catégorie de pêche 8 : navires de pêche pélagique au frais		
15 000 t****	123 EUR/t	2 navires
Catégorie de pêche 9 : céphalopodes		
Non défini	Non défini	Non défini

\* : le coût est passé de 620 à 420 EUR/t puis de 420 à 400 EUR/t à la suite des décisions prises lors des réunions de la Commission mixte, dernière réunion le 17 - 18 septembre 2013 ; \*\* : thonier canneur et palangrier respectivement ; \*\*\* : le nombre est passé de 22 à 25 pour les thoniers senneurs et de 22 à 19 pour les thoniers canneurs et palangriers de surface le 20 février 2013<sup>15</sup> ; \*\*\*\* : à déduire de l'allocation de la Cat. 7 si utilisées ; Source : Commission européenne.

L'APP autorise les navires de l'UE venant principalement d'Allemagne, d'Espagne, de France, d'Irlande, de Lettonie, de Lituanie, des Pays-Bas, de Pologne, du Royaume-Uni, et du Portugal à pêcher dans les eaux sous juridiction mauritanienne. Il fait partie à la fois du réseau des APP relatifs à la pêche aux espèces hautement migratoires (communément appelés thonidés dans le reste du texte) couvrant l'Afrique de l'Ouest, conclus notamment entre l'UE et le Cap-Vert, la Côte d'Ivoire, le Gabon<sup>16</sup> et São Tomé-et-Principe et de celui des APP dit mixtes<sup>17</sup> conclus entre l'UE et le Maroc<sup>18</sup>, le Sénégal<sup>19</sup>, la Gambie<sup>20</sup> et la Guinée-Bissau<sup>21</sup>.

<sup>15</sup> Règlement (UE) No 680/2013 du Conseil du 15 Juillet 2013 (JO du 18 juillet 2013 L 195/15).

<sup>16</sup> Le précédent protocole s'est arrêté le 2 décembre 2011. Un nouveau protocole a été signé et est en application provisoire depuis le 22 juillet 2013.

<sup>17</sup> APP qui couvrent plusieurs catégories de ressources halieutiques : poissons de fond, petits pélagiques, crustacés et céphalopodes.

<sup>18</sup> L'APP est d'une durée de 4 ans renouvelable (28 février 2011 / 27 février 2015). Le protocole a expiré le 27 février 2012. Un nouveau protocole de 4 ans a été signé le 27 novembre 2013. Sous réserve d'accord du Parlement européen et marocain sur les termes du protocole, entrée en vigueur début 2014.

<sup>19</sup> Pas de protocole en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2006 (accord dit « dormant »).

<sup>20</sup> Pas de protocole en vigueur depuis 1996 (accord dormant).

La redevance est calculée à l'issue de chaque période pour laquelle le navire aura été autorisé à pêcher (2 ou 3 mois dépendamment de la catégorie de pêche ; 2 ans pour les navires thoniers), en tenant compte des captures effectuées durant cette période. Une avance est toutefois requise au moment de l'acquisition de la licence de pêche, elle est variable selon les catégories<sup>22</sup>

---

<sup>21</sup> Le dernier protocole avec la Guinée-Bissau est arrivé à échéance le 15 juin 2012. Un nouveau protocole a été paraphé en février 2012 mais sa procédure d'adoption a été suspendue sine die à la suite du coup d'État militaire survenu en avril 2012. Il n'y a donc pas de protocole en vigueur actuellement ; accord dormant ([http://ec.europa.eu/fisheries/cfp/international/agreements/guinea\\_bissau/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/fisheries/cfp/international/agreements/guinea_bissau/index_fr.htm)).

<sup>22</sup> Cat. 1, 2, 3 et 4 : 1000 EUR/navire ; Cat. 5 : 1 750 EUR ; Cat 6 : 2 500/thonier canneur et 3 500 par palangrier de surface ; Cat 7 et 8 : 5 000 EUR/navire ; Cat 9 : non défini.

# 1 Contexte général et situation en Mauritanie

---

## 1.1 Géographie et population

### Géographie

Située dans la partie ouest-nord-ouest du continent africain, la Mauritanie s'étend du 15<sup>e</sup> au 21<sup>e</sup> parallèle Nord, sur une superficie de 1,03 million de kilomètres carrés. Elle est limitée par le Sénégal au sud, le Mali au sud et à l'est, l'Algérie au nord-est et le Sahara occidental (tel qu'intitulé par l'Organisation des Nations unies) au nord. À l'ouest le pays s'ouvre sur l'océan Atlantique sur plus de 700 km de littoral. On y distingue trois grands ensembles géomorphologiques continentaux : des plaines s'étendant des rivages de l'océan Atlantique (AzeFal, Tijiritt, Akchar, Iguidi, Agane, Amatlich, Inchiri) et des berges du fleuve Sénégal (Chemama, Aftout) aux plateaux de l'Adrar, du Tagant et de l'Assaba ; des plateaux montagneux traversant le pays de l'Adrar au Hodh Echarghi, la dorsale des Mauritanides s'étalant, quant à elle, de l'Aftout nord (Brakna) au Guidimakha et le désert du Sahara qui occupe les deux tiers du territoire.

### Population

La population était estimée en 2011 à 3 461 041 habitants<sup>23</sup>, ce qui correspond à une densité d'environ 3,4 habitants au km<sup>2</sup>. Le taux de croissance démographique est de 2,4 %, et la population est jeune (43,5 % a moins de 15 ans et la moyenne d'âge se situe à 22,2 ans). C'est une population à majorité rurale (38 %<sup>24</sup> seulement vit dans des centres urbains de plus de 5 000 habitants). La population active est estimée à 52,4 % en 2008.

Les principales villes sont : Nouakchott, capitale administrative et politique (800 000 habitants) ; Nouadhibou, capitale économique et principal centre industriel (100 000 habitants) ; Kiffa, principal pôle des régions agropastorales de l'Est (50 000 habitants) ; Rosso et Kaédi, capitales des deux plus grandes régions agricoles, comptent 30 000 habitants chacune, et Zouerate, avec 26 000 hab., est le site d'extraction du minerai de fer.

L'immigration de pêcheurs sénégalais est importante : traditionnellement la pêche artisanale sénégalaise travaille dans les eaux mauritaniennes. Le protocole en cours de l'accord de pêche entre le Sénégal et la Mauritanie de 2001 a été signé en 2013. Il autorise 300 embarcations (pirogues motorisées) à capturer les petits pélagiques (sardinelles, ethmaloses) dont une bonne partie (près de 30 000 t) servent à alimenter les usines de transformation (en farine et huile de poisson), essentiellement à Nouadhibou. L'accord a pour effet de sédentariser une partie des pêcheurs sénégalais en Mauritanie en raison de l'obligation de débarquement des petits pélagiques en Mauritanie.

## 1.2 Les limites maritimes de la Mauritanie

De l'embouchure du fleuve Sénégal (16°05 N) à la pointe du Cap Blanc (20°46 N), le littoral mauritanien s'étend sur une distance de 525 km (en ligne droite entre les frontières sud et nord), représentant une façade maritime de 720 km environ. Il est situé dans la zone 34.1 de l'Atlas général de la FAO, les pêcheries aux espèces démersales et aux petits pélagiques localisées dans les eaux de la Mauritanie étant incluses dans le mandat du Comité des Pêches de l'Atlantique Centre Est (COPACE). La ZEE revendiquée par la Mauritanie couvre une superficie de 234 000 km<sup>2</sup>.

Par Ordonnance n° 88.120 du 31 août 1988 portant délimitation et statut juridique de la mer territoriale, de la zone contiguë, de la zone économique exclusive et du plateau continental de la République islamique de Mauritanie, les autorités mauritaniennes ont créé une zone économique exclusive (ZEE) d'une largeur de 200 milles marins mesurée à partir des lignes de base et ce en conformité avec les Articles 56 et 57 de la Convention des Nations unies sur le droit de la mer (CNUDM), qui permettent à un pays côtier de porter sa

---

<sup>23</sup> ONS – office nationale de la statistique en Mauritanie : bulletin démographique 2011.

<sup>24</sup> ONS : recensement général 2000.

zone économique exclusive jusqu'à 200 milles (370 km) des côtes. Les limites Nord et Sud de la ZEE mauritanienne n'ont pas fait l'objet d'accord avec les États riverains (Figure 1.1). La pêche semble toutefois être gérée sans heurts importants notamment entre la Mauritanie et le Sénégal depuis l'application en 2001 d'un accord de pêche permettant l'accès de navires sénégalais aux ressources halieutiques présentes dans les eaux mauritaniennes (cf. Chapitre 4).



**Figure 1.1 : les limites maritimes de la Mauritanie**

Source : extrait d'Ortolland et Pirat, 2008<sup>25</sup>

<sup>25</sup> Les limites maritimes présentées sont indicatives.

### 1.3 Contexte politique, institutionnel, économique et social

#### 1.3.1 Contexte politique et institutionnel

La Mauritanie est indépendante depuis le 28 novembre 1960. La transition démocratique est progressivement amorcée aboutissant à l'adoption par référendum direct d'une constitution démocratique, le 20 juillet 1991.

Le président de la République est le chef de l'État. À la tête de l'**exécutif**, il préside le conseil des ministres. Il est élu pour cinq ans au suffrage universel direct et à la majorité absolue. Il nomme le Premier ministre. Il peut dissoudre l'assemblée nationale. Il a le pouvoir de promulguer les lois. Il est également le chef suprême des armées.

Le Parlement, quant à lui, est composé de deux chambres : l'Assemblée nationale et le Sénat. Elles représentent le **pouvoir législatif**. Le Parlement peut être réuni en session extraordinaire par décret du président de la République. Le Parlement vote la loi mais il peut autoriser le gouvernement (en accord avec le président) à prendre des mesures qui sont du domaine de la loi. L'initiative des lois et le droit d'amendement appartiennent au gouvernement et au Parlement. Les députés sont élus pour 5 ans au suffrage direct et les sénateurs sont élus pour 6 ans au suffrage indirect et sont renouvelés par tiers tous les deux ans.

**Le pouvoir judiciaire** est indépendant du pouvoir exécutif et du pouvoir législatif. Le président de la République est garant de son indépendance et il préside le Conseil supérieur de la magistrature.

Les traités et accords internationaux ne peuvent être ratifiés qu'en vertu d'une loi, et aucune modification du territoire (cession, échange, adjonction...) ne peut se faire sans le consentement du peuple. Les engagements internationaux ont une valeur supérieure à celle des lois nationales dès lors qu'ils sont régulièrement adoptés et promulgués (cf. Chapitre 4 pour plus de détails concernant la hiérarchie de la législation nationale dans le domaine de la pêche et des traités et conventions internationaux tels que les accords de pêche).

Depuis le début des années 2000, le pays connaît régulièrement des périodes d'instabilité et d'insécurité<sup>26</sup> ponctués par des coups d'état où l'armée instaure temporairement un régime militaire (2005) ou des tentatives de coups d'état (2003). Le 3 août 2005, un coup d'État renverse le président Ould Taya, à la tête du pays depuis 21 ans. Un régime militaire de transition se met en place pendant deux ans au terme duquel des élections sont organisées permettant l'élection d'un nouveau président de la République. Très vite les désaccords apparaissent entre le nouveau pouvoir et l'armée qui destitue, le 6 août 2008, le président nouvellement élu, replongeant le pays dans l'une des pires crises politiques de son histoire.

Une nouvelle transition, d'une seule année cette fois, se met en place, accompagnée d'une crise politique profonde qui a nécessité l'instauration d'un dialogue entre l'opposition au coup d'État et le nouveau pouvoir militaire. Des élections présidentielles, initialement prévues le 6 juin 2009, sont finalement organisées le 18 juillet 2009, sous la pression de l'opposition. Dans le cadre des négociations avec l'opposition, le chef de l'État durant cette dernière transition, le général Mohamed Ould Abdel Aziz, a démissionné de l'armée et de la présidence du Haut Conseil d'État, instance militaire qui gérait le pays depuis le coup d'État. Il se présente à l'élection présidentielle à l'issue de laquelle il est élu avec 52,4 % des voix en août 2009. Cette date marque un retour progressif à l'ordre constitutionnel. Maintes fois reportées, les élections locales et législatives sont prévues pour novembre-décembre 2013. Les prochaines élections présidentielles devraient avoir lieu à l'été 2014.

La Mauritanie est confrontée à plusieurs défis, le premier étant celui de la lutte contre la pauvreté et contre l'insécurité alimentaire : la population est jeune (plus de 43 % a moins de 15 ans) et a besoin d'éducation et de formation pour avoir accès aux emplois. Le document « **Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté** » (**CSLP**), actuellement dans sa troisième édition couvre la période 2011 – 2015 : les grandes orientations présentées sont la réduction des inégalités, le développement des infrastructures (éducation, santé, etc.), le

<sup>26</sup> Également, les groupes terroristes islamistes, basés au nord du Mali, mènent de nombreuses attaques contre le pays jusqu'à la capitale, Nouakchott, et les prises d'otages et les assassinats de ressortissants occidentaux, notamment français, se produisent occasionnellement.

développement des exportations (fer, produits de la pêche), le développement des élevages (aspects sanitaires, création de puits). Le deuxième défi est l'aspect sécuritaire dans une région du monde où les tensions ethniques sont souvent exacerbées (conflit au Mali, revendications sur le Sahara occidental). Le CSLP est détaillé en section 1.3.4.

Pour répondre aux besoins de développement du pays, l'État mauritanien avait un budget<sup>27</sup> de 346, 2 milliards d'ouguiyas (908 millions d'euros) en 2012 alors que 394,9 milliards d'ouguiyas (993 millions d'euros) ont été inscrits pour 2013 (lois des finances 2012 et 2013) soit une augmentation en ouguiyas de 14 %.

Dans le contexte de lutte contre la pauvreté et contre l'insécurité alimentaire, la pêche joue un rôle primordial : elle permet à près de 40 000 actifs de travailler dans le secteur, et elle fournit à la population environ 350 000 t/an de produits de la mer (en majorité de petits pélagiques dont le prix est abordable par le plus grand nombre). La consommation de poisson, longtemps le fait des populations côtières, se développe année après année à travers le pays (transport sous glace et/ou en congelé).

### 1.3.2 Situation économique et sociale

Malgré le contexte de l'économie mondiale peu favorable, l'économie mauritanienne a enregistré un taux de croissance de 6,9 %<sup>28</sup> en termes réels, soit une accélération par rapport à son niveau de 2011 (4 %). Cette évolution favorable procède principalement des performances enregistrées par le secteur primaire (**pêche** et agriculture, mines) et le secteur secondaire (activités de construction et des travaux publics et activités manufacturières), le secteur tertiaire ayant connu un léger ralentissement. Hors industries extractives, la croissance du PIB réelle s'est établie autour de 8 % contre 4,4 % en 2011. Cette évolution favorable résulte des performances enregistrées par l'agriculture, **la pêche (5,8 % du PIB en 2012)**, l'activité du bâtiment et des travaux publics, des unités manufacturières, mais aussi par la hausse de la valeur ajoutée des activités du secteur tertiaire à savoir la branche du «commerce, restaurant et hôtel», des autres services, des transports et télécommunications (cf. Tableau ci-dessous).

Pour la deuxième année consécutive, le rythme de l'inflation a reculé, pour s'établir à 3,4 % en glissement annuel et 4,9 % en moyenne annuelle en 2012, contre respectivement 5,5 % et 5,7 % en 2011. Ce repli serait lié à la poursuite d'une politique monétaire prudente et des effets modérateurs des prix administrés pour certains produits de première nécessité en faveur des populations les plus vulnérables.

Entre 2010 et 2012, la structure de l'économie mauritanienne s'est fortement modifiée, sous l'effet conjugué du rétablissement de la confiance avec les partenaires au développement et des nouvelles exploitations de l'industrie extractive (pétrole, or et autres explorations minières) qui devraient encore œuvrer en faveur de transformations de cette structure au cours des prochaines années.

Le solde commercial est resté structurellement déficitaire entre 2000 et 2005 avec un taux de couverture<sup>29</sup> décroissant, passant de 97 % en 2000 à 41 % en 2005. Les exportations ont fortement augmenté (+ 32 %) au cours des deux dernières années, tirées par la forte progression de la valeur des exportations du minerai de fer suite à la hausse des cours mondiaux. Les importations, dopées par celles de biens d'équipement pour l'exploitation pétrolière ont plus que triplé au cours de la période.

Le produit intérieur brut (PIB)<sup>30</sup> de la Mauritanie a pour valeur nominale, en 2012, 1 206 702 millions de MRO (3 165 millions d'euros). La pêche est importante puisqu'elle représente en 2012, 5,8 % du PIB, en accroissement régulier depuis 2008, de 4,6 % à 5,8 % en 4 ans soit une augmentation de 26 % (Banque

<sup>27</sup> Incluant : 1 = Traitements et salaires, 2 = Biens et services, 3 = Intérêts de la dette, 4 = Subventions et transferts, 5 = Crédits non ventilés, 6 = Acquisitions d'avoirs fixes (BCI), 8 = Amortissement de la dette, 9 = Prêts, avances et participations.

<sup>28</sup> Rapport annuel Banque centrale de Mauritanie (BCM) 2012.

<sup>29</sup> Le taux de couverture est le rapport entre les exportations et les importations.

<sup>30</sup> PIB nominal.

centrale de Mauritanie, figure ci-dessous). La contribution de chaque secteur économique principal au PIB nominal est résumée dans le tableau suivant.

**Tableau 1.1 : produit intérieur brut (PIB) par secteur**

Secteurs	2008	2009	2010	2011	2012
<b>Secteur primaire</b>	<b>17,2 %</b>	<b>18,5 %</b>	<b>15,6 %</b>	<b>14,1 %</b>	<b>15,2 %</b>
1.2 Agriculture, sylviculture et exploitation forestière	3,8 %	4,2 %	4,0 %	2,4 %	4,1 %
1.2 Élevage	8,8 %	9,7 %	7,9 %	6,1 %	5,3 %
1.3 Pêche	4,6 %	4,5 %	3,7 %	5,5 %	5,8 %
<b>Secteur secondaire</b>	<b>36,9 %</b>	<b>32,2 %</b>	<b>40,6 %</b>	<b>45,0 %</b>	<b>39,9 %</b>
2. Activités extractives (incluant le pétrole)	28,6 %	23,3 %	32,3 %	36,9 %	30,4 %
2.1 Mines	21,9 %	18,7 %	28,1 %	32,5 %	26,5 %
Fer	17,2 %	11,9 %	17,7 %	20,7 %	14,9 %
Cuivre	2,6 %	2,9 %	3,4 %	3,0 %	2,8 %
Or	2,2 %	3,8 %	7,0 %	8,8 %	8,7 %
2.2 Pétrole	6,7 %	4,6 %	4,2 %	4,4 %	3,9 %
3. Activités manufacturières	3,5 %	3,7 %	3,3 %	3,1 %	3,4 %
4. Bâtiment et travaux publics	4,8 %	5,1 %	5,0 %	5,1 %	6,1 %
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>37,0 %</b>	<b>40,9 %</b>	<b>35,4 %</b>	<b>33,2 %</b>	<b>36,4 %</b>
5. Transport et télécommunications	4,3 %	4,4 %	3,6 %	3,4 %	3,6 %
6. Commerce, restaurants, hôtels	10,0 %	10,2 %	9,5 %	9,2 %	10,5 %
7. Autres services	9,7 %	11,6 %	9,8 %	9,3 %	10,4 %
<b>Total activités marchandes</b>	<b>78,0 %</b>	<b>76,9 %</b>	<b>79,0 %</b>	<b>81,0 %</b>	<b>79,6 %</b>
<b>8. Administrations Publiques</b>	<b>13,1 %</b>	<b>14,7 %</b>	<b>12,5 %</b>	<b>11,3 %</b>	<b>11,9 %</b>
PIB au coût des facteurs	91,2 %	91,6 %	91,5 %	92,2 %	91,5 %
Taxes nettes sur les produits	8,8 %	8,4 %	8,5 %	7,8 %	8,5 %
PIB au prix du marché	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %
PIB au prix du marché hors pétrole	93,3 %	95,4 %	95,8 %	95,6 %	96,1 %
PIB au prix du marché hors industries extractives	71,4 %	76,7 %	67,7 %	63,1 %	69,6 %

NB : la Banque centrale de Mauritanie considère le secteur minier en tant que secteur secondaire.

Source : Banque centrale de Mauritanie, rapport annuel 2012

Compte tenu de l'importance des relations commerciales entre la Mauritanie et le Sénégal, et particulièrement dans le domaine de la pêche (exploitation de stocks partagés, accords de pêche autorisant 300 embarcations de la pêche artisanale à pêcher dans la ZEE de Mauritanie), le tableau 2 ci-après résume les principaux indicateurs sociaux des 2 pays.

**Tableau 1.2 : principaux indicateurs sociaux de la RIM et comparaison avec le Sénégal**

Indicateur	Mauritanie	Sénégal
IDH (1)	0,453	0,459
Population (2) (3)	3,4 millions	13,7 millions
Croissance de la population (2)	2,4	2,9
Espérance de vie à la naissance (2)	61	63
Taux de mortalité infantile	75,3 ‰	49,8 ‰
Population vivant en-dessous du seuil de pauvreté (2) (2008) (2011)	42 %	46,7 %
Population active (3)	52,4 %	48,8 % (en 2011)



Sources : (1) PNUD, rapport sur le développement humain, 2012 ; (2) <http://banquemonddiale.org> (données pays Mauritanie et Sénégal) ; (3) ONS, Mauritanie en chiffres, 07/2012 et ANSD, 2013 pour le Sénégal

L'indice de développement humain (IDH) s'est légèrement amélioré en Mauritanie, passant de 0,451 en 2010 à 0,453 en 2011, plaçant le pays au 159<sup>e</sup> rang sur 187 pays.

### 1.3.3 Entrepreneuriat et climat d'affaires

La Mauritanie poursuit depuis quelques années une stratégie de promotion et de développement du secteur privé et de l'entrepreneuriat dont les acquis les plus importants sont l'adoption du nouveau Code des investissements par la Loi n° 52/2012 du 31 juillet 2012 (près de 300 permis miniers et plus de 10 permis de recherche pétrolière accordés) et la création, en 2013, d'une zone franche à Nouadhibou, la première de l'histoire du pays. Ce code et la zone franche améliorent le climat des affaires en asseyant davantage la confiance des investisseurs dans les perspectives de développement économique du pays à moyen et à long termes. Cette confiance s'est également améliorée avec :

- l'adoption du nouveau Code des marchés publics,
- l'existence de services de télécommunications acceptables et
- les perspectives prometteuses dans :
  - le secteur de l'électricité avec la construction de nouvelles centrales et la mise en œuvre de la stratégie de distribution basée sur un réseau national interconnecté,
  - le transport aérien avec la construction du nouvel aéroport international de Nouakchott et celui en projet à Nouadhibou.

Le nouveau Code des investissements introduit des régimes privilégiés, assortis d'avantages qui varient d'un régime à un autre : (a) le régime des PME qui s'applique à tout investissement compris entre 50 et 200 millions d'ouguiyas (125 000 et 500 000 euros) ; (b) les zones économiques spéciales comprenant les zones franches et les pôles de développement ; (c) le régime des conventions d'établissement ouvert aux investissements importants dans certains domaines prioritaires.

La **zone franche**, dotée d'une autorité rattachée directement à la présidence de la République, a été créée à Nouadhibou. Des dispositions y sont mises en place pour faciliter et accélérer les procédures de création d'entreprises et de traitement des demandes d'agréments. Un guichet unique réunit des représentants de toutes les administrations impliquées dans le traitement des dossiers, sous un même toit. Dans le cadre d'un nouveau protocole de pêche ces dispositions peuvent guider des investisseurs européens enclins à développer des entreprises dans la zone franche en cours de création (en particulier pour la transformation des produits halieutiques, les capacités de transformation des produits pourraient inciter les armateurs à débarquer à Nouadhibou tout ou partie de leurs captures, et cette possibilité devra être inscrite au futur protocole).

D'après la Banque mondiale, dans sa fiche pays consacrée à la Mauritanie, plusieurs écueils se dressent encore devant le développement du secteur privé, malgré le potentiel réel du pays. Les trois principaux sont étroitement liés : une croissance insuffisamment partagée, le manque de compétitivité et des défaillances de gouvernance. Ainsi, en dépit des améliorations observées et à venir, le climat des affaires reste à ce jour peu attractif pour les investisseurs étrangers puisque, selon le rapport *Doing Business 2014* de la Banque mondiale<sup>31</sup>, la Mauritanie est au 173<sup>e</sup> rang pour la création d'une nouvelle affaire (163 en 2013) et, globalement, au 173<sup>e</sup> (171 en 2013) dans le classement de 187 pays où faire des affaires y est simple (la moyenne régionale est de 142).

---

<sup>31</sup> <http://français.doingbusiness.org/data/exploreeconomies/mauritania/> Indice global calculé, entre autres, selon la facilité de faire du commerce transfrontalier, de créer une entreprise, d'obtenir des prêts, de payer les impôts, des investisseurs à être protégés dans leur affaires par le droit national.



### 1.3.4 Politique environnementale

La politique environnementale mauritanienne découle, dans le cadre général du Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP), des principaux documents-cadres suivants :

- Stratégie nationale de développement durable (SNDD)
- Plan d'action national pour l'environnement (PANE)
- Plan d'action national de lutte contre la désertification (PAN-LCD)
- Plan directeur d'aménagement du littoral mauritanien (PDALM)
- Programme d'action national d'adaptation (PANA)

L'importance de la protection environnementale ressort clairement dans le Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté, document de stratégie constituant le plan d'action à moyen terme de l'ensemble des départements ministériels mauritaniens. Cette importance se décline dans la stratégie nationale de développement durable traduite dans les différents plans d'action sous forme de programmes et de projets en cours d'exécution.

La stratégie nationale de développement durable repose sur les cinq axes suivants :

- La Mauritanie renforce les moyens institutionnels et politiques et gère efficacement l'environnement et les ressources naturelles ;
- La Mauritanie favorise l'accès durable aux services de base comme un moyen stratégique de lutter contre la pauvreté ;
- La Mauritanie, consciente des enjeux multisectoriels et multi-échelles (du niveau local au niveau global) de la problématique du développement durable, favorise, à tous ces niveaux, une gestion intégrée et participative en vue d'une utilisation efficiente de ses ressources naturelles.
- La Mauritanie entend gérer son environnement local et global conformément aux engagements qu'elle a pris au sein des conventions internationales.
- La Mauritanie doit élaborer des mécanismes de financement pour son Plan d'action national pour l'environnement et le développement **durable**.

## 1.4 **Relations extérieures avec les autres pays et entités politiques**

### 1.4.1 Les relations UE-Mauritanie

Les relations entre l'UE et la Mauritanie reposent sur l'accord de Cotonou et sur le document de stratégie par pays et le Programme indicatif national (PIN) pour la période 2008 – 2013. Le PIN 2014 – 2012 est en cours d'élaboration.

Pendant la phase d'instabilité que la Mauritanie a connue avec la série de coups d'état militaires de 2003 à 2009, l'UE a continué à lui apporter un soutien politique et financier pour l'aider dans sa transition vers la démocratie à la suite des élections de 2006 – 2007 et 2009. Les déboursements du FED ont toutefois été inférieurs à 20 millions d'euros en 2008 et 2009 (suite à l'application de l'Article 96 de l'accord de Cotonou qui prévoit l'arrêt des déboursements en cas de coup d'État).

Il est à noter que suite au coup d'État du 6 juin 2008, l'UE a gelé sa coopération avec la Mauritanie et conditionné sa reprise à un consensus national de toutes les parties prenantes à la crise politique mauritanienne pour un processus de retour à l'ordre constitutionnel. Cependant, l'aide humanitaire et l'appui direct à la population ont été maintenus. La reprise complète de cette coopération fût décidée le 25 janvier 2010 suite à la signature de l'accord de Dakar.

Les relations entre l'UE et la Mauritanie sont également actives dans le cadre de la lutte contre le terrorisme et l'insécurité au Sahel, la Mauritanie étant un partenaire clé de la Stratégie Sahel de l'UE pour la sécurité et le développement.

L'Union européenne a adopté une stratégie pour la sécurité et le développement au Sahel axée autour des quatre thèmes :

- 1) l'indissociabilité de la sécurité et du développement au Sahel ;
- 2) la nécessité d'instaurer une coopération régionale plus étroite ;
- 3) le besoin d'un important renforcement des capacités de tous les États de la région en matière de sécurité et de développement ;
- 4) l'encouragement du développement économique des populations du Sahel.

L'UE a nommé un représentant spécial pour le Sahel qui a en charge de mettre en place cette stratégie et de veiller à la mise en œuvre de la politique de l'UE dans cette région en coordonnant les relations avec les différents pays du Sahel, notamment la Mauritanie qui joue un rôle important dans la lutte contre l'insécurité et le terrorisme au Sahel. Cette priorité donnée à la sécurité au niveau régional est susceptible d'avoir des effets directs ou indirects sur l'ensemble des actions de l'UE au Sahel, y compris dans le domaine des pêches.

#### 1.4.1.1 Coopération dans le domaine de la pêche

La Mauritanie est un important partenaire de l'UE dans le domaine de la pêche.

Le dernier accord de pêche, l'accord de partenariat dans le secteur de la pêche (APP) entre la Communauté européenne et la République islamique de Mauritanie date du 1<sup>er</sup> août 2006 et est mis en œuvre, à ce jour, au moyen de trois protocoles successifs (cf. Introduction).

De plus, l'UE contribue à une meilleure gouvernance des pêches au travers des programmes régionaux de développement financés par le Fonds européen de développement (exemple le Programme ACP Fish II se terminant cette année<sup>32</sup> et le Projet WAMER<sup>33</sup>) et nationaux.

#### 1.4.1.2 Relations commerciales avec l'UE

L'accord de Cotonou signé entre l'UE et les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique devaient permettre de négocier l'introduction à droits nuls des produits des pays ACP dans le marché de l'UE en contrepartie de ce même avantage prévu pour les produits importés de l'UE. Toutefois, l'accord, en vigueur jusqu'en 2020, s'applique pour le moment unilatéralement sur son chapitre « commerce » : les produits de l'UE n'entrent pas sur les pays ACP sans exonération de douane. Pour cette raison, entre autres, l'UE négocie donc des accords de partenariat économique régionaux (APE). En l'absence d'APE régional, la Mauritanie exporte actuellement ses produits au moyen d'une dérogation de droits de douane en entrant sur le marché de l'UE pour tous les produits sauf les armes (cadre EBA : *Everything but arms*). Faisant partie de la liste des pays les moins avancés, la Mauritanie peut demander auprès de l'UE des dérogations à la règle d'origine au moyen du système de préférence généralisé (SPG)<sup>34</sup>.

La Mauritanie est le 87<sup>e</sup> partenaire commercial de l'UE en 2012. L'UE importe surtout de la Mauritanie des produits non manufacturés (591 millions d'euros pour un total de 594 millions d'euros) : des produits agricoles (dont les produits halieutiques) et des produits miniers pour respectivement 149 millions d'euros et 442 millions d'euros en 2012. Les imports sont toutefois globalement en baisse depuis 2008 sauf pour les produits agricoles (en hausse depuis 2010). Pour cette même année, les exports de produits halieutiques

<sup>32</sup> <http://www.acpfish2-eu.org/>

<sup>33</sup> Ce projet vise à contribuer à la réduction de la pauvreté et au renforcement de la sécurité alimentaire des communautés côtières de l'écorégion - WAMER (*Western Africa Marine Eco-Region*) en améliorant la gouvernance et en promouvant l'adoption de bonnes pratiques en matière d'utilisation durable des ressources marines et côtières dans l'écorégion.

<sup>34</sup> DG Commerce notamment [http://exporthelp.europa.eu/thdapp/display.htm?page=cd%2fcd\\_GeneralisedSchemeOfPreferences.html&docType=main&languageId=en&newLanguageId=FR](http://exporthelp.europa.eu/thdapp/display.htm?page=cd%2fcd_GeneralisedSchemeOfPreferences.html&docType=main&languageId=en&newLanguageId=FR) - page *Generalised Scheme of Preferences (GSP)*.

représentaient en valeur 22 % (130 millions d'euros) des produits importés de Mauritanie par l'UE. La Mauritanie est au 28<sup>e</sup> rang des pays exportateurs de produits halieutiques vers l'Europe (DG Commerce<sup>35</sup>).

#### 1.4.1.3 *Coopération de l'UE au développement de la Mauritanie*

L'aide au développement que l'UE apporte à la Mauritanie provient principalement des ressources du Fonds européen de développement (FED) et accessoirement d'autres instruments de financement (SYSMIN, STABEX, programmes thématiques). Le cadre opérationnel de mise en œuvre de ces financements est constitué par « le Programme indicatif national (PIN) », qui respecte les orientations du Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP).

Les instruments financiers dans le cadre du PIN incluent l'enveloppe A destinée à couvrir les opérations programmables de développement, et l'enveloppe B qui concerne les besoins imprévus à court terme et les urgences (décentralisation, sécurité alimentaire, crise humanitaires, inondations, etc.).

Au cours du 9<sup>e</sup> FED (2003 – 2007), 46,8 milliards d'ouguiyas soit plus de 120 millions d'euros ont été mis à la disposition de la Mauritanie, principalement consacrés aux projets d'infrastructures. En 2008, le 10<sup>e</sup> Fonds européen de développement a été lancé couvrant la période 2008 – 2013 avec un montant total de 156 millions d'euros, soit environ 26 millions d'euros par an. En 2008 et 2009, le FED a déboursé moins de 20 millions d'euros, à comparer aux 50 millions de l'année 2007. **Le 10<sup>e</sup> FED représente donc environ le quart de la contribution annuelle de l'UE au travers des protocoles des accords de pêche entre l'UE et la Mauritanie sur la même période.** Cette période a coïncidé avec les perturbations de l'ordre institutionnel du pays ce qui a largement impacté le démarrage des activités programmées et ajourné la mise en œuvre effective du programme.

Des sources additionnelles non négligeables proviennent de différents fonds et facilités de financement (SYSMIN, STABEX, Programmes thématiques).

Au total, la Mauritanie aura ainsi bénéficié dans le cadre des trois FED 8<sup>e</sup>, 9<sup>e</sup> et 10<sup>e</sup> de près de 400 millions d'euros pour l'aide au développement du pays ; l'Union européenne est le premier bailleur international en Mauritanie.

#### 1.4.1.4 *Appui direct des États membre de l'UE*

Dans le domaine de la pêche, les États membres de l'UE les plus actifs sont notamment l'Allemagne et l'Espagne. Depuis plus de dix ans, l'Allemagne appuie tout particulièrement les services de surveillance des pêches de la Mauritanie par une assistance technique, de l'équipement et des travaux ainsi que le développement de plans d'aménagement des pêches.

#### 1.4.2 Relations avec d'autres pays et entités politiques

La Mauritanie entretient des relations diplomatiques et commerciales avec la majorité des pays du monde. Elle est membre fondateur de plusieurs organisations internationales, régionales ou sous-régionales.

Elle est membre de l'Union africaine, de la Ligue arabe ainsi que de l'Union du Maghreb arabe et de l'Organisation de mise en valeur du fleuve Sénégal.

Elle jouit du statut d'observateur dans le dialogue euro-méditerranéen et entretient des relations privilégiées avec les pays de la CEDEAO et de l'UEMOA, bien qu'elle ne soit pas membre de ces organisations.

---

<sup>35</sup> [http://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2011/january/tradoc\\_147323.pdf](http://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2011/january/tradoc_147323.pdf) fiche commerciale de la Mauritanie en 2012.

## 2 Le secteur des pêches de la Mauritanie – production et filières

---

Ce chapitre présente le contexte des pêches en Mauritanie. L'activité halieutique concerne essentiellement les pêches maritimes sachant que l'aquaculture, évoquée comme perspective de développement, est inexistante et que la pêche continentale limitée au fleuve Sénégal est très faible. Il contient également une présentation des filières de produits halieutiques, notamment les exportations vers l'UE.

De façon à privilégier l'homogénéité des données de capture sur l'ensemble de l'analyse dans ce chapitre<sup>36</sup>, les données de l'IMROP ont été utilisées sachant que, pour les années récentes le processus de validation institutionnel peut conduire à des ajustements *a posteriori*. Les données finales concernant la pêche thonière par les navires de l'UE ne seront connues qu'après le 30/06/2014 lorsque les États membres de l'UE du pavillon de ces flottes auront confirmé leurs données de captures afin de payer les droits d'accès supplémentaires dus à l'État mauritanien.

### 2.1 Pêcheries actives dans les eaux de la Mauritanie

La législation des pêches en Mauritanie<sup>37</sup> distingue trois types de pêche (Décret N° 2002-073 ; chapitre 1 section 1) :

La pêche artisanale, principalement composée de pirogues mais qui recoupe aussi les navires non pontés dont la longueur hors tout est inférieure à 14 m ainsi que des lanches, embarcations traditionnelles non motorisées qui sont les seules à pouvoir pêcher dans la zone du banc d'Arguin. La pêche artisanale opère avec des engins de pêche manuels, à l'exception de la senne tournante coulissante ;

La pêche côtière<sup>38</sup> exercée par des navires d'une longueur hors tout entre 14 et 26 m pontés ou non pontés et non pourvus de moyens de chalutage, de dragues et de congélation à bord ;

La pêche industrielle correspondant aux navires de plus de 26 m ainsi que tout autre type d'unité non spécifié précédemment.

Soulignons qu'une part importante de la ZEE mauritanienne a été instituée en aire marine protégée. Il s'agit a) du parc national du Banc d'Arguin (6 000 km<sup>2</sup>, soit 30 % de la façade maritime et 60 % des fonds inférieurs à 20 m) qui joue une fonction importante de nurserie pour les stocks halieutiques et de protection des oiseaux et b) du parc national du Diawling (500 km<sup>2</sup> au niveau du delta du fleuve Sénégal).

L'activité de pêche en RIM est régie par le Code de la pêche qui institue l'obligation de détenir des licences de pêche pour exploiter les ressources qui sont propriété de l'État. Les licences sont octroyées pour une durée maximale d'un an par types de pêche et par pêcherie en fonction des espèces ciblées<sup>39</sup>. L'accès des bateaux étrangers s'effectue suivant trois régimes :

- Le régime d'acquisition concerne les unités, quel que soit le type de pêche (artisanale, côtière ou industrielle), acquises par des opérateurs mauritaniens ou agissant dans le cadre de sociétés mixtes de droit mauritanien ;

---

<sup>36</sup> Il est notamment très difficile de reconstituer de façon homogène les données annuelles pour les années de début et de fin du protocole.

<sup>37</sup> définie par le Code de la pêche correspondant à la Loi n° 2000-025 du 24 janvier 2000 dont la mise en œuvre est détaillée par le Décret n° 2002-073 (cf. infra gouvernance des pêches – Chapitre 4).

<sup>38</sup> Ce segment est très souvent dans les données et les analyses regroupé avec la pêche artisanale dans le cadre de la catégories dite « PAC » (Pêche artisanale et côtière).

<sup>39</sup> Type 1 : pêche artisanale avec 3 catégories : céphalopodes, crustacés, poissons ; Types 2 : pêche côtière avec 4 catégories : céphalopodes, crustacés, poissons démersaux, poissons pélagiques ; Types 3 : pêche industrielle avec 10 catégories : petits pélagiques, thon, céphalopodes, crevettes côtières, crevettes profondes, merlus, poissons démersaux autres que merlu et engins autres que chalut, poisson démersaux au chalut, langouste rose, crabe profond.

- Le régime d'affrètement permet à un opérateur mauritanien d'affréter un navire étranger. Il est principalement utilisé pour la pêche pélagique ; et
- Le régime de licence libre incluant les licences délivrées aux unités opérant selon les termes d'accords de pêche aussi bien pour la pêche industrielle qu'artisanale.

Plusieurs accords de pêche organisent l'accès des flottilles étrangères. Outre l'accord avec l'Union européenne, qui est un des principaux accords pour l'Union européenne comme pour la Mauritanie, cette dernière a aussi un accord bilatéral avec le Sénégal pour la pêche artisanale (pêche des petits pélagiques)<sup>40</sup> et avec le Japon<sup>41</sup> pour les palangriers (pêche thonière). L'accès des flottilles des pays étrangers pour la pêche des petits pélagiques, s'effectue sous licences libres dans le cadre d'une convention cadre (cf. Chapitre 4 « gouvernance » pour plus de détails sur les différents accords publics et privés en cours).

**Le poids des navires étrangers est important**, sur la période, de 54 % à 66 % du total de la flotte industrielle dans les eaux mauritaniennes, avec une augmentation légère durant la période du protocole 2008 – 2012. Au sein des navires étrangers, la part des navires de l'Union européenne est très forte, bien qu'en décroissance aussi sur la période récente (cf. Tableau 2.1.). Plus globalement les tendances des différents segments de flottes (cf. Figure 2.1.) sont relativement synchrones.

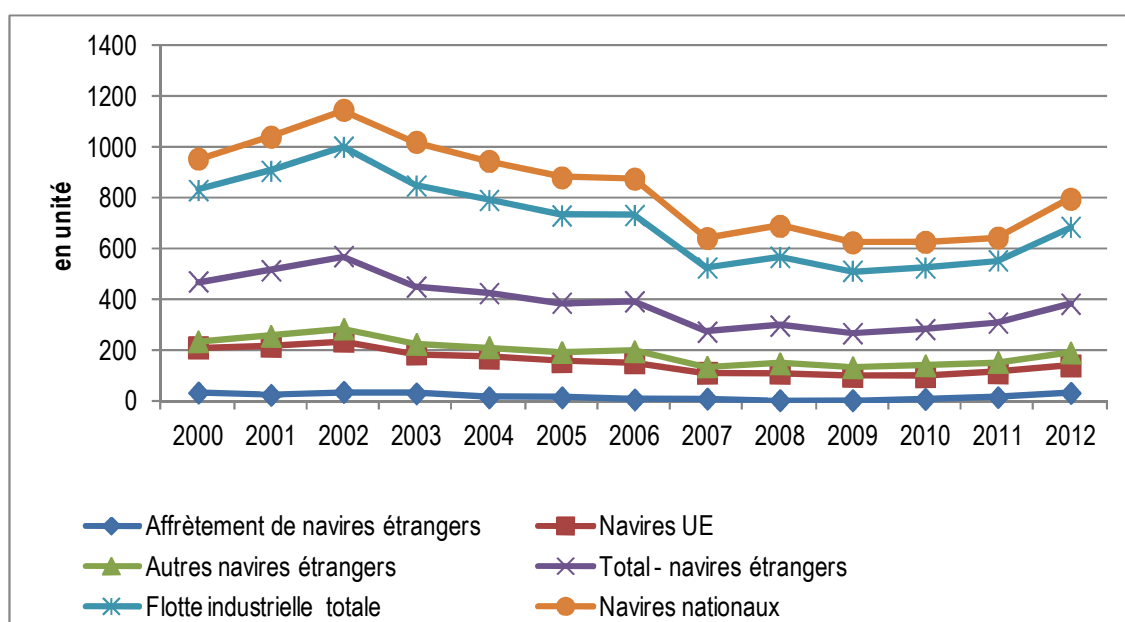
**Tableau 2.1 : nombre de navires de pêche industrielle nationaux et étrangers autorisés à pêcher dans les eaux mauritaniennes 2000 – 2013**

ANNEE	NAVIRES ETRANGERS				Navires nationaux	Flotte industrielle totale	Pourcentage de navires étrangers	Navires UE / navires étrangers (%)	Navires UE/flotte industrielle totale (%)
	Affrètement de navires étrangers	Navires UE	Autres navires étrangers	Total - navires étrangers					
2000	34	178	24	236	124	360	66 %	75 %	49 %
2001	25	193	40	258	134	392	66 %	75 %	49 %
2002	37	201	48	286	145	431	66 %	70 %	47 %
2003	31	157	38	226	172	398	57 %	69 %	39 %
2004	15	157	41	213	154	367	58 %	74 %	43 %
2005	15	143	36	194	150	344	56 %	74 %	42 %
2006	7	147	43	197	143	340	58 %	75 %	43 %
2007	10	102	25	137	116	253	54 %	74 %	40 %
2008	4	109	36	149	122	271	55 %	73 %	40 %
2009	4	96	34	134	112	246	54 %	72 %	39 %
2010	9	89	44	142	101	243	58 %	63 %	37 %
2011	16	98	41	155	90	245	63 %	63 %	40 %
2012	33	108	51	192	111	303	63 %	56 %	36 %
janv-13	0	32	13	45	98	143	31 %	71 %	22 %
Moyenne 2000 - 2012	18	137	39	194	129	323	60 %	70 %	42 %

<sup>40</sup> Cet accord initié en 2001 permet l'octroi de licences de pêche pour 300 pirogues sénégalaises. L'accord prévoit une obligation partielle de débarquement des captures en Mauritanie. Il concerne aussi quelques thoniers canneurs (cf. Chapitre « gouvernance » pour plus de détails).

<sup>41</sup> Accord qui prévoit l'accès de 20 palangriers maximum, dont le volume des prises est régi par des quotas définis par l'ICCAT (Oceanic Développement et al., 2011).

NB : La nationalité des navires affrétés et étrangers n'est pas précisément connue. Source : adapté des données de la direction de la pêche industrielle en Mauritanie, juin 2013



**Figure 2.1 : évolution des navires étrangers autorisés à pêcher dans les eaux mauritaniennes 2000 – 2013**

Source : d'après données de la direction de la pêche industrielle (DPI) en Mauritanie, juin 2013

La distribution des navires sous licence libre en fonction des pêcheries témoigne de l'importance des pêcheries de petits pélagiques et thonière. Il n'y a plus de bateaux russes ciblant le petit pélagique depuis mi 2012. Au niveau des licences libres thonières, il existe quelques cas de navires ne battant pas un pavillon d'un État membre de l'UE mais dont les propriétaires sont originaires de pays européens<sup>42</sup>.

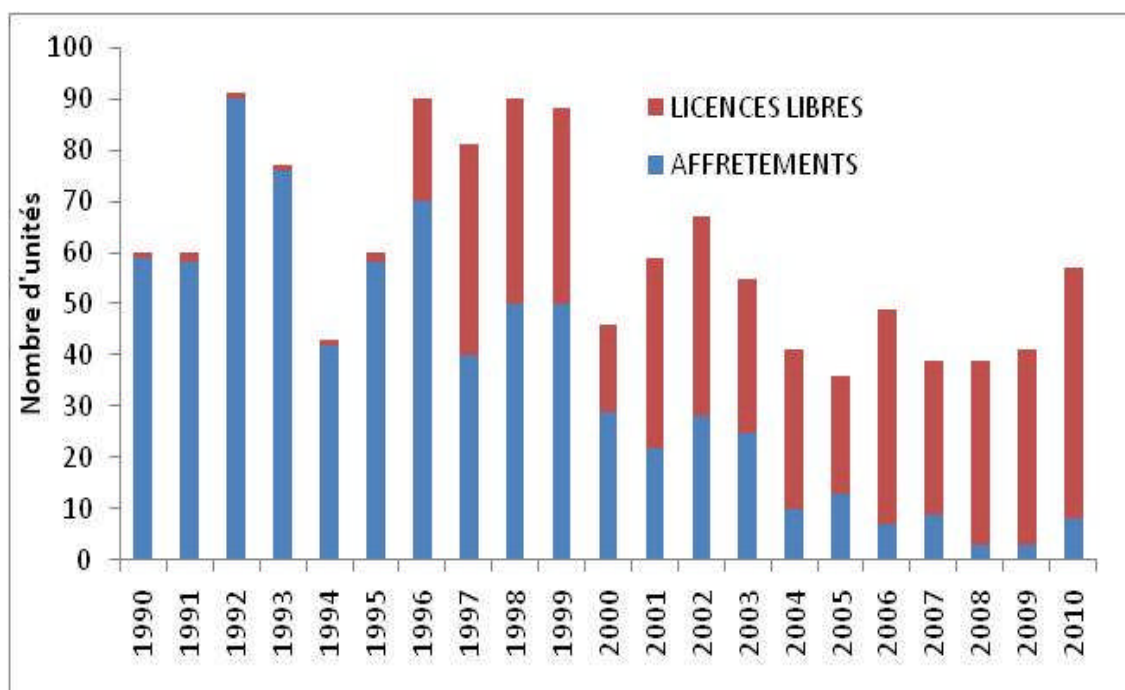
**Tableau 2.2 : évolution des licences libres hors UE battant pavillon non-UE en fonction des types de pêche depuis 2004**

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013 (à ce jour)
Crustacés	12	13	6	0	0	0	0	0	0	0
Pélagique (petits)	43	39	32	32	34	36	46	51	24	10
Thon	28	30	32	31	33	32	34	20	20	23
<b>Total</b>	<b>83</b>	<b>82</b>	<b>70</b>	<b>63</b>	<b>67</b>	<b>68</b>	<b>80</b>	<b>71</b>	<b>44</b>	<b>33</b>

NB : La nationalité des navires n'est pas connue; ce tableau doit être étudié en terme de tendance car il existe une différence du nombre de navires non-UE sous licences libres avec le tableau ci-dessus qui mériterait d'être expliqué par la source des deux tableaux. Source : DPI.

Enfin, l'évolution du poids relatif des licences libres montre qu'elles ont tendances à devenir prépondérantes par rapport au régime des affrètements (cf. Figure 2.2.)

<sup>42</sup> Comm. pers., DPI, septembre 2013. Le nombre de ces navires n'a pas été communiqué.



**Figure 2.2 : évolution Nombre de navires par type de licence de 1990 à 2010**

Source : IMROP 2010

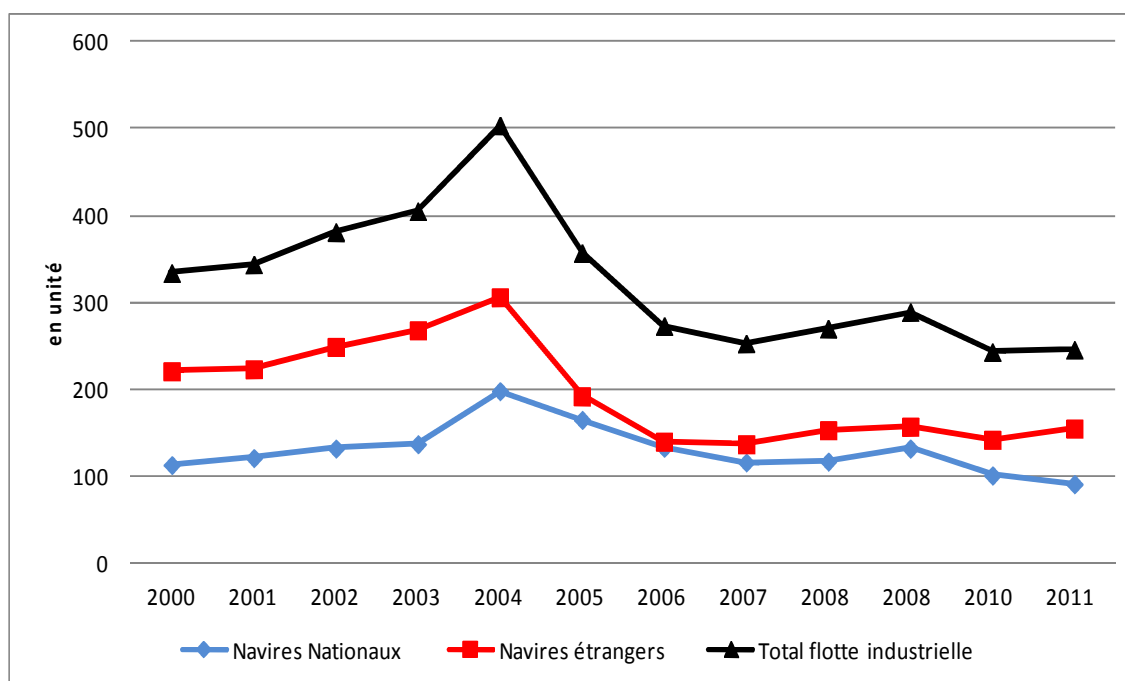
## 2.2 La pêche industrielle

Le développement d'un armement industriel de pêche mauritanien date du début des années 80. Il correspond à une politique de « mauritanisation » (nouvelle politique des pêches) par rachat des flottes étrangères (japonaises et coréennes) à la fin des années soixante-dix et la création de sociétés mixtes d'armement. Le développement de la flotte sera contraint par le gel de l'effort en 1987<sup>43</sup>. Face à l'immobilisation de 40 % des unités du fait de leur état de vétusté, la Mauritanie dans les années 90, institue d'abord un accord de pêche avec la Chine en 1990, puis en 1994, la création de sociétés mixtes mauritano – chinoises (toujours existantes). A partir de 1996, l'accord de pêche RIM/UE 1996 – 2001, permet l'arrivée de céphalopodières de l'UE<sup>44</sup>. L'évolution des unités de pêche industrielle non thonière (cf. Figure 2.3) témoigne d'une forte baisse des effectifs entre 2004 et 2006, date à partir de laquelle on observe une relative stabilisation. Le poids de la flottille industrielle nationale varie sur la période de 34 % (2003) à 49 % (2006) avec une légère décroissance sur les trois dernières années.

<sup>43</sup> Déclaration de Politique générale instaurant une décision de gel de l'effort national avec arrêt des licences aux bateaux étrangers et fermeture d'une zone de reproduction du poulpe. Cette politique intervient en même temps que des incitations au développement de la pêche artisanale nationale, elle s'accompagne de la création d'une direction du contrôle de la pêche, nommé par la suite délégation à la surveillance des pêches et au contrôle en Mer (DSPCM) puis Garde – côte (nom actuel).

<sup>44</sup> Face à la surexploitation des ressources céphalopodières une série de mesures de gestion sont prises (repos biologiques de 2 mois depuis 1995 avec un mois supplémentaire à partir de 2005, puis deux mois supplémentaire en 2008, gel des licences en 1998), jusqu'à la mise en place d'un encadrement de l'effort à travers des plans d'aménagement, dont le premier relatif au poulpe a été signé en 2006.





**Figure 2.3 : évolution globale des unités de pêche industrielle nationales et étrangères (nombre de bateaux hors pêche thonière)**

Source : d'après Ould Naffa, 2012

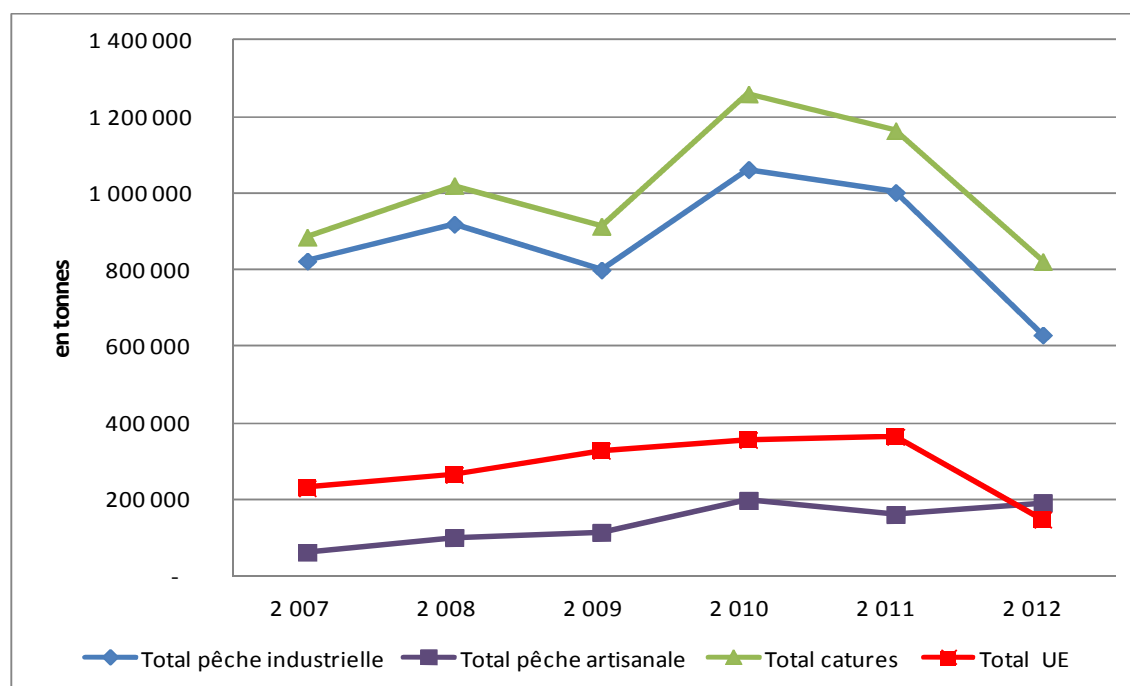
Au niveau des captures, les prises des navires de l'UE représentent environ un tiers des apports : entre 36 % (2009) et 18 % (2012) du total des prises et entre 41 % (2009) et 23 % (2012) des prises de la pêche industrielle. Sur la période du protocole 2008 - 2012 les captures de l'UE progressent de façon régulière, puis enregistrent une chute en 2012 liée au départ de certaines unités avec la fin du protocole de l'accord (cf. présentation du protocole en cours dans l'Introduction).

**Tableau 2.3 : estimation du poids global des prises de la flotte de l'UE (en tonnes hors pêche thonière)**

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	Moyenne
Total pêche industrielle	822 922	919 150	799 348	1 061 765	1 002 012	629 662	872 476
Total pêche artisanale	62 674	100 735	114 247	197 680	160 930	191 600	137 978
Total Captures	885 596	1 019 885	913 595	1 259 611	1 163 226	821 486	1 010 566
Total captures flottes UE	229 821	264 914	327 602	355 918	363 754	147 451	281 577
Part des captures UE dans les captures totales (%)	28	29	41	34	36	23	32
Part des captures UE dans les captures totales industrielles (%)	26	26	36	28	31	18	28

Source : Océanic Développement pour 2006 à 2009 et IMROP pour 2010 à 2012





**Figure 2.4 : évolution des prises en fonction des segments de pêche (en tonnes hors pêche thonière)**

Source : Océanic Développement et al., 2011 pour 2007 à 2009 et IMROP pour 2010 à 2012

### 2.2.1 La pêche industrielle démersale

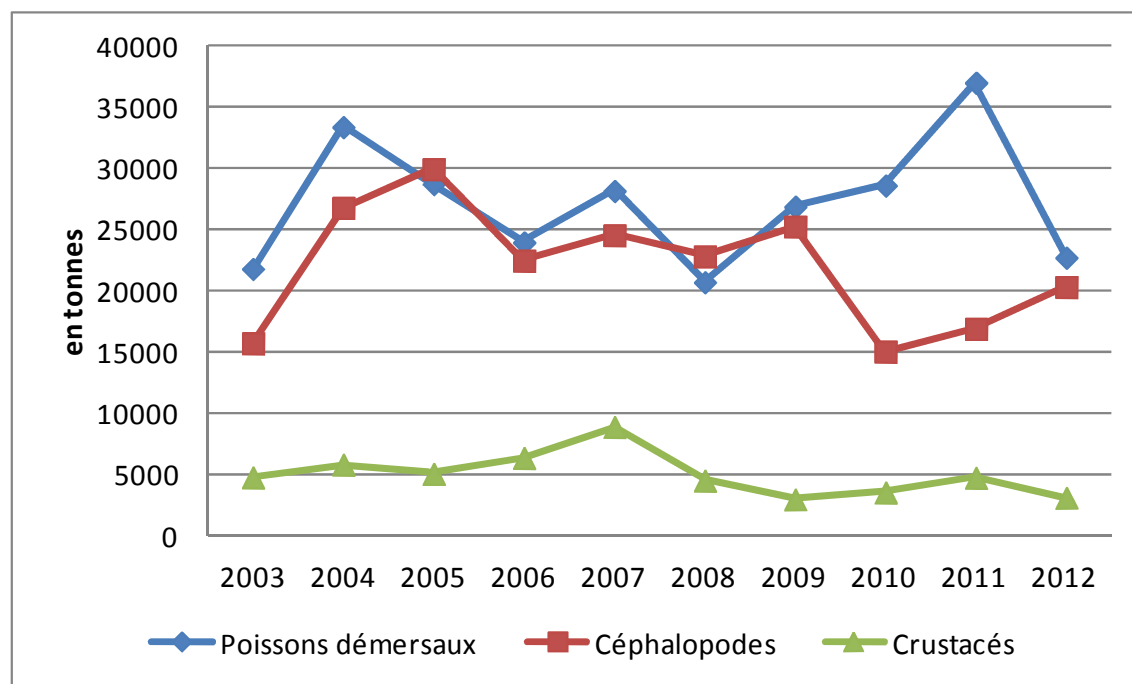
L'évolution des unités de pêche industrielle au chalut de fond, témoigne d'une croissance des unités mauritaniennes jusqu'à 2004 suivie d'une baisse, malgré un pic en 2008/2009. Les unités étrangères sont exclusivement d'origine UE sachant qu'il existe aussi des armements chinois opérant sous statut de sociétés mixtes mauritano-chinoises. Le poids de la flotte démersale de l'UE fluctue sur la période 2000 à 2011 et représente entre 24 % et 37 % du total des unités. Il s'agit de leur part relative en nombre d'unités, sachant que leur importance relative dans l'effort de pêche dirigé vers ces ressources est plus important car les unités de l'UE (navires) sont plus modernes (Océanic Développement et al., 2011). La quasi-totalité des unités de pêche industrielle mauritaniennes (97 %) appartiennent à ce segment.

**Tableau 2.4 : évolution des unités de pêche démersale en fonction de l'origine**

Année	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Flottille nationale	100	103	115	109	173	161	117	107	117	126	97	88
Flottille étrangère	49	55	55	61	54	50	38	30	61	45	51	52
Total	149	158	170	170	227	211	155	137	178	171	148	140
% étranger	33	35	32	36	24	24	25	22	34	26	34	37

Source : d'après Ould Naffa, 2012

La distribution des prises industrielles par grand types d'espèce (Figure 2.5) témoigne de l'importance de la pêcherie céphalopodière, avec néanmoins des fluctuations annuelles importantes tandis que les prises de crustacés sont relativement stables autour de 5 000 tonnes. Le poids des flottes de l'UE dans les pêcheries démersales est important (Tableau 2.5) : il s'établit sur la période en moyenne à 25 % des captures totales et à 45 % des captures de pêche industrielle.



**Figure 2.5 : évolution des prises industrielles par grands groupes d'espèces dans les eaux mauritaniennes (en tonnes)**

Source : données IMROP

**Tableau 2.5 : évolution des prises industrielles démersales et du poids des captures de la flotte de l'UE dans les eaux mauritaniennes (en tonnes)**

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	Moyenne
Démersaux industriels	58 262	48 247	56 073	47 279	58 668	46 289	52 470
Démersaux artisanaux	24 732	40 946	44 278	49 295	48 930	53 763	43 657
Total démersaux	82 994	89 193	100 351	96 739	107 883	100 276	96 239
Total démersaux UE	26 731	20 948	23 521	25 065	29 560	16 439	23 711
Part UE / captures industrielles (%)	46	43	42	53	50	36	45
Part UE / captures totales (%)	32	23	23	26	27	16	25

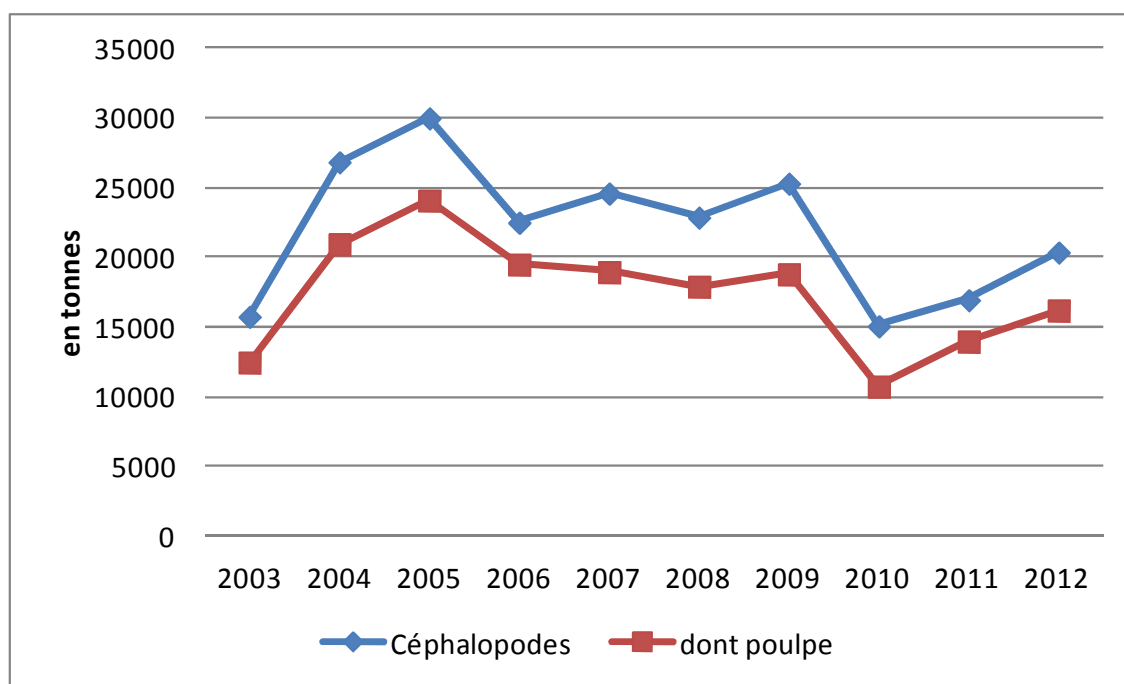
Source : Océanic Développement et al., 2011 pour 2007 à 2009 et IMROP pour 2010 à 2012

#### 2.2.1.1 La pêche céphalopodière industrielle

Cette pêche cible le poulpe *Octopus vulgaris* qui est l'espèce la plus abondante mais aussi les seiches notamment *Sepia officinalis* et *Sepia berthelottii*, et le calamar, surtout *Loligo vulgaris*. L'évolution de la pêche céphalopodière tous types de pêche confondus<sup>45</sup>, témoigne de deux phases d'exploitation avec des captures autour de 36 000 tonnes entre 1982 et 1993, puis qui se situent plutôt autour de 25 000 tonnes entre 1994 – 2012. La pêche chalutière céphalopodière, mauritanienne et étrangère, représente 122 chalutiers actifs dont 25 navires de l'UE (jusqu'en juillet 2012). Les captures réalisées par ces flottes sont principalement composées de poulpes (Comité scientifique conjoint, 2013). La pêche industrielle de l'UE représente 28 % des captures en moyenne entre 2007 et 2011. L'effort de pêche est en baisse depuis 2002 et s'accompagne d'une baisse des captures avec un léger redressement en 2011 et 2012. En 2012, le poids des captures des flottes de l'UE représente un quart du total des captures industrielles. Or l'estimation des stocks (Meissa et Gascuel,

<sup>45</sup> Rappelons qu'il existe aussi des captures de céphalopodes provenant des pêches accessoires d'autres flottilles chalutières, notamment les crevettiers, les navires ciblant d'autres espèces de poissons démersaux que le merlu et les merlutiers.

2013) témoigne en 2012 d'une situation de surexploitation avec un excédent d'effort de pêche de 25 %<sup>46</sup> en moyenne. Ainsi il apparaît que l'effort de pêche mauritanien (industriel et artisanal) peut tendre à lui seul à la pleine exploitation du stock, ce qui conduit à s'interroger sur le bien-fondé du renouvellement d'accord de pêche sur ce segment pour les flottilles de l'UE (Comité scientifique conjoint, 2013). Cependant la comparaison des taux de captures par unité d'effort (CPUE) témoigne d'une meilleure efficacité des flottilles de l'UE : les rendements observés entre 2010 et 2012 sont de 720 kg/jp (jours de pêche) pour les armements nationaux contre 1 140 kg/jp pour ceux européens (Comité scientifique conjoint, 2013).



**Figure 2.6 : évolution des prises de pêche industrielle de poulpes et de céphalopodes dans les eaux mauritaniennes en tonnes, 2003 – 2012 (en tonnes)**

Source : données IMROP

**Tableau 2.6 : évolution des prises de céphalopodes et poids relatif des prises des navires de l'UE ciblant les céphalopodes, 2007 – 2012 (en tonnes)**

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	Moyenne
Céphalopodes industriels	24 069	23 816	26 424	15 084	16 947	20 366	21 118
Céphalopodes artisanaux	6 787	15 357	18 823	7 815	8 805	14 148	11 956
Total céphalopodes	30 856	39 173	45 247	23 065	26 036	34 738	33 186
Total Union européenne	5 859	5 290	7 919	5 680	6 148	4 974	5 978
Part UE /captures industrielles (%)	24	22	30	38	36	24	28
Part UE / captures totales (%)	19	14	18	25	24	14	18
<b>dont poulpes</b>							
Poulpe capturé par la pêche industrielle	18 634	18 309	20 006	10 760	13 985	16 204	16 316
Poulpe capturé par la pêche artisanale	5 786	14 355	17 820	6 889	8 101	13 121	11 012
Total Poulpe	24 420	32 664	37 826	17 649	22 086	29 325	27 328
Total Union européenne	3 899	3 598	5 503	4 254	5 368	4 077	4 450

46 Cette évaluation doit être relativisée par le fait que les données des prises de pêche artisanale ne sont pas toujours très fiables et que le modèle utilisé ne permet pas de tenir compte des variations de l'environnement, lesquelles jouent un rôle important pour ce type d'espèce à courte durée de vie.

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	Moyenne
Part UE /captures industrielles (%)	21	20	28	40	38	25	27
Part UE / captures totales (%)	16	11	15	24	24	14	16

Source : Océanic Développement et al ; 2011 pour 2007 à 2009 et IMROP pour 2010 à 2012

### 2.2.1.2 La pêche industrielle crevettière

L'exploitation des stocks crevettiers a débuté dans les années 1960 par des chalutiers espagnols et est longtemps restée le fait des navires étrangers. Les premières unités nationales apparaissent à la fin des années 1990 à partir du changement de pavillon de navires étrangers ou de report d'effort des unités céphalopodières. L'effort maximum est observé en 2002 avec globalement environ 16 000 jours de pêche tandis que l'effort maximum des bateaux espagnols intervient de 1998 à 2003 (7 500 jours de pêche). Depuis 2008, l'instauration d'un arrêt de pêche en mai-juin et la réduction du nombre de navires UE et nationaux ont entraîné une baisse de l'effort de pêche qui après un redressement en 2011, atteint 3 162 jours de pêche en 2012, soit son niveau le plus bas depuis 1991. En 2012, cette pêcherie, qui a représenté jusqu'à 90 unités en 2002, ne mobilise plus que 4 unités mauritaniennes et 27 unités UE, essentiellement espagnoles (87 %) et italiennes.

Les prises en progression jusqu'en 2007 (9 000 tonnes) ont baissé autour de 3 000 tonnes et les évaluations du COPACE concluent à une **sous exploitation** de ces stocks tant pour l'espèce *gamba* soit les crevettes profondes *Parapenaeus longirostris*) que *langostino* soit les crevettes du genre *Penaeus* spp. (Comité scientifique conjoint, 2013). Les évolutions sont différenciées selon les espèces : les prises de crevettes profondes (*P. longirostris*) ont une forte variabilité et sont plutôt orientées à la hausse sur la période 1991 – 2010 avec un maximum en 2007 de 5 984 tonnes, suivi d'une baisse (1 394 tonnes en 2009 et 2 122 tonnes en 2010) avec notamment le départ des unités européennes en 2012. Les prises de *F. notialis* enregistrent aussi une hausse de 1991 à 1999 suivie d'importantes fluctuations puis d'une baisse jusqu'en 2010 et 2011. À partir de 2008, les débarquements de crevette côtière sont essentiellement le fait des unités de l'UE, notamment espagnoles et italiennes. Les flottes de l'UE représentent en effet en moyenne 84 % des prises de crevettes et 75 % du total des captures de crustacés. D'importants efforts de recherche sont menés pour améliorer la sélectivité des chaluts à crevettes et réduire leur impact avec en 2011 des pêches expérimentales menées sans chaîne racleuse (Comité scientifique conjoint, 2011)<sup>47</sup>. Les stocks de crevette (tant pour la crevette profonde (*P. longirostris*) que pour la crevette côtière (*F. notialis*)) sont sous-exploités<sup>48</sup> avec une production maximale soutenable estimée à environ 2 500 tonnes pour *P. longirostris* et à 1 800 tonnes pour *F. notialis*.

**Tableau 2.7 : évolution des prises de crustacés et poids relatif des prises des navires de l'UE pour les pêcheries de crustacés, en tonnes, 2007 – 2012**

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	Moyenne
Crustacés industriels	6 763	3 930	3 183	3 538	4 667	3 156	4 206
Crustacés artisanaux	429	1 011	597	680	930	600	708
Total Crustacés	7 192	4 941	3 780	4 218	5 597	3 756	4 914
Total Union européenne	6 393	3 688	2 426	3 144	4 336	2 043	3 672
Part UE /captures industrielles (%)	95	94	76	89	93	65	87
Part UE / captures totales (%)	89	75	64	75	77	54	75
<b>dont crevettes</b>							
Crevettes industrielles	6 733	3 788	2 917	3 321	4 558	2 611	3 988
Crevettes artisanales	-	-	-	-	-	-	-

<sup>47</sup> Les premiers essais témoignent d'une réduction des rendements de 40 % pour la *gamba* et 20 % pour la *langostino* et d'une augmentation des prises associées.

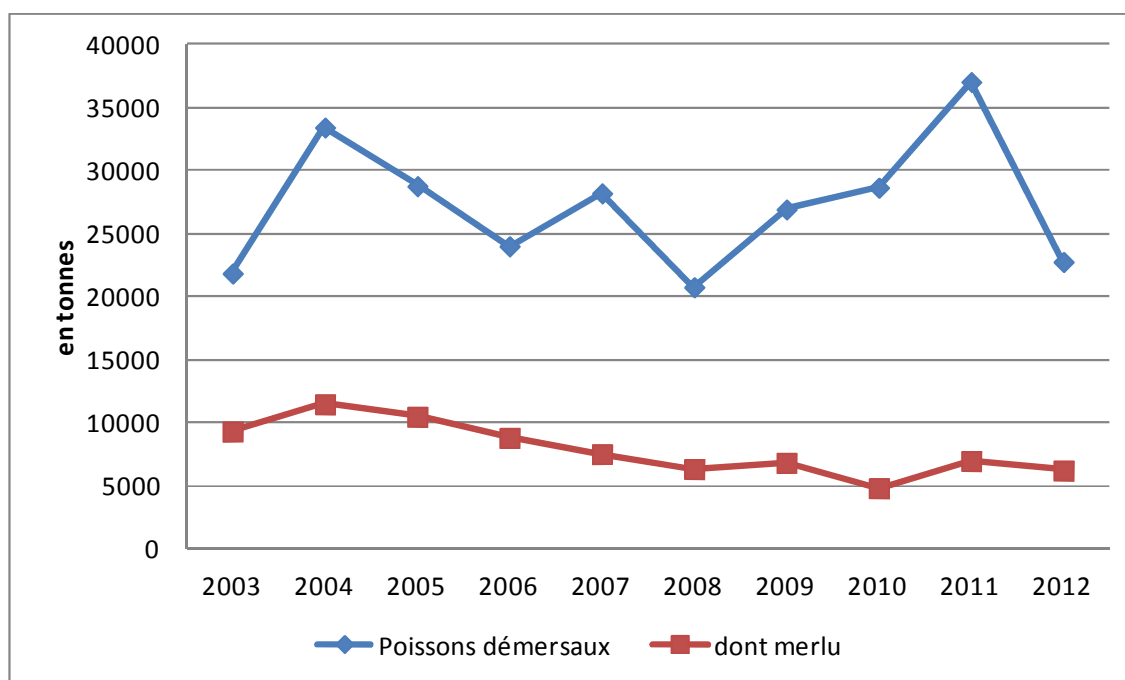
<sup>48</sup> Un récapitulatif du statut et du potentiel des stocks de ressources halieutiques ciblés dans les eaux mauritaniennes est présenté dans le chapitre suivant.

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	Moyenne
Total Crevettes	6 733	3 788	2 917	3 321	4 558	2 611	3 988
Total Union européenne	5 568	3 202	2 035	3 043	4 237	2 009	3 349
Part UE /captures industrielles (%)	83	85	70	92	93	77	84
Part UE / captures totales (%)	83	85	70	92	93	77	84

Source Océanic Développement et al., 2011 pour 2007 à 2009 et IMROP pour 2010 à 2012

### 2.2.1.3 La pêche industrielle de merlu

Cette pêche est dominée par les flottes de l'UE (chalutiers et palangriers), essentiellement d'origine espagnole, qui ciblent deux espèces de merlus : *Merluccius senegalensis* et *Merluccius polli*, toutes deux commercialisées sous le nom de merlu noir. Cette pêche qui concernait 40 navires nationaux et UE (2002) et 16 000 tonnes de captures annuelles dans les années 2000<sup>49</sup> a fortement décliné et reste aujourd'hui très fluctuante. Les flottilles palangrières européennes se sont retirées à partir de 2009. Entre 1997 et 2007, il existait aussi un effort de pêche provenant de chalutiers mauritaniens dont les rendements sont passés de 3 300 kg/j (de pêche) en 1998 à 650 kg/jour en 2005. Le maximum de prises s'établit autour de 15 000 tonnes (en 1993, 1995 et 2002) tandis que le minimum est observé en 2012 avec 3 195 tonnes du fait du retrait des palangriers, puis des flottilles chalutières de l'UE autres que l'Espagne (notamment portugaises). Il n'existe plus que deux chalutiers de l'UE sur les six premiers mois de 2013 (par rapport à 5 unités en 2010) dont les prises s'établissent pour ces six premiers mois à 2 611 tonnes. Cette désaffection s'explique par la baisse sensible du prix de cette espèce sur le marché international et la concurrence d'autres zones (Namibie, Chili, Argentine, etc.) ainsi que par l'amélioration des stocks de merlu blanc en Europe. La réduction de l'effort sur la période récente a permis une amélioration significative des rendements qui sont supérieurs à 4 700 kg/jour en 2011 et 2012. Le niveau de prise maximale à l'équilibre étant estimé à 12 000 tonnes, ces ressources s'avèrent **sous exploitées** (Comité scientifique conjoint, 2013).



**Figure 2.7 : évolution des prises de poissons démersaux et poids relatif du merlu dans les eaux mauritaniennes en tonnes, 2003 – 2012**

Source : données IMROP

<sup>49</sup> Le pic de production de 14 582 tonnes a été atteint en 1993 (Comité scientifique conjoint, 2010).

### 2.2.2 La pêche industrielle des petits pélagiques

La pêche des petits pélagiques est pratiquée par plusieurs types de métiers qui peuvent entrer en concurrence. Il s'agit en outre de stocks qui migrent saisonnièrement dans la sous-région et qui sont donc partagés entre plusieurs États côtiers. Outre une pêcherie artisanale ciblant les sardines et les sardinelles rondes -ainsi que récemment les ethmaloses- pour la farine et l'huile de poissons, les petits pélagiques sont exploités par des unités industrielles d'origine étrangères. Il s'agit d'unités de l'Union européenne ciblant le chinchard, le maquereau, et depuis 1996, les sardinelles et plus accessoirement la sardine. Historiquement des bateaux industriels de nombreux pays (25 nationalités) étaient présents avec depuis quelques années une prédominance des Pays-Bas, des États Baltes (Lettonie, Lituanie) et de la Pologne pour les unités de l'Union européenne ; et de la Russie, l'Ukraine et le Belize pour les pays non européens. Cette pêche industrielle est le fait d'unités de taille importante avec une autonomie de un à plusieurs mois. La ZEE mauritanienne joue un rôle important pour cette pêcherie qui évolue du sud du Maroc à la Casamance. En effet en l'absence de protocole avec le Sénégal les navires battant pavillon de l'Union européenne ne sont pas autorisés à pêcher ces espèces dans les eaux du Sénégal. A l'échelle de la zone ouest-africaine les captures sont à la hausse depuis 1994. Elles sont passées de 1,88 million de tonnes en 2006, à 2,34 millions en 2008. Il s'agit d'une pêcherie fortement saisonnière, par exemple on note un doublement de l'effort de pêche ciblant la sardinelle en été.

Hormis en 2006 – 2007, les unités de pêche pélagique fluctuent entre 45 et 75 unités qui sont quasi exclusivement des unités non mauritaniennes (cf. Tableau 2.8). Les prises ont fortement augmenté sur la période récente (cf. Tableau 2.9.), mais avec une baisse importante en 2012. La distribution des prises par espèces (cf. Figure 2.8.) témoigne de la prépondérance des chinchards, ainsi que dans une moindre proportion des sardinelles, qui font aussi l'objet d'une exploitation croissante par la pêche artisanale et côtière mauritanienne (90 unités de 15 m pour des débarquements de 200 000 t par an) et par les unités sénégalaises dans le cadre d'un accord de pêche existant depuis 2001 (300 pirogues de 24 m pour un niveau de prises déclaré aux autorités mauritaniennes de 30 000 tonnes). L'analyse de l'évolution de la pêche artisanale et côtière (cf. § 2.3.1.1.) montre une forte hausse conjoncturelle liée au développement des usines de farine et d'huile de poisson du fait des cours très rémunérateurs de ces produits sur le marché international. Jusqu'en 2012, une grande partie des prises étaient débarquées à Las Palmas pour la flotte industrielle et à Saint Louis pour les unités sénégalaises. La situation a changé puisque, pour les navires de l'UE, dans le cadre du nouveau protocole d'accord de pêche avec l'UE, le transbordement est dorénavant obligatoire en rade de Nouadhibou.

**Tableau 2.8 : évolution des unités de pêche industrielle au chalut pélagique, en tonnes, 2000 – 2012**

Année	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Flottille nationale	0	0	0	0	0	4	0	0	0	1	0	0
Flottille étrangère	54	53	69	70	74	67	26	39	49	45	54	64
Total	54	53	69	70	74	71	26	39	49	46	54	64

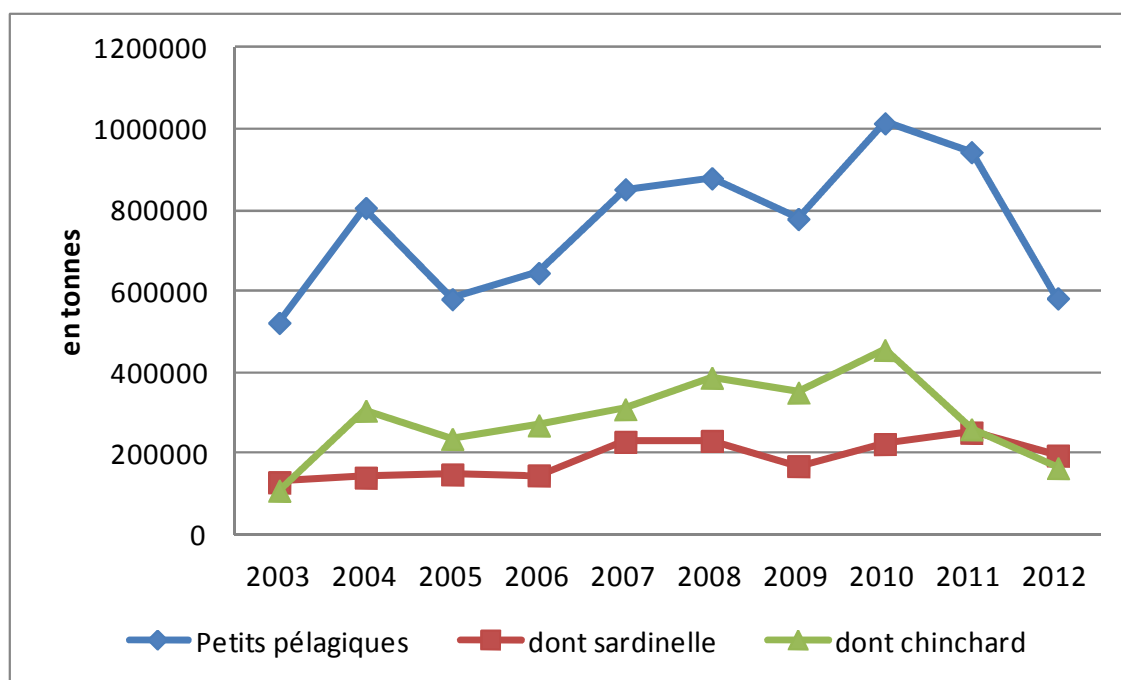
Source : Ould Naffa, 2012



**Tableau 2.9 : évolution des prises de petits pélagiques et poids relatif des prises des navires de l'UE ciblant les petits pélagiques, en tonnes, 2007 – 2012**

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	Moyenne
Petits pélagiques industriels	764 660	870 903	743 275	1 014 486	943 343	583 373	820 007
Petits pélagiques artisanaux	37 941	59 789	69 670	148 385	112 000	137 837	94 270
Total Captures pélagiques	802 601	930 692	812 945	1 162 871	1 055 343	721 210	914 277
Total Union européenne <sup>50</sup>	203 090	243 966	304 081	330 853	334 193	131 013	257 866
Part UE/ captures industrielles (%)	27	28	41	33	35	22	31
Part UE / captures totales (%)	25	26	37	28	32	18	28

Source Océanic Développement et al., 2011 pour 2007 à 2009 et IMROP pour 2010 à 2012

**Figure 2.8 : évolution des prises de petits pélagiques dans les eaux mauritaniennes (en tonnes, 2003 – 2012)**

Source : données IMROP

La pêche industrielle des petits pélagiques est depuis 20 ans exercée uniquement par des unités chalutières, pour lesquelles les captures accessoires et les rejets peuvent être importants. Des obligations de déclarations de rejets sur les livres de bord existent désormais pour les navires de l'UE en application du Règlement Contrôle (Règlement n° 1224/2009), mais il est encore difficile d'estimer ces volumes, qui varient selon les types de pêches et les espèces ciblées (sardines et sardinelles ou chinchards et maquereaux). Le report progressif de la zone de pêche ouverte aux métiers industriels ciblant les petits pélagiques a certainement contribué à diminuer le taux de ces captures accessoires, dans la mesure où le gradient d'abondance des espèces démersales décroît avec l'éloignement à la côte. Les flottilles de pêche industrielle européennes ne devaient pas, selon les dispositions du protocole 2008 – 2012, opérer à l'intérieur des 12 milles (isobathe de 50 m) de façon à réduire les captures accessoires d'espèces démersales côtières. Les limites de la zone de pêche ont été repoussées vers le large dans le cadre du nouveau protocole, notamment pour assurer une meilleure protection des stocks de sardinelles et elles ont fait l'objet d'aménagements à l'occasion de deux réunions de la Commission mixte (février et septembre 2013) afin de permettre l'accès des navires aux canyons. En effet sur la base des débarquements de 2010, on observe que 30 à 35 % des captures

<sup>50</sup> Les données de références mentionnées par le Comité scientifique conjoint de 2013 sont de 296 129 tonnes pour 2009, 326 765 tonnes pour 2010 et 341 987 tonnes pour 2011

européennes de chinchard, 70 % des captures de sardinelle, et 40 % de sardine provenaient de la zone entre 12 et 20 milles. Les unités hollandaises, de construction récente, ciblent principalement les sardinelles. L'effort sur la période 2005 – 2009 s'est réduit, lié à une diminution de l'abondance des sardinelles et au déplacement d'une partie de la flottille hollandaise vers le Pacifique. Malgré le retour de ces unités depuis 2010, l'effort sur la période récente a de nouveau baissé (Mahfoud Ould Taleib Ould sidi et Corten, 2013). L'adhésion des États baltes à l'Union européenne a conduit à inclure dans les pêcheries européennes des bateaux de ces pays, déjà présents sur zone depuis le milieu des années 1990, qui ciblent le chinchard et le maquereau. Les campagnes scientifiques ont révélé l'existence de deux stocks d'anchois. Globalement l'évolution des caractéristiques des unités montre une modernisation des flottilles avec des navires de plus en plus performants (cf. Tableau ci-dessous).

**Tableau 2.10 : évolution des caractéristiques des navires de pêche de petits pélagiques dans les eaux mauritaniennes**

	1991 – 1995	1996 – 2000	2001 – 2005	2006 – 2010
Nombre moyen de navires	61	88	89	65
Âge moyen du navire (an)	30	25	23	23
Longueur moyenne (en m)	99	100	98	99
GT moyenne (jauge brute)	3 914	4 620	4 712	5 189
Puissance moyenne (KW)	4 110	4 811	4 906	5 222

Source IMROP 2010 Comité scientifique conjoint 2011 (p. 29)

### 2.2.3 Pêches des thonidés et espèces associées

La Mauritanie n'a pas de flottes de thoniers. Aucun navire battant pavillon mauritanien n'est enregistré dans le registre de la Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique (CICTA<sup>51</sup>).

La ZEE mauritanienne n'a été fréquentée par les senneurs européens que sur la fin de la période du protocole en 2012 et 2013. En effet, les stratégies des flottilles les avaient amenées à d'abord délaisser cette zone où ils étaient présents depuis les années soixante au profit de l'océan Indien, pour revenir en Atlantique à la fin des années 80 du fait de l'amélioration des rendements de pêche et du renforcement des risques de piraterie (cf. Rapport régional). Plus récemment l'arrêt de l'accord avec le Sénégal, en 2006, a conduit certaines unités à se reporter vers le golfe de Guinée. Ainsi l'effectif des senneurs actifs en Mauritanie a fortement régressé entre 2003 et 2009, les années 2009, 2010 et 2011 se caractérisant même par l'absence de déclarations de captures.

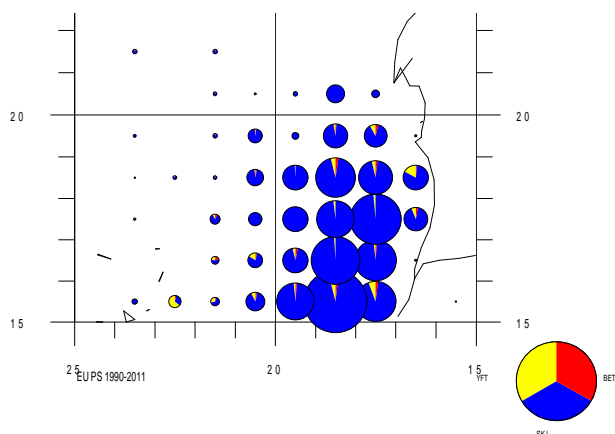
Contrairement aux senneurs, quelques canneurs de l'UE (7 unités basées à Dakar) ont continué à fréquenter la ZEE mauritanienne.

L'analyse comparative des prises des senneurs et des canneurs à l'échelle globale de la zone (Figure 2.9) témoigne d'une différence importante dans la composition des prises au niveau des différentes espèces de thon pêchées, avec une prépondérance des prises d'albacore pour les senneurs et une composition plus équilibrée des captures pour les canneurs. Le taux de captures de listao a toutefois augmenté pour les canneurs depuis quelques années.

<sup>51</sup> Cf. Rapport régional pour la présentation de l'organisation régionale en charge de la gestion des thons et espèces associées dans l'Atlantique.

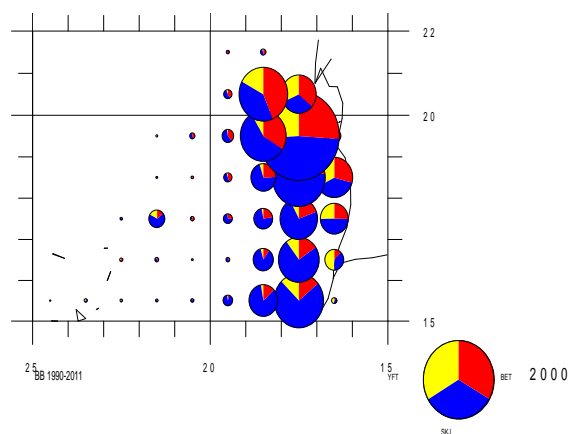


## Prise des senneurs 1990 – 2012



Légende : Jaune : Thon obèse, Rouge Listao et Bleu albacore

## Prises des canneurs 1990 – 2012



Légende : Jaune : Thon obèse, Rouge Listao et Bleu albacore

**Figure 2.9 : comparaison de la composition des captures des senneurs et des canneurs dans la ZEE mauritanienne**

Source : Fonteneau A. d'après des données CICTA

D'après le dernier rapport du CPRS de la CICTA (CICTA, 2013) la pêcherie de listao a fortement évolué depuis le début des années 1990, notamment du fait de la diffusion de DCP : elle représente environ 90 % des prises aujourd'hui et se caractérise par l'extension de la zone de pêche vers l'ouest. Ces évolutions se sont traduites en 2012 par une forte progression des captures du listao (pêché en banc quasiment mono spécifique), soit 46 % de plus par rapport à la période 2007 – 2011 à l'échelle de l'Atlantique Est ; progression qui peut être mise en relation pour les unités européennes avec le prix de vente élevé du listao.

Le rapport de la CICTA signale entre août et novembre 2012 des niveaux inhabituels de capture sous DCP au large de la Mauritanie (au-delà de la latitude 15°N). L'analyse des déclarations de prises atteste de l'abandon de la zone par les senneurs français et espagnols en début de période du protocole 2008 – 2012 du retour des senneurs espagnols à partir de 2011. Cette tendance devrait se renforcer avec l'arrivée des senneurs français qui envisagent aussi de revenir sur zone. Ainsi le volume des prises pour 2013, serait estimé à 7 500 tonnes (données provisoires CE).

**Tableau 2.11 : évolution des prises des senneurs européens dans les eaux mauritaniennes, en tonnes, 2007 – 2012**

	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Senneur	341,8 (*)	163,3 (*)	0 (**)	0 (**)	0 (**)	21 665 (***)

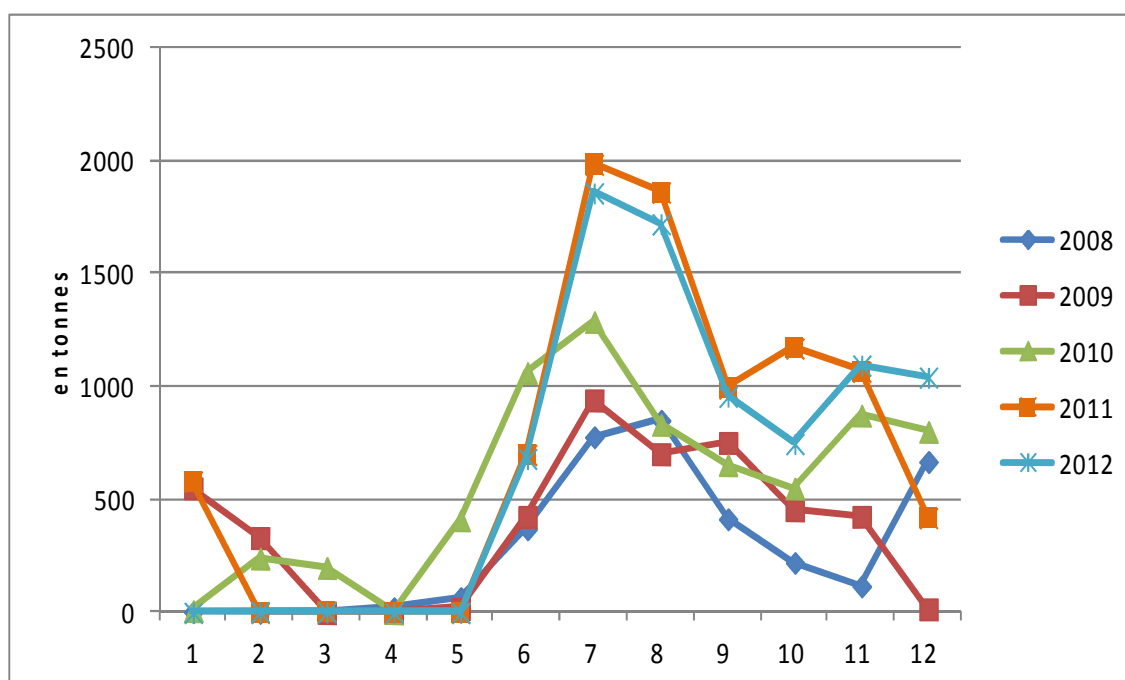
(\*) données Comité scientifique conjoint 2009, 2010 (\*\*) données Comité scientifique conjoint 2013 (\*\*\*) estimation propre par croisement de plusieurs fichiers

À l'inverse des senneurs, l'évolution des prises des sept canneurs espagnols entre 2008 et 2011, témoigne d'une hausse importante des captures entre 2007 et 2011, avec un léger fléchissement en 2012. La composition des captures montre qu'elles sont principalement composées de listao. (cf. Tableau 2.12). Enfin l'étude de la distribution mensuelle de ces captures montre une saisonnalité importante de juin à septembre avec un poids des mois de juillet et août qui tend à s'accroître en 2011 et 2012 (cf. Figure 2.8).

**Tableau 2.12 : évolution des prises des canneurs espagnols dans les eaux mauritaniennes, en tonnes, 2008 – 2012**

	2008	2009	2010	2011	2012
Albacore	129	333	337	1 128	447
Listao	3 208	3 759	5 773	6 787	7 081
Thon obèse	178	527	807	873	532
Total	3 515	4 618	6 917	8 788	8 060
% listao	91 %	81 %	83 %	77 %	88 %
moyenne/bateau	502	660	988	1 255	1 151

Source des données : CSC et Commission européenne

**Figure 2.10 : comparaison de la saisonnalité des captures des canneurs dans la ZEE mauritanienne en tonnes, 2008 – 2012**

Source : élaboration propre d'après les données du CSC et de la Commission européenne

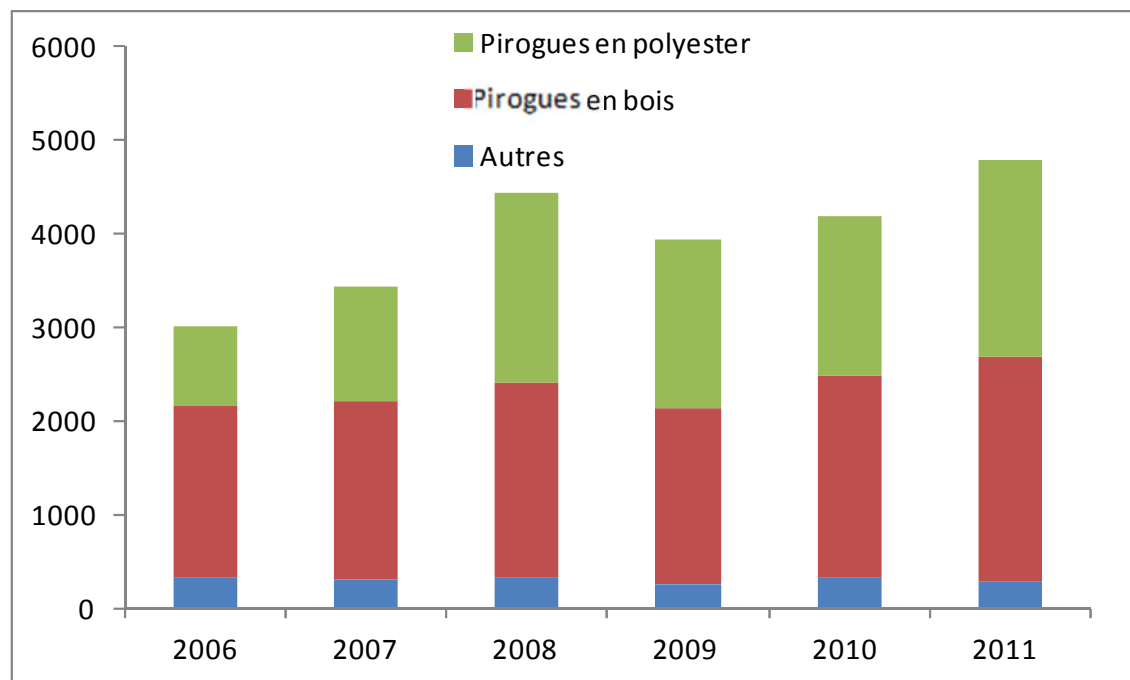
## 2.3 La pêche artisanale

### 2.3.1 La pêche artisanale continentale et l'aquaculture

La pêche continentale est pratiquée dans la région du fleuve Sénégal et dans les plans d'eau (25 au total) de la zone sud et sud-est. Le principal de ces plans d'eau, Fouta-Djallon (M'Bout) est exploité par 118 embarcations (recensement de 2008) utilisant des filets maillants et des palangres pour une production de 79 tonnes (IMROP, 2010). L'aquaculture, souvent évoquée comme perspective favorable, se limite à la conchyliculture dans la baie du Levier à Nouadhibou, laquelle dispose de conditions naturelles particulièrement propices (taux de charge en phytoplancton, marnage suffisant et température de l'eau). Une activité d'ostréiculture est en cours de développement depuis 2007 dans la baie de l'étoile et des expérimentations sont en cours pour la culture des palourdes à partir de naissain importé d'Europe, des coques qui sont naturellement présentes sur le site, et des moules. Ces expérimentations montrent des possibilités de rendements élevés pour une activité, qui devra se développer en ciblant les marchés à l'exportation compte tenu de la taille réduite des marchés locaux pour ces produits.

### 2.3.2 La pêche artisanale maritime

Selon l'enquête cadre de l'IMROP de 2012, il existe 4 347 pirogues actives (soit 75 % du parc estimé à 5 775 pirogues) (Abdel Hamid, 2012), soit une croissance du parc piroguier de 45 % par rapport à 2009. Les pirogues sont construites pour moitié en bois et pour moitié en plastique<sup>52</sup> (cf. Figure 2.11) et sont toutes motorisées en dehors des lanches du Parc national du Banc d'Arguin.



**Figure 2.11 : évolution et structure du parc piroguier mauritanien, 2006 – 2011**

Source : IMROP, 2012

A ce segment il convient d'ajouter les unités de pêche côtière démersale<sup>53</sup> qui étaient une soixantaine en 2009 et principalement constituées de vedettes ciblant le poulpe (cf. Tableau 2.13), mais dont le taux d'activité est faible.

**Tableau 2.13 : structure des embarcations de pêche côtière démersale, 2009**

Bateau type Kamour	Anciens glaciers et bateaux types Mabrouka	Vedette < 10 m	Vedette 15 m	Total
8	11	23	22	64

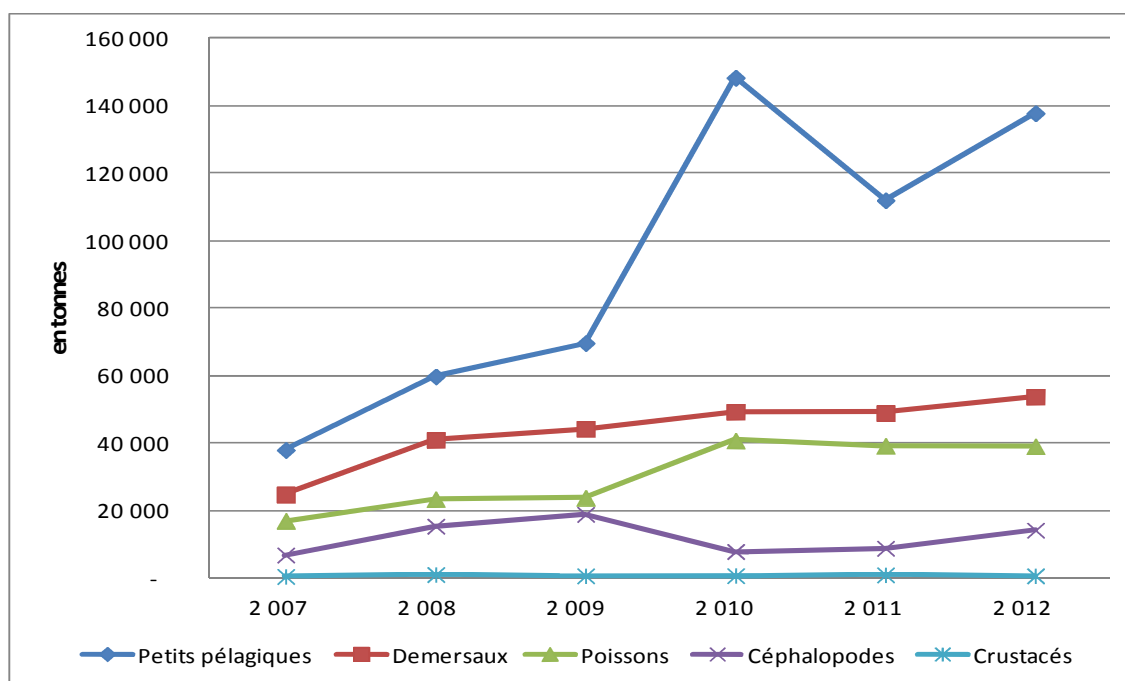
Source : Lémire Ould Tarbiya et Rey-Valette 2010

Les prises de la pêche artisanale et côtière ont quasiment quadruplé depuis 2006 tandis que le chiffre d'affaires dégagé a presque doublé (Abdel Hamid, 2012). La distribution des captures par espèces témoigne de l'importance des petits pélagiques (qui représentent environ la moitié des captures) ainsi que du poulpe dont les captures représentaient en 2009 16 % du total (Ould Naffa, 2012). Le total des prises de pêche artisanale en 2011 a atteint 188 411 tonnes<sup>54</sup>. La baisse des prix moyens s'expliquent par la progression de l'importance des prises pélagiques.

<sup>52</sup> Il existe aussi des pirogues en aluminium mais qui ne représentent que 4 % du parc piroguier.

<sup>53</sup> Il convient de faire attention aux dénominations : la notion de pêche côtière recouvre deux segments distincts : la pêche côtière démersale qui correspond aux bateaux et vedettes spécialisés et la pêche côtière pélagique qui correspond aux grandes pirogues utilisant les sennes tournantes.

<sup>54</sup> Malgré d'importants efforts de rationalisation du système statistique, on observe cependant encore des écarts selon les sources qui selon Ould Naffa (2012) peuvent atteindre 20 % sans pour autant remettre en cause la concordance globale des ordres de grandeur.



**Figure 2.12 : évolution du poids relatif des prises artisanales selon les espèces (en tonnes, 2007 – 2011)**

Source données IMROP

La distribution spatiale de l'effort, des captures, du chiffre d'affaires (Bulletin PAC 2010, tableau ci-dessous) et des embarcations (cf. Figure 2.13) témoigne de la prépondérance de la zone nord autour de Nouadhibou, puis dans une moindre mesure de celle de Nouakchott. Cette prépondérance s'explique notamment par des conditions plus propices qui entraînent des différentiels de rendement importants au profit de la zone du Nord.

**Tableau 2.14 : évolution de la pêche artisanale mauritanienne, 2006 – 2010**

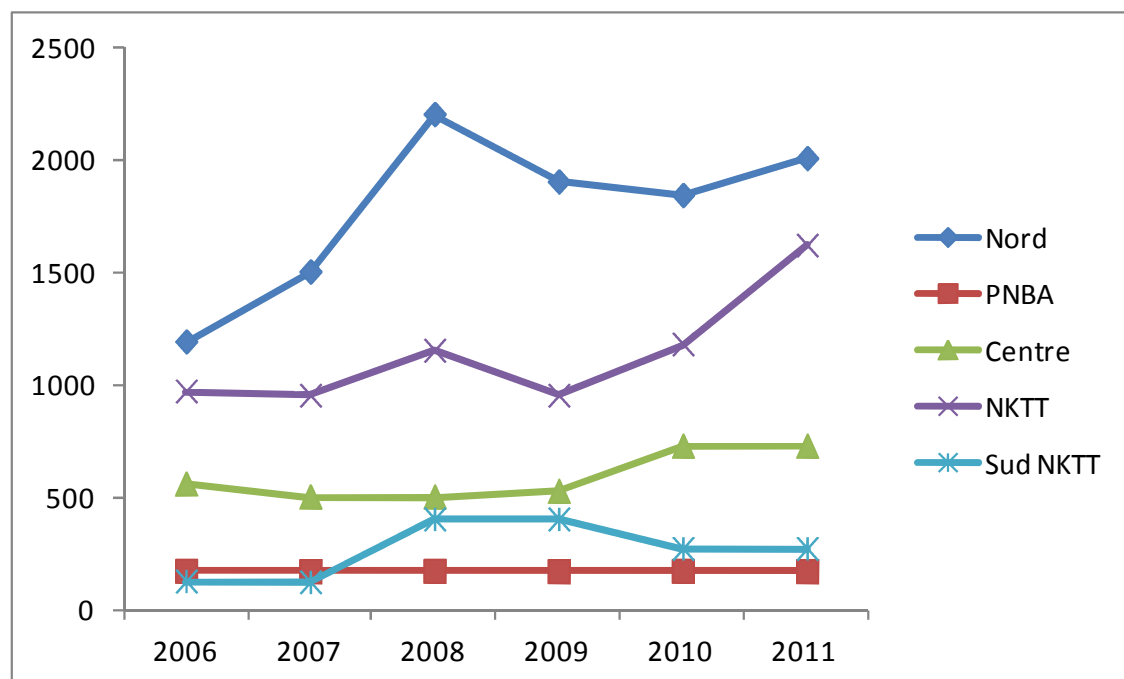
	2006	2007	2008	2009	2010
Captures en tonnes	46 116	62 675	100 735	114 247	180 109
CPUE (en kg/jours)	101	102	142	173	n.d.
Prix moyen (UM)	307	305	289	204	137
Nombre de pirogues actives	1 478	1 943	2 459	2 217	3 606
Valeur des prises (en millions UM)	14 141	19 132	29 067	23 317	24 682

Source : Lémire Ould Tarbiya et Rey-Valette 2010

**Tableau 2.15 : distribution spatiale de l'effort, des prises et du chiffre d'affaires de la pêche artisanale**

	Jours de pêche	Prises	Chiffre d'affaires
Nord	49 %	64 %	59 %
Nouakchott	27 %	39 %	29 %
Centre	17 %	2 %	10 %
Sud	5 %	0,3 %	1 %
PNBA	2 %	2 %	2 %

Source : Bulletin PAC 2010



**Figure 2.13 : distribution spatiale des pirogues mauritaniennes, 2006 – 2011**

Source d'après Bulletin PAC 2010

Il convient de mentionner le cas particulier de la pêche par la communauté des pêcheurs Imraguen dans le Parc national du Banc d'Arguin. Ce parc a été créé en 1976, reconnu comme site Ramsar en 1983 (Un site Ramsar est un espace désigné en application de la Convention relative aux zones humides d'importance internationale, particulièrement comme habitats des oiseaux d'eau, dont le traité a été signé en 1971 sur les bords de la mer Caspienne, en Iran. Son entrée en vigueur date de 1975), et il a obtenu le label de patrimoine mondial de l'humanité en 1989. D'une superficie marine de 5 600 km<sup>2</sup>, c'est le plus grand parc marin en Afrique. Il occupe en effet 30 % de la zone de plateau continental de la ZEE mauritanienne (Binet et al., 2013). Le plan de gestion du parc est révisé tous les cinq ans. Il interdit notamment la pêche motorisée à l'intérieur des limites du parc où seules les lanches à voile peuvent pêcher. D'après Ould Naffa, 2012, le nombre de lanches est de 110. Les pêcheurs ciblent principalement la courbine et le mullet jaune, puis les sélaciens, les machoirons et le toumvertel (PNBA, 2012) avec principalement 4 engins (filets courbine, filet épaule, filet mullet et filet tollo (Isselmou Braham, 2012). La production est de 3 626 tonnes en 2011 (Isselmou Braham, 2012), soit 2 % des captures de la pêche artisanale mauritanienne, ce qui correspond à un doublement au cours de la dernière décennie. Cette évolution peut être mise en relation avec la progression du nombre de lanches et de leur taux d'activité qui s'élève aujourd'hui à environ 200 jours de pêche par an (PNBA, 2012), ainsi qu'avec la progression des prises des pirogues motorisées à proximité du parc qui représente 5 % du total des captures (Isselmou Braham, 2012).

Une étude détaillée des sous filières au sein de la pêche artisanale a été menée dans le cadre d'un projet de la FAO (APAM : Aménagement de la pêche artisanale en Mauritanie (Lémine Ould Tarbiya et Rey-Valette 2010)). Elle a permis de caractériser les principales sous filières et de confirmer la prépondérance de la pêcherie de poulpes et de petits pélagiques à la senne tournante. Ces deux pêcheries représentaient en 2009, 64 % des captures, 54 % de la valeur des prises et 59 % du parc des pirogues actives (cf. Tableau 2.16).

**Tableau 2.16 : importance des principales sous filières de pêche artisanale en Mauritanie, 2007 – 2009**

	% total des captures			% valeur totale des prises			% total des pirogues actives		
	2007	2008	2009	2007	2008	2009	2007	2008	2009
Pêche au pot	9	14	8	39	50	38	43	51	55
Senne tournante	33	35	56	5	6	16	12	9	4
Filet à sole NDB	3	5	2	6	7	4	6	7	5
Filet Courbine NDB	1	1	1	0,50	0,50	2	1	2	2
Ligne NKC	3	3	2	4	4	4	8	9	6
Trémail NKC	5	3	2	3	2	2	7	4	3
Total	54	61	72	58	69,50	66	77	85	75

Source : Lémire Ould Tarbiya et Rey-Valette 2010 (NDB = Nouadhibou et NKC = Nouakchott)

### 2.3.2.1 *La pêche artisanale des petits pélagiques*

La part de la pêche artisanale de petits pélagiques, nationale et étrangère (pirogues sénégalaises) représente entre 10 % et 15 % du total des captures dans la ZEE mauritanienne. 90 unités sont recensées en 2012 (46 à Nouadhibou et 44 à Nouakchott (Lémire Abdel Hamid, 2012) et 343 pirogues sénégalaises (Ould Naffa, 2012). L'exploitation s'effectue à partir de pirogues en bois mesurant généralement entre 16 et 30 mètres, propulsées par des moteurs de 40 ch. Chaque unité est composée de deux pirogues (une principale de grande taille (en général >20 m de longueur) qui sert au transport des prises et une secondaire qui sert à déployer le filet). Les prises sont composées principalement (76 % des captures) de six espèces avec une prépondérance des sardinelles dont la part relative représente en moyenne 58 % des prises entre 2006. Les unités sont rattachées aux usines de farine et de congélation à Nouadhibou et à des groupements de pêcheurs à Nouakchott qui visent à gérer les apports pour maintenir les prix. A l'origine limitée à quelques unités à Nouakchott visant le marché de la consommation, cette pêcherie a connu récemment un essor important du fait des prix rémunérateurs de la farine sur le marché international (Russie et Chine en particulier) qui ont suscité l'implantation d'usines de farine en Mauritanie (cf. infra § 2.5.3). Ainsi le nombre d'unités de pêche n'a cessé d'augmenter entre 2008 et 2010 passant ainsi de 56 sennes à environ 130 dont près de la moitié sous contrat avec les usines de Nouadhibou (Lémire Ould Tarbiya et Rey-Valette 2010). Il s'en suit un développement très important des prises qui ont été multipliées par 5 en trois ans. L'étude des résultats économiques de ces unités (Lémire Ould Tarbiya et Rey-Valette 2010) montre un taux de valeur ajoutée créée de 84 % pour la senne tournante à Nouadhibou et de 76 % à Nouakchott. Ces taux très élevés s'expliquent par la faiblesse des coûts d'exploitation, essentiellement carburant (71 % des consommations intermédiaires à Nouadhibou et 51 % à Nouakchott, où le poste entretien est plus fort Lémire Ould Tarbiya et Rey-Valette 2010)). En effet les sorties sont très courtes car les captures sont abondantes (Lémire Ould Tarbiya, com. pers). Les prises par unités sont largement plus importantes à Nouadhibou mais avec des prix de vente aussi beaucoup plus faibles par rapport à Nouakchott. La répartition de cette valeur ajoutée s'effectue au bénéfice principalement des marins (64 % et 71 % respectivement à Nouadhibou et à Nouakchott) et des armateurs (respectivement 36 % et 29 %), dont il convient de souligner qu'il s'agit majoritairement de Sénégalais. La part revenant à l'État Mauritanien (droits de pêche et taxes) est quant à elle très faible (0,1 % et 1 %). L'essentiel des prises est destiné aux usines de farines, mais le bilan de l'accord avec le Sénégal (IMROP, 2010) souligne que les débarquements des sennes sénégalaises en Mauritanie (23 unités en 2009 pour un volume de prises de 304 tonnes) contribuent à une baisse des prix à la consommation.

### 2.3.2.2 La pêche artisanale céphalopodière

L'engin caractéristique de la pêche artisanale céphalopodière est le pot à poulpe<sup>55</sup>, utilisé toute l'année au large de Nouadhibou et entre Novembre et mars-avril en zone centre. Au total 1 300 unités de pêche au poulpe actives déploient chaque année 1 547 000 pots (Comité scientifique conjoint, 2013). Dans la zone de Nouakchott, la pêche à la turlutte<sup>56</sup> dont le coût et les risques de perte sont moindres se développe aussi et cible plutôt le calmar et la seiche. Les unités de pêche côtière, peu nombreuses, utilisent quant à elles des casiers. L'activité est fortement concentrée sur la zone de Nouadhibou. L'étude des résultats économiques de ces unités (Lémine Ould Tarbiya et Rey-Valette 2010) permet de montrer un taux de valeur ajoutée (VA) créée de 53 % pour la pêche au pot à Nouadhibou et de 69 % à Nouakchott. Ces différences de taux de VA entre Nouadhibou et Nouakchott, malgré de meilleurs rendements de pêche à Nouadhibou, s'expliquent essentiellement par le fait que dans les campements les pêcheurs se groupent pour l'achat de matériel et obtiennent de meilleurs prix (Lémine Ould Tarbiya, com. pers). La répartition de cette valeur ajoutée s'effectue au bénéfice principalement des marins (52 % et 28 % respectivement à Nouadhibou et à Nouakchott) et des armateurs (respectivement 47 % et 71,4 %), la part revenant directement à l'État sous forme d'impôts et taxes étant très faible (1 % et 0,6 %).

### 2.3.3 Les interactions entre pêche artisanale et pêche industrielle

De façon à réduire les interactions entre flottilles, en particulier le chalutage dans les fonds de moins de 20 m, il existe un zonage de référence<sup>57</sup> qui délimite l'activité des unités de pêche industrielle. L'effort de pêche de la pêche artisanale peut quant à lui intervenir dans n'importe quelle zone. Les espèces pour lesquelles les interactions entre flottilles sont les plus fortes sont les sardinelles, le chinchard, le poulpe ou encore les crevettes côtières. Le principal conflit évoqué entre pêche industrielle et artisanale est la destruction des pots par le chalutage. En effet, les interactions directes entre flottilles ciblant les mêmes stocks sont particulièrement importantes pour les pêcheries de poulpes (*Octopus vulgaris*) et de crevette côtière (*Farfantepenaeus notialis*). La spatialisation des captures de ces deux espèces fait apparaître une zone de chevauchement des habitats où s'effectuent 19,4 % des captures totales de poulpe et 79 % des captures totales de crevettes côtières (Comité scientifique conjoint, 2013). A l'avenir l'élargissement progressif des zones de pêche de la pêche artisanale risque de renforcer ces interactions spatiales. Des interactions indirectes existent aussi du fait des captures accessoires des unités de pêche industrielle. Pour certains navires ciblant les pélagiques, ces captures accessoires sont transformées directement à bord en huile et en farine de poisson, mais selon les observateurs pour les flottilles de l'Union européenne elles seraient rejetées en mer dans une proportion de 10 % à 15 % des captures (Comité Scientifique conjoint, 2013).

Plusieurs mesures du protocole actuellement en vigueur visent à réduire ces interactions directes ou indirectes entre flottes hauturières et côtières, étrangères et nationales, telles que les expérimentations sur la sélectivité du chalut à crevette ou pour les petits pélagiques. L'efficacité de ces mesures n'a pas encore été évaluée. Les informations ci-dessus devront donc être revues à la lumière des résultats des évaluations par le Comité scientifique conjoint de ces nouvelles mesures du protocole.

## 2.4. La pêche illégale

Selon une publication récente (Pauly et al., 2013) les niveaux de prélèvements effectifs des pêcheries chinoises dans le monde sont largement sous déclarés (entre 3,4 et 6,1 Mt par an entre 2000 et 2011 au lieu de 370 000 t annuellement déclarées à la FAO). C'est en Afrique que ces pratiques seraient les plus importantes. Les armements chinois y réaliseraient des prélèvements de l'ordre de 2,9 millions de tonnes par an. En Mauritanie les captures des céphalopodiers d'origine chinoise sont intégrées dans les statistiques

<sup>55</sup> Ce sont des pots en plastique de 20 cm de longueur sur 18 de hauteur munis d'un lest de 2 kg en ciment. Ces pots sont reliés en série sur une corde maintenue au fond par des ancrs.

<sup>56</sup> La turlutte est composée d'un leurre et d'une couronne d'hameçons ou de pointes. Il s'agit d'une technique spécifique pour la pêche des céphalopodes, notamment les seiches et calmars.

<sup>57</sup> Défini par décret (Décret n° 2002-73).



nationales mauritaniennes, puisqu'il s'agit de sociétés mixtes. Cependant comme indiqué précédemment pour la pêche thonière, des unités à capitaux chinois et sans pavillon non autorisées à pêcher ont été observées en 2012 et 2013 dans les eaux mauritaniennes. Toutefois, d'importants efforts ont été réalisés au niveau des moyens de surveillance, ainsi que depuis 2006 sur le suivi des prises de la pêche artisanale grâce au système « SSPAC<sup>58</sup> » issu d'une coopération entre la FAO et l'IRD (Institut de recherche pour le développement). Enfin depuis 2009, un corps de 36 observateurs a été rattaché à l'IMROP (Comité scientifique conjoint, 2009). L'objectif est de pouvoir avoir 5 000 jours d'observation par an : en 2010, il y a eu 1 000 jours d'observation (42 embarquements) mais seulement 500 jours en 2011 (22 embarquements). La généralisation de cette pratique se heurte à la résistance des patrons de pêche. Il convient de noter que l'IEO a mis en place une observation à bord des crevettiers en 2010.

Également, la Mauritanie s'est dotée d'une politique active de surveillance des pêches, en bonne partie financée grâce à l'appui sectoriel versé par l'UE, ayant notamment permis la construction et la mise à l'eau récente d'un nouveau patrouilleur de haute mer.

Un communiqué de l'ONG internationale WWF avait également signalé l'existence de 13 navires chinois et de navires de pavillons inconnus qui auraient été chassés de Méditerranée en mai 2012 et qui seraient venus pêcher dans la zone mauritanienne en 2012 et 2013<sup>59</sup>. Bien que cette question ait été abordée à l'assemblée mauritanienne, il ne semble pas y avoir eu un accroissement du contrôle et de la surveillance vis-à-vis de la pêche illégale.

## 2.4 Filière des produits de pêche en Mauritanie

### 2.5.1. Introduction

Le secteur de la pêche joue un rôle important par sa contribution au PIB (cf. Chapitre 1 « contexte général ») mais aussi aux exportations. Les produits de la mer et le minerai de fer contribuaient traditionnellement dans les années quatre-vingt-dix pour 90 % aux recettes d'exportation du pays. Depuis le poids de la pêche a fortement décru, passant de près de 50 % à 13 % en 2010 (Tableau 2.17). Par contre la contribution de la filière à l'emploi est importante avec environ 40 000 emplois dont 46 % d'emplois en mer et 34 % d'emploi issus de la pêche artisanale (contre 12 % pour la pêche industrielle (Ould Naffa, 2012)). Enfin la contribution nutritionnelle de la pêche à l'alimentation des populations varie fortement selon les régions. Elle représente entre 15 et 20 % de l'apport global en protéines animales. La consommation de poisson est longtemps restée faible, s'établissant en 2002 en moyenne à 4,2 kg/an/habitant. Cependant elle semble connaître un développement important au cours des dernières années passant en 2009 à 9/10 kg/an/habitant, voire à 20 kg/an/habitant dans certains quartiers de Nouakchott.

**Tableau 2.17 : évolution de la contribution de la pêche aux exportations (en milliards d'ouguiyas)**

Années	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Exportations globales	69,8	86,7	89,8	94,7	86,8	120,4	160,5	367,2	364,6	431,7	357,4	571,8
Exportations Pêche	32,6	36,0	39,9	38,9	34,6	45,8	45,9	53,9	66,1	69,7	70,4	76,0
Contribution Pêches (%)	46,7	41,5	44,4	41,1	39,9	38,1	28,6	14,7	18,1	16,1	19,7	13,3

Source Ould Naffa, 2012.

<sup>58</sup> Système de suivi de la pêche artisanale et côtière.

<sup>59</sup> REJOPRAO (Réseau des journalistes pour une pêche responsable en Afrique de l'Ouest) citant l'Agence France Presse (AFP), 31 Mai 2012 - <http://rejoiprao.blog4ever.com/blog/lirarticle-366485-9339855.html>.



### 2.5.2. Infrastructures portuaires

Deux infrastructures de débarquement existent : le port autonome de Nouadhibou (PAN) destiné à la pêche industrielle et, pour la pêche côtière et artisanale, le port de pêche artisanale de Nouadhibou (établissement portuaire de la baie du Repos (EPBR)).

Le port autonome de Nouadhibou satisfait aux normes ISPS<sup>60</sup> et est certifié ISO 9001 (Océanic Développement et al., 2011). Il est principalement utilisé (70 %), par les bateaux de pêche, mais cette situation peut évoluer à terme du fait de la création d'une zone franche à Nouadhibou. Il est en cours d'extension dans le cadre d'un projet financé par la coopération espagnole, qui inclut aussi le financement du retrait de nombreuses épaves. Néanmoins ces travaux à l'origine destinés au port de pêche, vont bénéficier au port de commerce, et un nouveau Projet de port en eau profonde avec un tirant d'eau de 17 m est envisagé pour la pêche.

Construit en 1996 – 97, le port de pêche artisanale de Nouadhibou était prévu pour accueillir jusqu'à 200 bateaux de moins de 18 m (Océanic Développement et al., 2011). Il a été agrandi en 2002 pour accueillir jusqu'à 2 500 pirogues, mais est à présent à nouveau saturé et environ 1 000 pirogues doivent accoster à l'extérieur. Un projet d'extension est envisagé par la coopération japonaise (Océanic Développement et al., 2011), de façon notamment à développer les unités de pêche côtière qui offrent de meilleures conditions de sécurité face à l'accroissement progressif des zones de pêche artisanale. Ce port comprend actuellement une fabrique de glace et de nombreux services liés à l'approvisionnement et l'entretien des bateaux ou des boutiques de mareyage. Dans le projet d'extension, il est aussi prévu de nouveaux terre-pleins et une zone industrielle.

Dans les zones centre et sud, il existe des points de débarquement plus ou moins aménagés, mais bien souvent les pirogues doivent accoster sur la plage. La création d'un nouveau port pour la pêche artisanale va débiter à Tanit au nord de Nouakchott pour 500 pirogues, 60 unités côtières et 60 chalutiers glaciers (Océanic Développement et al., 2011). Le marché au poisson de Nouakchott a été construit par la coopération japonaise en 1996 et modernisé en 2005. Il permet le traitement des produits destinés au marché local et à l'exportation. Il est équipé de halles pour réceptionner les produits, de chambres froides et de boutiques et étals pour la vente. Enfin notons qu'il existe de multiples projets d'amélioration des infrastructures de pêche, notamment : la construction d'un chantier naval à Nouadhibou (13 millions d'USD, environ 10 millions d'EUR) en coopération avec une firme japonaise pour produire de nouveau type de bateaux côtiers (Ould Naffa, 2012) et la construction d'un port pour la pêche pélagique au sud du Parc national du Banc d'Arguin. Ces projets d'infrastructure sont, depuis 2011, en partie financés grâce à l'appui sectoriel versé par l'UE dans le cadre de l'APP (protocole 2008 – 2012).

### 2.5.3. Les structures de la filière aval

La filière aval en Mauritanie se caractérise en premier lieu par la présence de la SMCP, société mauritanienne pour la commercialisation de poisson, société mixte public - privé<sup>61</sup> qui centralise la commercialisation des exportations congelées que ce soit pour la pêche industrielle ou pour la pêche artisanale. Il existe aussi plusieurs types de mareyeurs, ainsi que des commissionnaires divers. Les mareyeurs exportateurs<sup>62</sup> exportent directement leur production (tout en pouvant vendre des surplus aux usines) et le plus souvent préfinancent les unités de pêche auprès desquelles ils s'approvisionnent. Ils sont 36 à être enregistrés auprès de la SMCP.

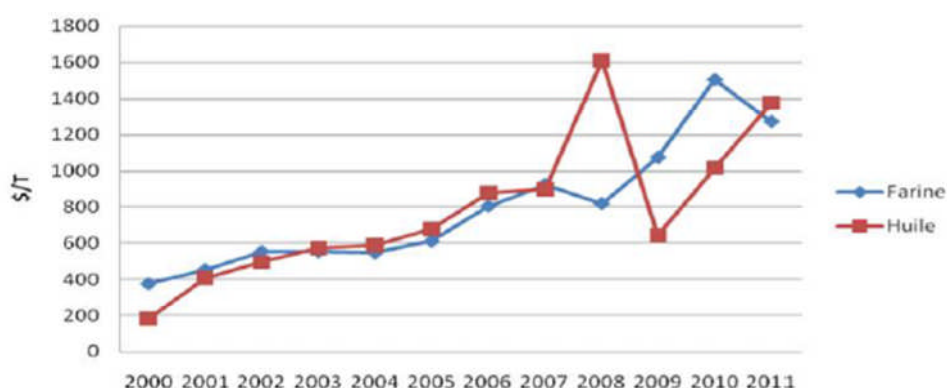
<sup>60</sup> International Ship and Port Facility Security Code.

<sup>61</sup> Cette société, créée en 1984 dans le cadre de la nouvelle politique de la pêche a successivement changé de statut et de fonction. Le décret de création (Décret N°84 130 du 5 juin 1984) l'institue en EPIC (établissement public à intérêt commercial). Elle deviendra par la suite (Décret N°90 154 du 22 octobre 1990 et Décret 91 108 du 28 Juillet 1991) une société nationale, avant de devenir plus tard en 1995 une société d'économie mixte.

<sup>62</sup> Il s'agit des mareyeurs les plus importants qui ont la capacité réglementaire et financière d'exporter. Les exportations concernent surtout les poulpes et les céphalopodes et sont destinées à l'Europe et au Japon (pour les poulpes) et plus marginalement aux autres pays africains.

Les mareyeurs collecteurs s'approvisionnent auprès des commissionnaires ou directement auprès des pêcheurs et vendent moyennant une commission aux mareyeurs exportateurs ou aux usines. Les mareyeurs distributeurs sont spécialisés dans les produits destinés au marché national qu'ils approvisionnent. Outre les mareyeurs, très dynamiques pour la filière du poulpe mais peu structurés, la filière aval se compose d'établissements à terre ou d'usines où les prises sont traitées, essentiellement congelées.

En 2012, il existait 93 unités de traitement, principalement pour la congélation du poulpe et essentiellement situées à Nouadhibou (66 %). 70 % d'entre elles disposent d'un agrément pour l'exportation vers le marché européen. L'importance relative des usines de traitement (congélation/frais, élaboration) diminue du fait des changements de stratégie de ces usines qui n'achètent plus les produits et se limitent à des prestations de services (traitement, mise en carton, stockage) pour le compte des mareyeurs exportateurs dont le rôle stratégique se renforce (Ould Tarbiya 2011). La production de farine et d'huile de poisson a connu récemment un développement spectaculaire du fait des prix rémunérateurs observés depuis 2008 sur les marchés internationaux (cf. Figure 2.14)<sup>63</sup>. En effet les cours internationaux de farine de poisson ont fortement augmenté en lien avec la demande croissante pour l'aquaculture, alors que les productions des pays traditionnels (Pérou et Chili) sont en baisse, notamment en raison d'une réduction des quotas au Pérou. Les prix mondiaux sont passés de 400 USD/tonne (430 EUR/tonne) en 2000 à 1 800 USD/tonne (1 280 EUR/t) en 2011 pour la farine de poisson et de 180 USD/t (200 EUR/t) en 2000 à 1 400 USD/t (1 000 EUR/t) en 2011 pour l'huile de poisson (Tarbiya et Mouhamédou, 2012). Les évolutions des cours en Mauritanie sont similaires pour la farine dont le prix moyen est passé de 650 USD (438 EUR) à 1 100 USD (785 EUR) par tonne entre 2008 et 2011. Par contre en raison de problèmes de qualité, les cours mauritaniens de l'huile de poisson ont baissé de 500 USD (360 EUR) la tonne en 2009 à 436 USD (311 EUR) en 2011 (Tarbiya et Mouhamédou, 2012<sup>64</sup>).



**Figure 2.14 : évolution des cours internationaux de la farine et l'huile de poisson**

Source : Tarbiya et Mouhamédou, 2012, d'après données Fish, Oil et Meal World, 2011

Actuellement dix-sept usines produisent de la farine de poisson (dont 15 à Nouadhibou créées depuis 2005 dont 8 en 2013) et de nombreux projets d'implantation de nouvelles usines existent (Sidi Sadegh et al., 2013c). Il existe aussi une unité de congélation des petits pélagiques. Pour la farine et l'huile de poisson, il s'agit de sociétés mixtes liées à des capitaux étrangers<sup>65</sup>, attirés par le caractère très rémunérateur des prix. Ces stratégies d'investissement peuvent changer en fonction de l'évolution des cours. Par exemple deux des usines de Nouadhibou sont seulement louées (Lémine Ould Tarbiya, comm. pers). Les productions mauritaniennes sont exportées, principalement en Russie (50 % des exportations de farine en 2009 et 80 % en 2010). En 2010, le chiffre d'affaires des usines de farine était de 28 millions d'USD (environ 22 millions d'euros) pour une valeur ajoutée (41 %) de 11,5 millions d'USD (Tarbiya et Mouhamédou, 2012),

<sup>63</sup> Un ralentissement de l'activité a été observé en 2011, non pas dû à l'évolution des marchés mais à des difficultés d'approvisionnement, liées à la suspension des autorisations d'emplois octroyés aux sénégalais (Tarbiya et Mouhamédou, 2012).

<sup>64</sup> Équivalents en euros selon les taux de change définis par Inforeuro (<http://ec.europa.eu/budget/inforeuro/>).

<sup>65</sup> Nationalité des capitaux non connue.

soit environ 9 millions d'euros. Soulignons la faiblesse des retombées nationales compte tenu de l'importance des capitaux étrangers dans le secteur à la fois de la transformation et de la pêche, majoritairement le fait des unités sénégalaises. Ainsi Tarbiya et Mouhamédou (2012) estiment la part de la valeur ajoutée nationale à 47 % du total de la valeur ajoutée. Cet attrait pour la transformation industrielle s'effectue aux dépens de l'activité de transformation artisanale, très mal connue, en particulier en termes de concurrence sur les marchés à l'exportation africains. En effet, le développement de la transformation en farine et huile de poisson absorbe la majorité des prises de petits pélagiques (majoritairement sardinelles et ethmaloses ainsi que mulets et courbines) qui elles-mêmes sont en forte progression. Selon les saisons, la part des prises destinées aux usines varie de 75 % à 83 %, contre 8 % à 13 % pour la consommation, le solde étant destiné à l'approvisionnement en appât (Sidi Sadegh et al., 2013 a et b). Le développement mal contrôlé<sup>66</sup> de ces usines de farine peut constituer un facteur de surexploitation des ressources pélagiques<sup>67</sup>, tandis que les possibilités de traitement des déchets des usines ne sont pas suffisamment développées (la part des déchets dans l'approvisionnement des usines de farine représente 8 % des matières premières à Nouadhibou et 3 % à Nouakchott Sidi (Sadegh et al., 2013c). Les capacités de traitement des usines de Nouadhibou ont été évaluées en 2011 par Tarbiya et Mouhamédou, (2012) à 1 205 tonnes de pélagiques par jour, soit sur la base de 270 jours/an à 325 350 tonnes annuelles.

**Tableau 2.18 : évolution de l'effectif des usines à terre**

Année	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Nombre d'usines	79	79	81	83	87	92	93
Usines agréées UE	46	47	49	52	54	64	65
% usines agréées	58 %	59 %	60 %	63 %	62 %	70 %	70 %

Source : Ould Tarbiya 2011

Les espèces démersales capturées par l'UE sont destinées au marché de l'UE. La distribution des volumes d'exportation en fonction des catégories d'espèces témoigne du rôle prépondérant des céphalopodes (Figure ci-dessous) tandis que l'analyse en fonction des destinations révèle l'importance des marchés européens, qui depuis le début des années 2000 passent progressivement au premier plan aux dépens du Japon traditionnellement très demandeur de poulpe (voir figure ci-dessous).

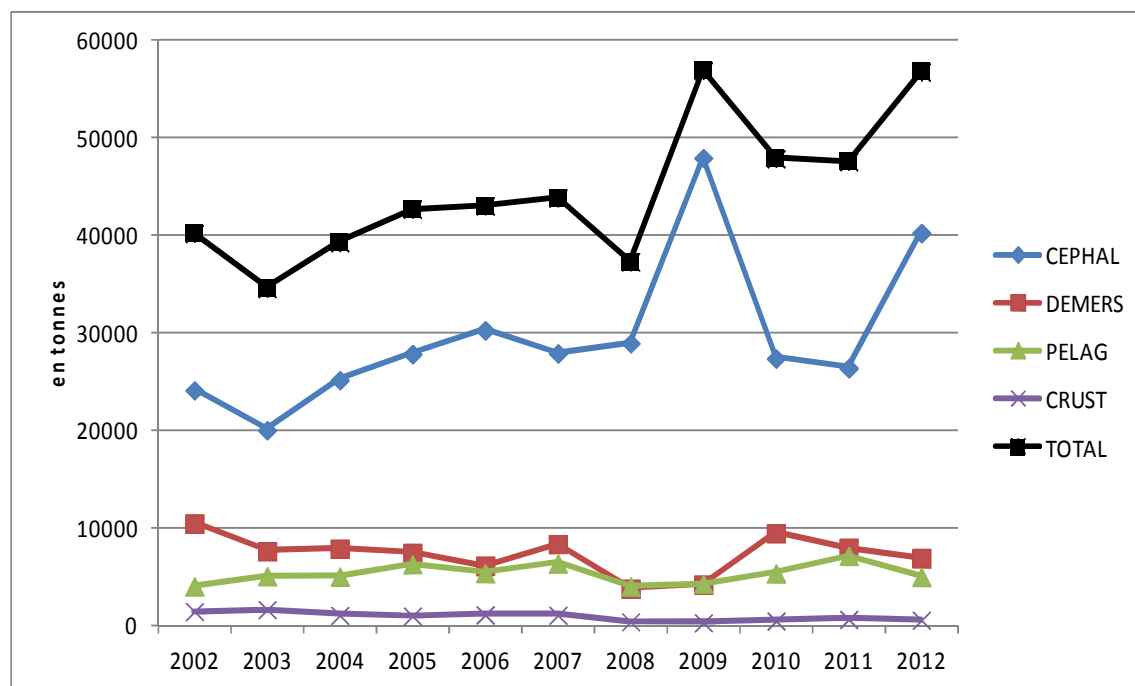
Concernant les petits pélagiques capturés par la flotte de l'UE et non-UE, ils ne sont pas débarqués en Mauritanie. Ils sont principalement commercialisés sur les marchés d'Afrique de l'Ouest<sup>68</sup> (Nigéria, Ghana notamment) ou dans les pays d'Europe de l'Est (analyse du bulletin de mars 2013<sup>69</sup> de la base de données Observatoire européen des marchés des produits de la pêche et de l'aquaculture (OEMPPA) et Océan Développement et al., 2011).

<sup>66</sup> Ces unités ont été créées sans étude d'impact environnemental ou de marché et sans planification de leur localisation. Elles sont ainsi mal situées par rapport au vent ce qui occasionne des odeurs très gênantes et positionnées sur la zone franche ce qui peut contraindre le développement de celle-ci.

<sup>67</sup> Globalement, pour les douze usines, il faut 4,678 kg de poissons pour avoir (1) un kilogramme (kg) de farine et 0,271 litre d'huile de poissons, mais ces taux de conversion sont très variables d'une unité à l'autre (Sidi Sadegh et al., 2013a.).

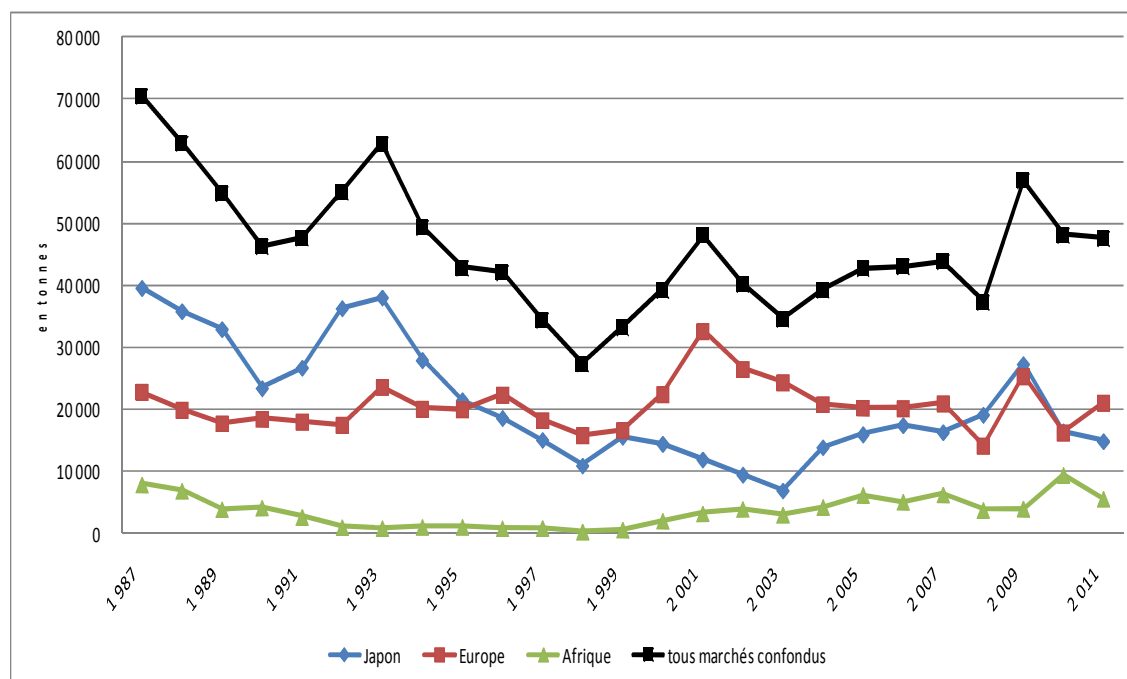
<sup>68</sup> La base de données commerciale de la Commission européenne (COMEXT) permet d'identifier qualitativement la destination des exportations des navires de l'UE ciblant les petits pélagiques sans identifier la zone des captures.

<sup>69</sup> <http://ec.europa.eu/fisheries/market-observatory/fr/eumofa-publications>.



**Figure 2.15 : évolution des exportations en fonction des catégories d'espèces (en tonnes) 2002 – 2012**

Source : SMCP, 2012



**Figure 2.16 : exportations mauritaniennes en fonction des destinations de 1987 à 2011 (en tonnes)**

Source : SMCP, 2012

Les données Eurostat enregistrent 20 400 t et 22 000 t de produits halieutiques<sup>70</sup> importés de Mauritanie par l'UE en 2011 et 2012 respectivement soit un volume très proche des exportations enregistrées par la SMCP. La Mauritanie est donc le 4<sup>e</sup> exportateur de produits halieutiques parmi les États côtiers d'Afrique sur la façade Atlantique (du Maroc à l'Angola ; données Eurostat).

<sup>70</sup> Produits faisant partie du groupe de nomenclature commerciale combinée « chapitre 3 » : poissons crustacés, mollusques et autres invertébrés aquatiques excluant les poissons ornementaux (03011), les mollusques bivalves et les échinodermes.

L'étude économique réalisée dans le cadre du projet APAM sur la pêche artisanale a permis d'évaluer la valeur ajoutée directe totale générée par l'ensemble de la filière de pêche artisanale et côtière. Celle-ci s'élève à 30 milliards d'ouguiyas soit environ 85 millions d'euros<sup>71</sup> principalement le fait des unités de pêche (38 %), des ateliers de mareyage (31 %) et dans une moindre mesure des unités de pêche côtière (11 %).

---

<sup>71</sup> Taux de change utilisé : 1 USD = 270 UM ; soit environ 110 millions d'USD.

### 3 Environnement côtier et marin, écosystèmes aquatiques et ressources halieutiques

---

Les tendances de l'environnement marin et côtier de la région du nord-ouest de l'Afrique, notamment en Mauritanie, et leur influence sur les ressources halieutiques sont déclinées succinctement dans cette partie. Y sont présentés et analysés également, les potentiels et les statuts des différents stocks de ressources halieutiques<sup>72</sup>, particulièrement ceux intéressant les flottilles de l'UE en Mauritanie. Les effets des activités de pêche dans les eaux sous juridiction mauritanienne sur ces ressources et leur environnement y sont enfin discutés.

#### 3.1 Environnement côtier et marin

La région du nord-ouest africain s'étend du détroit de Gibraltar (36°N) aux îles Bissagos au sud (Guinée-Bissau). Elle abrite de très importantes ressources halieutiques. La relative homogénéité de cette zone est en grande partie due à la présence du courant des Canaries. Il s'agit de l'un des quatre grands upwellings<sup>73</sup> dans le monde ayant pour effet des captures de poissons, crustacés et mollusques se chiffrant en millions de tonnes par an.

Le volume disponible pour la pêche et la dynamique des ressources halieutiques (les petits pélagiques, les céphalopodes comme les poulpes, les thons, etc.) dépendent fortement de l'intensité de l'upwelling, du mouvement de la zone frontale le long des côtes mauritaniennes ainsi que de certains autres facteurs comme la température de surface (IMROP<sup>74</sup>, 2013). Dans cet ensemble, la ZEE mauritanienne, se caractérise par la combinaison de plusieurs conditions hydro-physiques, climatiques et morphologiques très favorables. Les principaux centres d'upwelling concernant la Mauritanie sont :

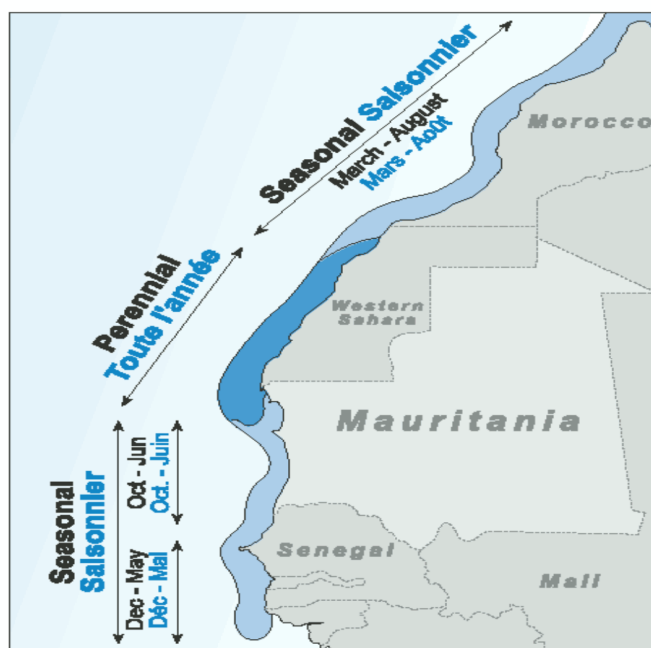
- Le cap Blanc (21°N) : foyer d'upwelling le plus important dans la zone nord-ouest africaine. Il dure toute l'année. Il est toutefois le plus intense et le plus fréquent lors du premier semestre ;
- Le cap Timiris (19°15 N) : zone spéciale en raison de la présence de canyons qui canalisent les eaux de remontées ; et
- Le delta du fleuve Sénégal ou Marias de Toumbos (16°N) : le plateau continental étant très étroit, l'upwelling est extrêmement côtier ; il est maximal de février à avril.

---

<sup>72</sup> Le protocole en cours prévoit que les deux parties, sur la base des conclusions des travaux du comité scientifique conjoint mis en place au sein de celui-ci et à la lumière des meilleurs avis scientifiques disponibles, se consultent au travers de la commission mixte prévue à l'Article 10 de l'accord de pêche pour adopter, le cas échéant et de commun accord, des mesures visant la gestion durable des ressources halieutiques dans le but d'identifier les reliquats disponibles pour les flottes de l'UE. Ce chapitre présente alors les conclusions les plus récentes des travaux du Comité des pêches pour l'Atlantique Centre-Est (COPACE), de l'Institut mauritanien de recherches océanographiques et des pêches (IMROP) et de la CICTA sur la situation des stocks exploités dans les eaux sous juridiction mauritanienne notamment ceux ciblés par les flottes de l'UE.

<sup>73</sup> L'upwelling est une résurgence de surface d'eau froide profonde et riche en sels nutritifs, sous l'action des vents. Elle se développe sur les plateaux continentaux. L'arrivée de sels nutritifs dans la couche de surface éclairée par le soleil permet le développement de nombreux organismes à la base de la chaîne alimentaire. Ce phénomène est comparable à l'action du soc d'une charrue pour la fertilisation des champs.

<sup>74</sup> Institut mauritanien de recherches océanographiques et des pêches.



**Figure 3.1 : localisation des upwellings côtiers et leur saisonnalité dans la zone nord-ouest africaine**

Source : d'après, Roy, 1992 et Maus, 1997

Vu la nature transitoire de l'espace maritime mauritanien entre les eaux tropicales des pays limitrophes du sud et tempérées des pays du nord, la zone mauritanienne est caractérisée par une biodiversité exceptionnelle attestée par la juxtaposition des ressources halieutiques d'affinités biogéographiques différentes.

L'intensité des upwellings a toutefois diminué pendant les dix dernières années (IMROP, 2010 et 2013) et les températures de surface de l'océan dans la région sont devenues plus chaudes dans les années récentes en saison chaude (août à octobre) et plus froides en saison froide (janvier à mai). Les eaux tropicales résident ainsi de plus en plus longtemps sur le plateau continental mauritanien durant la période estivale<sup>75</sup>. Ces phénomènes ont des effets déjà perceptibles sur les aires géographiques des ressources halieutiques de la région<sup>76</sup> comme la présence de plus en plus marquée : a) d'espèces à affinité tropicale (e.g. l'ethmalose) et de thonidés tropicaux (listao en particulier), dans la ZEE mauritanienne et de sardinelles dans les eaux marocaines ou b) d'espèces à affinité tempérée comme la sardine en Mauritanie. Ces migrations atypiques des espèces seraient ainsi liées aux changements climatiques.

## 3.2 État des ressources halieutiques de la Mauritanie

Malgré la très grande biodiversité marine et côtière, l'exploitation des ressources halieutiques porte principalement sur une cinquantaine d'espèces appartenant à plusieurs groupes.

### 3.2.1 Les pélagiques

Trois groupes de pélagiques se distinguent par leurs caractéristiques biologiques : les petits pélagiques, les thons côtiers et les thons hauturiers.

<sup>75</sup> Analyse de l'IMROP au moyen du suivi du front thermique, marquant la limite entre les eaux tempérées et tropicales.

<sup>76</sup> La température de l'eau conditionne la répartition et l'abondance des pélagiques, animaux à sang froid, qui ne peuvent pas autoréguler leur métabolisme. Ils sont donc extrêmement sensibles à toute variation de ce paramètre. Les thons tropicaux, pêchés dans la ZEE mauritanienne, arrivent dans cette zone en même temps que le front thermique en mai-juin et en ressortent en novembre-décembre avec la descente de ce front vers le sud. Les captures les plus importantes telles que les petits pélagiques sont réalisées à la rencontre de ces gradients thermiques, très riches en nourritures.

## Les petits pélagiques (9 espèces) – état des stocks selon le COPACE<sup>77</sup> et l'IMROP

Le groupe des petits pélagiques se caractérise par une mortalité naturelle élevée et un comportement grégaire qui permet des captures massives expliquant, en partie, leur valeur commerciale relativement faible. Il se compose d'espèces à :

- affinités tropicales à subtropicales : en Mauritanie, elles sont présentes essentiellement lors de la saison chaude. Il s'agit essentiellement des 2 espèces de sardinelles (*Sardinella aurita* et *Sardinella maderensis*), du chinchard cunéné (*Trachurus trecae*), du chinchard jaune (*Caranx ronchus*), du sabre (*Trichiurus lepturus*) et d'ethmalose (*Ethmalosa fimbriata*). Leur concentration est en général plus importante au sud du cap Timiris.
- Le maquereau, (*Scomber japonicus*), est une espèce qui habite les eaux subtropicales, tropicales et équato-tropicales de l'Atlantique. Il préfère les eaux du plateau continental mais il est aussi présent autour des îles Canaries (Espagne), Madère (Portugal), du Cap Vert, etc. Le maquereau est distribué sur l'ensemble de la ZEE mauritanienne à des profondeurs de 15-30 m à 350-400 m. Les individus adultes habitent le plus souvent dans les profondeurs supérieures à 80 m ;
- affinités tempérées : la sardine (*Sardina pilchardus*), l'anchois (*Engraulis encrasicolus*) et le chinchard de l'Atlantique (*Trachurus trachurus*). Elles sont localisées essentiellement au nord du cap Timiris en saison froide.

D'après le COPACE, les six principales espèces<sup>78</sup> totalisent une biomasse moyenne estimée à 8 millions de tonnes par an pour l'ensemble de la sous-région. **Deux espèces - qui intéressent la flotte de l'Union européenne - sont particulièrement visées et sont dans une situation de surexploitation depuis plusieurs années. Il s'agit de la sardinelle ronde et du chinchard cunéné.** Il existe toutefois une probabilité que ce diagnostic soit à confirmer suite au ralentissement des activités de pêche des navires de l'UE en Mauritanie depuis août 2012 et à leur absence au Maroc en 2012 et en 2013 (cf. Rapport régional section 4.1.4). En revanche, les espèces les plus côtières sont dans une situation de sous-exploitation (chinchard jaune, sardinelle plate, sardine) ou de pleine exploitation (maquereau). L'anchois (pleinement exploité), débarqué en frais, par la catégorie 8 du protocole en cours est susceptible d'alimenter un marché de produit haut de gamme. Dans ce cas il y a lieu de tenir compte de sa petite taille (mode 10-11 cm longueur totale) et de sa localisation très variable. Les importantes captures déclarées pour cette espèce par certains segments industriels pélagiques sont en réalité et dans leur grande majorité, des juvéniles de chinchards (COPACE, 2008) (Tableau 3.1.).

<sup>77</sup> Le Comité des pêches pour l'Atlantique Centre-Est est une organisation intergouvernementale régionale de consultation dans le domaine de la pêche. Il établit notamment des avis scientifiques sur les stocks de ressources halieutiques partagés par ses États membres ce qui est le cas des petits pélagiques (cf. Rapport régional pour plus de détails sur le COPACE). L'UE, la Mauritanie et les pays côtiers d'Afrique du Maroc à l'Angola en sont membres (cf. Section 4.2.2).

<sup>78</sup> La sardine, les deux sardinelles, les deux *Trachurus* et le maquereau.



**Tableau 3.1 : potentiel et statut des stocks des ressources pélagiques dans l'ensemble de leur aire de distribution**

Espèces / groupe d'espèces	Biomasse (B) moyenne au niveau de la sous-région	RMD (rendement maximal durable, lorsque connu)	Captures courantes en tonne en Mauritanie (Moyenne 2008 – 2012)	Captures en 2012 (t)	Capture dans la sous-région (Moyenne 2008 – 2012) (t)	Diagnostic	Recommandation de gestion	Référence Bibliographique
Sardine	3 980 000	-	120 200	84 300	833 000	Sous-exploitée	Augmentation graduelle de l'effort de pêche	COPACE 2013
Sardinelle ronde	2 040 000	-	293 000	344 000	575 000	Surexploitée	Réduction effort de pêche	COPACE 2013
Sardinelle plate	758 000	-	40 000	47 000	144 000	Peu exploitée	-	
Maquereau	510 000	-	69 000	58 000	257 000	Pleinement exploité	Ne pas dépasser les captures moyennes des cinq dernières années	COPACE 2013
Chinchard de l'Atlantique	233 000	-	52 300	26 000	95 200	Pleinement exploité	Malgré la baisse sensible de l'effort de pêche en 2012 dans la ZEE mauritanienne et la nature multi-spécifique de la pêche, les prises ne doivent pas dépasser les 280 000 tonnes	COPACE 2013
Chinchard cunéné	368 000	-	248 000	130 000	306 000	Surexploité		
Anchois	138 000	-	98 000	63 000	130 000	Pleinement exploité	Gel de l'effort de pêche	COPACE 2013
Ethmalose	-	-	28 000	42 300	48 000	Surexploité	Réduction de l'effort de pêche	COPACE 2013
Thons côtiers	-	-	8 172	5 014	-	Statut inconnu	-	IMROP
Albacore	-	144 000			-	Légère surexploitation	-	CICTA, 2012
Thon obèse	-	92 000		29 200	-	Pleinement exploité	Un total admissible de captures (TAC) est appliqué	CICTA, 2012
Listao	-	149 000			-	Pleinement exploité		

Sources : élaboration propre d'après le COPACE<sup>79</sup>, la CICTA et l'IMROP, cf. dernière colonne du tableau

<sup>79</sup> Les diagnostics du COPACE sont validés séance tenante. Ils sont donc considérés comme définitifs.

L'ethmalose fréquente les estuaires, les lagunes et même les fleuves. Elle est peu rencontrée dans les eaux plus profondes. Elle se pêche toute l'année en association avec les sardinelles. Depuis 2007, un segment de la pêche artisanale vise cette espèce à proximité de la zone de Nouadhibou où elle est utilisée essentiellement dans la production de la farine et huile de poisson. Le stock d'ethmalose près de Nouadhibou pourrait être distinct<sup>80</sup> et son niveau d'exploitation serait alors inconnu alors que le statut du stock d'ethmalose au niveau régional serait surexploité selon le COPACE<sup>81</sup> (cf. Tableau plus haut).

### Les thons côtiers –statut selon la CICTA

Il s'agit de la sarde (*Sarda sarda*), d'auxides (*Auxis rochei* et *Auxis thazard*), de la palomète (*Orcynopsis unicolor*) et de la thonine (*Euthynnus alletteratus*). Ils sont pêchés de façon accessoire, plus ou moins régulièrement, dans les eaux mauritaniennes par les flottilles industrielles de petits pélagiques notamment de l'Union européenne et plus modestement par la pêche artisanale. En l'absence de toute pêche ciblée et de la faiblesse de qualité des statistiques de captures, de connaissances sur les déplacements de ces ressources et d'évaluation de ces stocks, leur statut reste inconnu.

### Les thons hauturiers – statut selon la CICTA<sup>82</sup>

Plusieurs espèces de thons hauturiers tropicaux sont présentes dans les eaux mauritaniennes. Il s'agit essentiellement de l'albacore (*Thunnus albacares*), du thon obèse (*Thunnus obesus*) et du listao (*Katsuwonus pelamis*). Ces espèces entreprennent des migrations dans la zone de l'Atlantique Est comprise entre l'axe Açores-Canaries jusqu'à la zone équatoriale et l'Atlantique sud. Ils font ainsi l'objet d'une exploitation successive dans ces différentes zones. Leur étude et leur gestion nécessitent donc de tenir compte de ce caractère partagé entre plusieurs zones. C'est la Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique (CICTA) à laquelle la Mauritanie a adhéré en 2008, qui est responsable d'évaluer et de gérer ces ressources hautement migratrices. Les dernières évaluations des 3 stocks de thons tropicaux majeurs intéressant la Mauritanie ont été conduites entre 2008 et 2011 (ces évaluations des stocks ayant été retardées par les incertitudes majeures relatives aux captures du Ghana). Le Comité permanent pour la recherche et les statistiques (CPRS) de la CICTA conclut en octobre 2011 à :

- une (légère) surexploitation pour l'albacore,
- une exploitation proche du niveau durable pour le thon obèse et
- une exploitation légèrement au-dessous de son niveau durable pour le listao. (Tableau 3.1).

Le CPRS a aussi noté dans sa réunion en 2013 que des prises record de listao avaient été capturées par les senneurs en Mauritanie, en 2012 (autour de 21 600 tonnes selon les données provisoires transmises par l'Espagne sous-couvert de la Commission européenne ; cf. Chapitre 5), puis en 2013, toujours associées à des DCP. Ce CPRS se déclare par ailleurs préoccupé des fortes prises récentes de listao sur le stock Atlantique Est, supérieures à 200 000 tonnes, donc bien supérieures à la production maximale équilibrée qui est estimée pour ce stock entre 143 000 et 170 000 tonnes. Il recommande de réaliser en 2014 une évaluation approfondie de l'état de ce stock.

<sup>80</sup> Sa biomasse n'apparaissant ni dans la pêche, ni dans les campagnes scientifiques car inaccessible.

<sup>81</sup> Le COPACE considère qu'il s'agit d'un même stock se basant sur le fait que cette ressource se déplace dans la zone nord-ouest africaine, et pour lequel le diagnostic est la surexploitation. L'autre hypothèse se fonde sur les captures réalisées presque exclusivement en zone nord à proximité de Nouadhibou alors que les débarquements à Nouakchott sont insignifiants. S'il s'agit du même stock qui migre depuis le sud du Sénégal, les pêcheries de la zone sud mauritanienne devraient forcément le pêcher. Il serait préférable de privilégier l'existence d'un stock distinct au niveau de Nouadhibou sans relation directe avec le stock plus au sud ; auquel cas son statut serait inconnu du fait qu'il n'a commencé à être exploité que depuis 2005 sans manque de recul (analyse selon une comm. pers. avec l'IMROP, octobre 2013). L'intérêt d'évoquer l'existence et la pêche de cette ressource est indirect. Il montre la possibilité pour la pêche artisanale mauritanienne de disposer d'autres ressources de clupéidés (sardine, sardinelles) qui lui sont exclusivement réservées de fait, justifiant partiellement l'accord avec l'Union européenne pour les sardinelles.

<sup>82</sup> Voir CICTA, 2013 pour plus détails.

Enfin, la Mauritanie n'a jamais capturé les 3 espèces de thons tropicaux ou des espadons, et toutes les flottilles qui ciblent ces espèces dans la ZEE mauritanienne battent pavillon étranger (cf. Chapitre 2 ci-dessus concernant les pavillons de la flotte thonière active en Mauritanie).

### 3.2.2 Les espèces démersales

Ce sont des espèces à forte valeur commerciale. Elles ont des densités spécifiques moins importantes que les pélagiques. Ces espèces, qui vivent à proximité du fond, se répartissent en fonction de la nature des fonds et des caractéristiques des eaux (salinité et température). Leur abondance est aussi liée à la saisonnalité de l'hydro climat.

Les plus importants groupes sont :

#### **Les poissons démersaux du plateau**

Suivant la nature du fond, on distingue les espèces qui vivent sur :

- les fonds durs et les fonds rocheux : les mérours et les sparidés (pagres, dentés, dorades rose, grise, royale...), qui sont moins accessibles aux chalutiers ;
- les fonds mous : les soles, les rougets.

Certaines de ces espèces (mérours, pagre à points bleus, pageot, daurade grise, denté) ont des comportements migratoires à grande amplitude. Il convient de noter également que plusieurs de ces espèces démersales effectuent des migrations entre la côte et le large, généralement liées à la reproduction ou à l'alimentation. Sur la base des résultats des campagnes scientifiques conduites par l'IMROP, les biomasses des poissons démersaux seraient de l'ordre de 206 000 tonnes (PADPAC, 2008).

Dans les eaux mauritaniennes, les merlus noirs sont pêchés à des profondeurs allant entre 100 et 600 mètres. En saison froide, ces espèces sont pêchées par les chalutiers, presque exclusivement, au sud du parallèle 19°00 N, et de façon assez homogène jusqu'au parallèle 17°00 N qui représente la limite méridionale de leurs zones de concentration dans la ZEE Mauritanienne. À partir du mois de mai, les merlus noirs migrent vers le nord où ils se rapprochent des zones chalutables peu profondes. Ce qui entraîne un déplacement saisonnier de la flottille qui va se concentrer, entre juillet et septembre, au nord de 20°00 N. (IMROP, 2010).

#### **Les céphalopodes**

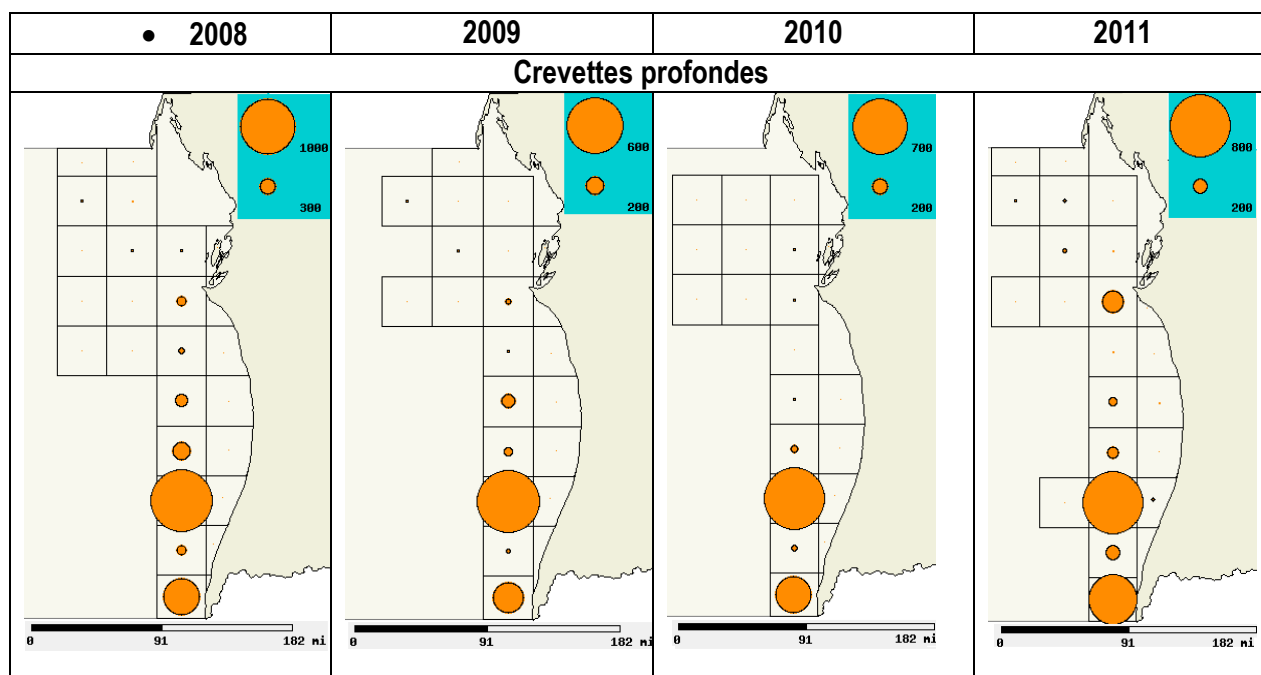
Ils se composent du poulpe, des seiches et des calmars. Les populations de poulpes se répartissent du Sénégal au nord de la Mauritanie. Elles constituent probablement l'ensemble le plus important du monde (Demarcq et Faure, 2000). En Mauritanie, le potentiel de production de poulpe varie du simple au double, entre 20 000 à 45 000 t/an, selon les conditions hydro-climatiques et le niveau de la pression de pêche. Deux stocks de poulpes sont nettement identifiés dans la ZEE mauritanienne : le stock de la zone nord, situé plus au large, qui est le plus abondant et celui, plus côtier, situé entre le Cap Timiris et Nouakchott. Cette ressource est surexploitée (Tableau 3.2). Pour le calamar et les seiches, qui constituent une pêche de complément à celles du poulpe, leurs potentialités ne sont pas connues mais une baisse sensible des captures et des rendements est enregistrée sur la période récente probablement en raison de l'amélioration progressive des captures de poulpe.

#### **Les crustacés**

Ce groupe comprend les crevettes côtières, les crevettes profondes et les crabes profonds.

- Les crevettes côtières sont représentées principalement par l'espèce *Penaeus notialis* et plus accessoirement par *P. kerathurus*. Le secteur 19-20°N contribue avec plus de 70 % des captures pour les deux espèces de langoustino (*Penaeus notialis* et *P. kerathurus*) dans la strate la plus côtière (0-80 m). Deux stocks sont généralement admis : un stock sud entre Nouakchott et Saint Louis, qui est en relation avec celui du Sénégal, et un stock nord entre 18°50 N et 20°00 N qui proviendrait d'une zone de nurseries sur les hauts fonds du banc d'Arguin. Les dernières évaluations de ces stocks montrent qu'ils sont sous-exploités (COPACE, 2010 ; IMROP, 2010) ;

- Les crevettes profondes (*Parapenaeus longirostris*). Elles sont localisées principalement dans la zone sud (Fig.3.2). *P. longirostris* fréquente les zones sablo-vaseuses, de 150 à 600 m de profondeur mais son abondance maximale se situe à 200-300 m (Caverivière et al., 1986). En moyenne, elles contribuent aux deux tiers des captures de crevettes réalisées dans la ZEE mauritanienne. Comme la crevette côtière, elle est sous-exploitée (COPACE, 2010 ; IMROP, 2010) ;



**Figure 3.2 : répartition des captures des flottilles industrielles des crevettes profondes**

Source : IMROP, 2012

- Les crabes (essentiellement *Geryon maritae*) : Étant donné sa répartition assez dispersée, sa présence au niveau des grands fonds, son potentiel de capture relativement limité (300 tonnes), les connaissances disponibles sur son écologie et sa biologie sont limitées. Depuis quelques années, le crabe profond fait l'objet d'une pêche spécialisée à l'aide de deux crabiers non-UE dont la production est d'environ 20 tonnes par marée de 45 jours. Pour cette espèce la fraction juvénile capturée est très importante (90 %). En outre, son taux de renouvellement est faible. L'espèce ne peut donc supporter qu'un taux d'exploitation modéré. Elle fait aussi l'objet de prises accessoires notamment par les crevettiers surtout quand ils pratiquent la pêche arrière plutôt que le tango<sup>83</sup>.

En conclusion, l'exploitation de plusieurs de ces stocks (poulpe, crevettes, anchois....) repose uniquement sur 1 ou 2 cohortes annuelles<sup>84</sup>. Leur statut est donc directement lié au succès du recrutement qui présente de fortes variations saisonnières et interannuelles dont les déterminants restent encore mal connus. Ces espèces peuvent supporter un niveau d'exploitation important et en cas d'effondrement, comme observé pour le poulpe dans la zone de Dakhla, la population pourra se rétablir rapidement si, d'une part l'effort de pêche fait l'objet d'un contrôle rigoureux et, d'autre part, si les conditions environnementales redeviennent favorables. Les autres espèces de petits pélagiques (sardinelles, sardine), dont la durée de vie est nettement supérieure, relèvent aussi de ce groupe qui se caractérise par sa grande instabilité liée à la dynamique de l'upwelling. L'environnement serait donc un facteur clé de la variabilité interannuelle de la productivité de la plupart de ces stocks. Par exemple, la taille du stock de poulpe dépendrait essentiellement de l'état de l'équilibre entre les processus d'enrichissement trophique, de concentration et de rétention côtière durant le stade para larvaire (Faure et al., 2000).

<sup>83</sup> De chaque côté du navire il y a un chalut (chaluts jumeaux). Ce qui augmente la surface balayée et améliore donc les rendements.

<sup>84</sup> On désigne par cohorte ou classe (génération), les éléments d'un stock nés la même année ou la même saison.

Le potentiel et le statut des stocks de ressources démersales dans les eaux mauritaniennes sont présentés dans le tableau ci-dessous.

**Tableau 3.2 : potentiel et statut des stocks des ressources démersales dans la ZEE de Mauritanie**

Espèces (groupe d'espèces)	Biomasse Moyenne	RMD	Captures courantes en tonnes en Mauritanie (Moyenne 2008 – 2012)	Capture en 2012 (t)	Diagnostic	Recommandation de gestion	Référence Bibliographique
Poulpe ( <i>Octopus vulgaris</i> )	-	36 000	27 600	29 300	Surexploitation avec un dépassement de 25 % de l'effort de maximisation	réduction de l'effort de pêche	Base de données IMROP; CSC, 2013
Seiches ( <i>Sepia officinalis</i> , <i>Sepia bertheloti</i> )	Inconnue	Inconnue	3 851	3 500	Les captures ne sont plus que la moitié de ce qu'elles étaient dans les années 1990 et les rendements représentent le tiers de ce qu'ils étaient dans les années 1990	-	Base de données IMROP; CSC, 2013
Calamar ( <i>Loligo vulgaris</i> )	Inconnue	Inconnue -	1 700	1 680	Les captures ne sont plus que le tiers de ce qu'elles étaient dans les années 1990 et les rendements représentent le tiers de ce qu'ils étaient dans les années 1990	-	Base de données IMROP; CSC, 2013
Crevettes côtières ( <i>Farfantepenaeus notialis</i> )	-	1 800	1 597	690	Sous exploité	Niveau d'exploitation faible Possibilité d'augmenter l'effort de pêche de façon progressive	IMROP 2010
Crevettes profondes ( <i>Parapenaeus longirostris</i> )	-	2 500	2 816	2 295	Sous exploité	Niveau d'exploitation faible Possibilité d'augmenter l'effort de pêche de façon progressive	IMROP 2010

Espèces (groupe d'espèces)	Biomasse Moyenne	RMD	Captures courantes en tonnes en Mauritanie (Moyenne 2008 – 2012)	Capture en 2012 (t)	Diagnostic	Recommandation de gestion	Référence Bibliographique
Merlu noir ( <i>Merluccius senegalensis</i> , <i>Merluccius polli</i> )	-	12 000	6 230	6 214	Sous exploité depuis 2008	Niveau d'exploitation faible Possibilité d'augmenter l'effort de pêche	IMROP 2010
Poissons démersaux du plateau	207 000	-	41 705	34 192	Une tendance de l'amélioration des captures et des indices d'abondances	-	PADPAC, 2008 (pour les biomasses)
Praires ( <i>Venus rosalina</i> ; <i>Venus verrucosa</i> )	-	301 000	nulles		Non exploitée	Augmentation progressive de l'effort de pêche	IMROP, 2010

Source : élaboration propre d'après l'IMROP, Comité scientifique conjoint de l'accord de pêche UE – RIM ; cf. dernière colonne du tableau

### 3.3 Effets des pêches sur les ressources et sur l'environnement de la Mauritanie

Suite à une exploitation intensive de la ZEE mauritanienne durant plusieurs décennies, plusieurs impacts négatifs des flottilles industrielles dont celles de l'Union européenne observés ou attendus sont à signaler.

La pêche commerciale dans les eaux mauritaniennes a déjà conduit à des changements dans les réseaux trophiques marins par l'élimination directe de composants clés du réseau trophique. Par exemple, on a assisté au début des années 1990 à l'épuisement à grande échelle de la langouste rose (Pencalet-Kerivel, 2008). Il a fallu presque une décennie pour que cette ressource montre des signes de récupération. La pêche a aussi contribué à la perturbation de l'écosystème par l'augmentation des captures de crevette. Cette augmentation découle non seulement du développement de la pêche industrielle crevettière mais également d'un accroissement de la ressource qui traduit un changement de nature éco systémique, correspondant au phénomène bien connu sous l'appellation anglaise de « *fishing down the marine food web* ». Globalement, l'accroissement de l'abondance des crevettes serait ainsi une conséquence plus ou moins directe de la surexploitation des poissons démersaux (Gascuel et al. ; 2010).

Les unités chalutières restent l'un des plus grands facteurs de modification des écosystèmes marins en Mauritanie tant par la surface balayée que par la pression appliquée sur le substrat. La pêche au merlu par chalut aurait un impact modéré<sup>85</sup> sur l'habitat des zones autres que le récif corallien récemment découvert. Lorsqu'on tient compte des chalutiers crevettiers autorisés, l'effet serait plus perceptible (IMROP ; Sanyo, 2002).

Pour toutes les types de pêches en activité dans la ZEE mauritanienne, les autres effets directs comprennent la capture accidentelle et parfois le rejet d'espèces non ciblées telles des espèces de poissons, les mammifères marins (cas des chalutiers pélagiques), les tortues de mer (crevettiers) et les oiseaux (palangriers

<sup>85</sup> Les données empiriques indiquent que la macrofaune persiste dans plusieurs des régions de chalutage intense; Nous pensons dans ce cas que le chalutage dans la zone des grands fonds, par le recours à 8 unités uniquement, est suffisamment hétérogène pour laisser des refuges spatiaux qui sont moins affectés.

ciblant les merlus). Les rejets d'une partie des captures restent une préoccupation majeure particulièrement chez les crevettiers<sup>86</sup>.

Des études ponctuelles avec observateurs embarqués indiquent que les niveaux de prises accessoires sont de l'ordre de 80 % pour les crevettiers, 50 % pour les céphalopodiers et 10 % pour les pélagiques (CSC, 2013). Pour les navires industriels de petits pélagiques, les captures accessoires peuvent être utilisées et donc devenir un « co-produit » de l'opération de pêche ; c'est en particulier le cas pour les flottilles qui disposent à bord d'unités de transformation en huile et en farine de poisson. Elles peuvent aussi être rejetées en partie en mer. C'est le cas de 10 à 15 % des captures des flottilles de l'Union européenne suivant les saisons. Le protocole de l'accord de pêche UE – Mauritanie actuel a introduit des mesures visant à réduire les niveaux de prises accessoires (chaîne crevettière, déplacement des zones), l'impact sur le fond et les interactions avec la flotte de pêche artisanale. L'efficacité de ces mesures doit encore être évaluée en différenciant les problématiques de prises accidentelles et accessoires. Pour les flottes non-UE actives dans les eaux mauritaniennes, la documentation de leurs effets sur l'environnement marins est moins disponible. Les tendances sont toutefois similaires par type de pêche.

Enfin, des conflits peuvent surgir entre les pêcheries nationales et étrangères. Ces conflits revêtent plusieurs formes : accès à la ressource, à la main d'œuvre, aux marchés. Dans le protocole en cours, les possibilités de pêche accordées à l'Union européenne tiennent compte de cette dimension et mis à part les sardinelles, les ressources autorisées n'intéressent que très peu les pêcheurs nationaux.

---

<sup>86</sup> IMROP, comm. pers., octobre 2013.

## **4 Le secteur des pêches en Mauritanie - la gouvernance et les perspectives**

---

### **4.1 Politique nationale des pêches**

#### **4.1.1 La Stratégie de gestion durable du secteur des pêches et de l'aquaculture (2008 – 2012)**

Les objectifs des différentes politiques sectorielles des pêches, mises en œuvre en Mauritanie depuis 1979, présentent un dénominateur commun au niveau de deux axes récurrents d'intervention : la gestion durable du secteur et sa meilleure intégration à l'économie du pays. La dernière politique de pêche est exprimée par la « Stratégie de gestion durable du secteur des pêches et de l'aquaculture (2008 – 2012) » élaborée en l'occasion des États généraux de la pêche, organisés à Nouakchott en décembre 2007. La stratégie est déclinée en trois principaux axes : (i) l'aménagement des pêcheries et l'optimisation de la rente, (ii) l'accroissement des retombées économiques et sociales du secteur – y compris le développement des infrastructures et équipements de pêche – et (iii) le renforcement du cadre juridique et institutionnel du secteur.

La stratégie est basée sur trois constats fondamentaux : (i) la surexploitation du stock du poulpe, espèce stratégique; (ii) la baisse généralisée de l'abondance des stocks démersaux et (iii) la baisse de la contribution du secteur au PIB et à la création d'emplois. La stratégie vise, en particulier, à parer à la surexploitation du poulpe et à privilégier la création de la valeur ajoutée, assurant une meilleure croissance et plus d'emplois, par rapport à une politique de l'économie de rente. Quant aux stocks de petits pélagiques, la nouvelle stratégie considère qu'ils sont encore susceptibles de supporter – en l'absence de flottilles nationales – la capacité de pêche des flottilles industrielles étrangères bénéficiant de quota.

#### **4.1.2 Le Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté pour la période 2011 – 2015 – Plan d'action du secteur de la pêche pour la période 2013 – 2015**

Outre la stratégie sectorielle 2008 – 2012, la gestion des pêches souscrit aux orientations du Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP) et de son Plan d'action du secteur de la pêche pour la troisième phase (2013 – 2015). Le CSLP encourage l'intégration de la pêche dans la lutte contre la pauvreté en vue d'améliorer les retombées sociales et économiques du secteur halieutique. Il cherche à assurer la durabilité de la ressource et à mieux valoriser les produits de pêche en améliorant la qualité des produits du débarquement à la consommation et la compétitivité (cadre institutionnel rénové, formation des acteurs, création d'infrastructures adéquates). Le CSLP vise en particulier : (i) l'accroissement de la contribution du secteur des pêches au PIB de 6 % à 10-15 %; (ii) la contribution du secteur en matière d'emplois qui doit passer de 36 000 à 150 000; et (iii) l'augmentation de consommation nationale des produits de la pêche de 4,7 kg à 8-10 kg/habitant/an (noter que ce chiffre pourrait d'ailleurs avoir été atteint dans certaines régions de la Mauritanie, cf. Chapitre 2 section 5.1).

Le Plan d'action dans le secteur de la pêche pour la période 2013 – 2015 s'articule autour de : (i) l'accroissement des retombées socio-économiques du secteur, l'amélioration des conditions de vie des populations et la lutte contre l'exclusion; (ii) le développement des infrastructures de base pour la pêche; (iii) le renforcement du cadre juridique et institutionnel du secteur de la pêche et de l'économie maritime; et (iv) le renforcement des capacités. A chacune de ces mesures sont rattachées plusieurs actions dont la mise en œuvre contribuera à l'objectif d'optimisation des retombées sociales et économiques, mais aussi de durabilité des pêches.

### **4.2 Le cadre juridique des pêches**

#### **4.2.1 Suprématie des traités sur les lois**

Dans l'objectif de mettre en place les conditions essentielles pour la pratique d'une pêche responsable, les lois et les règlements fixent le cadre institutionnel et normatif, précisent les conditions d'accès aux ressources halieutiques et définissent les mesures techniques de gestion, ainsi que les formes que peut recouvrir la pêche par les navires nationaux et étrangers. Cependant, les conditions d'exercice de la pêche définies par la



législation nationale et les plans d'aménagement peuvent être dérogées par les accords internationaux d'accès (régis par l'Article 13 Code des pêches), tels que l'accord de partenariat avec l'UE ou l'accord de réciprocité avec le Sénégal, pour les navires étrangers concernés. En effet, l'Article 80 de la Constitution mauritanienne stipule que « les traités ou accords régulièrement ratifiés ou approuvés ont, dès leur publication, une autorité supérieure à celle des lois, sous réserve, pour chaque accord ou traité, de son application par l'autre partie ».

Par ordre hiérarchique, la législation mauritanienne comprend donc la Constitution, les traités et accords internationaux, la législation principale (lois – ou codes – et ordonnances<sup>87</sup>), et les textes réglementaires (décrets, arrêtés et circulaires). Les conventions d'accès (accords ou arrangements contractuels) stipulées entre le ministre chargé de la pêche et les sociétés armatrices ne sont pas des traités ou accords internationaux entre États, mais des accords de droit privé avec l'administration publique, qui sont régis par la législation nationale (Article 14 Code). Dans certains cas, ils peuvent être ratifiés par l'assemblée nationale comme la convention avec la société chinoise Poly-HonDone.

#### 4.2.2 Engagements internationaux de l'État mauritanien en matière de pêche

La gestion des ressources halieutiques, ainsi que le suivi, le contrôle et la surveillance (SCS) des navires de pêche, relèvent de la responsabilité des États côtiers et de l'État du pavillon des navires. Les navires pêchant dans les ZEE des États côtiers doivent respecter la législation nationale, en conformité avec les accords internationaux ratifiés par ces pays et, en particulier, avec les accords bilatéraux et régionaux entre l'État du pavillon et l'État côtier. Pour les thons et espèces associées, le cadre international est édicté en Atlantique par la CICTA (cf. Rapport régional).

Le tableau ci-dessous fait le point sur l'état de ratification par l'UE et la Mauritanie des principaux instruments internationaux contraignants en matière de pêche, ainsi que sur l'adoption des plans d'actions relatifs à la pêche INN, à la capacité de pêche, à la protection des oiseaux de mer et des requins, sur la base des plans d'actions internationaux élaborés par la FAO dans le cadre du Code de conduite pour une pêche responsable.

**Tableau 4.1 : ratification des conventions et accords internationaux en matière de pêche et transposition dans le droit interne des plans d'action FAO pour la Mauritanie et l'UE**

	État de ratification des traités (contraignants) <sup>88</sup>				Plan d'Actions (non contraignant)			
	CNUDM	ANUP	ACFAO	AMREP	INN	Requins	Capacité	Oiseaux
Mauritanie	Signé 1982 Rat. 1996	Signé 1995 Non ratifié	Non accepté	En cours	2007	En cours	Non adopté	Non adopté
UE	Signé 1984, Rat. 1998	Signé 1996, Rat. 2003	Accepté 1996	Approuvé 2011	2002	Plan Requins 2009	Limite de capacité par le régime d'entrée et de sortie de flotte de chaque État membre de l'UE depuis 2003 <sup>89</sup>	Proposition d'adoption en cours <sup>90</sup>

<sup>87</sup> En droit constitutionnel, une ordonnance est une mesure prise par le gouvernement dans des matières relevant normalement du domaine de la loi (Parlement) et un code est adopté par loi (ex. : Loi n° 2000-025 portant Code des pêches).

<sup>88</sup> Un accord non ratifié n'est pas contraignant pour le pays, même si le pays est signataire. La nomenclature de l'acte qui rend l'accord contraignant pour le pays (ratification, acceptation, accession) varie selon le type d'accord (ONU, FAO ou autre) et selon le moment auquel il est adopté (cela est défini dans l'accord, par exemple, avant ou après son entrée en vigueur). En général, l'adoption de cet acte exige une procédure d'approbation parlementaire (typiquement une loi).

<sup>89</sup> Commission européenne : [http://ec.europa.eu/fisheries/documentation/publications/cfp\\_factsheets/fleet\\_en.pdf](http://ec.europa.eu/fisheries/documentation/publications/cfp_factsheets/fleet_en.pdf), octobre 2013.

<sup>90</sup> Adoption par la Commission européenne d'un plan d'action basé sur le Plan d'action international de la FAO en décembre 2012 [http://europa.eu/rapid/press-release\\_IP-12-1222\\_en.htm?locale=FR](http://europa.eu/rapid/press-release_IP-12-1222_en.htm?locale=FR), novembre 2013.

N.B. : CNUDM : Convention des Nations unies sur le Droit de la Mer ; ANUP : accord des Nations unies sur les stocks de poissons chevauchants et les stocks de poissons grands migrateurs ; ACFAO : accord de conformité de la FAO sur le rôle de l'État du pavillon et la pêche en haute mer ; AMREP : accord de la FAO relatif aux mesures du ressort de l'État du port – pas en vigueur à ce jour ; INN : pêche illicite, non déclarée, non réglementée ; Adapté de : Failler P. et G. Hosch (2012).

#### 4.2.2.1 Organisations régionales dont la Mauritanie est membre

La Mauritanie fait partie de l'Union du Maghreb Arabe (UMA), dont la convention de création a été signée à Marrakech le 17 février 1989 par les cinq chefs d'état de la Mauritanie, la Libye, la Tunisie, l'Algérie et le Maroc. Ce traité est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet de la même année. Les pays membres « ont accepté de coordonner, harmoniser et rationaliser leurs politiques et stratégies pour un développement durable dans tous les secteurs des activités humaines ». Depuis 2000, la Mauritanie n'est plus membre de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), basée à Abuja, Nigéria. Elle entretient néanmoins des relations commerciales et douanières privilégiées avec cet ensemble sous-régional africain constitué de 15 pays.

Selon le tableau ci-dessous, les ORP dont la Mauritanie est membre sont : la CICTA pour la gestion des stocks de thonidés, basée à Madrid, Espagne (l'adhésion est d'ailleurs récente : en 2008) ; la Commission Sous-Régionale des Pêches (CSR), organisme de coopération et coordination basé à Dakar, Sénégal ; la Conférence ministérielle sur la coopération halieutique entre les États africains riverains de l'océan Atlantique (COMHAFAT), organisme de consultation politique basé à Rabat, Maroc ; et le Comité des pêches pour l'Atlantique Centre-Est (COPACE), source de données, informations et matériel scientifique pour la prise de décisions, basé à la FAO, à Accra, Ghana.

L'UE est membre de la CICTA et du COPACE.

**Tableau 4.2 : adhésion aux organisations ou arrangements régionaux de pêche**

	CSR	CICTA	COMHAFAT	COPACE
<b>Mauritanie</b>	1985	2008	Membre	1967

Source : CSR, CICTA, COMHAFAT, COPACE<sup>91</sup>

#### 4.2.2.2 Accords internationaux contraignants sur la conservation et la gestion des ressources halieutiques

En 1996, la Mauritanie a ratifié la Convention des Nations unies sur le droit de la mer (CNUDM) de 1982, entrée en vigueur en 1994. Cette convention a permis, entre autres, la mise en place des zones économiques exclusives (ZEE) des États côtiers dans la limite de 200 milles nautiques à partir de la ligne de base. Le pays est signataire de l'accord des Nations unies de 1995 sur les stocks chevauchants et les poissons grands migrateurs (ANUP), entré en vigueur en 2001, mais ne l'a pas ratifié. Cet accord, qui concerne la gestion de la pêche en haute mer (y compris la pêche thonière), n'est donc pas contraignant pour la Mauritanie. Le pays est toutefois soumis aux réglementations internationales sur les thons en tant que membre de la Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique (CICTA) (Tableau 4.2).

Selon le tableau ci-dessus, la Mauritanie n'a pas ratifié deux autres accords internationaux : (i) l'accord FAO de conformité sur le rôle de l'État du pavillon (ACFAO) de 1993, entré en vigueur en 2003 et visant à favoriser le respect par les navires de pêche en haute mer des mesures internationales de conservation et de gestion ; et (ii) l'accord FAO de 2009 sur les mesures du ressort de l'État du port visant à prévenir, à contrecarrer et à éliminer la pêche INN (AMEP) ; cet accord n'est toutefois pas encore entré en vigueur, à ce jour. La non ratification des accords internationaux n'a pas de conséquences directes sur le pays, mais elle peut représenter une faiblesse dans la gouvernance de la pêche en haute mer et la lutte contre la pêche INN.

<sup>91</sup> <http://spsr.org/Documents> ; <http://www.iccat.es/fr/contracting.htm> ; <http://www.atlafco.org/def.asp?codelangue=23&info=1139> ; <http://www.fao.org/unfao/govbodies/gsb-subject-matter/gsb-fisheries/french/fr/c/184/>.

L'adhésion à ces conventions a toutefois un coût non négligeable pour les pays en développement, en termes notamment de frais d'adhésion, de participation aux réunions et de mise en œuvre des dispositions<sup>92</sup>.

Au plan régional, la Mauritanie a signé la Convention du 8 juin 2012<sup>93</sup> relative à la détermination des conditions minimales d'accès et d'exploitation des ressources halieutiques<sup>94</sup> à l'intérieur des zones maritimes des États membres de la Commission sous-régionale des pêches (CSRP)<sup>95</sup>. Elle a pour objet de définir et d'harmoniser les conditions minimales d'accès aux ressources halieutiques se trouvant dans les zones maritimes sous juridiction des États membres de la CSRP et les mesures d'exploitation de ces ressources<sup>96</sup>.

#### 4.2.2.3 *Les plans d'action internationaux*

La Mauritanie est engagée dans la mise en œuvre des plans d'actions internationaux, qui sont des instruments d'orientation non contraignants (voir Tableau 4.1). Le Plan d'action international de la FAO visant à prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (PAI-INN) de 2001 a fait l'objet d'adaptation au contexte mauritanien à travers l'adoption du Plan d'action national (PAN-INN) de 2007. Le PAN-INN fait des recommandations détaillées pour le renforcement de la lutte contre la pêche INN qui ont été partiellement mises en œuvre. Les autres plans internationaux de la FAO adoptés en 1999 (PAI visant à réduire les captures accidentelles d'oiseaux de mer par les palangriers; PAI pour la conservation et la gestion des requins; et PAI pour la gestion de la capacité de pêche) n'ont pas été adaptés au contexte mauritanien, mais un PAN-Requins est en cours d'élaboration (Tableau 4.1).

#### 4.2.3 Le cadre législatif et réglementaire en matière de pêche

Les ressources halieutiques constituent un patrimoine national. Le droit de pêcher appartient à l'État qui peut en concéder l'exercice. L'État a l'obligation de gérer ce patrimoine dans l'intérêt de la collectivité nationale, présente et à venir, et doit favoriser une exploitation optimale prévenant la surexploitation ainsi que l'adoption de mesures permettant le maintien de l'habitat et de ses ressources. La pêche en Mauritanie est régie principalement par la Loi n° 2000-025 portant Code des pêches (amendée en 2007) et son Décret d'application n° 2002-073 (amendé en 2010), outre les nombreux textes réglementaires (décrets, arrêtés et circulaires) adoptés pour leur mise en œuvre.

##### 4.2.3.1 *Zones de pêche*

En Mauritanie, la pêche artisanale est le seul type de pêche qui peut être pratiqué dans les eaux intérieures (entre la côte et les lignes de base) qui comprennent le Parc national du Banc d'Arguin (PNBA) où la pêche motorisée est interdite. La zone des 3 milles marins à partir de la ligne de base (en dehors des frontières du PNBA) est réservée à la pêche artisanale et côtière. Au-delà de cette zone, et jusqu'à la limite interdisant la pêche au chalut (qui est en principe 20 milles au Nord du Cap Timiris et 6 milles au sud de ce cap), la pêche artisanale et côtière partage les eaux avec la pêche industrielle côtière<sup>97</sup>.

<sup>92</sup> À ce sujet, l'Article 21 de l'AMEP prévoit des dispositions concernant la coopération avec les États en développement afin d'appuyer la mise en œuvre de l'accord.

<sup>93</sup> Il n'est pas certain que le Parlement mauritanien l'ait ratifié mais les dispositions prévues sont déjà présentes dans la législation mauritanienne (directrice de la DARO, comm. pers., décembre 2013).

<sup>94</sup> On observera que certaines mesures contenues dans cette convention paraissent difficiles à appliquer au secteur de la pêche thonière, en particulier l'obligation de débarquement des captures (Article 4.1), l'embarquement d'observateurs (Article 16.1) et l'embarquement de marins nationaux (Article 17.1).

<sup>95</sup> Cette convention remplace la Convention du 14 juillet 1993 relative à la détermination des conditions d'accès et d'exploitation des ressources halieutiques au large des côtes des États membres.

<sup>96</sup> Conformément aux dispositions de l'Article 40 de ladite Convention qui prévoient que la Convention entre en vigueur le centième jour après la date de signature du texte par tous les États membres ; paragraphe adapté de COFREPECHE et al., 2013a.

<sup>97</sup> Il s'agit de catégories de poissons démersaux autres que le merlu, travaillant avec des engins autres que le chalut (Inejih, 2008).

La législation mauritanienne<sup>98</sup> définit la délimitation des zones de pêche avec les objectifs suivants : (i) la protection des zones de forte productivité biologique par l'éloignement du chalutage des faibles profondeurs (inférieures à 20 m)<sup>99</sup> ; (ii) la réduction des interactions entre les pêches artisanales, côtières et industrielles par l'instauration d'une zone de développement exclusive pour la pêche artisanale et côtière et par la diminution de l'effort de pêche industrielle sur les céphalopodes (poulpe), au profit de la pêche artisanale et côtière. Un nouveau zonage a été instauré en août 2012 dans la même optique, mais aussi pour augmenter l'espace géographique réservé au segment national et limiter le niveau de prises accessoires. Le zonage instauré reprend les clauses du protocole de l'accord de pêche avec l'UE, qui spécifie des zones pour des pêcheries de petits pélagiques et des crevettes en particulier.

#### 4.2.3.2 Les conditions d'exercice de la pêche

Dans les eaux maritimes sous juridiction mauritanienne, l'exercice de la pêche est subordonné à la possession d'une licence de pêche. La Loi n° 2000-025 portant Code des pêches modifiée par l'Ordonnance n° 2007-022, stipule que : « aucun navire de pêche, national ou étranger, ne pourra se livrer à des activités de pêche dans les eaux sous juridiction mauritanienne, s'il n'est titulaire d'une licence ou autorisation de pêche » et que « la licence est émise pour un navire exerçant un type de pêche précis à l'aide d'un équipement donné, dans une zone déterminée et pour une durée maximale d'un an » (Article 22 (nouveau)). Conformément à la législation en vigueur, une licence ne donne pas un droit absolu puisque l'acquéreur jouit d'un privilège limité dans le temps. En effet, « la licence peut être suspendue ou retirée par le ministre des pêches pour des motifs liés à l'exécution des plans d'aménagement et de gestion des pêcheries adoptés ou d'une évolution imprévisible de l'état des stocks exploités » (Article 27 Code).

Les navires peuvent opérer en Mauritanie sous trois régimes<sup>100</sup>, notamment : (i) le **régime d'acquisition**, qui concerne les navires battant pavillon national et comporte la « mauritanisation » des navires étrangers qui veulent en bénéficier; (ii) le **régime d'affrètement**, qui comporte la location d'un navire étranger par un ressortissant mauritanien, avec ou sans son équipage; et (iii) le **régime de licence libre**, qui concerne les navires étrangers opérant dans le cadre d'un accord international d'accès entre États ou groupements d'États ou dans le cadre d'une convention privée entre le MPEM (ministère) et un armateur étranger. Les critères de distinction entre la pêche artisanale, la pêche côtière et la pêche industrielle sont définis par voie réglementaire sur la base des caractéristiques du navire, des techniques de pêche utilisées et des zones de pêche<sup>101</sup>. En fonction des espèces visées et des engins de pêche utilisés, la loi mauritanienne identifie 10 grandes catégories de licences<sup>102</sup>.

La durée de chaque licence est de 3 mois indivisibles. L'octroi ou le renouvellement d'une licence donne lieu à un paiement d'une redevance ou d'autres droits dont les montants sont fixés par décret pris en Conseil des ministres. Les licences de pêche sont transférables, mais sur autorisation exceptionnelle du ministre chargé des pêches et au regard des dispositions applicables dans des plans d'aménagement et de gestion des pêcheries. Tout navire pêchant dans le cadre d'une convention libre doit aussi : (i) débarquer ou transborder ses captures en rade à Nouadhibou sous contrôle des services mauritaniens compétents; (ii) tenir le journal

<sup>98</sup> En Mauritanie, les textes juridiques portant sur le zonage de pêche sont les suivants (Ould Mayif et Ould Taleb Sidi, 2011) : l'Ordonnance n° 88-120 du 31 août 1988 portant sur la délimitation et le statut juridique de la mer territoriale, de la ZEE et du plateau continental de la République islamique de Mauritanie; le Décret n° 94-028 qui détermine une petite zone réservée à la pêche artisanale; la Loi n° 2000-025 portant Code des pêches et son Décret d'application n° 2002-073 et spécifiant les zones autorisées à chaque type ou catégorie de licence.

<sup>99</sup> L'application stricte de ce zonage a été aussi à l'origine de l'élimination *de facto* des petits chalutiers-glaciers, qui étaient auparavant très actifs à proximité du Banc d'Arguin, voire dans l'enceinte même du parc, et qui pêchaient, entre autres, la courbine.

<sup>100</sup> Article 22 de la Loi n° 2000-025 portant Code des pêches modifiée par l'Ordonnance n° 2007-022 et Circulaire n° 26/MPEM du 29 juin 2006.

<sup>101</sup> Cf. les dispositions de l'Article 6 (nouveau) du Code des pêches, amendé en 2007 pour la définition de la pêche commerciale présentées en introduction du chapitre 2.

<sup>102</sup> Les 10 catégories de licences prévues par la législation mauritanienne sont présentées en chapitre 2.

de pêche (Décret n° 153-2010); (iii) embarquer des marins mauritaniens avec des proportions minimales de 60 % de l'équipage hors de l'état-major; (iv) embarquer et supporter les charges d'un observateur scientifique; (v) disposer du système de suivi des navires par satellite (SSN; suivi VMS en anglais) (Arrêté n° 155-2004); et (vi) transmettre toutes les données prévues par la loi mauritanienne.

#### 4.2.3.3 La pêche industrielle

- a) Les droits d'accès à la ressource : les navires nationaux, affrétés et étrangers hors accord d'accès

Les droits de pêche industrielle et les contributions associées à l'exploitation de la ZEE dépendent du type de régime d'accès (acquisition, affrètement et licence libre – cf. 4.2.3.2). Le régime d'acquisition des navires concerne les navires mauritaniens et a pour autant des implications directes pour l'économie nationale du fait de la création d'emplois, du débarquement des captures et de leur traitement sur place. La redevance d'admission va de 200 000 euros pour des navires inférieurs à 750 ch à 1 000 000 euros pour une puissance supérieure ou égale à 7 500 ch (Océanic Développement et al., 2011) (cf. Tableau 4.3). Pour les navires affrétés, une contrepartie financière est définie par l'arrêté du ministre des pêches qui autorise l'affrètement. L'Article 19 (nouveau) du Décret n° 2002-73 (amendé par le Décret n° 2010-153) facilite l'affrètement de chalutiers pour la pêche aux céphalopodes. Actuellement celui-ci peut être autorisé "à titre exceptionnel" par le ministre des pêches, alors qu'auparavant un décret pris en Conseil des ministres était nécessaire.

D'autre part, en ce qui concerne les licences, la législation mauritanienne prévoit les redevances selon le type de pêche. En l'absence d'un accord international d'accès, les navires étrangers, affrétés ou sous licence libre, pêchant aux petits pélagiques sont soumis au régime d'exploitation des navires industriels de pêche aux petits pélagiques (Arrêté n° 1390 du 24 juillet 2013). Ce régime est défini par un système de quota moyennant le paiement de redevances pour la pêche aux petits pélagiques comme suit : (i) un montant de 5 000 euros couvrant les frais d'établissement de chaque licence de pêche; (ii) une redevance de 123 euros par tonnes pêchée; (iii) une compensation de 300 000 euros par an et par navire; et (iv) une redevance en nature, livrée à Nouadhibou, qui correspond à 2 % de la capture totale.

- b) Les droits d'accès à la ressource : les navires européens, japonais et chinois

Pour les navires étrangers, les accords internationaux ratifiés par la Mauritanie peuvent établir des conditions qui dérogent aux dispositions des lois nationales. Généralement, ces accords prévoient, outre les redevances des licences pour un certain nombre de navires, une contrepartie financière globale. Par exemple, le protocole UE inclut une contrepartie financière d'une valeur de 70 millions d'euros par an pour deux ans; à titre comparatif la convention Poly-HonDone indique une contrepartie de 100 millions d'USD – environ 75 millions d'euros – sur 25 ans, soit trente fois moins.

La valeur totale estimée du 3<sup>ème</sup> protocole à l'accord de l'UE est de 160 millions d'euros sur deux ans (2013 et 2014) répartis comme suit : (i) une compensation financière (67 millions d'euros par an) due au titre de l'accès des navires communautaires aux zones de pêche mauritaniennes; (ii) les redevances dues par les 21 navires communautaires pour l'obtention des licences (10 millions d'euros par an en moyenne<sup>103</sup>); (iii) un appui financier (3 millions d'euros par an) à la mise en œuvre de la politique nationale de la pêche. Les redevances pour les licences de pêche des navires de l'UE « sont calculées pour chaque navire sur la base des taux annualisés fixés dans les fiches techniques du protocole. Les montants des redevances comprennent tout autre droit ou taxes y afférent, à l'exception de la taxe parafiscale, des taxes portuaires ou pour prestations de services. » (Chapitre III de l'Annexe 1 du Protocole à l'APP).

L'accord avec l'Association japonaise de coopératives de pêche au thon de 2010 prévoit à l'Article 4 que les 20 navires japonais objet de l'accord doivent avoir une licence mauritanienne. Le modèle de licence est reporté à l'Annexe 3 de l'accord qui fixe les conditions de la licence de pêche et le paiement de 5 000 USD par

<sup>103</sup> Suivant le calcul réalisé pour le rapport Oceanic Développement et al. (2011), les armements européens ont payé au titre de redevances pour les licences de pêche un montant moyen de 10 Mio EUR par an, sur la période 2007 – 2009. La catégorie des chalutiers pélagiques a été la principale contributrice (42 %), devant les céphalopodières (34%) et les crevettiers (17 %).

navire par mois, couvrant toutes les taxes nationales et locales, à l'exception du coût des observateurs et des taxes parafiscales, pour une durée de 36 mois.

La convention d'établissement avec la société chinoise Poly-HonDone de 2010 – avec son protocole d'accord d'investissement signé avec le MPEM<sup>104</sup> – a été ratifiée par l'assemblée nationale en 2011. Elle a une durée de 25 ans et prévoit un investissement de 100 millions d'USD. En outre, il est prévu que la société armatrice paye les redevances des licences sous régime d'acquisition, pour 26 navires industriels en 2011 et 2012 (15 chalutiers de fond, 5 chalutiers à bœuf, 6 senneurs). Les navires concernés par la convention devront donc être « mauritanisés » (Article 5 de la Convention) et payer l'admission au régime d'acquisition, outre les droits de pêche.

c) Les mesures techniques de conservation et de gestion

Les mesures techniques de conservation et de gestion, définies dans la législation mauritanienne, concernent notamment les maillages minimaux des filets et des chaluts, les tailles et/ou les poids minimaux des espèces, les restrictions relatives aux captures accessoires, les périodes de fermeture de la pêche, les zones d'accès limités ou réservés, la limitation ou la prohibition de certains types de pêche. Comme nous l'avons dit, les accords internationaux doivent être ratifiés par loi, et peuvent ainsi, par volonté du Parlement, déroger à la législation en vigueur. Cependant, là où rien n'est prévu, la législation mauritanienne s'applique. Les mesures techniques sont donc applicables aux navires étrangers uniquement si elles sont reprises dans les accords d'accès avec les États du pavillon concernés, ou en cas de silence de ces accords. En général, le Protocole UE définit des mesures de conservation et de gestion ayant des objectifs de durabilité supérieurs aux normes nationales.

D'autre part, les autorités mauritaniennes affirment une volonté de non-discrimination dans l'application des mesures techniques de conservation et de gestion, en évitant l'adoption de mesures qui ne soient pas applicables à toutes les flottes (ex. le journal de pêche électronique est prévu par l'Article 40 (nouveau) du Décret n° 153-2010, mais il doit être institué par arrêté du ministre). Lorsqu'il y a contradiction entre législation mauritanienne et accord international, le gouvernement tente de les éliminer en abrogeant les dispositions nationales contradictoires ou en négociant leur adaptation dans les accords internationaux d'accès. Par exemple, quand la partie européenne soulève la question de la circulaire relative à l'autorisation de sortie de la ZEE mauritanienne, considérée trop restrictive, « la partie mauritanienne précise que cette circulaire ne s'applique pas aux activités thonières et indique qu'elle étudiera les possibilités d'assouplissements de cette circulaire » (Section 7.4, Procès-verbal du 18 septembre 2013 de la Commission mixte chargée de contrôler l'application de l'APP UE-Mauritanie).

#### 4.2.3.4 La pêche artisanale et côtière

a) Les droits d'accès à la ressource

Pour les navires nationaux, le paiement d'une redevance d'admission au régime d'acquisition de 200 000 euros est prévu pour les navires dont la puissance est inférieure à 750 ch (Circulaire n° 26/MPEM du 29 décembre 2006). Pour les navires étrangers, les contreparties financières sont définies dans les accords de pêche ou d'affrètement les concernant. Les accords de réciprocité, comme celui avec le Sénégal, ne sont pas onéreux en dehors des redevances prévues pour les licences (10 euros par tonne pour 300 embarcations). Dans le protocole à la convention Poly-HonDone, il est prévu que la société armatrice paye les redevances des licences sous régime d'acquisition, pour 120 embarcations de pêche artisanale et côtières en 2011 et 2012 (20 navires côtiers et 100 pirogues).

<sup>104</sup> Ce protocole n'est pas encore ratifié, il énonce les possibilités de pêche dont 20 navires côtiers et 20 chalutiers et 6 senneurs ; les navires devront tous battre pavillon mauritanien sous un régime national. Des retombées économiques en emplois sont prévus. L'investissement en termes d'infrastructures terrestres est à 95 % réalisé. La pêche n'a pas atteint pour le moment les attentes escomptées cependant. Les Chinois manqueraient de compétences pour pêcher en haute-mer (point focal du protocole de l'APP en Mauritanie, comm. pers., octobre 2013).

L'exercice de la pêche artisanale et côtière en Mauritanie est soumis au paiement d'un droit direct et d'un droit indirect d'accès :

- 1) un **droit d'accès direct** pour la pêche côtière ou un **droit territorial direct** pour la pêche artisanale, assis sur la capacité de pêche du navire et visant un meilleur suivi de l'effort de pêche. Le droit d'accès direct (900 UM<sup>105</sup>/TJB/mois d'activité, non compris les périodes des arrêts biologiques)<sup>106</sup> et le droit territorial direct (5 000 UM/an) sont acquittés à l'avance au Trésor public.
- 2) un **droit d'accès indirect** (droit de pêche) basé sur la production du navire. Il varie en fonction de l'espèce et du type de ses produits (pour les produits pélagiques, le droit d'accès indirect est de 15 000 UM/t quand le produit est congelé à bord, de 6 000 UM/t pour le pélagique frais et de 3 000 UM/t pour le pélagique congelé à terre). Le droit d'accès indirect est prélevé soit par la société mauritanienne de commercialisation des poissons (SMCP) pour les produits congelés, soit au cordon douanier pour les produits pélagiques non soumis au monopole de la SMCP.

Ces tarifs s'appliquent aux navires mauritaniens et aux navires étrangers pêchant en dehors d'un accord d'accès avec l'État du pavillon. En outre, les navires appartenant au segment artisanal et côtier sous régime d'acquisition (navires nationaux) sont soumis aux taxes suivantes prélevées sur la valeur de leur production commercialisée par la SMCP : redevance statistique (1 %), commission de commercialisation de la SMCP (1,5 %), taxes municipales, taxes portuaires du port autonome de Nouadhibou (PAN) ou de l'établissement portuaire de la baie du Repos (EPBR) (0,35 % de la valeur du produit artisanal) et autres. Les navires de la pêche artisanale et côtière sont également assujettis au paiement de la taxe parafiscale de surveillance des pêches dont le montant est de 5 000 UM/an pour les embarcations artisanales et 50 000 UM/an pour les navires côtiers.

#### b) Mesures techniques de conservation

Afin de maintenir la productivité des ressources halieutiques à un niveau élevé, ont été promulguées des mesures techniques portant sur la sélectivité des engins de pêches, la limitation des tailles ou poids de premières captures, l'instauration de repos biologiques et le zonage. La pêche artisanale bénéficie d'une réduction de la période de repos biologique (2 mois, au lieu de 4 mois appliqués à la pêche démersale industrielle). Les tailles réglementaires sont les mêmes pour les segments artisanaux, côtiers et industriels.

#### 4.2.4 Plans d'aménagement des pêcheries

L'objectif des plans d'aménagement est de fournir un cadre d'action stratégique détaillé pour assurer une gestion durable des ressources halieutiques mauritaniennes, mais aussi le maintien de l'équilibre des écosystèmes et des habitats. Ils sont élaborés sur la base des meilleures informations scientifiques et techniques disponibles, y compris l'expérience accumulée par les pêcheurs pendant plusieurs décennies<sup>107</sup>. Les plans visent généralement deux objectifs principaux déclinés par ordre de priorité : (i) assurer, à travers une bonne conservation, la préservation des stocks halieutiques et la conservation des stocks en voie de surexploitation ou de disparition; et (ii) parvenir à une utilisation optimale et une répartition équitable entre tous les mauritaniens des retombées sociales et économiques tirées de l'exploitation des ressources halieutiques nationales.

Le Conseil consultatif national pour l'aménagement et le développement des pêcheries (CCNADP) lors de sa dernière session ordinaire tenue le 2 juin 2013 à Nouakchott, a émis un certain nombre d'avis sur les plans d'aménagement des pêcheries, candidats à la validation officielle. Il a été souligné que la majorité des

<sup>105</sup> Monnaie mauritanienne (ouguiya).

<sup>106</sup> L'application du droit d'accès direct pour les pirogues côtières, sur la base du tonneau de jauge brute (TJB) se heurte à la grande difficulté de leur jaugeage. Pour la régularisation de cette forme de pêche un montant forfaitaire (droit d'accès direct) de 45 000 UM par an est arrêté.

<sup>107</sup> Le contenu des plans d'aménagements est réglementé par l'Article 2 (nouveau) du Décret 2002-073, Règlement principal du Code des pêches, selon le texte amendé par le Décret n° 2010-153.

dossiers soumis au Conseil ont un caractère urgent, notamment l'adoption du Plan poulpe actualisé et la mise en œuvre du Plan crevettes<sup>108</sup>. Les plans de gestion des petits pélagiques, des mulets et de la pêche artisanale ont déjà fait l'objet de validation par l'ensemble des parties prenantes et sont prêts pour être soumis à l'approbation du CCNADP. Le Plan courbine, déjà élaboré, sera soumis avant la fin de l'année à la validation technique auprès des différents acteurs concernés<sup>109</sup>.

Seul le plan d'aménagement poulpe a été adopté officiellement et mis en œuvre partiellement : en particulier par l'instauration d'un second arrêt biologique pour le poulpe de deux mois effectif depuis 2008 mais aussi la réduction de l'effort de pêche notamment européen en 2008 avant son retrait en 2012. L'IMROP a instauré un suivi mensuel de l'abondance du poulpe dans la zone, centre de gravité de cette ressource, ce qui est un pas important dans la perspective de gestion prévisionnelle sur la base de quota. Le plan prévoit également l'adoption d'un nouveau zonage qui éloigne les chalutiers au-delà de la sonde des 20 m. Le plan a souffert d'un manque de réalisation constaté par une évaluation menée en 2012. Il a aussi visé très haut dès le départ (quota individuel transférable par exemple), dans un contexte où la pêche artisanale encore largement informelle prend une part de plus en plus importante<sup>110</sup>.

Des avancées ont été aussi enregistrées au niveau du système d'information des pêches en particulier pour le poulpe (commission nationale).

#### 4.2.5 Les aires marines protégées

Le Parc national du Banc d'Arguin (PNBA) a été créé en 1976 pour la protection des ressources naturelles ainsi que des sites de valeur scientifique et esthétique. Ses objectifs sont orientés vers la conservation des paysages, de la faune et de la flore et ne portent pas sur la gestion des pêches. Sa partie maritime s'étend sur une grande superficie (6 000 km<sup>2</sup>), ce qui représente 2,6 % de la ZEE de la Mauritanie, plus de 16 % du littoral et 60 % de la zone côtière (zone inférieure à 20 mètres). Le parc n'est pas seulement la zone la plus vaste et la mieux protégée (MP) l'Afrique du Nord-Ouest, mais il fait également partie des zones marines protégées les plus importantes au niveau international. Le littoral (la zone humide) du parc a été déclaré site protégé sous la Convention de Ramsar en 1982<sup>111</sup>. Un satellite a été ajouté en 1986, la Réserve du Cap Blanc, pour la protection des phoques moines.

Malgré sa création dans un contexte de quasi-absence de pêche artisanale, ce site joue un rôle tout particulier dans l'aménagement des ressources halieutiques mauritaniennes, notamment le mullet jaune, la courbine, une dizaine d'espèces de sélaciens (requins et raies) et des crevettes côtières. Il ne contribue pas cependant à la préservation des deux espèces les plus importantes pour les pêcheries nationales et étrangères (poulpe et sardinelle ronde), qui sont des espèces surexploitées et ne sont pas rencontrées en quantité commerciale sur le parc. L'utilisation des embarcations motorisées est interdite dans le parc. La gestion du parc est indépendante du ministère des pêches, mais les dispositions réglementaires dans le domaine des pêches en dépendent. Cette gestion se base sur une approche participative englobant les communautés de pêcheurs locaux (les habitants du parc), l'administration et les chercheurs<sup>112</sup>. Un Plan d'aménagement a été développé avec une attention particulière accordée à la protection des ressources des raies et requins (Ould Mayif et Ould Taleb Sidi, 2011). La pratique de la concertation a déjà abouti à des décisions sur le calendrier de campagnes de pêche, la définition des caractéristiques des engins de pêche autorisés et à la déclaration

<sup>108</sup> Le Plan crevettes avait été réalisé en 2006 et actualisé en 2009. Etant donné les fortes interactions qui existent avec le Plan poulpe, en matière de captures accessoires de cette espèce surexploitée, il y a aussi urgence à le mettre en œuvre.

<sup>109</sup> Le Plan courbine a été développé dans le cadre d'une approche d'accompagnement nommé « COMMOD » développée pendant une année avec l'appui de LISODE (France).

<sup>110</sup> IMROP, entretien.

<sup>111</sup> Convention relative aux zones humides d'importance internationale, particulièrement comme habitats des oiseaux d'eau, signée à Ramsar, en Iran, le 2 février 1971. Cette convention protège les marais, les zones littorales et, en général, les points d'eau tels que les fleuves, les lacs et les estuaires, ainsi que leurs habitats, comme les mangroves ou autres.

<sup>112</sup> Article 2 du Décret n°2006-068 du 03/07/2006 portant application de la Loi n°2000-024 du 19/01/2000 relative au PNBA.



d'Arguin, où les populations résidentes s'engagent entre autre à préserver la richesse halieutique et soutenir la surveillance du parc (1996). Depuis l'accord de pêche signé en 2006 entre l'Union européenne et la Mauritanie, une contribution financière spécifique annuelle d'un million d'euros est versée pour soutenir le PNBA.

#### 4.2.6 Cadre légal régissant le commerce des produits de la pêche

Le commerce des produits halieutiques est régi par le Décret n° 94-030 du 8 mars 1994 relatif aux normes d'hygiène et de salubrité et aux conditions d'inspection sanitaire et de contrôle régissant la production et la mise sur le marché des produits de la pêche. Le laboratoire national de référence de chimie et microbiologie désigné est l'IMROP<sup>113</sup>. Un nombre d'arrêtés de 2006 régissent les conditions d'hygiène et les critères de salubrité des embarcations de pêche artisanale et côtière et des établissements de traitement à terre, ainsi que la salubrité et qualité des produits de la pêche et les critères de qualité des eaux utilisées dans l'industrie de traitement des produits de la pêche et de l'aquaculture. Les mollusques bivalves vivants font l'objet de deux textes de 2006, amendés en 2010, qui définissent les règles d'hygiène de production alimentaire et les critères et méthodes d'analyses microbiologiques, chimiques et sur les bio-toxines marines. Un arrêté de 2010 porte classement de salubrité des zones de production de coquillages de Dakhlet Nouadhibou.

Suite à l'instauration de la mesure d'obligation de débarquement en vertu du Décret n° 82-145, il s'est avéré très rapidement nécessaire d'avoir une structure pour l'exportation des produits halieutiques, d'où la création de la SMCP<sup>114</sup>, société monopoliste de « la commercialisation et l'exportation des produits halieutiques soumis à l'obligation de débarquement » (Article 1 du Décret n° 93-024 du 28 janvier 1993). Avec le Décret n° 97-094 du 27 octobre 1997 abrogeant et remplaçant certaines dispositions du Décret n° 93-024, le monopole de la SMCP est réduit à « la commercialisation et l'exportation des produits congelés d'espèces démersales ou de céphalopodes pêchés par des navires et embarcations mauritaniennes ou affrétées par des mauritaniens » (Article 1 du Décret n° 97-094). Les produits élaborés ou « ayant subi une transformation de nature notamment à en accroître la valeur ajoutée » sont exclus du monopole de la SMCP (Article 1 du Décret n° 97-094). Ces derniers sont régis par l'Arrêté n° R-017 du 17 janvier 1998 portant définition des caractéristiques biologiques, techniques et économiques des « produits élaborés » de pêche. La commercialisation et l'exportation empruntent donc deux filières : celle de la SMCP, qui détient le monopole de certains produits congelés entiers, et la filière constituée par des intérêts privés, qui concerne tous les autres produits ne relevant pas de ce monopole (Cherif et Torrens, 2011)<sup>115</sup>.

Le Code des pêches établit que les accords internationaux d'accès doivent prévoir les conditions d'exportation des produits halieutiques pêchés par les navires étrangers concernés, mais il ne prévoit pas de système d'autorisation particulier pour l'exportation des produits de la pêche en dehors de cela<sup>116</sup>. En 1993, l'Arrêté

<sup>113</sup> Arrêté n° 2859 du 16 novembre 2006 amendé par Arrêté n° 2503 du 14 novembre 2010.

<sup>114</sup> La SMCP a été créée par le Décret n°84-130 du 5 juin 1984 en tant qu'établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC) et transformée en société anonyme (35 % État et 65 % opérateurs privés) par les Décrets n°s 93-036 et 94-100, en gardant le même objet (Cherif et Torrens, 2011).

<sup>115</sup> Aussi, des notes de service du MPEM de 2008 ont interdit l'exportation de ces espèces à l'état frais, afin de permettre au marché national d'être mieux approvisionné et à moindre coût. Au départ, la note de service n° 142 du 28 septembre 2008 du MPEM interdit l'exportation de trois espèces (mulet, courbine et tassergeral). La note de service n° 163 du 2 novembre 2008 interdit ensuite l'exportation de trois autres espèces mérrou, thiof et dorade. Au total, entre 28 septembre et 2 novembre 2008, pas moins d'une quinzaine d'espèces de poissons sont interdites d'exportation à l'état frais (Ould Limam 2010, Abdaim et al., 2010). Sous plusieurs conditions, les exportations du frais sont à nouveau autorisées depuis 2009 par la Circulaire n° 6 du 3 février 2009 relative aux conditions d'exportation de certains produits de pêche.

<sup>116</sup> L'Article 44 du Code des pêches dispose que « le ministre chargé des pêches prendra les mesures appropriées, pour promouvoir le commerce international et intra régional des produits de la pêche de la Mauritanie ». Il prévoit également que, lors de la détermination des normes réglementaires normes d'hygiène et de qualité des établissements de traitement et de transformation de produits de la pêche, « seront pris en compte, le cas échéant, les normes de qualité recommandées par les organisations internationales compétentes et, dans une mesure appropriée, les pratiques et usages généralement suivis dans les États importateurs ou potentiellement importateurs de produits de la pêche de la Mauritanie ».

n° R-032 du 3 mars 1993 établit la commission consultative de concertation sur la commercialisation et l'exportation des produits halieutiques soumis à l'obligation de débarquement (prévue à l'Article 7 du Décret n° 93-024), dénommée Commission Stratégie et Promotion du Produit. Le Plan d'Action National de lutte contre la pêche INN (PAN-INN) de 2007 recommandait deux mesures importantes : la mesure 6.1 : « introduire une licence d'acheteur-exportateur pour les sociétés actives dans le secteur de l'achat et de l'exportation des produits de la pêche, et rattacher à cette autorisation spécifique les conditions qui s'imposent [afin d'en assurer la traçabilité]. (...) Ceci doit inclure un système de documentation et de traçabilité robuste » ; et la mesure 6.5 : « adopter le Système international harmonisé de désignation et de codification des marchandises pour les poissons et les produits dérivés » L'exportation des produits halieutiques nécessite, entre autres, des autorisations attribuées mensuellement pour tous les exportateurs et quelle que soit l'espèce (Abdaim et al., 2010).

### 4.3 Le mode d'accès des navires étrangers - évolution et situation

La Mauritanie a conclu plusieurs accords de pêche bilatéraux avec d'autres États (autres que les États membres de l'Union européenne), ainsi qu'avec des armateurs étrangers. À ce jour, il existe des accords publics de pêche avec le Sénégal en 1983, le Cap-Vert (thon) en 1995, la Gambie en 2008 et le Maroc (BEAC, 2009), mais seul l'accord avec le Sénégal dispose d'un protocole d'application en vigueur.

Des conventions privées ont été signées en 2010 avec des sociétés armatrices du Japon et de la Chine (ce dernier accord a été ratifié par l'assemblée le 6 juillet 2011 et peut donc déroger à la législation nationale). Le Japon a également signé au début des années 2010 un accord d'investissement pour le financement du port de pêche artisanale et du secteur de la transformation. Le volume de captures autorisé pour la flotte de Russe est encore en négociation. Des investisseurs saoudiens envisagent de capturer 100 000 t pour les transformer dans la zone franche mauritanienne afin de générer de l'emploi en Mauritanie. Des négociations sont en cours avec les autorités mauritaniennes à ce sujet.

Le protocole sénégalais et les accords avec les sociétés japonaises et chinoises sont présentés plus loin dans le même chapitre.

En outre, un nouvel accord a été signé en 2012 avec la Russie, le premier accord datant des années 1970. Une négociation d'un protocole est en cours pour l'accès à des petits pélagiques sur la base des termes en vigueur du protocole de l'accord de pêche avec l'UE.

L'accord avec l'UE est traité dans le prochain chapitre. Les droits d'accès à la pêche sous accord international et les modalités des différents modes d'accès sont présentés dans les tableaux suivants.

**Tableau 4.3 : conventions privées ou accords de pêche bilatéraux conclus par la Mauritanie avec d'autres États ayant un protocole d'application en vigueur**

Pays	Signature de l'accord de pêche	Signature du protocole d'application actuellement en vigueur
Sénégal	1983	2013 (1 an)
Chine / Société <i>Poly-HonDone Pelagic Fisheries</i> (convention privée)	2010 (25 ans)	2010 (5 ans)
Japon / Association coopérative japonaise de pêche de thon - <i>Japan tuna fisheries association</i> (convention privée)	2010	2010 (3 ans)
UE	2006	Décembre 2012 (2 ans ; application provisoire)

Source : élaboration propre

**Tableau 4.4 : droits d'accès à la pêche sous le régime mauritanien ordinaire (applicable sauf accord international d'accès)**

<b>Droit mauritanien : régime d'acquisition (navires mauritaniens)</b>	
200 000-1 000 000	Euros pour l'admission au régime (immatriculation)
50 000	UM/an pour la taxe parafiscale de surveillance pour les navires côtiers
5 000	UM/an pour la taxe parafiscale de surveillance pour les embarcations artisanales
900	UM/TJB/mois pour la licence de pêche côtière
5 000	UM par an pour la licence de pêche artisanale
3 000/6 000/15 000	UM/t de produit congelé à terre / pélagique frais / congelé à bord
2,5+	% pour redevances statistiques (1 %), commission commercialisation SMCP (1,5 %), taxes municipales et portuaires (0,35 % du produit artisanal)
<b>Droit mauritanien : régime d'affrètement et de licence libre (hors accord ratifié) – système de quotas pour les navires étrangers industriels de pêche aux petits pélagiques (Arrêté n° 1390 du 24 juillet 2013)</b>	
5 000	Euros couvrant les frais d'établissement de chaque licence de pêche
123	Euros par tonnes pêchée
300 000	Euros par an et par navire à titre de compensation
2	% de la capturée totale : redevance en nature, livrée à Nouadhibou

**Tableau 4.5 : droits d'accès à la pêche sous accord international avec la Mauritanie**

<b>Accord public : régime de licence libre sous le protocole à l'accord avec le Sénégal, 2013</b>	
2013	Durée (1 an)
300	Embarcations de pêche artisanale
10	Euros par tonne (soit 400 000 euros par an pour les 40 000 tonnes de quota annuel)
<b>Accord public : régime de licence libre sous le 3<sup>ème</sup> protocole à l'accord avec l'UE, 2012</b>	
2012 (déc.) – 2014	Durée (2 ans)
21	Navires
67 000 000	Euros par an de compensation financière due au titre de l'accès des navires communautaires aux zones de pêche mauritaniennes
3 000 000	Euros par an d'appui financier à la mise en œuvre de la politique nationale de la pêche fondée sur une pêche responsable et l'exploitation durable des ressources halieutiques dans les eaux mauritaniennes
Frais à la charge des armateurs	Fixés à la tonne capturée pour chaque navire par catégorie de pêche (avec avance forfaitaire lors de l'obtention de la licence de pêche)
Non défini	Euros taxe parafiscale (annexe 1 – ch. III), taxes portuaires et prestations de services

**Accord privé : régime de licence libre sous l'accord avec l'Association japonaise de coopératives de pêche au thon, 2010**

2011 – 2013	Durée (36 mois)
20	Navires de pêche thonière
5 000	USD par mois par navire
Non défini	Coût des observateurs et taxe parafiscale

**Accord privé : régime de licence libre sous la convention avec la société chinoise Poly-HonDone, 2010 (ratifiée par l'assemblée nationale en 2011)**

2010 – 2035/2010 – 2015	Durée de la convention (25 ans). Durée du protocole (5 ans).
100 000 000	USD d'investissements (dans les premiers 18 mois, tous les investissements à terre)
146	Embarcations dont 15 chalutiers démersaux, 5 chalutiers bœuf, 6 senneurs, 20 navires côtiers (caseyeurs, palangriers, filets) et 100 pirogues de pêche artisanale
80-100 000	Tonnes par an
Régime d'acquisition	Taux des licences (voir tableau précédent)

**4.3.1 Les accords publics entre la Mauritanie et des pays tiers (hors accord UE)****4.3.1.1 Les accords publics avec l'UE**

(cf. Chapitre 5)

**4.3.1.2 Les accords publics avec d'autre États : l'accord avec le Sénégal**

La première convention dans le domaine de la pêche et de l'aquaculture, signée entre la Mauritanie et le Sénégal date de 1983. Il a pour objet d'encourager la coopération entre les deux pays dans les domaines liés à la pêche et à l'aquaculture. Le dernier protocole à la convention a été signé le 1<sup>er</sup> juin 2013 pour un an et pour 40 000 t de petits pélagiques à l'exception du mullet pour un maximum de 300 embarcations sous licence trimestrielle avec une redevance de 10 euros par tonne pêchée. Sont obligées de débarquer en Mauritanie 18 embarcations (6 % de la flotte) et les embarcations affrêtées. Les principales conditions imposées aux pirogues sénégalaises peuvent être résumées ainsi : (i) payer 10 euros par tonne pêchée (soit 400 000 EUR par an pour les 40 000 tonnes de quota annuel); (ii) disposer d'un bon de sortie délivré par les autorités compétentes sénégalaises; (iii) passer au point d'entrée et de sortie des eaux sous juridiction mauritanienne, situé au large de N'Diogo (village frontalier avec le Sénégal, situé à 11 km au nord de Saint Louis); (iv) déclarer les captures réalisées à la fin de chaque marée au niveau du point de passage de N'Diogo; et (v) assurer le débarquement à Nouakchott de 6 % de la flotte autorisée.

Plusieurs nouveautés sont donc à signaler par rapport aux protocoles passés. En général, la durée de validité du protocole était de quatre années (contre une année désormais), et celle des licences était semestrielle (aujourd'hui trimestrielle). En 2008, la Mauritanie a octroyé au Sénégal 300 licences libres, sous forme de licences semestrielles renouvelables. Il s'agissait de pirogues côtières équipées de moteurs hors-bord (souvent en double pour pallier aux pannes) qui utilisaient comme engin de pêche la senne tournante coulissante. Le volume à débarquer à Nouakchott était de 15 % contre les 6 % actuels. Il convient également de souligner l'introduction d'une redevance de 10 euros par tonne capturée, ainsi que l'obligation du point de passage vers la ZEE mauritanienne, l'identification des membres d'équipage et l'immatriculation des navires.

Il est par contre important de préciser que l'effort de pêche établi dans le nouveau protocole cible préférentiellement les sardinelles rondes, espèces considérées comme surexploitées au plan sous-régional. Cet impact est d'autant plus important que les sennes tournantes déployées par les unités sénégalaises ont un maillage de 28 mm alors que le maillage autorisé en Mauritanie est de 40 mm.

#### 4.3.2 Arrangements (« accords ») privés entre la Mauritanie et les armateurs étrangers

Actuellement deux accords sont en vigueur : celui avec les coopératives japonaises pour les thons hauturiers<sup>117</sup> et celui avec la société chinoise Poly-HonDone pour les petits pélagiques et certaines espèces démersales.

a) Accord de pêche avec l'Association japonaise de coopératives de pêche de thon

L'accord de pêche avec l'Association japonaise de coopératives de pêche au thon (*Japan Tuna fisheries cooperatives association*) a été signé le 14 décembre 2010. Il porte sur 36 mois (3 ans) à compter de cette date soit une expiration le 13 décembre 2013. Vingt palangriers japonais sont autorisés à opérer dans les eaux mauritaniennes. Les caractéristiques de ces unités sont définies (équipement à bord, type et nombre de matériel de pêche, capacité de stockage, nombre de marins). Les navires doivent respecter les conditions suivantes : (i) avoir une licence en cours de validité; (ii) respecter le zonage au-delà de 30 milles suivant les lignes de base, établies par la réglementation mauritanienne; (iii) tenir et transmettre le journal de pêche; (iv) ne pas pratiquer la pêche à l'appât. Les frais de licences incluant toutes les taxes nationales et locales sont de 5 000 USD par 30 jours. Les taxes parafiscales et les frais d'observations scientifiques sont pris en charge par l'association.

b) Accord de pêche avec la Société armatrice chinoise de pêche pélagique

a. La convention et le protocole Poly-HonDone

Le 7 juin 2010 a été signée une Convention d'établissement de 100 millions d'USD entre le ministère des affaires économiques et du développement de la Mauritanie et la société armatrice *Poly-HonDone Pelagic Fishery Co. Ltd*, du groupe chinois *Poly Technologies Inc*. Le Protocole d'application a été signé avec le MPEM à la même date. La convention, qui vise à créer un complexe industriel intégré pour le traitement et la valorisation des produits de pêche, ainsi que pour l'acquisition de navires de pêche en vue de renouveler la flotte artisanale, a été ratifiée par l'Assemblée nationale mauritanienne le 6 juin 2011 dans un contexte d'opposition politique et sociale. La convention donne des avantages fiscaux et douaniers (défiscalisation des importations et régime de point franc) et assure la stabilité du régime établi pour toute la durée de la convention<sup>118</sup>.

Les objectifs d'investissements s'articulent autour de trois composantes : (i) la construction d'une unité de transformation (un complexe frigorifique, une fabrique de glace, deux unités de traitement et une unité de production de farine de poisson) avec une capacité de congélation de 6 000 tonnes de poisson, (ii) l'aménagement et la construction d'un quai de débarquement et d'un ponton d'accostage, enfin (iii) la mise en place d'un atelier pour la construction de 100 pirogues de pêche artisanales et l'acquisition d'unités côtières et industrielles. La convention a une durée de 25 ans et le protocole, une durée de 5 ans. Cependant, le protocole précise que tous les investissements à terre doivent être effectués pendant les premiers 18 mois d'exécution du protocole. La convention comprend une concession de 60 000 m<sup>2</sup> en faveur de l'investisseur chinois « dans la zone située entre COMACOP et les Tours Bleues à Nouadhibou » (Article 4 Protocole), pour toute la durée de la convention.

Les quotas de pêche autorisés dans ce cadre se situent entre 80 000 tonnes et 100 000 tonnes par an constitués principalement de petits pélagiques (80 %) mais également d'espèces démersales dont le poulpe (20 %). La convention engage l'investisseur « à créer 2 463 emplois permanents et à garantir la formation professionnelle des ressortissants mauritaniens qu'il aura à employer ». La moitié de cet effectif travaillera à terre dans le complexe frigorifique et l'usine de farine et autant en mer. La majorité du personnel sera mauritanien selon le protocole (2 080 employés – au moins 2 000). Les expatriés chinois (au nombre de

<sup>117</sup> Terme utilisé afin de distinguer les thonidés hauturiers des thonidés côtiers.

<sup>118</sup> La ratification parlementaire, qui n'est pas commune pour les accords privés, semble vouloir renforcer les dispositions de la convention. L'Article 23 de la convention Poly-HonDone et l'Article 7 du protocole indiquent que les avenants adoptés en commun accord font partie de la convention et de son protocole. Cette disposition a été critiquée car les avenants ne sont pas actuellement disponibles et devraient être également ratifiés, aussi bien que le protocole.

383) encadreront l'activité de la société. La flotte qui sera engagée comprend 146 embarcations, qui seront soumises au régime d'acquisition des navires et seront donc immatriculées en Mauritanie<sup>119</sup>.

b. La mise en œuvre de l'accord

La mise en œuvre de la convention a été suspendue fin octobre 2012 pour non-respect des engagements contractuels. En effet, l'arrivée sans cesse reportée des bateaux de pêche de petits pélagiques, qui a finalement eu lieu en mars 2012, a créé un contentieux entre les deux parties. Ce retard pourrait être interprété comme une volonté de la société chinoise de faire accepter aux autorités mauritaniennes l'utilisation de casiers à poulpe assurant une meilleure rentabilité avec un accès plus important aux céphalopodes. En avril 2013, la société chinoise a été autorisée à reprendre ses activités de pêche après des engagements fermes du respect des termes de la convention. Une autorisation de pêche expérimentale de trois mois de fin avril à fin juillet 2012 a été accordée à des navires côtiers : 2 palangriers, 4 caseyeurs et 4 fileyeurs dans le cadre de la convention Poly-HonDone. Les expérimentations menées à la présence des observateurs scientifiques de l'IMROP ont montré des rendements excellents en poulpe (1,1 tonne/jour ; 150 casiers par bateau). Cela est prévu dans le protocole à la convention : « Les parties peuvent convenir de mener des campagnes de pêche expérimentale dans la ZEE mauritanienne » (Article 6).

La convention est critiquée sous plusieurs points de vue à commencer par sa durée qui s'étale sur 25 ans, pour une somme qui se rapproche de la valeur annuelle de l'APD avec l'UE. D'autres critiques qui ont été portées à la convention concernent l'attribution à la société chinoise de la possibilité de commercialiser ses produits, voire ceux des autres producteurs nationaux, entrant ainsi en concurrence directe avec les opérateurs nationaux et la SMCP. Ensuite, on reproche à la convention et à son protocole l'absence des spécifications des unités de pêche devant opérer dans la zone, des espèces qui seront pêchées et des quantités visées, ainsi que l'introduction du chalut à bœuf, engin de pêche susceptibles d'avoir des effets négatifs sur les ressources et leur environnement. Enfin, malgré le fait que le protocole vise particulièrement les petits pélagiques, cela ne correspond pas à la composition de la flotte qui comprend aussi des navires de pêche démersale.

Les pouvoirs publics considèrent, de leur côté, qu'il s'agit d'un accord historique qui s'inscrit dans le droit fil de la stratégie de gestion du secteur des pêches et de l'aquaculture pour la période 2008 – 2012, qui privilégie la création de la valeur ajoutée, assurant une meilleure croissance et plus d'emplois. L'obligation de débarquement à Nouadhibou qui découle du protocole facilite l'opération de contrôle à terre et le transfert de techniques et connaissances, à travers un programme de formation, et assure l'entrée de devises. Ce protocole vise également l'ouverture de l'énorme marché chinois, dont les habitants ne connaissent pas les espèces présentes en Mauritanie, aux petits pélagiques mauritaniens. En effet, les possibilités de pêche accordées à la partie chinoise semblent provenir principalement des espèces peu exploitées (anchois, sabre, maquereau, sardine, sardinelle plate) ou pas exploitées de façon ciblées (cymbium, concombre de mer), ce qui demande une opération de marketing sur plusieurs années. Pour limiter la perte de cette société au minimum, les autorités mauritaniennes ont accepté d'octroyer un nombre limité de licences pour les espèces démersales pour une courte durée.

Lors des négociations de la convention, un suivi rapproché de toutes les techniques de pêche utilisées a été recommandé par l'IMROP, et notamment du chalut en bœuf qui est une nouvelle technique pour la zone mauritanienne. L'accord prévoit des chalutiers démersaux, des chalutiers en bœuf et des senneurs. Le chalut en bœuf est un engin indiqué pour la pêche de l'anchois, une espèce de grande valeur commerciale lorsqu'elle est commercialisée en frais, et qui présente des potentialités de l'ordre de 20 000 tonnes par an. Plusieurs pays dont le Maroc, la France et l'Espagne utilisent encore cette technique pour la pêche de cette espèce. Les senneurs industriels (au-delà de 50 m) ont été retenus car plus sélectifs que les chalutiers, qui sont les seuls présents depuis 30 ans dans la zone malgré leur effet sur les ressources et le milieu, ainsi que plus résistants et moins destructeurs que les senneurs côtiers (25 m).

<sup>119</sup> Il s'agit de 15 chalutiers de pêche démersale, 5 chalutiers en boeuf, 6 senneurs, 20 navires côtiers (4 caseyeurs, 8 palangriers et 8 filets) et 100 pirogues de pêche artisanales, selon l'Article 5 du protocole.

## 4.4 L'organisation de la gestion des pêches

### 4.4.1 L'administration en charge de la gestion

En Mauritanie, l'autorité compétente en matière de ressources halieutiques est le ministère des pêches et de l'économie maritime (MPEM). Ses attributions sont fixées par le Décret n° 098/2006. Quatre directions principales sont intéressées par la pêche, à savoir la direction de l'aménagement des ressources océaniques (DARO), chargée de la planification, la direction de la pêche industrielle (DPI) et la direction de la pêche artisanale (DPA), chargées d'octroyer les licences de pêche, et la direction de la marine marchande, compétente en matière de navigation, pollution et sécurité à bord. Le port autonome de Nouadhibou (PAN), centre principal de pêche industrielle et l'établissement portuaire de la baie du Repos (EPBR), centre de pêche artisanale, sont désormais rattachés à la zone franche de Nouadhibou, établie par la Loi n° 2013-001 du 2 janvier 2013.

Le MPEM exerce les pouvoirs de tutelle technique sur les organismes et établissements publics suivants :

- L'Institut mauritanien des recherches océanographiques et des pêches (IMROP) ;
- Le Conseil consultatif national pour l'aménagement et le développement des pêcheries (CCNADP) ;
- Le système d'information sur les pêches (SIP) – données validées par le Comité technique des statistiques des pêches (CTS), appuyé entre autres par le Comité restreint des statistiques des pêches (CRSP) et le Sous-comité de la pêche industrielle de Nouadhibou ;
- L'École nationale d'enseignement maritime et des pêches (ENEMP) ;
- Le Centre d'animation sociale et d'apprentissage aux métiers de la pêche artisanale et continentale (CASAMPAC) ;
- La garde côtes mauritanienne (GCM) chargée de la surveillance en mer<sup>120</sup> ;
- L'Office national d'inspection sanitaire des produits de la pêche et de l'aquaculture (ONISPA) ;
- La société mauritanienne de commercialisation du poisson (SMCP) ; et
- Le marché au poisson de Nouakchott (MPN).

Le CTS pour la validation des données de statistique des pêches, présidé par la DARO et réunissant également la DPI et la DPA, délibère sur l'application des quotas de capture définis dans les conventions individuelles ou dans les accords d'accès. Le Sous-comité de la pêche industrielle de Nouadhibou assiste aux débarquements et transbordements et communique les données des captures au CTS. Sur la base de la validation effectuée par le CTS, la DPI détermine les redevances à verser au Trésor par les armateurs et les données peuvent être insérées dans la base de données du SIP. Le CRSP, qui permet la concertation des directeurs des services du ministère, se rejoint après la réunion du CTS. Des difficultés dans la collecte des données concernant les captures des thoniers UE et non UE ont été relevées par les autorités nationales (DARO, Comm. pers., 15 et 25 octobre 2013).

### 4.4.2 La recherche halieutique

Épicentre des stratégies de développement et de gestion du secteur des pêches en Mauritanie, l'IMROP est un institut de production des connaissances et d'appui ministériel à la décision dans les domaines de l'environnement marin et côtier et de la recherche halieutique. Pour mener à bien cette mission, il compte parmi son effectif 150 scientifiques dont une vingtaine diplômés de grandes écoles, principalement françaises. Une vingtaine d'autres collaborateurs bénéficient de formation continue, en alternance en France, au Maroc et au Sénégal. Au plan logistique, l'IMROP dispose de quatre implantations, dont deux à Nouadhibou, une à Nouakchott et la quatrième à Kaédi, sur le fleuve Sénégal, pour le suivi de la pêche continentale. Avec ses 7

<sup>120</sup> Art. 2 du Décret n° 167-2012 portant création d'une Institution dénommée "Garde Côtes Mauritanienne". La surveillance en mer est également assurée par la Gendarmerie maritime, en dehors de la tutelle du MPEM.

laboratoires scientifiques, dont trois à bord de ses deux grands navires de recherches, il assure le suivi l'état de la ressource et de son environnement.

Depuis 25 ans, il développe des programmes quinquennaux élaborés sur la base des demandes des parties prenantes. De ces programmes sont tirés les plans d'actions de recherches annuels, évalués et validés chaque année par le Conseil scientifique de l'institution, composé de chercheurs nationaux et internationaux de renom, en plus des représentants du département des pêches et des anciens directeurs de l'institution. L'IMROP s'efforce de rendre disponible sa production scientifique à tous les acteurs concernés et dans des formats accessibles, à travers notamment l'organisation de séminaires et conférences. L'IMROP fait cependant face à un certain nombre de faiblesses concernant surtout la communication des résultats de recherche, les ressources humaines et les financements. Ces contraintes peuvent être surmontées par l'adoption d'une politique qui offre de nouvelles perspectives, telles que l'adoption d'un nouveau statut pour le personnel scientifique, l'établissement de programmes de formation des acteurs et la création d'un pôle de compétitivité halieutique à Nouadhibou.

#### 4.4.3 Les parties prenantes du secteur des pêches

La Fédération nationale des pêches (FNP) est la principale association professionnelle du secteur en Mauritanie. La FNP est un syndicat des employeurs, composé de différentes sections (artisanale, industrielle, sud). Elle a pour objet l'étude, la défense et la représentation des intérêts économiques, sociaux et commerciaux de ses adhérents. La FNP fait partie de la Confédération nationale du patronat (CNP). Parmi les membres de la FNP, on trouve entre autres le Comité des marins et capitaines pêcheurs, le Comité des capitaines de la pêche côtière et la Commission de filets tournants.

D'autres organisations professionnelles du secteur de la pêche en Mauritanie sont les suivantes :

- Fédération libre de la pêche artisanale (FLPA) ;
- Fédération mauritanienne des mareyeurs (FMM) ;
- Union des coopératives « Le Mool » ;
- Coopérative de pêche artisanale de Mauritanie (COPAM) ;
- Union nationale des travailleurs de Mauritanie (UNTM).

Quant au mode de consultation des organisations professionnelles, le Conseil consultatif national pour l'aménagement et le développement des pêcheries (CCNADP), cité à la section 4.4.1, comprend des représentants de l'Administration, des organisations professionnelles concernées des organisations de la société civile et, le cas échéant, des personnalités qualifiées sur le plan scientifique (Ordonnance 2007). Cet organe, qui était déjà prévu dans le Code des pêches de 2000 (Article 12), réuni vingt (20) membres dont huit (8) représentants des Administrations concernées, huit (8) représentants des organisations socio-professionnelles spécialisées, deux (2) représentants de la société civile, et deux (2) chercheurs nationaux dans le domaine des sciences halieutiques (Article 7 du Décret n° 73-2002).

#### 4.4.4 Le fonctionnement des institutions et leur concertation

La gestion des pêches en Mauritanie est fondée sur la Stratégie 2008 – 2012 et sur une série de différents plans d'aménagement par pêcherie (PAP), basés sur des approches mono spécifiques (poulpe, crevette, mullets), ainsi que sur les plans reposant sur une approche éco systémiques (petits pélagiques, pêcheries artisanales et côtières, courbine). La coordination intra- et interinstitutionnelle est nécessaire pour assurer une bonne gestion. Le MPEM est appuyé dans la réalisation de son mandat par le Conseil consultatif national pour



l'aménagement et le développement des pêcheries<sup>121</sup>. En outre, la DARO, la DPI et la DPA se réunissent régulièrement en Commission nationale de validation des données des captures, dans le cadre du suivi des plans et accords de pêche. L'option de gestion retenue permet d'assurer la flexibilité opérationnelle nécessaire tout en créant des interfaces formelles et informelles entre ces différents plans.

Malgré les efforts de gestion, on constate souvent le manque d'efficacité des mesures techniques d'aménagement des pêcheries évoluant dans la ZEE mauritanienne (tailles de première capture, maillage, arrêt biologique, zonage, etc.). Pour faciliter l'application de ces mesures le pays tente d'impliquer les acteurs dans la préparation des plans d'aménagements, en définissant des actions de partenariat afin que les nouvelles mesures soient bien perçues et acceptées par tous les acteurs, qui partagent alors des objectifs clairs et hiérarchisés. Pour renforcer le système d'aménagement et assurer son application, le pays devra combler les déficits en matière d'encadrement, d'accompagnement et d'organisation des opérateurs, ainsi que de suivi, contrôle et surveillance des pêches. En matière d'échange de données, on signale que le MPEM a récemment mis en place le système d'information des pêches (SIP), un système d'information statistique des pêches géré par la DARO, et que la GCM dispose d'une base de données sur les infractions en matière de pêche.

## 4.5 Application des mesures de conservation et de gestion

### 4.5.1 Suivi, contrôle, surveillance (SCS)

La surveillance des pêches maritimes, du ressort de la garde côtes mauritanienne (GCM) depuis un an, a été initialement assurée par la direction de la commande des pêches et, après 1994, par la délégation à la surveillance des pêches et au contrôle en mer (DSPCM), responsable aussi de la prévention de la pollution maritime et du sauvetage et de la sécurité en mer. La DSPCM a fait preuve de leadership en matière de surveillance en mer auprès des pays de l'Afrique de l'Ouest : elle a intensifié la surveillance, l'a étendue à la pêche artisanale et côtière, a généralisé l'usage du SSN et a obtenu une diminution rapide des infractions graves depuis 2006. Cependant, le contexte de surveillance et du contrôle en mer a beaucoup évolué depuis quelques années : les autorités mauritaniennes sont de plus en plus préoccupées par l'immigration illégale, le trafic illicite en mer, la fraude ainsi que les activités potentielles reliées au terrorisme, et la pêche INN ; la présence de plateformes d'exploration gazière et pétrolière dans les eaux de la Mauritanie représente un risque dont la sécurité relève de l'État.

Pour consolider la présence en mer de l'État, le Conseil des ministres a fixé les attributions de la GCM par le Décret n° 147/2012 du 7 octobre 2012, portant création de la garde-côtes mauritanienne. La GCM est chargée du suivi, du contrôle, de la surveillance civile des activités de pêche, de la recherche et du sauvetage en mer dans les eaux sous juridiction de la Mauritanie. A ce titre, elle fait partie intégrante du dispositif national de sécurité et collabore avec la Gendarmerie maritime et les autres forces de l'ordre. La garde côte mauritanienne est en outre chargée, le cas échéant en collaboration avec les administrations compétentes, de : (i) la protection de l'environnement en milieu marin ; (ii) la lutte contre la migration illégale en mer ; (iii) la lutte contre les fraudes, trafics illicites et activités terroristes en mer ; (iv) la sécurité des ports et des installations off-shore ; (v) l'application des lois et règlements de l'État en mer, et des conventions internationales ; (vi) l'aide à la navigation ; et, en général, (vii) toute mission à elle confiée par les lois et règlements.

### 4.5.2 Le plan d'action national sur la pêche INN

Le PAN-INN de 2007 est un instrument important pour le développement de la réglementation des pêches. Ce plan contient des recommandations précises sur les mesures à prendre afin de renforcer la lutte contre la pêche INN en Mauritanie, en conformité avec les dispositions du PAI-INN FAO de 2001. Il recommande en

<sup>121</sup> Selon l'Article 12 du Code des pêches, le Conseil a pour rôle de : (i) donner un avis sur le choix des stratégies d'aménagement, de gestion et de développement des pêches ; (ii) donner un avis préalable sur les plans d'aménagement et de gestion des pêcheries ; (iii) donner périodiquement au ministre chargé des pêches et sur sa demande, des avis consultatifs sur les questions d'ordre général concernant l'exercice de la pêche et la commercialisation des produits de la pêche et sur les mesures réglementaires d'application du Code des pêches.

particulier que le pays ratifie l'accord des Nations unies sur les stocks chevauchants de 1995, l'accord de conformité de la FAO de 1993 et la Convention de la CICTA. La Mauritanie est membre de la CICTA depuis 2008, mais n'a toujours pas ratifié les deux autres accords. Le plan recommande également l'adoption de mesures de contrôle de la pêche par l'État du pavillon, à savoir : l'introduction d'une autorisation pour la pêche en haute mer par les navires mauritaniens et l'introduction d'une infraction concernant la pêche sans licence pratiquée par des navires battant pavillon mauritanien.

D'autres mesures prévues concernent le renforcement du système d'immatriculation et registre des navires mauritaniens et étrangers, en vue de récolter des informations sur l'histoire des navires. Le croisement de ces informations avec celles de la base de données sur les infractions permettra de connaître l'histoire INN des navires et de refuser l'octroi d'une licence ou l'entrée au port en cas de soupçon d'activités illicites. La mise en place d'un système automatisé d'information partagée est en cours au sein du MPEM. Ce système devrait garantir l'accès à toutes les autorités concernées aux informations sur le statut actuel de chaque navire de pêche opérant dans la ZEE mauritanienne.

#### 4.5.3 Réglementation en vigueur pour exporter des produits de pêche vers l'UE – règles d'hygiène et le mécanisme de certification de captures pour lutter contre la pêche INN

##### 4.5.3.1 *Règles d'hygiènes pour exporter vers l'Union européenne*

La Mauritanie est sur la liste des pays tiers autorisés à exporter les produits de la pêche vers l'UE (y compris les céphalopodes). Elle n'est pas, cependant, autorisée à exporter les produits à haut risque tels que les mollusques bivalves vivants, les échinodermes et les tuniciers (cf. Rapport d'évaluation UE, 2011) et bien qu'elle en ait fait récemment la demande. Les contrôles officiels applicables aux produits de la pêche destinés à l'exportation vers les marchés de l'Union européenne font l'objet d'une réglementation particulière, révisée en 2010<sup>122</sup>. La dernière mission des services d'inspection de l'Union européenne en 2011 a identifié des non-conformités<sup>123</sup>. La Mauritanie y a répondu au moyen d'un plan d'actions.

##### 4.5.3.2 *L'application du règlement européen visant à lutter contre la pêche INN*

En 2008 et 2009, l'UE a développé un plan d'action au travers du Règlement (CE) n° 1005/2008<sup>124</sup> visant à éradiquer la pêche INN, notamment par l'amélioration de la traçabilité tout au long de la chaîne de distribution des produits de la pêche sur le marché européen. Depuis son application en janvier 2010, l'UE exige ainsi qu'un certificat de capture soit associé à tout produit de pêche introduit sur le marché européen (i.e. incluant les produits de pêches provenant de pays tiers) (cf. Rapport régional). La Mauritanie exporte sans non-conformité majeure à ce règlement (Commission européenne).

## 4.6 **Le secteur des pêches en Mauritanie - développements possibles et contraintes à court et à moyen terme**

Cette section synthétise les perspectives de développements et contraintes du secteur halieutique tenant compte du contexte présenté dans ce chapitre et les précédents.

La situation actuelle est caractérisée en particulier par :

- D'importantes ressources halieutiques qui constituent une réserve de croissance ;
- Une dominante de ressources halieutiques en petits pélagiques ;
- Une exploitation dominée par des flottes étrangères ;
- Une part dominante des débarquements en dehors de la Mauritanie via ou pas des transbordements sur cargos ;

<sup>122</sup> Arrêté n° 2860 du 16 novembre 2006 amendé par Arrêté n° 2501 du 14 novembre 2010.

<sup>123</sup> [http://ec.europa.eu/food/fvo/rep\\_details\\_en.cfm?rep\\_id=2659](http://ec.europa.eu/food/fvo/rep_details_en.cfm?rep_id=2659).

<sup>124</sup> Communément nommé « Règlement INN ».

- un manque de flottes de pêche modernes et adaptées et d'infrastructures (quais de pêche et terrains disponibles et aménagés pour l'implantation d'usines de transformation) ;
- une pêcherie rentable de céphalopodes réservée depuis peu aux seuls mauritaniens ;
- une croissance due à la pêche artisanale ;
- l'apparition récente d'une nouvelle filière de farine de poisson qui par sa croissance non maîtrisée, porte les germes d'une dégradation de la ressource et d'une mauvaise valorisation économique et sociale ;
- un environnement des affaires insuffisamment attractif.

Au nord de la Mauritanie, le Maroc a les mêmes potentiels halieutiques en qualité et quantités et prend une avance considérable en termes d'organisation et de développement de flottes de pêche, d'infrastructures portuaires, d'industrie et d'attractivité des investisseurs.

Pour entreprendre son développement sur le terrain et commencer à rattraper son important retard, la Mauritanie vient de créer une vaste zone franche à Nouadhibou dont l'Autorité responsable est en train d'élaborer un schéma directeur opérationnel dont le volet pêche est tourné vers la création à court terme d'un pôle de compétitivité halieutique doté de nouvelles infrastructures portuaires et industrielles.

L'axe dominant est l'intégration du secteur dans l'économie nationale ce qui signifie augmenter progressivement les débarquements et les valorisations à terre des captures pour créer des emplois durables. Le Maroc a exactement le même objectif.

Les gisements de croissance ont plusieurs origines :

- Les ressources disponibles non pleinement exploitées,
- Les ressources exploitées mais mal valorisées,
- Les transferts de filières pour leur valorisation en Mauritanie.

D'une façon générale les ressources sont pleinement exploitées ou sur exploitées si ce n'est :

- la **sardine** constitue un stock partagé avec le Maroc qui a une longue histoire sur cette filière (capture, conserveries) et de grands projets avec la construction d'un nouveau port Atlantique sud à proximité de Dakhla couplé avec une zone industrielle dédiée au secteur de la pêche (pôle halieutique d'envergure nationale et internationale). Cette filière nécessitera de nouvelles flottes de pêche et l'implantation de conserveries.
- Le **merlu noir**, ainsi que les **crevettes profondes**, les **crevettes côtières** et les **thonidés côtiers** (cf. Chapitre 3) et.
- La **praire**. Un stock existe (potentiel : 300 000 t, estimation IMROP) mais n'est pas exploité en raison d'un taux de cadmium trop élevé. Sur la base des expériences déjà réalisées, un programme de recherche va être lancé pour rechercher une valorisation acceptable de cette ressource « dormante ».

Les ressources exploitées mais mal valorisées concernent

- les **anchois** actuellement transformés en farine à bord de navires usines (flou sur les données de captures) ; organiser des pêches ciblées et développer la filière du salé et semi conserves
- les **ethmaloses** et les **sardinelles plates**. la valorisation dominante actuelle est la farine de poisson. Une recherche d'une autre filière plus valorisante du point de vue économique et social ; par exemple les produits salés et séchés pour la sous-région.

La Mauritanie a en outre pour objectif le transfert de filière de pêcheries. Il devrait concerner les produits congelés à bord des navires congélateurs étrangers qui pêchent dans la ZEEM, débarquent directement leurs produits dans des ports étrangers ou qui les transbordent en rade de Nouadhibou sur des cargos sans toucher le territoire de la Mauritanie. En dehors de quelques manutentionnaires et de services, la valeur ajoutée n'est

que financière. Ces flux représentent plusieurs centaines de milliers de tonnes (petits pélagiques et captures accessoires). Ils sont un relais de croissance potentiellement créateur de richesses essentiel pour la Mauritanie. L'enjeu est donc de changer progressivement de filière en diminuant les flux de produits congelés à bord au profit de pêche fraîche avec débarquement et valorisation à terre en Mauritanie. Il s'agit avant tout des petits pélagiques (sardine, sardinelle ronde, maquereau, chinchard) dont les filières de développement nécessitent des flottes de pêche fraîche type RSW (système de conservation à bord par eau de mer réfrigérée), des conserveries et des unités de congélation.

Du point de vue des infrastructures, le schéma en cours de mise en place comporte :

- **À court terme (1 à 3 ans)**
  - Création d'un pôle de compétitivité pêche à Nouadhibou au sein de la zone franche,
  - La mise en service du nouveau port de commerce de Nouadhibou (extension du port actuel sur financement de l'UE) qui va améliorer le désenclavement du territoire et les services au port pour les acteurs de la pêche industrielle,
  - Mise en service d'un chantier de construction navale pour la pêche côtière à Nouadhibou, sur financement de l'appui sectoriel européen,
  - Extension du port artisanal et côtier de Nouadhibou (EPBR) sur financement de la coopération japonaise qui permettra d'améliorer la situation de la pêche artisanale qu'il faut stabiliser, et de développer la pêche côtière. Ce projet étant trop limité, il est question de le renforcer par la construction d'une digue comprenant des installations de débarquement supplémentaires,
  - Construction de points de débarquement aménagés dans le centre et le sud du pays, sur financement de l'appui sectoriel européen, de façon à obtenir une meilleure répartition le long du littoral des activités du secteur,
  - Construction du nouveau port de pêche artisanale et côtière de Tanit (dont le calendrier de réalisation n'est pas connu),
  - Préparation de l'implantation de nouvelles usines de valorisation à Nouadhibou.
- **À moyen terme (4 à 5 ans)**
  - Construction d'une zone industrielle dédiée à la pêche avec un quai de 260 m, un terre-plein de 2 ha et espace aménagé/viabilisé de 10 ha à Nouadhibou. Cette zone permettra l'implantation d'usines de valorisation de petits pélagiques dont certaines en bordure de quai.
- **À long terme (5 à 10 ans)**
  - Construction d'un port de commerce en eaux profondes pour désenclaver le territoire et gagner en compétitivité,
  - Implantation d'un chantier de construction et de réparation navale pour des bateaux de pêche industrielle.

## 5 Analyse de la mise en œuvre du protocole de l'accord de partenariat de pêche entre l'UE et la Mauritanie

---

### 5.1 Évolution de l'accord de partenariat dans le domaine de la pêche entre l'UE et la Mauritanie

Le premier accord de pêche entre l'UE (alors Communauté économique européenne) et la Mauritanie a été signé en 1987. Les accords bilatéraux (et leurs protocoles) se sont suivis depuis sans interruption à l'exception d'une partie de l'année 2012.

Le protocole précédent (2008 – 2012) incluait onze catégories de pêche. Celui en cours (2012 – 2014) est plus court (deux ans) et en contient neuf. Deux catégories de pêche du précédent protocole n'ont pas été renouvelées : les langoustiers (ancienne catégorie 6) et les chalutiers démersaux autre que le chalut ciblant le merlu noir (ancienne catégorie 4). Pour ces deux catégories, le taux d'utilisation des possibilités de pêche<sup>125</sup> était nul la majeure partie des années du protocole passé. En outre, certains métiers ont été renumérotés (exemple des catégories thonières ; cf. Annexe F pour la comparaison des catégories de pêche des deux protocoles).

En outre, dans les précédents protocoles, le total cumulé des jauges brutes (UMS ou GT en anglais, cf. Annexe 1) des navires par période de licences pour chaque catégorie était utilisé dans le suivi et la gestion des activités des navires. Le protocole en cours a quant à lui pour indicateur de suivi des catégories de pêche un « volume de captures autorisé ». Il s'agit d'une référence des quantités de captures maximales autorisées par catégories de pêche par année. Cette mesure de gestion permet de comparer par la suite les captures réelles par catégorie de pêche par rapport aux estimations des indicateurs de suivi de la durabilité (potentiel de captures, rendement maximal durable, effets sur la biomasse, etc.) des ressources halieutiques dans les eaux mauritaniennes en référence à la notion d'autorisation d'accès de l'État côtier aux flottes étrangères au reliquat de ces stocks (cf. Convention des Nations unies sur le droit de la mer, Article 62). Le détail des caractéristiques du protocole en cours est présenté en annexe.

#### 5.1.1 Continuité des activités des navires de pêche de l'UE entre le protocole en cours et le protocole précédent

Afin d'éviter l'interruption des activités de pêche de la flotte UE entre le précédent et l'actuel protocole (entre le 1<sup>er</sup> août 2012 et le 15 décembre 2012), les autorités mauritaniennes ont accepté des demandes de licences transmises sous couvert de la Commission pour les catégories 2, 3, 5 et 6 du protocole 2012 – 2014. Cette procédure s'applique en conformité avec l'Article 9 du Règlement (CE) n° 1006/2008 du conseil du 29 septembre 2008. Le règlement permet, lorsqu'un protocole d'un accord de pêche de l'UE avec un pays tiers a expiré et qu'un nouveau protocole a été paraphé par les deux parties, la continuité d'accès des navires de l'UE, pour une période maximale de 6 mois, aux ressources halieutiques présentes dans les eaux sous juridiction de ce pays tiers. Le protocole en cours a été paraphé le 16 juillet 2012 par les deux parties puis a été signé et est entré en **application provisoire à partir du 16 décembre 2012**.

#### 5.1.2 Évolution de la contrepartie financière (contribution de l'UE)

La contribution de l'UE est constituée :

- d'une compensation financière représentant les droits d'accès payés par l'UE en complément des droits d'accès payés par les armateurs et
- d'un appui à la politique mauritanienne du secteur halieutique.

Cette distinction claire entre les fonds versés par l'UE au titre de l'accès et au titre de l'appui sectoriel constitue une disposition conforme aux principes de la dimension externe de la politique commune de la

---

<sup>125</sup> Les possibilités de pêche représentent le nombre maximal possible de licences de pêche que peuvent accorder les autorités mauritaniennes en accord avec les termes du protocole.

pêche depuis l'instauration d'accords de partenariat dans le domaine de la pêche entre l'UE et des pays tiers en 2006.

Depuis la première année d'application de l'APP en cours (2006), le ratio de l'appui à la politique sectorielle sur la contrepartie financière de l'UE est passé de 13 à 29 % en 5 ans pour décroître à 4 % dans le protocole en cours (cf. Tableau ci-dessous)<sup>126</sup>. Cette réduction sur le dernier protocole s'explique par le souhait du gouvernement mauritanien de rendre prioritaire la compensation financière au titre de l'accès afin d'être libre d'utiliser les fonds versés au Trésor public dans les secteurs qu'elle juge nécessaire. Selon les termes du protocole, le gouvernement est dans ses droits puisque l'UE n'a pas de droit de regard sur l'utilisation de ces fonds ; à la différence des fonds de l'appui à la politique sectorielle.

La compensation financière de l'UE au titre de l'accès pour la première année du protocole a été versée à la Mauritanie selon les termes du protocole en date du 28 décembre 2012. S'agissant de l'appui sectoriel, son versement demeure conditionné à la pleine utilisation du reliquat de l'appui sectoriel du protocole 2008 – 2012, conformément à l'Article 6 du protocole actuel.

**Tableau 5.1 : ratio de l'appui sectoriel sur la compensation financière dans l'accord de pêche actuel (2006 à ce jour), en millions d'euros**

	Protocole 1 (2006 – 2008)			Protocole 2 (2008 – juillet 2012)			Protocole 3 (déc. 2012 – 2014 ; en cours)
	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012 (16 déc.) - 2013
Compensation financière	75	75	75	60	55	50	67
Appui sectoriel	11	11	11	16	18	20	3
Total	86	86	86	76	73	70	70
Ratio appui sectoriel/contrepartie financière totale (a)	13 %	13 %	13 %	21 %	25 %	29 %	4 %
Ratio compensation financière/contrepartie financière totale (b)	87 %	87 %	87 %	79 %	75 %	71 %	96 %
Différence (b) par rapport à l'année précédente	N.a.	0 %	-8 %	-4 %	-4 %	-4 %	+24 %

Source : adapté et actualisé d'Océanic Développement et al., 2011

À titre comparatif :

- la compensation financière du protocole de l'UE pour l'année 2013 n'est pas négligeable pour l'État mauritanien puisqu'elle représente 6,75 % de son budget global pour la même année (394,9 milliards d'ouguiyas équivalant à 993 millions d'euros ; Chapitre 1). Le budget du ministère en charge de la pêche pour 2013 est quant à lui estimé à 2,2 milliards d'ouguiyas (5,5 millions d'euros)<sup>127</sup> et
- La répartition de la contrepartie financière est spécifique à cet accord puisque, pour le protocole en cours, 96 % de la contrepartie est alloué à la compensation financière versée au titre de l'accès. Pour les protocoles d'accords de partenariat dans le domaine de la pêche (APP) conclus par l'UE avec

<sup>126</sup> L'analyse de l'évolution de la contrepartie financière en volume de captures autorisé n'est pas réalisable puisque l'indicateur de gestion sur les précédents protocoles était le volume total de jauge brute par catégorie de pêche.

<sup>127</sup> Loi des finances 2013.

d'autres pays tiers, à l'exception du Groenland<sup>128</sup>, le ratio de la compensation financière sur la contrepartie financière est plus équilibré. À titre d'exemple, pour le protocole d'APP « mixte » avec le Maroc prévu d'entrer en application provisoire en janvier 2014, suite à sa signature en novembre 2013, et pour le protocole d'accord « thonier », en cours, avec le Cap-Vert, les ratios se situent respectivement autour de 50 % (16/30 Mio EUR) et de 2/3, soit, pour ce dernier, le ratio général des protocoles d'accords « thoniers<sup>129</sup> » en cours (COFREPECHE et al., 2013b et CE, 2013).

## 5.2 Niveau d'utilisation du protocole par les navires de l'UE pour l'année 2013

L'analyse des taux d'utilisation est réalisée sur une période restreinte (entre 6 mois et 11 mois selon les catégories de pêche), qui ne peut donc pas être considérée comme pleinement représentative de l'utilisation finale qui sera faite de ce protocole par la flotte européenne. Cette période correspond aussi à l'application provisoire du protocole, avant son approbation par le Parlement européen (08/10/2013) et son adoption par le Conseil (15/11/2013). D'un point de vue institutionnel, cette période a été marquée par une grande incertitude quant à l'approbation par le Parlement européen de la décision de conclusion du protocole. De même, certaines flottes de l'UE, mécontentes des nouvelles conditions techniques prévues par ce protocole, ont décidé de ne pas fréquenter la zone de pêche mauritanienne en 2013 afin de marquer leur désapprobation (et probablement influencer sur le vote du Parlement européen). Depuis l'approbation par le Parlement européen de ce protocole, certaines de ces flottes sont désormais revenues dans la zone mauritanienne (flottes crevettières de la catégorie 1). Ces différents facteurs n'ont pas contribué à améliorer le niveau d'utilisation du protocole.

Une évolution des taux d'utilisation est alors présentée ci-dessous par des projections sur l'année 2014.

### 5.2.1 Utilisation des possibilités de pêche<sup>130</sup>

En raison d'une date d'application provisoire proche de la fin de l'année calendaire, la date de démarrage des licences pour la première année du protocole en cours est le 1<sup>er</sup> janvier 2013.

En 2013, le taux d'utilisation des possibilités de pêche du protocole dans son ensemble est faible à modéré hormis la catégorie des thoniers senneurs (plus de 80 %) (cf. Tableau ci-dessous et annexe F).

Il reste difficile d'estimer les taux d'utilisation pour l'année 2014. Toutefois, il est prévu qu'environ onze crevettiers espagnols demandent des licences en 2014<sup>131</sup> ce qui rendrait le taux d'utilisation encore faible (36 % en 2014) sur cette catégorie si le même nombre de licences qu'à la fin de l'année 2013 (13 dont 2 crevettiers portugais) était demandé tous les deux mois en 2014. Les thoniers senneurs de l'UE (14 espagnols et 8 français) devraient être intéressés à continuer de pêcher en 2014 suite à de (très) bonnes années de captures en 2012 et 2013 (selon les données provisoires). Les flottes de l'UE des chalutiers congélateurs petits pélagiques (Lituanie, Lettonie, Pologne, Pays-Bas), qui constituent environ 50 % d'utilisation des possibilités de pêche en 2013, envisagent de continuer à demander des licences et à venir pêcher; certains dans une volonté de conserver leurs « acquis » au sein d'un éventuel futur protocole<sup>132</sup>.

<sup>128</sup> Le protocole d'APP « mixte » avec le Groenland, d'une durée de trois ans, est en application provisoire depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013. Il devrait prochainement être ratifié par l'UE. La compensation financière représente 85 % de la contrepartie financière de l'UE (15,1 Mio EUR sur 17,8 Mio EUR par an) (Parlement européen, 9 décembre 2013, <http://www.europarl.europa.eu> et EUR-LEX).

<sup>129</sup> Protocoles d'accord de pêche autorisant l'accès à des espèces hautement migratoires listées en annexe I de la CNUDM (thonidés, requins en particulier) (annexe D de COFREPECHE et al., 2013c).

<sup>130</sup> Ratio du nombre de licences de pêche octroyées (au sens juridique de la législation européenne : « autorisation de pêche ») par les autorités mauritaniennes à des navires de l'UE selon le nombre maximal de possibilités de pêche par catégorie. Ce taux reflète uniquement l'intérêt des armateurs à pêcher dans les eaux mauritaniennes.

<sup>131</sup> Entretiens avec Europêche et les autorités espagnoles, octobre 2013.

<sup>132</sup> Entretiens croisés.

**Tableau 5.2 : taux d'utilisation des possibilités de pêche par catégorie en 2013 (hors catégorie 9)**

Catégorie – nom exacte de la catégorie	Taux (%)	Niveau
1 – « navires de pêche aux crustacés à l'exception de la langouste et du crabe » (navires ciblant les crevettes)	6 % sur l'année 2013 - 0 % les 10 premiers mois (36 % sur les deux derniers mois de 2013)	Faible
2 – « chalutiers (non congélateurs) et palangriers de fond de pêche au merlu noir »	18 %	Faible
3 – « navires de pêche des espèces démersales autres que le merlu noir avec des engins autres que le chalut »	47 % (estimation sur les quatre trimestres)	Modéré
4 – « crabes »	0 %	
5 – « thoniers senneurs »	88 %	Bon
6 – « thoniers canneurs et palangriers de surface » ; note : la pêche au chalut pour l'appât vivant est autorisée pour les canneurs	58 %	
7 – « chalutiers congélateurs de pêche pélagique »	47 %	
8 – « navires de pêche pélagique au frais »	3,13 %	

NB : pour plus de détails, voir annexe F. Source : élaboration propre selon les données de la Commission européenne (bon : supérieur à 80 %, modéré : 40 - 80 %, faible : inférieur à 40 %)

### 5.3 Niveau d'utilisation des volumes de captures

Le volume total autorisé de captures pour l'année 2013 est de 326 700 tonnes (toutes catégories confondues). Ce volume est réparti en très grande majorité (87 %) sur la catégorie 7 des chalutiers ciblant les petits pélagiques.

En termes d'utilisation des volumes de captures autorisés (autour de 160 000 t en 2013 selon les données provisoires connues de l'UE à ce jour), le niveau est globalement moyen (cf. Tableau ci-dessous) soit 44 %<sup>133</sup> sans tenir compte des captures au-dessus du seuil de référence pour les thoniers senneurs :

- Le niveau d'utilisation pour l'année 2013 devrait notamment être modéré pour les chalutiers ciblant les petits pélagiques (sardinelles, chinchards, etc.) (cat. 7) et pour les navires non congélateurs ciblant les (petits) pélagiques (cat. 8).
- Le niveau d'utilisation est (ou devrait être) bon pour 4 catégories sur 8 : les chalutiers non congélateurs et palangriers de fond ciblant le merlu (cat. 2), les navires ciblant les démersaux (hors merlu) sans chalut (cat. 3), les thoniers senneurs, canneurs et palangriers (catégories 5 et 6). Pour les thoniers senneurs, le volume de captures de référence<sup>134</sup> a été dépassé (autour de 17 000 t enregistrées, bien au-dessus du seuil des 5 000 t ; cette même catégorie a pêché autour de 21 600 t au deuxième semestre 2012<sup>135</sup>). Pour la catégorie 2 (« merlutiers »), avec un total de captures de 2 372 tonnes à la fin du mois d'août 2013, la catégorie est bien utilisée en termes de tonnage (non en termes de possibilités de pêche disponibles, cf. plus haut). Les captures ne sont pas linéaires dans l'année et il existe des risques de disparités saisonnières toutefois historiquement, avec une moyenne entre de 300 t et 270 t par mois sur les quatre derniers mois de 2012, 2011 et 2009 respectivement<sup>136</sup>,

<sup>133</sup> 144 786 tonnes/326 700 tonnes.

<sup>134</sup> Il s'agit pour les thoniers d'un volume de captures de référence (au lieu d'un volume de capture autorisé) car la gestion des thons s'effectue au niveau régional par la Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique.

<sup>135</sup> Données provisoires connues par la CE.

<sup>136</sup> Il n'y a pas eu de pêche dans les trois derniers mois en 2010 pour la même catégorie.



il existe un risque moyen de dépasser la limite des 4 000 t. Pour la catégorie 3, les captures se rapprochent des historiques des années précédentes (hors année 2012), le taux d'utilisation pourrait être très bon (au-dessus de 80 %) à la fin de l'année 2013.

- Pour les autres catégories (cat. 1 - chalutiers ciblant les crustacés, catégorie 4 - crabiers, le niveau d'utilisation restera faible sur l'année 2013 même en tenant compte de la présence de 13 crevettiers sur les deux derniers mois de l'année.

La catégorie 9 « céphalopodes » n'est pas comptabilisée dans l'analyse puisque, depuis la signature du protocole, aucune possibilité de pêche n'a été octroyée aux navires de l'UE (cf. Section 5.3.9 pour plus de détails).

L'analyse par catégorie est développée plus loin.

**Tableau 5.3 : taux d'utilisation des volumes de captures autorisés par catégorie en 2013**

Catégorie	Volume de captures autorisé*, en t (a)	Total de captures enregistré en 2013, en t (b) (total de captures enregistré en 2012)	Situation connue au	% d'utilisation en 2013 (b/a)	Remarque
1 – « navires de pêche aux crustacés à l'exception de la langouste et du crabe » (navires ciblant les crevettes)	5 000	0 (2 107 sur les 7 premiers mois)	31/10/2013	< 10 % (est.) sur l'année 2013	Le taux ne devrait pas être nul avec la présence confirmée de 13 crevettiers en novembre-décembre 2013. Pour mémoire : 350 t en décembre 2011
2 – « chalutiers (non congélateurs) et palangriers de fond de pêche au merlu noir »	4 000	2 372 (3 467 sur 12 mois)	31/08/2013	59 %	Risque moyen de dépassement en tenant compte de l'historique des captures des précédentes années
3 – « navires de pêche des espèces démersales autres que le merlu noir avec des engins autres que le chalut »	2 500	1 774 (1 183 sur 12 mois)	30/09/2013	71 %	Le niveau annuel devrait être très bon si les captures continuent à ce rythme et en accord avec les précédentes années
4 – « crabes »	200	0 (0)	31/12/2013	0 %	-
5 – « thoniers senneurs »	5 000*	16 898 (21 665 ; senneurs actifs d'août à décembre uniquement)	31/10/2013	338 %	Les captures de 2012 pourraient être exceptionnelles toutefois celles de 2013 s'en rapprochent
6 – « thoniers canneurs et palangriers de surface » ; note : la pêche au chalut pour l'appât vivant est autorisée pour les canneurs*	10 000*	6 073 (9 732,98 dont 6 282,31 au second semestre)	29/11/2013	61 %	Le niveau annuel devrait être bon si les captures continuent à ce rythme ; estimation provisoire en l'absence de

Catégorie	Volume de captures autorisé*, en t (a)	Total de captures enregistré en 2013, en t (b) (total de captures enregistré en 2012)	Situation connue au	% d'utilisation en 2013 (b/a)	Remarque
					données de captures pour le canneur français
7 – « chalutiers congélateurs de pêche pélagique »	285 000	129 402 (93 315 t capturées au premier trimestre 2013)	01/09/2013	45 %	-
8 – « navires de pêche pélagique au frais »	15 000	165 (0)	30/09/2013	1 %	-
9 – « céphalopodes »	-	- (7 298)	-	-	-
Toutes catégories	326 700	156 685	29 novembre 2013	44 %	Calcul du taux d'utilisation global : 144 787/326 700 en soustrayant les captures au-dessus du seuil de référence pour les senneurs

Source : élaboration propre à partir de données croisées de la Commission européenne, en vert niveau d'utilisation bon, en orange niveau modéré, en bleu au-dessus du niveau de référence (thoniers), en rouge faible utilisation ; pour un calcul plus détaillé voir annexe F ; » \* il s'agit dans le protocole d'un niveau de référence pour les thoniers (cat. 5 et 6)

### 5.3.1 Catégorie 1 - « navires de pêche aux crustacés à l'exception de la langouste et du crabe » (crevettiers) (licences de deux mois)

À ce jour (fin octobre 2013), l'utilisation des possibilités de pêche (maximum : 36 navires) a été nulle. Suite à la Commission mixte qui s'est tenue à Nouakchott les 17 et 18 septembre 2013 et aux changements apportés aux conditions techniques applicables à cette catégorie (zones de pêches, taux de captures accessoires : 8 % de céphalopodes, redevance), de nature à faciliter l'activité de cette flotte, 13 crevettiers (soit 36 % du nombre maximal de navires autorisés en même temps) ont effectué des demandes de licences de deux mois pour les mois de novembre et décembre 2013 avec une dérogation pour pêcher en novembre lors de l'arrêt biologique d'octobre-novembre.

En 2012, 2 107 tonnes avaient été pêchées sur les sept premiers mois qui incluaient deux mois d'arrêt biologique.

### 5.3.2 Catégorie 2 – « chalutiers (non congélateurs) et palangriers de fond de pêche au merlu noir » (merlutiers) (licences trimestrielles)

Du premier janvier 2013 au 31 août 2013, seuls deux chalutiers (espagnols), sur un maximum de onze navires espagnols pouvant pêcher en même temps, ont demandé des licences de pêche soit un taux d'utilisation des possibilités de pêche de 18 %.

Les deux merlutiers ont à eux deux déjà utilisé 60 % du volume de captures utilisés (tonnage de référence : 4 000 t). Le risque de dépassement du tonnage de référence est moyen si l'on se réfère aux moyennes de captures par mois des précédentes années de l'accord de pêche.

### 5.3.3 Catégorie 3 - « navires de pêche des espèces démersales autres que le merlu noir avec des engins autres que le chalut » (licences trimestrielles)

Du premier janvier 2013 au 30 septembre 2013, 4 navires (5 au premier trimestre) ont utilisé les 9 possibilités de pêche toutes attribuées à l'Espagne soit un taux d'utilisation d'un peu moins de 50 %.

Le niveau de captures est prometteur puisque pour les trois semestres de l'année 2013, environ 70 % du volume de captures autorisé (1 774 t sur 2 500 t) a déjà été utilisé.

### 5.3.4 Catégorie 4 – « crabes » (licences trimestrielles)

Cette catégorie n'a pas été utilisée, soit un taux d'utilisation nul au trente septembre 2013. Il n'y a pas eu de captures non plus sous cette catégorie en 2012. Il n'y a pas eu non plus de demande de licences pour les derniers mois de l'année 2013.

### 5.3.5 Catégorie 5 – « thoniers senneurs » (licences annuelles)

Suite au transfert, le 20 février 2013, de 3 possibilités de pêche de la catégorie 6 à 5, le nombre de possibilités de pêche a augmenté de 22 à 25 pour cette catégorie. Le taux d'utilisation est très important (88 %). L'attractivité de la zone de pêche (cf. Chapitre 2) pour les senneurs de l'UE depuis l'année précédente se confirme avec environ 21 000 tonnes de thons capturées par les senneurs espagnols d'août à décembre 2012. Au 31 octobre 2013, les senneurs actifs ont déjà capturé 17 000 tonnes (données provisoires). Le tonnage de référence<sup>137</sup> a été dépassé (+ 237 %).

### 5.3.6 Catégorie 6 - « thoniers canneurs et palangriers de surface » (licences annuelles)

Le nombre de possibilités de pêche est de 19 suite au transfert de 3 possibilités de pêche vers la catégorie 5 (cf. ci-dessus). Le taux d'utilisation des possibilités de pêche est convenable : aux deux tiers (58 %) soit 8 canneurs (7 espagnols et 1 français) résidant à Dakar et 3 palangriers espagnols.

À la fin novembre 2013, l'ensemble des canneurs de l'UE (7 espagnols basés à Dakar et un français- qui est cependant peu actif) et trois palangrier espagnols (450 t) ont pêché, avec un niveau d'utilisation de 60 % (autour de 6 000 t sur 10 000) du volume de captures autorisé en Mauritanie.

### 5.3.7 Catégorie 7 – « chalutiers congélateurs de pêche pélagique »

19 possibilités de pêche sont disponibles pour cette catégorie. Seuls les Pays-Bas, la Pologne, la Lituanie et la Lettonie les ont utilisées partiellement; soit un taux d'utilisation des possibilités de pêche d'un peu moins de 50 % en moyenne sur l'année 2013.

93 315 tonnes avaient été capturées sous cette catégorie en 2012, 341 987 tonnes en 2011 et 326 765 en 2010. Sur les dix premiers mois de l'année 2013, 129 403 tonnes de captures ont été enregistrées soit 45 % du volume de captures autorisé (285 000 t).

### 5.3.8 Catégorie 8 : « navires de pêche pélagique au frais »

L'utilisation des possibilités de pêche octroyées à l'Irlande a été nulle les deux premiers trimestres. Suite au transfert de possibilités de pêche par l'Irlande au profit du Portugal, des licences de pêche ont été délivrées à deux navires portugais pour les troisième et quatrième trimestres. La moyenne d'utilisation des possibilités de pêche pour cette catégorie est de 4 % sur les trois premiers trimestres de l'année 2013.

Les deux navires portugais ont utilisé 1 % des captures autorisées (165 t sur les 15 000 t).

### 5.3.9 Catégorie 9 – « céphalopodes »

Suivant les recommandations du Comité scientifique conjoint, le poulpe (céphalopodes) est dans un statut de surexploitation (cf. Chapitres 2 et 3). Dès lors aucune possibilité de pêche pour les navires de l'UE n'a été allouée pour cette catégorie dans le cadre du protocole actuel (ni pendant la période transitoire entre août et

---

<sup>137</sup> Le niveau de captures par catégorie autorisé pour chaque.

décembre 2012). Des captures accessoires de céphalopodes sont toutefois possibles dans la catégorie 1 (crevettiers) avec un taux maximal admis à 8 % des captures totales.

En l'absence de possibilités de pêche et dans l'objectif de mise en œuvre de mesures de gestion spatio-temporelles dans le cadre des pêcheries au poulpe dans les eaux mauritaniennes, une campagne de pêche expérimentale est prévue avec des navires mauritaniens (PV de Commission mixte, sept. 2013).

## **5.4 Respect des obligations spécifiées dans l'APP et le protocole**

### **5.4.1 Date d'application provisoire du protocole et versement de la compensation financière**

La date d'application provisoire du protocole est le 16 décembre 2012<sup>138</sup>, c'est-à-dire à partir de la signature du protocole par l'UE en accord avec l'Article 9 du protocole. Cette date est sujette à interprétation par les autorités mauritaniennes, qui revendiquent une application provisoire à compter du 1<sup>er</sup> août 2012<sup>139</sup> considérant qu'ils ont accepté l'accès exceptionnel des navires de l'UE au second semestre de l'année 2012 au titre de l'Article 9 du Règlement (CE) n° 1006/2008 et dans l'attente de l'application provisoire telle que prévue par le Protocole (cf. ci-dessus en section 5.1). La date d'application provisoire du protocole est un élément clé concernant le déclenchement des fonds de la compensation financière du protocole. Le paiement pour la première année a été versé le 28 décembre soit très rapidement après la signature.

### **5.4.2 Les commissions mixtes et le comité scientifique**

La commission mixte s'est réunie deux fois depuis l'application provisoire du protocole (le 19 et 20 février 2013 à Paris et le 17 et 18 septembre 2013 à Nouakchott). Une réunion technique a également eu lieu le 24 mai 2013 entre la Commission européenne (représentée par la DG MARE) et une délégation mauritanienne. En complément du suivi général du protocole, ces trois sessions avaient pour principal objectif d'améliorer les mesures techniques du protocole en vue d'optimiser l'utilisation du protocole par les navires de l'UE (cf. Section 5.3 plus haut et en annexe F). Ces changements ont porté notamment sur les taux admis de captures accessoires (en incluant un taux plus favorable de céphalopodes pour la catégorie 1), les zones de pêche (catégories 1 à 4 et 7) et la réduction de la redevance (pour la catégorie 1). Même si leurs effets restent à évaluer, ces adaptations techniques sont susceptibles d'améliorer le niveau global d'utilisation du protocole. Ils ont été notamment essentiels pour le retour des navires crevettiers de l'UE dans les eaux mauritaniennes à la fin de l'année 2013. Ils ont certainement eu en plus un effet positif sur le vote favorable du Parlement européen en octobre 2013 qui a permis l'adoption du protocole le 15 novembre 2013.

Le Comité scientifique conjoint « RIM-UE » (CSC) s'est quant à lui réuni en le 2-5 avril 2013 en France. Il s'agissait de la sixième réunion du CSC au sein de l'accord de pêche en cours. Le Comité a notamment confirmé le diagnostic de surexploitation du poulpe justifiant la décision de la Commission mixte de ne pas inclure de possibilités de pêche pour la catégorie 9 « céphalopodes » dans le protocole en cours. Il a souligné également le besoin de suivre les captures accessoires et les rejets des flottes de l'UE au moyen du programme d'observation scientifique.

### **5.4.3 Mesures techniques**

#### **5.4.3.1 *Licences***

Les licences sont délivrées trimestriellement pour toutes les catégories sauf pour les crevettiers (tous les deux mois), les thoniers (annuels).

Pour toute licence non-thonière, l'Union européenne soumet trimestriellement (ou bimestriellement pour la catégorie 1) au ministère mauritanien en charge de la pêche les listes des navires, par catégorie de pêche, qui demandent à exercer leurs activités selon les mesures fixées dans le protocole. Ces listes doivent inclure entre autres le nombre de marins mauritaniens (protocole Annexe I Chapitre II point 3). L'UE – la Commission

<sup>138</sup> JO de l'UE L 361/10 du 31 décembre 2010.

<sup>139</sup> Procès-verbal (PV) de Commission mixte, 17-18 septembre 2013.

européenne et la Délégation de l'UE - n'a pas directement accès, à l'heure actuelle, aux informations relatives au nombre de marins mauritaniens effectivement embarqués. Des données portant sur le nombre de marins mauritaniens à bord des navires de l'UE sont cependant disponibles auprès des autorités mauritaniennes (la direction de la pêche industrielle, DPI) (cf. Section 5.4.4.1 ci-dessous).

#### 5.4.3.2 Zones de pêche

Certaines zones de pêche des navires de l'UE n'étaient pas adaptées à la pêche des stocks ciblés. À la suite de consultations entre chaque partie lors des commissions mixtes (cf. plus haut dans la section 5.5) et en tenant compte des recommandations du Comité scientifique conjoint indépendant (Article 3 du protocole), les limites de zones ont été étendues (pour les catégories de pêche de navires ciblant les pélagiques, les démersaux, le merlu par exemple), voire totalement modifiées (pour la catégorie 1 – navires de pêche ciblant la crevette) (pour plus de détails, cf. Annexe F). L'objectif était d'améliorer les conditions d'exercice de la pêche pour la flotte UE (permettre par exemple l'accès aux canyons dans le cadre de la catégorie n° 7) sans toutefois remettre en question les principes fondamentaux de durabilité souhaités par les deux Parties pour ce protocole (réduction des impacts sur les fonds marins, amélioration de la protection des stocks faisant l'objet de préoccupations, limitation des interactions avec la flotte artisanale locale).

En outre, les coordonnées géographiques des limites de la zone économique exclusive mauritanienne entre le Sahara occidental et la Mauritanie n'ont pas fait l'objet d'un accord bilatéral. Il existe donc un flou et des risques de doublon dans la transmission par les armateurs de données de captures (données liées au paiement des redevances) dans les zones de pêches du protocole d'APP en Mauritanie et du protocole d'APP au Maroc prévu d'entrer en application en janvier 2014 (cf. Rapport régional).

Enfin, les zones de pêche prévues dans certaines catégories de pêche ne tiennent pas compte des coordonnées exactes des limites maritimes conjointes entre le Cap-Vert et la Mauritanie lorsqu'elles y font référence. La zone de pêche des thoniers en est un exemple (cf. Annexe G).

#### 5.4.3.3 Déclaration de captures – journaux de pêche et transmission de données de captures entre institutions

Le journal de pêche doit être transmis par le capitaine à la Garde Côte (services de surveillance des pêches en Mauritanie) à la fin de chaque marée conformément aux termes du protocole. De même, quinze jours après la fin de chaque marée, les journaux de pêche doivent être transmis par l'armateur à la Commission sous couvert de la délégation de l'UE ; or ces journaux ne sont plus transmis à la Délégation dans le cadre de l'APP depuis 2012<sup>140</sup>.

Selon le protocole (annexe I Chapitre IV point 7), l'Union européenne doit notifier à la Mauritanie, sous forme électronique (ventilées par mois, par type de pêche, par navire et par espèce), les quantités cumulées capturées par ses navires pour toutes les catégories avant la fin de chaque trimestre en cours pour le trimestre précédent. Ces données sont transmises mais ne sont pas disponibles par navire et par espèce (vérification à la Délégation de l'UE et à la Commission)<sup>141</sup>. Elles sont toutefois accessibles auprès des autorités mauritaniennes qui reçoivent les journaux de pêche (données non traitées) : le calcul par les autorités mauritaniennes des redevances à payer par les navires est donc possible.

<sup>140</sup> Vérification auprès de la DUE lors de la mission à Nouakchott.

<sup>141</sup> Les données cumulées ne sont pas non plus disponibles pour les catégories 5 et 6 (thoniers). Or, dans le protocole en cours, la transmission de données de captures provisoires par trimestre pour les thoniers est distincte des données de captures validées six mois après l'année calendaire de la saison des pêches des thoniers pour le calcul des redevances (Chapitre XI, paragraphe 6 de l'annexe I).

Pour communiquer avec les autorités compétentes de leur État de pavillon (État membre de l'UE), les navires de pêche de l'UE de plus de 24 m de longueur hors tout doivent utiliser un journal de pêche électronique (obligatoire depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010 ; Règlement (CE) n° 1224/2009). L'UE et la Mauritanie encouragent l'utilisation de journaux de pêche électroniques pour transmettre les données de captures. La Mauritanie envisage de rendre ce mécanisme de suivi obligatoire pour toutes les flottes industrielles (tous pavillons confondus) qui seront tenues de s'y conformer.

Enfin, les échanges de données de captures entre les services en charge du suivi des pêches et de la collecte de ces données (Garde Côte), du suivi de la pêche industrielle (DPI – direction de la pêche industrielle) et des statistiques des pêches (DARO - (direction de l'aménagement des ressources et de l'océanographie) devraient être plus fréquents, mêmes lorsqu'elles sont provisoires (cf. le mécanisme de validation des données de captures en Chapitre 4). Les données de captures récentes et détaillées encore provisoires pour l'année 2012 et 2013, par exemple, n'ont pu être obtenues qu'au travers des services de la DARO.

#### 5.4.3.4 *Captures accessoires et rejets en mer*

Les taux de captures accessoires de certaines catégories de pêche ont été revus ; par exemple le taux de captures accessoires pour la catégorie de pêche 1 de crevettes permettant dorénavant la capture associée de céphalopodes (cf. Annexe F).

Les taux de captures accessoires de la catégorie 7 « petits pélagiques » serait faible et conforme au protocole. Cependant, compte tenu de la pratique du chalutage pélagique ayant pour effet général un taux élevé de captures accessoires et de la diversité des espèces rencontrées (plus de 100 espèces), le Comité scientifique conjoint a émis l'hypothèse de possibles sous-déclarations<sup>142</sup>.

Pour la catégorie 1 « crevettes », les taux de captures accessoires sont importants et les services de suivi et de contrôle des pêches suggèrent<sup>143</sup> qu'une partie des captures accessoires est rejetée en mer pour être en conformité avec le taux maximum de céphalopodes admis. L'IMROP et l'Institut espagnol, l'IEO, a testé en 2011 dans les eaux mauritaniennes une grille couplée au chalut de crevetters afin de réduire les captures accessoires mais les résultats n'ont pas été prometteurs, justifiant le maintien de la chaîne racleuse, tant qu'aucun autre dispositif n'aura permis d'améliorer la sélectivité par rapport à la situation actuelle (rapports du Comité scientifique conjoint, notamment celui de 2011).

#### 5.4.3.5 *Limite minimale en poids des thons capturés par les thoniers de l'UE*

Dans le protocole, un poids minimum de capture existe pour l'albacore et le thon obèse (moins de 3,2 kg). Or ces mesures de poids minimal recommandées respectivement en 1972 et 1980 par la CICTA (l'organisation régionale de gestion des pêches de thons et espèces associées en Atlantique) ne sont plus en vigueur depuis 2006 et 2005 respectivement<sup>144</sup> en raison de leur difficulté d'application.

#### 5.4.3.6 *Contrôle et surveillance*

Le système de suivi des navires par satellite (VMS/SSN<sup>145</sup>) permet de suivre à distance les navires de l'UE (noté VMS<sup>146</sup> dans le protocole). Les centres de suivi/surveillance des pêches à terre (cf. Chapitre 4) identifient les activités des navires (position, vitesse et cap notamment). Le centre de suivi en Mauritanie est opérationnel.

<sup>142</sup> PV de la 6<sup>e</sup> réunion du Comité scientifique conjoint, mars 2013.

<sup>143</sup> Le rejet en mer, même s'il n'est pas forcément souhaitable, n'est pas interdit à l'heure actuelle.

<sup>144</sup> Référence de texte de la CICTA : 05-01 YFT « Recommandation de l'ICCAT sur la limite de taille de l'albacore » et 04-01 BET « Recommandation de l'ICCAT sur un programme de conservation et de gestion pluriannuel pour le thon obèse ».

<sup>145</sup> Abréviation de l'auteur.

<sup>146</sup> *Vessel Monitoring System* ou système de suivi des navires, noter que le terme « satellite » n'apparaît pas.

Selon le protocole en cours, les messages de position émis par satellite par les navires de l'UE doivent inclure le cap et la vitesse du navire et doivent être transmis à la fois au centre de surveillance de l'État pavillon (État membre de l'UE) et au centre de surveillance en Mauritanie. Il s'agit d'un système dit triangulaire (double transmission) mis en œuvre à titre expérimental à la demande de la Mauritanie et dont l'efficacité et l'intérêt devront être évalués sur la base d'un rapport de mise en œuvre établi par la Mauritanie : à l'heure actuelle, ce rapport n'est pas encore disponible.

Une partie des navires de l'UE utiliserait une marque de balises de suivi de navires par satellite (VMS/SSN) transmettant des données incomplètes (sans cap ni vitesse). Ainsi un navire de l'UE utilisant ce type de balise est détecté dans une zone mais il n'est pas possible d'estimer à distance s'il pêche ou non (les données de cap et de vitesse d'un navire le permettant) : cela pourrait être dû à des difficultés techniques créées par une incompatibilité des différents logiciels utilisés par les navires UE et la Mauritanie<sup>147</sup>. De même, des difficultés de réception au niveau du Centre de Surveillance des Pêches de la Mauritanie sont parfois constatées.

#### 5.4.3.7 *Observateurs scientifiques*

Pour chaque catégorie de pêche, l'UE et la Mauritanie désignent au moins deux navires par an qui doivent embarquer à leur bord un observateur scientifique mauritanien. Le terme « scientifique » est ambigu puisque l'observateur scientifique veille au respect des dispositions du présent protocole par les navires de l'Union européenne opérant dans la zone de pêche de la Mauritanie (cf. protocole). Pour les thoniers senneurs, l'embarquement d'un observateur scientifique s'effectue à la demande du ministère. La durée de l'embarquement d'un observateur scientifique à bord d'un navire est d'une marée.

Cette exigence serait difficilement applicable pour une partie des navires ne débarquant pas en Mauritanie (cas des chalutiers congélateurs de petits pélagiques – catégorie 7). Par ailleurs, l'IMROP, en charge des programmes d'observations scientifiques, prépare le déploiement d'observateurs sur les chalutiers de catégorie 7 pour la fin du mois de novembre 2013<sup>148</sup>.

#### 5.4.4 Mesures économiques et sociales

En complément des mesures techniques, le protocole contient un ensemble de clauses ayant pour objectif d'améliorer les retombées économiques et sociales du protocole en Mauritanie. L'application et, le cas échéant, les effets de ces clauses en 2013 sont présentés ci-dessous.

##### 5.4.4.1 *Emploi de marins mauritaniens à bord des navires de pêche*

Pendant la durée effective de la présence des navires de pêche de l'UE dans les zones de pêche mauritaniennes, l'embarquement de 60 % de marins mauritaniens sur chaque navire de pêche de l'UE est obligatoire pour chaque marée. Les thoniers senneurs et canneurs sont soumis à des dispositions spécifiques<sup>149</sup>. Les marins mauritaniens sont choisis librement par les armateurs sur la base d'une liste établie par le MPEM (les officiers n'étant pas inclus dans ce décompte. Les contrats d'emploi des marins mauritaniens sont établis entre le(s) représentant(s) des armateurs<sup>150</sup> et les marins et/ou leurs syndicats ou leurs représentants en liaison avec l'autorité compétente de Mauritanie. Les salaires sont à la charge des armateurs. En cas de non-embarquement de marins mauritaniens, les armateurs des navires de l'UE sont tenus de verser une somme forfaitaire de 20 euros par jour de pêche dans la zone de pêche mauritanienne par marin, dans un délai maximum de 3 mois.

---

<sup>147</sup> Toutes les positions n'ont pas les mêmes précisions et certaines données de transmission de certaines marques utilisées n'ont pas de cap ni vitesse. Le logiciel de réception trace alors une ligne de point à point - une ligne droite à l'écran d'un centre de suivi de pêche - alors que le navire pourrait ne pas suivre un tracé droit.

<sup>148</sup> IMROP, comm. pers., novembre 2013.

<sup>149</sup> Obligatoirement un (1) marin mauritanien par thonier senneur et trois (3) marins mauritaniens par thonier canneur (noter l'absence d'exception pour les palangriers de surface).

<sup>150</sup> Le terme « consignataire » n'est pas inscrit dans le protocole.

Selon les données de la DPI, le taux d'emploi de marins pour toutes les catégories serait correct et conforme aux termes du protocole. Le nombre total de marins à bord y semble toutefois élevé (supérieur à l'exigence de 60 % de marins mauritaniens) pour les chalutiers ciblant les petits pélagiques (catégorie 7). Un phénomène de roulement est donc supposé pour cette catégorie.

Par contre, les informations provenant des armements de l'UE indiquent que la plupart des marins mauritaniens fournissent rarement l'ensemble des documents requis ou, lorsque c'est le cas, ces documents ne sont pas conformes aux dispositions des conventions internationales applicables, en particulier la convention STCW-F<sup>151</sup> (ratifiée par la Mauritanie). Dans ces conditions, il n'est pas possible pour les armements ou leurs États de pavillon de vérifier que les niveaux de formation, d'expérience et d'aptitude à la mer des marins mauritaniens. Et, pour le moment, il n'existe pas, suffisamment de marins mauritaniens qualifiés permettant d'assurer une organisation du travail à bord dans des conditions de sécurité satisfaisantes tout en respectant la clause des 60 % de marins mauritaniens embarqués.

À l'occasion de la Commission mixte de septembre 2013, il a donc été convenu que :

- pour la catégorie 7, la mise en œuvre d'un mécanisme de roulement (rotation) de marins mauritaniens pour les fonctions de production ;
- les marins susceptibles d'être embarqués devront mettre en conformité leur documentation au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2014. Après cette date, la clause d'embarquement de 60 % de marins mauritaniens ne sera applicable qu'à la condition de la fourniture par ces marins de toute la documentation requise ;
- Lorsque la Mauritanie aura formé suffisamment de marins, les armements de l'UE s'efforceront d'embarquer des marins mauritaniens qualifiés pour des fonctions à la passerelle, au pont ou en machine<sup>152</sup>.

Par ailleurs, il est important de clarifier le terme « marin » dans le calcul des 60 % de marins mauritaniens à bord) qui influence les charges d'équipage et les compétences globales du personnel à bord notamment pour les navires de pêche de l'UE de petite taille (catégories 2 et 3)<sup>153</sup> (cf. la faiblesse de formation des mauritaniens plus haut). L'implication de l'autorité compétente de Mauritanie dans la négociation de contrats entre les marins mauritaniens et les armateurs va également à l'encontre du principe de liberté de contrat<sup>154</sup>.

#### 5.4.4.2 Obligation de débarquement

Le protocole prévoit une obligation de débarquement pour les flottes démersales<sup>155</sup> (avec une dérogation spécifique pour les crevettiers en période de grande chaleur soit aux mois d'août - septembre), pour la flotte pélagique au frais (dans la limite de la capacité d'accueil des unités de transformation et de la demande avérée du marché) et une obligation de transbordement pour les navires pélagiques congélateurs.

<sup>151</sup> *Standards of Training, Certification and Watchkeeping for Fishing Vessel Personnel* - normes de formation du personnel des navires de pêche, de délivrance des brevets et de quart.

<sup>152</sup> PV de commission mixte, 17-18 septembre 2013.

<sup>153</sup> Pour exemple, pour un navire de ces catégories avec 10 personnes à bord dont 2 officiers, le calcul de 60 % de marins mauritaniens au minimum s'effectue sur 8 personnes soit 5 marins mauritaniens à embarquer ( $60\% \times 8 = 4,8$ ). Si il n'est pas tenu compte du cuisinier, le nombre de marins mauritaniens à embarquer au minimum tombe à 4 personnes ( $60\% \times 7 = 4,2$ ) (entretien avec les armateurs sous couvert des autorités espagnoles, octobre 2013).

<sup>154</sup> [Au sein du dialogue social sectoriel européen – pêche maritime](#), l'association des organisations nationales d'entreprises de pêche de l'UE, Europeche ([www.europeche.org](http://www.europeche.org)), avait proposé en octobre à la Commission européenne, des amendements au protocole paraphé en août 2012 en son chapitre IX portant sur l'emploi de marins mauritaniens. Leur souhait de préciser le terme « marin » y est entre autres inclus.

<sup>155</sup> Catégories 1, 2 et 3.



Les chalutiers congélateurs ciblant les petits pélagiques (90 % des captures de la flotte de l'UE) transbordent la majorité de leurs prises conformément aux termes du protocole<sup>156</sup> pour les exporter directement hors de la Mauritanie. La forte baisse de trafic du port de la Palmas en terme de navires de pêche (notamment de grands navires de pêche) et de captures (autoritaire portuaire de Las Palmas) confirme cette tendance.

5.4.4.3 Une grande partie des captures des navires de l'UE ayant pour obligation de débarquer en Mauritanie est posée à quai puis rembarquée<sup>157</sup>. En l'absence d'une filière de transformation à ce jour considérée attractive par ces armateurs, la clause de débarquement ayant pour objectif d'améliorer les retombées économiques pour la Mauritanie en incitant indirectement le stockage et la transformation à terre<sup>158</sup> pose question. La zone franche à Nouadhibou (cf. Chapitre 1) pourrait changer ce constat dans le futur.

Des incitations au débarquement sont inscrites dans le protocole<sup>159</sup>. L'année 2013 n'est pas assez représentative (cf. plus haut dans le même chapitre) pour conclure sur l'effet positif ou non de ces incitations, les crevettiers étant absents sur les dix premiers mois.

#### 5.4.4.4 *Redevance en nature sur les transbordements des chalutiers ciblant les petits pélagiques*

La redevance en nature exige des chalutiers ciblant les petits pélagiques de faire don de 2 % de leurs captures pélagiques transbordées. Cette disposition est bénéfique du point de vue de la sécurité alimentaire mais a probablement des effets sur le prix des poissons sur le marché en Mauritanie. Actuellement, la collecte en mer de ces poissons en vue de leur distribution auprès des populations locales s'effectue par le biais de petites barques, dans des conditions de sécurité insuffisantes, surtout pour les équipages mauritaniens. Compte tenu de la taille de ces embarcations et des conditions de transfert des palettes sur celles-ci, le débarquement des captures rallonge considérablement la durée des opérations des navires européens en rade. Cette collecte nécessiterait donc l'utilisation d'embarcations de collecte robustes pour améliorer la sécurité des marins à bord<sup>160</sup> et transparence sur le mécanisme de distribution. Le gouvernement mauritanien en a pris conscience en acceptant, à la demande de la partie européenne, que le capitaine du navire pélagique, en concertation avec son consignataire, ait le choix de l'embarcation mauritanienne la mieux adaptée à la réalisation de ces opérations et en élaborant en septembre 2013 un projet de loi pour la création d'une société de distribution de poissons collectés auprès de la flotte d'UE au travers de ce mécanisme. Le fonctionnement de cette société n'est pas connu.

## 5.5 Appui sectoriel

La Mauritanie a bénéficié d'un appui sectoriel de 65 millions d'euros sur le protocole 2008 – 2012. D'après les derniers documents transmis par la Mauritanie (10/03/2013), le reliquat s'élèverait désormais à 14,9 millions d'euros. Ceci représente un taux d'absorption de l'appui 2008 – 2012 au 10/03/2013 qui s'élève à 83 %. Les principaux bénéficiaires de l'appui sont : la pêche artisanale (35 %), la surveillance (34,4 %), la recherche (11 %). Les fonds de l'appui au parc national du Banc d'Arguin (6 % soit 4 millions d'euros) ont été intégralement versés et consommés.

La Mauritanie s'est engagée, à partir de 2011, à concentrer les fonds sur des projets d'infrastructures qui sont achevés (patrouilleur), en cours (chantier naval de pêche côtière) ou encore à l'étude (débarcadère de pêche artisanale). Parallèlement, les postes clés de la politique sectorielle ont été dans une moindre mesure financés

<sup>156</sup> À la bouée 10 de la rade du port autonome de Nouadhibou sauf pour la dernière marée.

<sup>157</sup> Entretien avec les armateurs sous-couvert des autorités espagnoles.

<sup>158</sup> Sans que ces activités post-débarquement soient obligatoires dans le protocole.

<sup>159</sup> « Le navire de l'Union européenne qui débarque dans un port de la Mauritanie est exempté de tout impôt ou taxe d'effet équivalent autre que les taxes et frais portuaires qui, dans les mêmes conditions, sont appliqués aux navires mauritaniens. » (Protocole en cours).

<sup>160</sup> Procès-verbal de Commission mixte du 18-19 septembre 2013.

(surveillance, recherche, inspection sanitaire, formation) sur la fin de la période d'application du précédent protocole.

Le protocole en vigueur est provisionné d'une enveloppe budgétaire de trois millions d'euros par an pour le soutien du secteur des pêches. Le déclenchement du premier paiement de cette enveloppe est conditionné par l'utilisation des reliquats de l'appui sectoriel du précédent protocole 2008 – 2012. L'utilisation des reliquats du précédent protocole n'a été fournie qu'oralement à la dernière commission mixte de septembre 2013. L'adoption par la Mauritanie d'une stratégie nationale de développement du secteur de la pêche est également nécessaire pour l'UE pour débloquer les fonds de l'appui sectoriel de 2012 – 2014. Conformément au PV de la dernière Commission mixte, les autorités mauritaniennes sont tenues de transmettre des éléments actualisés sur la situation des actions financées par les reliquats du précédent protocole à l'UE, et sur l'adoption d'une stratégie nationale à la fin du mois d'octobre 2013. Entrée en période électorale, après la période des équilibres budgétaires, la Mauritanie n'est toujours pas en mesure de fournir les informations requises par l'UE.

Il existe en outre un manque de visibilité sur les équipements et travaux financés par l'appui sectoriel du précédent protocole (les utilisateurs ou propriétaires de ces équipements étant par exemple non informés de l'origine des fonds, absence de logo sur les équipements financés)<sup>161</sup>.

Pour plus d'information, se référer à la « liste non-exhaustive de projets réalisés ou en cours sur fonds de l'appui sectoriel entre 2008 et 2012 »<sup>162</sup>.

---

<sup>161</sup> Délégation de l'UE, comm. pers., octobre 2013.

<sup>162</sup> [http://www.cape-cffa.org/IMG/pdf/121027\\_Liste\\_realisations\\_AS\\_MRT.pdf](http://www.cape-cffa.org/IMG/pdf/121027_Liste_realisations_AS_MRT.pdf) (document d'octobre 2012 de l'Union européenne en partenariat avec la Mauritanie).

## 6 Effets économique de l'APP

---

### 6.1 Introduction

Les effets économiques de l'APP sont de plusieurs ordres : le premier porte sur l'approvisionnement du marché mauritanien, d'une part, et de celui de l'UE, d'autre part ; le deuxième sur la création d'emploi, à nouveau en Mauritanie et en Europe ; le troisième sur la création de valeur ajoutée et sa répartition entre les deux entités contractantes et ; le quatrième sur les finances publiques de la Mauritanie (cf. Annexe H pour une présentation détaillée de la méthode d'analyse financière et économique).

Les éléments chiffrés présentés ci-dessous couvrent la période de l'évaluation soit du 16 décembre 2012 au 15 novembre 2013, soit 11 mois. Ils ne peuvent donc pas être assimilés à ceux d'une année pleine d'application du protocole.

### 6.2 Approvisionnement des marchés mauritaniens et européens

Selon les espèces, une proportion variable des captures réalisées dans les eaux mauritaniennes contribue à alimenter le marché européen. Les petits pélagiques, principalement capturés par les navires des pays baltes et polonais sont essentiellement (environ 80 %, soit un peu plus de 80 000 t) destinés au marché africain (Nigeria, Côte d'Ivoire et Cameroun pour l'essentiel). Sachant que l'ensemble des pays du golfe de Guinée importent annuellement environ 1,5 million de tonnes, la contribution des captures réalisées dans le cadre de l'APP entre l'UE et la Mauritanie, s'élève à environ 5 % des importations et à moins de 1 % du poisson consommé (la consommation de petits pélagiques étant de l'ordre de 3 millions de tonnes en équivalent poids vif). Les navires des pays baltes approvisionnent également les usines de transformation situées au bord de la mer baltique (20 %). La contribution à l'approvisionnement du marché européen est inférieure à 1 % (la consommation étant de l'ordre de 1,5 million de tonnes en équivalent poids vif). Les captures de thonidés, débarquées ou transbordées à Dakar et à Abidjan pour l'essentiel, sont destinées principalement au marché européen, ce qui représente un apport de l'ordre de 5 % (la consommation étant de l'ordre de 1,5 million t en équivalent poids vif). Celle des poissons démersaux, entièrement destinés au marché européen et plus particulièrement espagnol, est marginale puisqu'elle représente moins de 1 % (la consommation étant de 2,5 millions de tonnes en équivalent poids vif). L'approvisionnement du marché mauritanien ne semble, pour le moment, pas bénéficier de manière conséquente des débarquements obligatoires, quasiment tous réexportés l'exception d'un volume correspondant à 2 % des captures de petits pélagiques transbordés (clause pour la flotte de catégorie 7) et destiné aux populations les plus démunies, soit environ 2 300 tonnes pour une consommation domestique d'environ 70 000 tonnes (soit environ 3 %).

### 6.3 Création d'emplois

Les flottilles présentes dans les eaux mauritaniennes au cours des 11 premiers mois d'application du protocole sont :

- chalutiers de pêche démersale (catégories 1 à 4; disposant d'une licence trimestrielle) :
  - 2 chalutiers espagnols de pêche du merlu noir (présence permanente) ;
  - 5 navires de pêche des démersaux (autre que merlu noir et engin autre que chalut) (présence permanente pour 4 d'entre eux et occasionnelle pour le 5<sup>e</sup> qui n'a fréquenté les zones de pêche mauritaniennes qu'au cours du premier trimestre 2013) ;
- navires thoniers (catégories 5 et 6 ; licence annuelle) :

- 13 senneurs<sup>163</sup> dont 12 espagnols et 1 français (présence occasionnelle du fait des déplacements des bancs de thonidés dans d'autres ZEE et dans les eaux internationales) ;
- 3 palangriers espagnols (idem) ;
- 8 canneurs<sup>164</sup>, espagnols et français basés à Dakar (idem).
- chalutiers congélateurs ciblant les petits pélagiques (catégories 7 et 8 ; licence trimestrielle) :
  - 9 navires de la Lituanie, Lettonie et Pologne présents tout au long des 8 premiers mois de l'année 2013 (présence permanente : la Mauritanie constitue leur lieu de pêche unique en 2013) et 2 navires néerlandais qui ont réalisé 6 marées au cours de l'été 2013 dans les eaux mauritaniennes (présence occasionnelle en alternance avec celle dans la mer du nord) ;
  - 2 navires du Portugal<sup>165</sup> qui opèrent dans la catégorie de « pêche pélagique au frais » (présence occasionnelle, effective depuis le troisième trimestre 2013).

Les 36 navires qui évoluent dans les eaux de la Mauritanie ont à bord un peu moins de 1 240 marins dont près de 210 mauritaniens (marins et officiers confondus), plus de 565 de l'UE et plus de 460 de divers pays ACP. Environ 185 personnes assurent la gestion des différentes flottes présentent depuis les sièges des armements dans les différents États membres.

**Tableau 6.1 : emplois directs liés à la flotte de l'UE**

Catégorie de pêche	Cat. 2	Cat. 3	Cat. 5	Cat. 6	Cat. 6	Cat. 7	Cat. 8	
Type de navire	chalutier merlutier	navire de pêche démersale	thonier senneur	thonier palangri er	thonier canneur	chalutier petits pélagiqu es	chalutier petits pélagiques « frais »	Total
Nombre de navires ayant opérés dans la ZEE mauritanienne	2	5	13	3	8	11	2	<b>44</b>
Nombre de marins UE / navire*	4	3	23	16	4	14	8	<b>72</b>
Nombre de marins Mauritanie / navire*	5	3	0	3	1	15	1	<b>28</b>
Nombre de marins pays ACP / navire*	3	1	15	11	11	12	2	<b>55</b>
Équipage UE	<b>8</b>	<b>15</b>	<b>293</b>	<b>48</b>	<b>32</b>	<b>154</b>	<b>16</b>	<b>566</b>
Équipage Mauritanie	10	15	0	9	8	165	2	<b>209</b>
Équipage pays ACP	6	5	195	33	88	132	4	<b>463</b>
<b>Total équipage</b>	<b>24</b>	<b>35</b>	<b>488</b>	<b>90</b>	<b>128</b>	<b>451</b>	<b>22</b>	<b>1238</b>
Personnel UE lié à la gestion (15 % de l'équipage)	4	5	73	14	19	68	3	<b>186</b>
<b>Total emplois directs</b>	<b>28</b>	<b>40</b>	<b>561</b>	<b>104</b>	<b>147</b>	<b>519</b>	<b>25</b>	<b>1423</b>

Note : ne sont présentées que les catégories dont les navires ont opéré dans la ZEE de la Mauritanie au cours des 11 premiers mois de l'année 2013 ; \* : en tenant compte de la rotation des équipages ; Source : Oceanic Développement (2011) et armements ; réalisation propre.

<sup>163</sup> Plus exactement : 1 senneur espagnol a fréquenté la zone lors du second trimestre 2013 et a été rejoint par 4 autres navires lors des deux premiers mois du troisième trimestre.

<sup>164</sup> Plus exactement : 5 lors du premier trimestre, 7 lors du second et des 2 premiers mois du troisième.

<sup>165</sup> En raison du transfert de possibilités de la part de l'Irlande.

Au prorata du temps passé dans la ZEE de la Mauritanie, le nombre d'emplois directs (à bord et associés à la gestion de la flotte) est de l'ordre de 550. Celui lié aux activités en amont (construction navale, maintenance, etc. dont le détail de l'estimation par catégorie est donné en bas du tableau) est de près de 390 dont un peu moins de 330 en Europe et environ 55 dans les pays ACP (Côte d'Ivoire et Sénégal principalement) ; la Mauritanie, en raison de la faiblesse de son implication dans le processus d'avitaillement des navires, ne bénéficie que de l'équivalent de 3 emplois. Le nombre d'emplois relatif aux activités en aval (conditionnement et transformation du poisson) est de près de 575 dont plus de 200 en Europe et plus de 360 en Côte d'Ivoire et au Sénégal et près de 15 en Mauritanie en raison du transbordement et du débarquement des petits pélagiques et des démersaux (détail de l'estimation en bas du tableau).

**Tableau 6.2 : emplois directs et indirects imputables à l'APP entre l'UE et la Mauritanie**

	Cat. 2	Cat. 3	Cat. 5	Cat. 6	Cat. 6	Cat. 7	Cat. 8	
	chalutier merlulier	navire de pêche démersale	thonier senneur	thonier palangrier	thonier canneur	chalutier petits pélagiques	chalutier petits pélagiques « frais »	Total
% du temps passé dans la ZEE (rapporté au nombre de navires)	100,0 %	85,0 %	12,0 %	5,0 %	65,0 %	62,0 %	7,0 %	
<b>Emplois directs liés à l'APP avec la Mauritanie</b>								
Équipage UE	8	13	35	2	21	95	1.1	<b>176</b>
Équipage Mauritanie	10	13	0	0	5	102	0.1	<b>131</b>
Équipage autre pays ACP	6	4	23	2	57	82	0.3	<b>175</b>
Personnel UE lié à la gestion des flottes et des équipages	4	4	9	1	12	42	0.2	<b>72</b>
<b>Total emplois directs</b>	<b>28</b>	<b>34</b>	<b>67</b>	<b>5</b>	<b>96</b>	<b>322</b>	<b>2</b>	<b>553</b>
<b>Emplois indirects liés à l'APP avec la Mauritanie</b>								
Emplois indirects UE en amont <sup>a</sup>	36	77	34	3	114	61	3	<b>328</b>
Emplois indirects UE en aval <sup>b</sup>	9	17	0	0	0	169	9	<b>204</b>
Emploi indirect Mauritanie en amont (avitaillement et maintenance) <sup>c</sup>	2	1	0	0	0	0	0	<b>3</b>
Emplois indirects Mauritanie en aval liés au transbordement et au débarquement <sup>c</sup>	12	2	0	0	0	0	0	<b>14</b>
Emploi indirect ACP en amont (avitaillement et maintenance) <sup>d</sup>	0	0	12	1	42	0	0	<b>55</b>
Emplois indirects ACP en aval dans la transformation (Sénégal et Côte d'Ivoire) <sup>e</sup>	0	0	234	1	121	0	0	<b>357</b>
<b>Total emplois indirects</b>	<b>59</b>	<b>96</b>	<b>281</b>	<b>6</b>	<b>277</b>	<b>231</b>	<b>11</b>	<b>961</b>
<b>TOTAL emplois directs et indirects</b>	<b>86</b>	<b>130</b>	<b>348</b>	<b>11</b>	<b>373</b>	<b>553</b>	<b>13</b>	<b>1 514</b>
<b>dont emplois UE</b>	<b>56</b>	<b>110</b>	<b>78</b>	<b>6</b>	<b>148</b>	<b>368</b>	<b>13</b>	<b>780</b>
<b>dont emplois Mauritanie</b>	<b>24</b>	<b>16</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>5</b>	<b>102</b>	<b>0</b>	<b>148</b>
<b>dont emplois ACP</b>	<b>6</b>	<b>4</b>	<b>270</b>	<b>4</b>	<b>220</b>	<b>82</b>	<b>0</b>	<b>587</b>

Source : a : 22 emplois indirects UE amont par navire thonier (Oceanic Développement, 2009), 18 par navire de pêche démersale et pélagique fraîche et 9 par navire de pêche des petits pélagiques congelés (observations propres) ; b et e : 1/3 des captures senneurs transbordées (Rapport d'évaluation APP UE / Côte d'Ivoire, 2012), 1 emploi pour 50 tonnes de thon transformées et un emploi pour 500 t de thon transbordé, pays ACP et UE (idem et observations terrain en Côte d'Ivoire, Cap-Vert, Espagne et Portugal) ; c : environ 1 emploi pour 500 tonnes de poissons débarquées (observation propre) ; d : 8 emplois indirects ACP en amont par navire (au prorata du temps passé dans la ZEE de la Mauritanie (Oceanic Développement, 2011) ; réalisation propre.

Comparativement au précédent protocole, le nombre d'emplois directs est environ 4 fois moindre puisqu'il était estimé à 2 200 emplois à bord en moyenne au cours de la période 2007 – 2010. Le nombre d'emplois indirects, estimé à 960 dans le cadre du protocole en vigueur était de l'ordre de 2 400 au cours de la période d'application du protocole précédent, soit 2,5 fois inférieur. Ceci est lié à l'utilisation faible à modérée du protocole au cours de des premiers mois d'application. Les tendances en termes d'emploi (actuellement fondées sur des chiffres provisoires) pourraient toutefois être amenées à évoluer plus positivement suite aux récents changements (à la hausse) observés dans l'utilisation du protocole.

**Globalement, l'APP entre l'UE et la Mauritanie a permis à ce jour l'emploi de plus de 1 500 personnes dont plus de 780 sont au bénéfice de l'UE, 150 à celui de la Mauritanie et 590 à celui des pays ACP, notamment la Côte d'Ivoire et le Sénégal.**

#### 6.4 Valeur ajoutée et résultat brut d'exploitation

La valeur des captures réalisées dans la ZEE de la Mauritanie au cours de 9 premiers mois de l'application du protocole s'élève à environ 130 Mio EUR. Les ventes de poissons démersaux (catégories 2 et 3), de thonidés (cat. 5 et 6) et de petits pélagiques (cat. 7 et 8) contribuent pour respectivement 8 %, 29 % et 63 % du chiffre d'affaires de l'ensemble de la flotte européenne.

La valeur ajoutée brute directe (VABD) de l'APP est de l'ordre de 50 Mio EUR pour les 11 premiers mois de l'application du protocole (cf. Tableau ci-dessous). Elle correspond à la différence entre les revenus (vente des captures) et les coûts intermédiaires (carburant, autres frais et services variables) liés aux activités de pêche. Cette valeur représente la richesse qui est créée à partir de l'exploitation des ressources halieutiques de la ZEE de la Mauritanie en utilisant un certain nombre d'intrants.

**Tableau 6.3 : valeur ajoutée brute directe et excédent brut d'exploitation (EUR)**

	Cat. 2	Cat. 3	Cat. 5	Cat. 6	Cat. 7	Cat. 8	
	chalutier merlulier	navire de pêche démersale	thonier senneur	thonier canneur et palangrier	chalutier petits pélagiques	chalutier petits pélagiques « frais »	Total
Nombre d'autorisations prises (trimestrielles et annuelles)	6	13	22	11	29	2	83
Nombre de navires actifs dans la zone mauritanienne	2	5	11	11	11	2	42
Captures (t)	2 372	1 774	16 898	6 073	129 403	165	156 684
Prix moyen (EUR)*	2 100	2 400	1 500	1 800	680	720	
<b>Chiffre d'affaires (1)</b>	<b>4 980 259</b>	<b>4 257 060</b>	<b>25 347 000</b>	<b>10 931 647</b>	<b>87 993 784</b>	<b>118 800</b>	<b>133 628 549</b>
Carburant**	2 157 448	1 776 341	11 314 901	4 367 863	33 173 656	52 177	52 842 386
Entretien & Réparation**	264 767	318 756	1 885 817	648 241	8 579 394	8 696	11 705 670
Frais portuaires**	168 183	160 626	1 100 060	716 480	6 863 515	5 073	9 013 936
Assurances**	88 140	114 828	835 581	323 895	3 403 240	3 623	4 769 307
Autres**	170 325	98 544	628 606	393 194	5 147 636	2 899	6 441 204
<b>Total Consommations intermédiaires (2)</b>	<b>2 848 863</b>	<b>2 469 095</b>	<b>15 764 964</b>	<b>6 449 671</b>	<b>57 167 442</b>	<b>72 468</b>	<b>84 772 503</b>
<b>Valeur ajoutée produite (3) = (1)-(2)</b>	<b>2 131 396</b>	<b>1 787 965</b>	<b>9 582 036</b>	<b>4 481 975</b>	<b>30 826 342</b>	<b>46 332</b>	<b>48 856 046</b>
<b>Subventions (4)</b>	-	-	-	-	-	-	-

	Cat. 2	Cat. 3	Cat. 5	Cat. 6	Cat. 7	Cat. 8	
	chalutier merlulier	navire de pêche démersale	thonier senneur	thonier canneur et palangrier	chalutier petits pélagiques	chalutier petits pélagiques « frais »	Total
<b>Droits d'accès</b>	213 440	186 246	591 430	991 116	15 916 523	20 295	17 919 050
<b>- dont avances</b>	24 000	52 000	38 500	30 500	580 000	40 000	765 000
<b>- dont régularisations</b>	189 440	134 246	552 930	182 060	15 336 523	-19 705	16 375 493
<b>Taxes portuaires</b>	99 605	85 141	506 940	218 633	1 759 876	2 376	2 672 571
<b>Impôts &amp; taxes liés à l'activité** (5)</b>	313 045	271 388	1 098 370	1 209 749	17 676 398	22 671	20 591 621
<b>Charges de personnel embarqué** (6)</b>	672 000	816 000	624 000	1 212 000	6 182 400	32 000	9 538 400
<b>Excédent Brut d'Exploitation (7) = (3) + (4) – (5) – (6)</b>	<b>1 146 352</b>	<b>700 578</b>	<b>7 859 666</b>	<b>2 060 226</b>	<b>6 967 543</b>	<b>-8 339</b>	<b>18 726 026</b>

\* : Prix moyen des produits de la pêche démersale : Observatoire européen pour les produits de la pêche et de l'aquaculture (EUMOFA) ; prix moyen des produits de la pêche thonière à Abidjan : GLOBEFISH ; prix moyen des produits de la pêche de petits pélagiques : GLOBEFISH, armements et observations ports de Douala (Cameroun), Libreville (Gabon) et Pointe Noire (Congo) ; \*\* : STECF et armements.

Le prix moyen utilisé pour réaliser le calcul de la valeur ajoutée et de l'excédent brut d'exploitation constitue un élément prépondérant de la formation du chiffre d'affaires. Dans le cas des prix des espèces démersales et thonières, le prix moyen est relativement simple à obtenir puisque les lieux de débarquement sont bien identifiés et les séries de prix existent, que ce soit à l'échelle nationale (voir base de l'observatoire européen des produits de la pêche et de l'aquaculture<sup>166</sup>) ou à l'échelle locale (prix à la première vente au port d'Abidjan, par exemple), même si certaines incertitudes peuvent subsister, du fait notamment de changements observés en 2013 pour les métiers au thon (et espèces associées) dans les eaux mauritaniennes ayant pu induire des modifications de la composition des captures.

Dans le cas des petits pélagiques, l'absence de connaissance fine des flux de produits vers l'Afrique, d'une part, et l'Europe (notamment l'Europe de l'est, Russie et Ukraine en particulier), d'autre part, entraîne une méconnaissance des prix appliqués lors de la première vente et dès lors une difficulté d'agrégation pour obtenir un prix moyen unique. Ainsi, par exemple, le marché des pays de l'Afrique centrale pratique des prix plus avantageux pour la sardinelle que pour le chinchard tandis que celui de l'Europe de l'est avantage cette dernière espèce. L'élaboration du prix moyen a, par conséquent, été faite en se basant sur les informations obtenues auprès des armements et des grossistes des pays baltes et polonais et des observations réalisées en septembre 2013 dans les principaux ports de l'Afrique centrale<sup>167</sup>. Le prix moyen retenu, 680 EUR / t, a donc été fixé arbitrairement en fonction de toutes les informations retenues. Il se situe dans la fourchette de prix à la première vente pratiqués pour les trois principales espèces capturées, le chinchard, le maquereau et la sardinelle, à savoir respectivement (sur les marchés de l'Afrique de l'ouest et de l'Europe de l'est) entre 600 et 900 EUR / t, entre 700 et 1000 EUR / t et entre 300 et 1000 EUR. Afin de refléter l'incidence que peut avoir un prix plus ou moins différent du prix moyen employé sur les ratios de coût / bénéfices de l'APP, il est proposé dans la section 6.5 une analyse de sensibilité en ayant recourt à des prix contenus dans une fourchette entre 500 et 1 000 EUR.

<sup>166</sup> Voir : <http://ec.europa.eu/fisheries/market-observatory/fr/home>

<sup>167</sup> Travail réalisé dans le cadre du programme ACP-Fish2 relatif à l'amélioration du commerce des produits halieutiques en Afrique centrale. Rapport disponible sous peu sur le site : <http://www.acpfish2-eu.org/>



L'excédent brut d'exploitation (EBE) dégagé à la suite des opérations de pêche est de l'ordre de 20 Mio EUR. La ZEE de la Mauritanie se présente donc comme une zone de pêche intéressante pour la flotte de l'UE. Les thoniers senneurs contribuent à hauteur de 42 % à la constitution de l'EBE, suivis des navires ciblant les petits pélagiques (37 %) et le reste de la flotte (21 %).

La VABD représente entre 35 et 43 % du chiffre d'affaires selon les flottes (cf. Tableau ci-dessous). Le ratio « droits d'accès / chiffre d'affaires » est relativement faible pour les deux premières catégories de pêche (4 %) mais conséquent pour les flottes ciblant les petits pélagiques (18 %). La valeur modeste des captures (entre 600 et 800 euros / t selon les mois) explique le fort pourcentage de ce ratio. La flotte de thoniers senneurs bénéficie du ratio le plus faible calculé jusqu'à présent dans le cadre de tous les accords thoniers dans l'Atlantique (par exemple, 15 % dans le cadre de l'APP entre l'UE et São Tomé-et-Principe et 8 % dans celui entre l'UE et le Cap-Vert) en raison de l'importance des captures (près de 17 000 t contre 3 500 dans la ZEE de São Tomé-et-Principe et 5 000 dans celle du Cap-Vert).

**Tableau 6.4 : ratios relatifs aux droits d'accès, au CA et à la VABD**

Ratio	Cat. 2	Cat. 3	Cat. 5	Cat. 6	Cat. 7	Cat. 8	Total
	chalutier merlulier	navire de pêche démersale	thonier senneur	thonier canneur et palangrier	chalutier petits pélagiques	chalutier petits pélagiques "frais"	
Ratio VABD / CA	43 %	42 %	38 %	41 %	35 %	39 %	37 %
Ratio droits d'accès / CA	4 %	4 %	2 %	9 %	18 %	17 %	13 %
Ratio droits d'accès / VABD	10 %	10 %	6 %	22 %	52 %	44 %	37 %

Source : réalisation propre

La richesse créée, la VABD, se répartit entre les salariés (salaires), le ou les États (impôts et taxes), les financeurs (intérêts d'emprunt), les actionnaires (dividendes) et l'entreprise (investissements, développement). Celle qui revient à la Mauritanie est composée des droits d'accès, des charges de personnel embarqué et des taxes portuaires est de plus de 21 Mio EUR, soit 44 % de la VADB. Les pays du groupe ACP ayant des marins à bord et réalisant des opérations portuaires (avitaillement, transbordement et déchargement) bénéficient d'une part de la VABD de l'ordre de 2,8 Mio EUR (6 % de la VADB). L'UE enfin, de par les marins embarqués et par l'EBE reçoit 50 % de la valeur ajoutée créée, soit près de 25 Mio EUR.

**Tableau 6.5 : répartition de la valeur ajoutée moyenne (EUR)**

	Mauritanie	Pays ACP	Europe	Total
Droits accès	17 919 050			17 919 050
Charges de personnel embarqué	1 746 888	2 060 905	6 702 912	10 510 706
Taxes portuaires + EBE (pour l'UE)	1 946 998	725 573	17 753 720	20 426 291
<b>Total</b>	<b>21 612 936</b>	<b>2 786 478</b>	<b>24 456 632</b>	<b>48 856 046</b>
<b>%</b>	<b>44 %</b>	<b>6 %</b>	<b>50 %</b>	<b>100 %</b>

Source : réalisation propre

La valeur ajoutée nette, qui correspond à la valeur ajoutée brute moins l'amortissement des investissements, est difficile à estimer en l'absence des données comptables relatives à la structure du capital des armements<sup>168</sup>. Pour les armements les plus capitalistiques, la part de l'amortissement du capital peut atteindre 60 % de la valeur ajoutée brute (contre 30-40 % pour la rémunération du travail et 10 % pour le revenu

<sup>168</sup> Données non obtenues pour tous les armements.



d'exploitation). La valeur ajoutée, qu'elle soit brute ou nette, n'est donc pas assimilable aux bénéfices des armements.

La valeur ajoutée indirecte qui leur est associée, tout comme celle liée à l'avitaillement des navires est difficile à estimer en l'état actuel des connaissances et des informations disponibles. De même, la valeur ajoutée indirecte liée à l'utilisation à terre des démersaux et des petits pélagiques est difficile à évaluer car les données comptables relatives à leur transformation, leur conditionnement et mise en marché ne sont pas disponibles : les effets de l'obligation de débarquement n'ont pas encore été appréhendés. Toutefois, si l'on se fie aux ratios utilisés en 2011 lors de la précédente évaluation de l'APP, on obtient une valeur ajoutée indirecte en amont de l'ordre de 18 Mio EUR et en aval de l'ordre de 40 Mio EUR, soit une valeur ajoutée totale (VAT) d'environ 107 Mio EUR contre 162 Mio EUR en moyenne annuelle entre 2006 et 2009. La répartition de la valeur ajoutée totale entre l'UE, la Mauritanie et les pays ACP serait alors respectivement 53 % (57 Mio d'EUR), 21 % (22 Mio d'EUR) et 26 % (28 Mio d'EUR).

## 6.5 Ratios coût / bénéfice de l'APP

La pertinence de l'investissement public se mesure à l'aune du ratio « Valeur Ajoutée Brute Directe (VABD) / Compensation financière » (ou de la contrepartie financière dès lors que l'on veut prendre en compte le montant de l'appui sectoriel) pour ce qui est de l'impact global et de celui « VABD qui revient à l'UE (VABD UE) / Compensation financière » pour ce qui est de l'effet dans la sphère économique circonscrite à l'UE.

La valeur ajoutée brute totale prend en compte la VABD et celle indirectement associée à l'activité des navires en amont et en aval. La valeur ajoutée brute indirecte (VABI) est parfois utilisée pour mesurer la pertinence de l'investissement public. Toutefois, la fiabilité de l'estimation de la VABI est plus que discutable en dehors d'un travail de terrain fortement documenté. En effet plus on cherche à mesurer des effets en périphérie de l'activité plus la marge d'erreur est forte que ce soit en amont ou en aval. Le faible nombre de jours alloués à l'ensemble de la revue de l'APP ne permettait pas une enquête approfondie et cela d'autant moins que le poisson capturé en Mauritanie emprunte plusieurs filières selon les espèces, les armements, etc. Pour cela, il a été décidé dès le commencement de la série d'études relative aux APP au sein du contrat cadre en cours depuis janvier 2012 de prendre en compte le ratio VABD / Compensation et dans la mesure du possible, mais d'avantage à titre illustratif, celui de la VABT / Compensation ; ce qui est présenté dans ce qui suit.

En tenant compte du prix moyen retenu pour la première mise sur le marché des petits pélagique, soit 680 EUR/t, il apparaît que chaque euro de la compensation financière génère une création de richesse (VABD) de 0,80 euro<sup>169</sup>. Sous cette hypothèse, l'investissement public, que représente la compensation financière, générerait donc une moins-value de l'ordre de 0,20 EUR à l'échelle du segment de la capture. Si l'on prend en compte le montant de la contrepartie<sup>170</sup> (compensation financière et appui sectoriel) le ratio, passant à 0,77, ne change pas beaucoup de fait de la petitesse du montant de l'appui sectoriel vis-à-vis de celui de la compensation financière (tableau ci-dessous). Si maintenant, seule la VABD qui revient à l'UE est prise en compte, le ratio tombe à 0,40 en ne tenant compte que de la compensation financière et 0,39 en considérant le montant de la contrepartie.

<sup>169</sup> Correspondant à : 67 Mio EUR / 12 mois X 11 mois d'application / 48 Mio EUR de VABD.

<sup>170</sup> La contrepartie financière correspond à la somme de la compensation financière liée à l'accès des navires et de l'appui sectoriel. Dans le protocole en cours un amalgame a été fait entre contrepartie et compensation.

**Tableau 6.6 : ratios relatifs à la VABD, la compensation et la contrepartie**

Ratio	11 premiers mois d'application	Moyenne 2006-2009*
Ratio VABD / Compensation financière UE	0,80	0,86
Ratio VABD / Contrepartie (compensation et appui sectoriel)	0,77	0,77
Ratio VABD UE / Compensation UE	0,40	0,72
Ratio VABD UE / Contrepartie (compensation et appui sectoriel)	0,39	0,63

\* : ratios non calculés lors de la précédente évaluation ; source : réalisation propre

À titre de comparaison, le ratio moyen VABD / Compensation était en moyenne de 0,86 au cours de la période d'application du protocole précédent, soit légèrement supérieur à la valeur obtenue pour le protocole en cours mais toutefois déjà inférieur à 1. Au cours de la même période passée, la VABD revenant à l'UE était estimée à 61,5 Mio EUR soit un ratio VABD / Compensation financière de 0,72<sup>171</sup>. En fonction des hypothèses retenues pour estimer le résultat économique des flottes de l'Union européenne présentes dans les eaux mauritaniennes en 2013, l'APP entre l'UE et la Mauritanie n'est donc pas, à l'échelle du segment de la capture, un accord avantageux sur le plan de l'investissement public depuis 2006<sup>172</sup>. Et il l'est encore moins depuis l'application du nouveau protocole puisque le ratio est 1,5 fois moins avantageux qu'il ne pouvait l'être au cours de la période précédente. Cependant, cette faible performance tient à deux éléments principaux : la sous-utilisation des possibilités de pêche au cours des premiers mois du protocole et le prix moyen retenu pour la catégorie des petits pélagiques. Il convient également d'indiquer que chaque euro de nature publique investi par l'UE procure un chiffre d'affaires de l'ordre de 2,18 euros si il est tenu compte uniquement de la compensation financière et de 2,12 euros si il est tenu compte du montant global de la contrepartie financière.

Si l'on prend en compte la valeur ajoutée totale générée par l'APP, estimée grossièrement à 107 Mio EUR, dont potentiellement 56 Mio EUR au bénéfice de l'UE<sup>173</sup> on obtient un ratio « VAT / Compensation financière » de l'ordre de 1,75 et un ratio « VAT totale revenant à l'UE/Compensation financière » de 0,93, inférieur dans les deux cas à ceux obtenus en moyenne au cours de la période précédente (respectivement 2 et 1,5). La diminution de l'activité des navires de pêche démersale et la disparition de ceux de pêche céphalopodière entre les deux protocoles entraîne une réduction significative de l'activité de transformation de poisson dans l'UE et donc de la création de valeur ajoutée indirecte.

En tenant compte maintenant de l'incertitude qui entoure le prix des petits pélagiques congelés, avec un prix plancher de 500 EUR / t, le ratio VABD UE / Contrepartie est de 0,03 tandis qu'avec un prix plafond de 1 000 EUR / t, le ratio est de 1,03. Ce ratio est de 1 lorsque le prix moyen est de 985 EUR / t. En d'autres termes, dès lors que le prix moyen au débarquement des petits pélagiques est supérieur à 985 EUR / t, et compte tenu des hypothèses retenues pour estimer le résultat économique des flottes de l'UE actives dans les eaux mauritaniennes, l'APP devient profitable en matière de richesse générée dans l'espace économique de l'UE et directement liée à l'activité de pêche des flottes de l'UE en Mauritanie (la VABD). Aussi, sous les hypothèses retenues, le niveau de richesse générée par l'activité de pêche de ces flotte égale le montant de la contrepartie financière de l'UE pour un prix moyen des petits pélagiques congelés d'un peu moins de 800 euros la tonne.

<sup>171</sup> Ratio non présenté dans l'évaluation précédente mais qui peut être facilement calculé puisque la VABD UE est présentée ainsi que le montant de la compensation financière.

<sup>172</sup> Ratio non estimé pour les années précédant 2006.

<sup>173</sup> En utilisant la même clé de répartition de la VAT entre l'UE, la Mauritanie et les pays ACP.

**Tableau 6.7 : variation des ratios relatifs à la VABD, la compensation et la contrepartie en fonction du prix moyen des petits pélagiques congelés**

Ratio	500 EUR / t	680 EUR / t	800 EUR / t	985 EUR / t	1000 EUR / t
Ratio VABD / Compensation financière UE	0,42	0,80	1,05	1,44	1,47
Ratio VABD / Contrepartie (compensation et appui sectoriel)	0,40	0,77	1,02	1,39	1,42
Ratio VABD UE / Compensation UE	0,03	0,40	0,65	1,03	1,06
Ratio VABD UE / Contrepartie (compensation et appui sectoriel)	0,03	0,39	0,63	1,00	1,03

Source : réalisation propre

En fonction des informations disponibles et des hypothèses retenues, un prix moyen de l'ordre de 500 EUR / t se révélerait être toutefois difficilement réaliste ; En effet, dans un tel cas, le résultat d'exploitation des armements de navires de pêche de petits pélagiques est alors largement négatif (il le devient dès que le prix passe en dessous de la barre de 625 EUR / t). Le recours à un prix moyen supérieur à 985 EUR / t est quant à lui difficilement envisageable pour la période retenue car les prix moyens à l'importation sur les marchés des pays d'Afrique centrale se situent, en 2013, autour de 1 100 EUR / t pour les trois espèces de petits pélagiques (chinchard, maquereau et sardinelle). Ce prix à l'importation ne constitue une approximation des prix de première mise en marché perçus par les armateurs de l'UE qu'à la condition de tenir compte des frais de transport et de douane. De ce fait et en tenant compte d'une marge commerciale et fiscale oscillant entre 30 et 40 % du prix de la première vente, le prix moyen perçu par les armateurs pour la production de petits pélagiques congelés positionnée sur les marchés d'Afrique centrale devrait plutôt osciller entre 785 et 845 EUR / t.

## 7 Évaluation rétrospective du protocole de l'accord de pêche en cours – critères : efficacité, efficience, économie, cohérence, acceptabilité

L'évaluation ex post du protocole présentée ci-après s'apparente d'avantage à une évaluation à mi-parcours de l'APP qu'à une évaluation réellement rétrospective. D'un point de vue juridique, l'UE est toutefois tenue de réaliser l'exercice à mi-parcours du protocole pour initier au plus tôt la négociation d'un éventuel futur protocole en 2014 (cf. Chapitre suivant). La période prise en compte étant de 11 mois sur les deux ans de la durée du protocole, il est préférable d'accueillir avec beaucoup de précaution et de réserve les avis émis dans les sections suivantes relatives à l'efficacité, l'efficience, l'économie, la cohérence et l'acceptabilité.

La définition des éléments d'appréciation de la mise en œuvre de l'APP, énumérés ci-dessus, est donnée dans les documents d'évaluation de l'UE<sup>174</sup> : l'*efficacité* mesure le niveau d'atteinte des objectifs de l'APP; l'*efficience* caractérise l'atteinte des objectifs à un coût considéré comme raisonnable ; l'*économie* manifeste la capacité de mobilisation des ressources dédiées à l'APP en temps, qualité, quantité au meilleur prix ; la *cohérence* traduit tout d'abord la conformité des actions entreprises dans le cadre de l'APP avec d'autres actions portant sur des domaines similaires et ensuite la cohésion d'ensemble des politiques européennes, mauritaniennes et internationales dans lesquelles figurent le volet externe de la pêche européen, d'un côté, et le développement du secteur des pêches mauritanien, de l'autre ; l'*acceptabilité* exprime enfin l'inclination des parties prenantes à accepter les politiques et les instruments mis en œuvre dans le cadre de l'APP.

### 7.1 Efficacité : les objectifs spécifiques de l'APP ont-ils été atteints ?

L'APP a comme objectifs d'assurer un accès aux eaux mauritaniennes aux navires de l'UE tout en préservant les ressources halieutiques et leur environnement naturel, de générer des emplois indirects liés à l'activité de pêche, d'apporter son appui au Gouvernement mauritanien pour structurer le secteur de la pêche, de contribuer à la surveillance de la ZEE mauritanienne et d'approvisionner le marché européen en produits de la mer.

#### 7.1.1 Contribution de l'APP au développement d'une pêche durable et rationnelle

Le protocole en cours vise à favoriser une pêche durable et dès lors à protéger les ressources halieutiques. Il s'appuie pour cela sur le respect des avis scientifiques pour la définition des possibilités de pêche et l'appui à la mise en place d'une politique et des mesures de gestion de pêche durable. Sur le plan des possibilités de pêche, le protocole en vigueur se base sur :

- les avis des scientifiques émis par le COPACE, la CICTA et l'IMROP ;
- la mise en place novatrice de volumes de captures autorisés par catégorie de pêche, tenant compte des captures de l'ensemble des flottes nationales et étrangères ciblant les mêmes espèces ;
- les informations fournies par les observateurs à bord.

Les avis scientifiques mauritaniens se basent sur les travaux élaborés à partir des observations faites lors des campagnes de prospection, des pêches expérimentales ainsi que sur les données obtenues des différentes flottes opérant dans la ZEE (dans le cadre de l'obligation de déclaration des captures) et de la Surveillance mauritanienne du fait du traitement des livres de bord lors de chaque entrée et sortie de la zone de pêche et des contrôles des navires. Venant de sources diverses, les données peuvent toutefois s'avérer incomplètes et incorrectes. Ainsi, les données disponibles au sein du MPEM sont de qualité très hétérogène et sont même différentes d'un service à l'autre (DARO, Statistiques, IMROP). Un important travail de mise à plat de l'ensemble des données disponibles et de compilation a lieu tous les 4 ans lors d'un groupe de travail international qui se réunit une semaine à l'IMROP. La plupart des avis scientifiques sont issus de ce groupe de

<sup>174</sup> Notamment celui du Secrétariat général de la CE et celui de la DEV-CO, respectivement :

[http://ec.europa.eu/dgs/secretariat\\_general/evaluation/docs/eval\\_activities\\_en.pdf](http://ec.europa.eu/dgs/secretariat_general/evaluation/docs/eval_activities_en.pdf) et  
[http://ec.europa.eu/europeaid/evaluation/methodology/methods/mth\\_ccr\\_fr.htm#03\\_02](http://ec.europa.eu/europeaid/evaluation/methodology/methods/mth_ccr_fr.htm#03_02).

travail dont le dernier s'est réuni en 2012 et duquel seuls quelques résultats parcellaires sont disponibles aujourd'hui.

Dans le protocole en cours il est prévu que les données de captures soient transmises régulièrement à la fois aux autres autorités mauritaniennes (sous couvert du point focal à la Garde Côtière (IMROP, DPI par exemple) et à l'UE (via la DUE de Nouakchott). Cependant certains armateurs ne s'acquittent pas complètement de cette obligation contractuelle : si les données de captures sont bien transmises à la Surveillance lors de chaque mouvement d'entrée et de sortie de zone, elles ne le sont pas généralement en direction de la délégation de l'UE. De ce fait, il faut attendre que les données de captures, transmises par les armements à la direction des Pêches de leur pays, soient acheminées à la Commission pour l'être ensuite à la Délégation à Nouakchott, avec un laps de temps conséquent.

Les captures réalisées par les navires européens dans la ZEE mauritanienne dans le cadre du protocole passé ont oscillé entre 235 000 t (2007) et 333 000 t (2009), la moyenne annuelle étant de 280 000 t. En 2012, le tonnage total de captures réalisé était en baisse par rapport à celui annuel moyen de la période antérieure 2007 – 2009 (40 % seulement des quantités moyennes). Elles sont donc globalement en deçà du seuil de pleine utilisation des possibilités de pêche prévues par les différentes catégories de pêche. À cet égard, il convient toutefois de noter que la pêcherie de petits pélagiques a été fermée plus tôt en 2012 pour compenser le dépassement du tonnage de référence en 2011. Depuis l'entrée en vigueur du protocole actuel en décembre 2012, les captures réalisées au cours des 11 premiers mois sont de l'ordre de 155 000 t soit une baisse assez significative par rapport à la moyenne observée au cours de la période d'application du protocole précédent. L'entrée de chalutiers crevettiers espagnols (13 chalutiers ont obtenu des licences) en novembre et décembre 2013 ne devrait changer cette tendance qu'à la marge. Les avis scientifiques n'ayant que peu changés ces dernières années, cela signifie que la pression de pêche exercée par la flotte européenne se situe dans les limites biologiques qui ne mettent pas en danger les stocks ciblés.

La faiblesse des captures est confirmée par le taux d'utilisation des possibilités de pêche prévues par le protocole actuel qui a été dans l'ensemble faible à modéré, en particulier pour la catégorie 1 (crustacés hormis crabes et langoustes – la reprise de cette pêcherie est toutefois prévue en fin d'année 2013), la catégorie 4 (crabes – utilisation nulle) et 8 (pêche pélagique au frais – très faible utilisation). La catégorie 7 (chalutiers congélateurs de pêche pélagique), qui concerne les armateurs de navires de pêche de petits pélagiques de l'UE, représente 90 % des captures réalisées. Somme toute, ce sont un peu moins de 50 % des navires autorisés à obtenir des licences de pêche dans le protocole qui ont opéré dans la ZEEM en 2013. La sous-utilisation pourrait toutefois n'être que ponctuelle, étant en grande partie liée en 2013 au contexte politique et institutionnel et notamment l'incertitude qui régnait jusqu'à peu quant à l'approbation par le Parlement européen. Elle devrait s'améliorer en 2014.

La contribution de l'UE à l'appui à la politique sectorielle mauritanienne est de 3 Mio EUR dans le présent protocole. L'utilisation de ce montant est conditionné à l'emploi des reliquats du précédent protocole, en particulier pour la recherche, la surveillance, la formation, les services portuaires, l'inspection sanitaire et l'aménagement/la gestion des pêches sur le banc d'Arguin. Les responsables mauritaniens se sont engagés lors de la dernière Commission mixte à fournir la ventilation de ce reliquat avant fin octobre 2013.

L'appui sectoriel du précédent protocole a permis de financer des infrastructures telles que la mise aux normes des ports artisanaux de Nouakchott et de Nouadhibou, l'aire marine protégée du banc d'Arguin (PNBA), d'assurer des formations aux pêcheurs, des unités de fabrique de glace, des aires de débarquement et de distribution des produits de la pêche; de plus sont en cours de réalisation un chantier naval de pêche côtière et un débarcadère de pêche artisanale en zone sud. Le reliquat, estimé en mars 2013 à 15 Mio EUR traduit la capacité limitée de décaissement du gouvernement. L'achat d'un patrouilleur de surveillance de haute mer de 10 MioEUR, opérationnel actuellement, contribue quantitativement à son utilisation.

### 7.1.2 Surveillance de la pêche

La surveillance permet de lutter contre la pêche INN (bateaux non identifiés ou qui pêchent sans autorisation) mais permet aussi de mettre en regard les captures inscrites dans les journaux de bord avec les informations

collectées par les observateurs. Les tonnages prélevés, les tailles des espèces, le pourcentage de captures accessoires, sont des données utiles aux scientifiques pour évaluer l'état des stocks et les migrations des stocks partagés.

L'obligation de balises SSN (VMS en anglais) sur les navires européens est effective, mais il arrive que des « incidents » tels que les arrêts de fonctionnement de la balise, l'utilisation de balises ne transmettant ni le cap ni la vitesse ou des dysfonctionnements, empêchent la surveillance d'être optimale. Il semble de plus qu'il y ait une incompatibilité entre les logiciels utilisés par le MPEM et certaines des balises des navires de l'UE. Cela ne semble pas pour autant perturber la transmission des données relatives aux mouvements d'entrée et de sortie des zones de pêche.

### 7.1.3 Approvisionnement des marchés européens

L'activité des navires de l'UE permet un approvisionnement théorique du marché européen de l'ordre de 155 000 t/an au cours des 11 premiers mois d'application du protocole (la catégorie 7, chalutiers congélateurs pélagiques, réalisant près de 90 % de ce tonnage). De ce tonnage, une part significative est destinée aux marchés africains et au marché russe et de l'Europe de l'est. Le volume de captures de la flotte thonière atteint en moyenne 5 000 t ces dernières années mais devrait atteindre 23 000 t cette année selon les données provisoires obtenues pour le mois de novembre (dans la continuité des niveaux de captures de 2012). La contribution des pêches réalisées dans les eaux mauritaniennes au marché européen est donc très peu importante pour les petits pélagiques. Pour les produits issus de l'activité de pêche thonière cela demeure faible : les navires de l'Espagne et la France réalisent 350 000 t de captures par an, le protocole actuel représenterait donc moins de 7 % de ce total. Globalement, le tonnage prélevé dans la ZEE mauritanienne et débarqué en Europe représente moins de 1 % des apports de produits de la mer de l'Union européenne (l'Europe consomme 10,7 millions de tonnes par an, soit 21 kg/habitant, et importe 62 % de sa consommation).

## 7.2 **Efficiencia : les résultats attendus l'ont-ils été à un coût raisonnable ?**

### 7.2.1 L'APP est-il avantageux pour l'industrie de la pêche de l'UE ?

Le protocole permet à 135 navires de l'UE d'opérer dans la ZEE mauritanienne. Dans l'ensemble, pour l'année 2013, compte tenu de la reprise d'activité de 13 crevettiers en novembre et de la présence importante de navires de pêche des petits pélagiques, le nombre total de navires est de 63, soit moins de 50 % des possibilités ouvertes par le protocole.

La ZEE de la Mauritanie se présente malgré cela comme une zone de pêche intéressante pour la flotte européenne puisque de ses activités se dégage un excédent brut d'exploitation largement positif. Les navires ciblant les petits pélagiques contribuent à hauteur de 63 % à la constitution de cet EBE, suivis par les thoniers senneurs (29 %) et le reste de la flotte (8 %). Toutefois, en termes d'investissement public, la compensation financière génère une moins-value globale de l'ordre de 0,20 EUR pour le segment de la capture (ratio « VABD/Compensation financière ») en prenant en compte tous les bénéficiaires de la valeur ajoutée directe créée. Si l'on ne considère que les retombées pour l'UE, alors le ratio n'est plus que de 0,40. Ces deux ratios étaient respectivement de 0,86 et 0,72 en moyenne au cours de la période d'application du protocole précédent. L'APP entre l'UE et la Mauritanie n'est donc pas, depuis 2006, un accord avantageux sur le plan de l'investissement public pour ce qui est de la création de valeur ajoutée directe. Il l'est un peu plus lorsque l'on prend en compte la valeur ajoutée totale puisque le ratio « VAT/Compensation » monte alors à 1,74 en incluant l'ensemble des économies bénéficiaires mais n'est toutefois que 0,8 dès lors l'UE seule est prise en compte. Le relèvement du taux d'utilisation des possibilités prévu en 2014 va toutefois améliorer les ratios sans que l'on ne puisse se prononcer pour le moment sur le caractère avantageux ou pas de l'investissement public.

Le protocole contribue à la création d'environ 550 emplois directs dont 130 mauritaniens et 960 emplois indirects dont une vingtaine de Mauritaniens sur la période estimée. Le protocole a une contribution non négligeable en termes d'emploi en Mauritanie. En comparant avec le nombre de navires sur zone dans le

protocole précédent, la contribution est similaire. Enfin, concernant les observateurs (1 par navire), il n'a pas été possible de connaître la réalité des embarquements.

### 7.2.2 L'APP est-il avantageux pour le secteur de la pêche mauritanienne ?

Le flux financier engendré par l'APP, à raison de 67 Mio EUR au titre de la compensation financière, 3 Mio EUR à celui de l'appui sectoriel et environ 10 Mio EUR à celui de la redevance des armateurs contribue à hauteur de 7 % aux recettes de l'État mauritanien et permet au MPEM de procéder à des investissements bénéfiques au secteur. En l'absence de l'APP, la RIM s'adresserait probablement à d'autres pays (Russie, Chine, Sénégal entre autres) pour exploiter sa ZEE. Les flux financiers seraient cependant moindres : l'accord chinois de 100 millions d'USD pour 25 ans, correspond à 3 millions d'euros par an et est donc près de 30 fois moins élevé que l'APP en cours avec l'UE.

Aux pertes financières s'accompagnerait une perte de qualité de données. En effet, si les données de captures, toujours difficiles à établir, ne sont pas toujours complètes pour les navires de l'UE en temps et lieu, elles sont toutefois relativement proches de la réalité. Celles des navires opérant sous pavillon chinois sont plus fragmentaires et imprécises et en absence d'APP, il existe un risque réel de captures bien au-dessus du Rendement Maximal Durable (RMD) et d'effondrement des stocks à court terme. Le protocole impose en effet la transparence et la non-discrimination vis-à-vis des conditions d'accès des autres flottes étrangères. Il se fonde sur la notion de reliquat et se conforme aux avis scientifiques mais il n'est pas avéré que les autres flottes étrangères appliquent ces principes et recommandations : le protocole avec les navires sous pavillon chinois a ainsi été suspendu en 2012 pour non-respect des termes du protocole.

La Commission mixte a rappelé en septembre 2013 que le niveau d'emploi des marins mauritaniens à bord devait être de 60 % (excepté pour la pêche thonière). Ce chiffre ne semble pas atteint sans qu'il soit possible de le renseigner quantitativement. Il existe en particulier une difficulté à satisfaire les armateurs en matière de compétences des marins, des problèmes de communication orale avec des armateurs non francophones sur lesquels viennent se calquer la défaillance des infrastructures portuaires pour embarquer/débarquer.

### 7.2.3 Importance relative et impacts des captures des navires de l'UE sur le secteur de la transformation en Mauritanie

Les débarquements en Mauritanie pour l'année 2012 concerneraient 18 000 t dont 3 000 t en frais et 15 000 t en congelés d'espèces démersales et petits pélagiques. Les captures sitôt mises à terre sont réexportées afin d'être acheminées vers d'autres ports, européens et africains. Elles ne sont pas destinées ni à la transformation ni à la consommation sur le sol mauritanien. Le port de Nouadhibou ne dispose pas actuellement d'infrastructures portuaires, logistiques et de filières économiques pleinement adaptées à de tels débarquements.

L'effet de l'APP sur le secteur de la transformation mauritanien est donc nul. L'application du nouveau protocole paraphé le 16/12/2012 mentionne pourtant l'obligation de débarquement de toutes les captures de poissons démersaux et de petits pélagiques frais. Mais comme il mentionne également que « L'obligation de débarquement n'implique pas l'obligation de stockage et de transformation », il n'existe pas, hormis l'obligation de 2 % des captures pélagiques débarquées en faveur des populations nécessiteuses, de débarquement destiné à l'industrie de transformation ou au marché mauritanien.

Une société en charge de la distribution des 2 % de captures de petits pélagiques congelés a été créée en septembre 2013 sans que l'on ne dispose d'information sur son mode de fonctionnement et à qui bénéficient ces débarquements. Aussi, malgré les nouveautés apportées par le nouveau protocole (débarquements et transbordements obligatoires, redevances en nature), l'attractivité du port de Nouadhibou demeure faible, faute d'infrastructures portuaires et de filières économiques adaptées.

## **7.3 Économie**

L'appui sectoriel, 3 Mio EUR par an, devrait permettre au secteur halieutique de se structurer en partie. Cependant le déblocage de ce montant est conditionné à l'utilisation du reliquat précédent. À priori, l'appui

sectoriel, dont le montant est faible par rapport à la contribution totale de l'UE et celle des armateurs, doit permettre de réaliser des investissements portuaires, sociaux (pêche artisanale) et en matière de surveillance maritime. Dans le précédent protocole l'appui sectoriel était beaucoup plus élevé (65 millions d'euros sur l'ensemble de la période) mais devant la faible capacité de décaissement du ministère et le souhait de la Mauritanie de ne pas privilégier l'appui sectoriel par rapport à la compensation financière versée au titre de l'accès, il a été révisé à la baisse à partir de 2012.

## 7.4 Cohérence

Il s'agit de la conformité des actions menées dans le cadre de l'APP avec des actions portant sur des domaines similaires, et de la cohésion d'ensemble des politiques européenne et mauritanienne. La cohérence doit permettre de répondre aux questions suivantes : 1. quel est le niveau de conformité du protocole en cours avec la PCP et avec les mesures adoptées par des organisations régionales de gestion de pêche (la CICTA) ? ; 2. le protocole en cours est-il conforme aux autres politiques européennes ? ; et 3. le protocole est-il conforme avec la politique des pêches de la Mauritanie ?

### 1 Conformité avec la PCP et avec la CICTA

Le protocole est conforme avec la PCP qui vise à n'exploiter que des stocks excédentaires (reliquat), à imposer une non-discrimination par rapport aux flottes étrangères, à faire payer une redevance adéquate par les armateurs et à utiliser les fonds de l'appui institutionnel pour développer et structurer le secteur mauritanien des pêches.

La CICTA évalue, à l'échelle de l'océan Atlantique, les stocks de thonidés et autres espèces apparentées et formule des recommandations concernant le niveau et les conditions d'exploitation de ces stocks. Les avis énoncés ne concernent pas uniquement les activités de pêche dans les eaux de la Mauritanie mais plus largement dans les eaux des tous les pays côtiers réalisées ou pas par les flottes nationales. La flotte de l'UE opérant en Mauritanie se conforme aux recommandations de la CICTA (cf. Rapport régional pour une présentation détaillée).

### 2 Conformité de l'APP avec les autres politiques européennes

La politique de développement de l'UE vise à améliorer le niveau de vie des pays en développement, par la mise en place d'infrastructures, la création d'emplois, la formation, le respect des droits de l'homme, la promotion des femmes, etc. L'aide apportée par l'UE à travers le FED et les PIN successifs s'élève en moyenne à 26 Mio EUR par an, le protocole en cours apporte donc une contribution financière presque 3 fois supérieure à l'aide au développement.

### 3 Conformité de l'APP avec la politique des pêches et de développement de la Mauritanie

L'APP est conforme à trois des quatre principes et objectifs qui sous-tendent la politique des pêches de la Mauritanie à savoir :

- la création d'emplois : près de 150 emplois sont créés grâce à l'APP dont 130 à bord et 20 à terre ;
- la création de richesse : la Mauritanie bénéficie de 44 % de la création de la valeur ajoutée brute directe. Toutefois en l'absence de processus de transformation les effets économiques sont faibles ;
- la protection des ressources : l'APP, de par les règles qui dictent le fonctionnement des navires de l'UE, contribue à la pêche durable ;
- l'approvisionnement des marchés nationaux : en l'absence de débarquement à destination des étals mauritaniens, l'APP n'est d'aucune contribution à la réalisation de cet objectif.



### **7.5 Acceptabilité : les objectifs de l'APP étaient-ils pertinents concernant les besoins, les problèmes et enjeux auxquels sont confrontées les parties prenantes ?**

Le protocole en vigueur n'aurait pas été favorable aux armateurs au cours des premiers mois d'application en raison, selon les armateurs, de droits d'accès élevés et des limites de zones de pêche restrictives. Le protocole n'a donc été que peu utilisé en 2012 et au début de 2013. A la suite des modifications approuvées par le Comité scientifique conjoint et la commission mixte des amendements ont été portés au protocole. Cela concerne surtout l'ajustement de certaines limites de zone de pêche des 20 milles et la baisse de la redevance forfaitaire pour les catégories de pêche des petits pélagiques et des crevettes. Le protocole est devenu plus attractif pour les armateurs et le taux d'utilisation du protocole s'est amélioré, pour atteindre presque 50 % fin 2013 avec 69 navires (contre 36 en début d'année).

Les ONG mauritaniennes et étrangères qui suivent de près le secteur halieutique mauritanien reconnaissent que le protocole, en introduisant les notions de reliquat, de non-discrimination et de transparence, est un modèle qui doit s'appliquer aux autres protocoles signés (ou en préparation) avec d'autres États. Certaines ONG locales mentionnent que le non-renouvellement du protocole après 2014 ouvre la porte à d'autres intérêts étrangers et/ou d'autres sociétés qui n'ont pas forcément la même politique que l'UE.

## 8 Évaluation prospective de l'opportunité d'un protocole d'accord de partenariat dans le secteur de la pêche entre l'Union européenne et la République islamique de Mauritanie

---

Conformément à la législation européenne, la conclusion de tout nouveau protocole d'accord de pêche nécessite la réalisation d'une évaluation indépendante prospective (ex ante) afin d'en étudier la pertinence. La diversité des parties prenantes européennes requiert d'entreprendre relativement tôt les négociations pour élaborer un éventuel protocole. Tenant compte de cette exigence et de la durée du protocole en cours de 2 ans, l'évaluation prospective d'un éventuel futur protocole, est réalisée au deuxième semestre de la première année de l'application du protocole.

L'évaluation se base a) sur les règles d'évaluations définies dans l'Article 18 du Règlement délégué (UE) n° 1268/2012 de la Commission du 29 octobre 2012<sup>175</sup> et b) sur le guide ex ante<sup>176</sup> de la Commission européenne actuellement en vigueur.

### 8.1 Évaluation des besoins à satisfaire à court ou à long terme

La signature d'un accord de pêche (et de son protocole) veille à satisfaire les besoins des opérateurs économiques de la filière halieutique, des citoyens (notamment des consommateurs) de a) l'UE, b) du pays tiers signataire et c) des pays voisins (spécifiquement des pays ACP), et des institutions nationales et internationales en charge de la bonne gouvernance de la filière.

#### 8.1.1 Besoins à satisfaire partagés par l'UE et la Mauritanie

Les deux parties ont pour obligation d'assurer l'exploitation durable des ressources halieutiques conformément aux dispositions a) de la CNUDM (Convention des Nations unies sur le droit de la mer) dont l'UE et la Mauritanie font parties et b) de la Convention relative à la détermination des conditions minimales d'accès et d'exploitation des ressources halieutiques à l'intérieur des zones maritimes des États membres de la CSRP dont la Mauritanie fait partie ainsi que l'accès des navires de pêche étrangers dans les eaux placées sous la juridiction d'un État côtier ne peut être autorisé que s'il existe un **reliquat** du volume admissible de captures pour les ressources halieutiques présentes à l'intérieur de la zone économique exclusive (ZEE) de cet État. Selon les Articles 61 et 62 de la CNUDM, ce volume est à déterminer par l'État côtier avec **transparence** considérant l'activité des flottes nationales et étrangères (UE et non-UE) en cours et à venir.

L'accès aux eaux et aux ressources halieutiques ciblées par les flottes étrangères, dont la flotte de l'UE, dans les eaux sous juridiction mauritanienne au moyen de tout arrangement (accord public, licence privée, affrètement) doit en outre s'effectuer en conformité avec sa législation nationale (Article 62, alinéa 4 de la CNUDM).

L'accès des navires de pêche de l'UE aux ressources halieutiques présentes dans les eaux mauritaniennes doit aussi respecter la réglementation de l'UE en matière de gestion de la pêche notamment le Règlement n° 1224/2009 instituant un régime communautaire de contrôle des pêches (UE, 2009b) et le Règlement n° 1006/2008 permettant d'assurer le suivi des autorisations de pêche pour les navires de pêche de l'UE actifs en dehors des eaux de l'UE (UE, 2008b).

Pour les stocks de ressources halieutiques vivant dans plusieurs ZEE, ou dans plusieurs ZEE et en haute mer, soit les « stocks chevauchants » comme c'est le cas pour les poissons petits pélagiques, la Mauritanie et les États côtiers doivent s'assurer également d'une exploitation durable par l'élaboration et la mise en œuvre

---

<sup>175</sup> Règlement « relatif aux règles d'application du Règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 du Parlement européen et du Conseil relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union ». Ces deux règlements abrogent (partiellement) le Règlement (CE, Euratom) n° 1605/2002 du Conseil du 25 juin 2002 et son règlement d'application (Règlement (CE, Euratom) n° 2342/2002).

<sup>176</sup> CE, 2001. Évaluation ex ante - guide pratique pour l'élaboration de propositions de programmes de dépenses. Commission européenne – DG Budget. 34 p. Note : version française.

concertée de mesures de conservation et de gestion entre eux et avec les autres États autorisés à exploiter ces stocks (Article 63 de la CNUDM). Ce cadre de gestion peut s'effectuer par l'intermédiaire d'organisations régionales ou sous-régionales appropriées. Pour l'UE et la Mauritanie, il est donc important d'assurer l'opérationnalité des comités consultatifs nationaux et régionaux, récemment créés, pour la gestion pérenne des stocks partagés de petits pélagiques en Afrique du nord-ouest.

En raison de la nature hautement migratrice des thonidés, il est important pour l'UE (et ses États membres), les organisations régionales et l'administration mauritanienne qu'elles travaillent de concert dans le but de promouvoir et de renforcer les capacités de gestion des pêches en Mauritanie et au niveau régional. Pour l'exploitation des ressources hautement migratrices que sont les espèces thonières et espèces associées, l'accès en Mauritanie doit alors s'effectuer en conformité avec les mesures de gestion et de conservation de la Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique (CICTA) dont la Mauritanie et l'UE sont membres.

Dans l'hypothèse de continuité de l'accès des flottes de l'UE aux ressources halieutiques dans les eaux mauritaniennes, les deux parties ont pour volonté d'éviter les risques de conflits de zone de pêche entre les acteurs de la pêche industrielle et ceux de la pêche artisanale.

En assurant une pêche durable dans les eaux sous juridiction mauritanienne, l'UE et la Mauritanie ont aussi comme besoin commun d'obtenir des retombées économiques pour leur espace économique respectif par la création ou la pérennisation d'emplois directs et indirects dans le secteur halieutique en mer et à terre.

Enfin, pour l'UE et la Mauritanie, les conditions de travail à bord des navires de pêche de l'UE dans les eaux mauritaniennes devraient être en accord avec les standards sociaux internationaux établis par l'organisation internationale du travail (OIT)<sup>177</sup>. Cela, afin de faire en sorte que les conditions de travail soient convenables et sans discrimination entre les marins de nationalité différente.

#### 8.1.2 Besoins à satisfaire pour la Mauritanie

Les besoins à satisfaire pour la Mauritanie ont pu être identifiés comme suit sur la base des échanges et des informations recueillies auprès des autorités mauritaniennes et des autres parties prenantes du secteur de la pêche.

##### **Pour le gouvernement mauritanien**

La Mauritanie a pour volonté d'avoir une relation commerciale durable avec l'UE. Le développement de la zone franche à Nouadhibou a ainsi pour objectif de rendre attractif et compétitif le port de Nouadhibou pour les flottes industrielles nationale et étrangère (services de débarquement, d'avitaillement, de transbordement à quai ou en rade, la conservation à terre, l'emballage et la transformation). Dans l'hypothèse d'une conclusion d'un nouveau protocole, les autorités mauritaniennes ont aussi pour souhait d'utiliser les fonds de l'appui sectoriel d'un éventuel futur protocole pour de l'investissement à terre en cohérence avec la stratégie de développement de la zone franche de Nouadhibou.

Concernant les catégories de pêche d'un éventuel futur protocole :

1. la Mauritanie souhaiterait distinguer la catégorie de pêche ciblant les crevettes en deux catégories, une ciblant les crevettes côtières et l'autre ciblant les crevettes profondes ; les stocks étant distincts<sup>178</sup> (cf. Chapitre 3). L'éventuel changement de gestion par différentes licences de pêche, associées à une redéfinition des zones accessibles, a été analysé au sein d'une étude d'un plan d'aménagement des

---

<sup>177</sup> Dont en sont membres, entre autres, la Mauritanie, l'Espagne, la France, la Lettonie, la Lituanie et le Portugal. Site de l'OIT : <http://www.ilo.org/public/english/standards/relm/country.htm> ; mai 2013. Chaque convention de l'OIT doit être ratifiée pour être appliquée par ses membres.

<sup>178</sup> Direction en charge de la programmation et coopération, point focal de l'APP UE – Mauritanie au ministère des pêches et de l'économie maritime (MPEM), comm. pers., 14 octobre 2013.

crevettes en Mauritanie (MPEM, 2010). Sa mise en œuvre par la Mauritanie n'a cependant pas abouti en juillet 2012.

2. La pêche artisanale est très importante en termes d'emplois (environ 40 000) et de sécurité alimentaire. Les sardinelles et les ethmaloses restent des poissons de faible valeur que la majorité de la population peut acquérir. La pêche au poulpe permet au secteur de rentabiliser son outil de travail – les céphalopodes sont pratiquement exportés à 100 % et à des prix élevés soit 5 à 6 euros/kg). Ainsi, pour la pêche ciblant les céphalopodes, en l'absence d'une recommandation scientifique indiquant la possibilité d'augmenter l'effort de pêche permettant l'accès à une flotte étrangère, la Mauritanie continuera de rendre prioritaire l'accès de la flotte nationale les ciblant. Elle a, au travers de cette approche, pour objectif d'attirer des investisseurs étrangers à s'installer en Mauritanie au moyen de la zone franche pour exporter les céphalopodes, préférablement suite à un minimum de transformation à terre.

### 8.1.3 Besoins à satisfaire pour l'Union européenne

#### 8.1.3.1 *Pour les armateurs des navires de pêche de l'Union européenne*

Les armateurs de l'UE ont pour souhait d'accéder aux ressources halieutiques mauritaniennes au moyen d'un cadre juridique transparent, non-contradictoire avec les mesures de gestion internationales et sans qu'il y ait de régime discriminatoire en termes de droits d'accès et de conservation avec les autres flottes actives dans les eaux mauritaniennes. Selon les armateurs, les intérêts de flottes battant pavillon d'États membres de l'UE pour les différentes catégories s'interconnectent dans l'APP avec la Mauritanie réduisant la possibilité de négocier des arrangements privés par type de pêche (métier) en raison de clause d'exclusivité de l'accord (article 6 point 1). Globalement, ils demandent donc la conclusion d'un nouveau protocole suite à une période de négociation avec les autorités mauritaniennes au cours de laquelle ils seront consultés pour définir aux mieux ses termes.

*Pour les armements ciblant les petits pélagiques au moyen de navires congélateurs (catégorie 7 actuelle) :*

Les navires congélateurs de pêche de petits pélagiques (catégorie de pêche la plus importante dans les précédents protocoles et le protocole en cours) ont émis le souhait<sup>179</sup> d'accéder aux ressources halieutiques des eaux mauritaniennes préférablement au travers d'un protocole en étant consulté en amont de la phase de négociation. La dépendance de la zone de pêche mauritanienne pour les navires des États baltes est plus importante comparée, par exemple, aux navires hollandais pêchant principalement au nord de l'Atlantique. Leur principale inquiétude porte sur l'application de la clause d'embarquement de 60 % de marins mauritaniens. Ils attendent d'identifier, en 2014, les effets du mécanisme de rotation de marins mauritaniens payés à bord et à terre et accepté par les autorités mauritaniennes (Commission mixte de septembre 2013). Enfin, ils considèrent que le seuil de tolérance entre les captures déclarées dans le journal de pêche et l'évaluation de ces captures établie lors d'une inspection ou d'un débarquement est trop faible selon eux et devrait être revu légèrement à la hausse. Il est fixé à 2 % pour la pêche congelée de petits pélagiques dans le protocole en cours.

*Pour les armateurs de navires de pêche ciblant les espèces hautement migratrices (thons et espèces associées)*

Depuis les années 2000, les senneurs de l'UE axent principalement leurs saisons de pêche sur le Golfe de Guinée notamment dans les eaux gabonaises au travers d'un accord de pêche entre l'UE et le Gabon. La négociation d'un nouveau protocole entre l'UE et le Gabon a pris un an et demi. L'accord ayant été dormant pendant cette période<sup>180</sup>, des campagnes prospectives ont eu lieu en Mauritanie par les senneurs espagnols au moyen notamment de dispositifs concentrateurs de poissons (DCP). Ces campagnes ayant donné de (très)

<sup>179</sup> Entretiens avec les représentants des petits pélagiques.

<sup>180</sup> Le précédent ayant expiré en décembre 2011, le nouveau protocole est en application provisoire depuis juillet 2013.

bons résultats<sup>181</sup> avec une avance forfaitaire avantageuse étant basée sur un volume de captures de référence bas (cf. Chapitre 5), les thoniers senneurs de l'UE (français et espagnols) sont intéressés à continuer d'accéder aux eaux mauritaniennes dans les prochaines années. Ils préféreraient que l'accès aux ressources thonières s'effectue par le biais de l'accord de pêche entre l'UE et la Mauritanie favorisant une homogénéité des prix d'accès entre les pays d'Afrique ayant conclus des accords de pêche avec l'UE et un cadre juridique transparent.

En outre, les armateurs des thoniers senneurs espagnols ont émis le souhait d'intégrer les navires auxiliaires (*navires d'approvisionnement en pétrole et en vivres*) dans le protocole afin qu'ils soient assurés d'accéder aux eaux sous juridiction mauritanienne. Les navires auxiliaires non autorisés à pêcher sont inscrits dans les protocoles d'accord de pêche de l'UE dans l'océan Indien avec une redevance annuelle.

*Pour les armateurs ciblant les démersaux (non exhaustif) :* l'accord est essentiel mais n'est pas satisfaisant économiquement parlant. Ils jugent les coûts public (contribution de l'UE) et privé trop élevés.

- Pour les crevettiers

Pour les armateurs crevettiers, deux exploitations sont à distinguer : la flottille qui travaille dans les profondeurs et la flottille qui travaille à la côte. Des navires peuvent cependant adopter les deux stratégies, en alternant le ciblage entre le jour et la nuit. Pour la flottille espagnole, tous les patrons sont localisés vers Huelva. La filière amont (entretien du navire, construction, etc.) et la filière aval (stockage et expédition, les produits étant conditionnés à bord) subissent les conséquences de l'arrêt de la flottille. Un arrêt temporaire a été financé dans le cadre de cette pêcherie. Pour les crevettiers, le volume de captures autorisé est considéré comme limitant, apprécié comme un quota.

Il y a probablement déjà eu quelques sorties de flotte et, sur les 24 navires espagnols initiaux, 11 vont vraisemblablement continuer leur activité en 2014 et dans le futur, des licences leur ayant été accordées pour les derniers mois de 2013. En outre, 2 navires ont déjà dépavillonné pour passer sous pavillon sénégalais<sup>182</sup>.

- Pour les céphalopodiérs

L'année 2012 a marqué, à ce jour, la fin de l'exploitation des céphalopodes par la flotte de l'UE dans des conditions de captures démontrant, pour les armateurs, une disponibilité de la ressource. 5 ont des accords privés avec le Sénégal, 3 avec la Guinée (Conakry), 1 a une autre licence privée. Des sorties de flotte sont à prévoir pour une partie de la flottille (environ 10 navires), dans un régime encore incertain puisque la procédure d'adoption du fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche (FEAMP), remplaçant le fonds européen de la pêche – FEP, est toujours en cours. Les impacts en termes de traitement des produits sont ressentis surtout à Las Palmas et un peu au port de Vigo.

#### 8.1.3.2 *Pour l'Union européenne représentée par la Commission*

L'UE a pour objectif de signer un protocole d'accord avec la Mauritanie en conformité avec les objectifs globaux et spécifiques au regard de la nouvelle dimension extérieure de la politique commune de la pêche. Ces objectifs sont présentés en section 3 de ce Chapitre. Il s'agit, pour l'UE, de conclure un protocole fondé sur une absence de discrimination en termes financiers et techniques entre les flottes de l'UE, les flottes nationales et les autres flottes étrangères.

Conformément à la réforme de la politique commune de la pêche, les droits d'accès devraient être mieux répartis entre l'UE et les armateurs.

<sup>181</sup> Une explication possible est la baisse d'exploitation des stocks de petits pélagiques, qui aurait permis aux thonidés de se nourrir et donc d'être plus présents en masse.

<sup>182</sup> Entretiens avec les autorités espagnoles et Europêche, octobre 2013.

### 8.1.3.3 *Pour les consommateurs ; notamment européens*

Au cours des 15 prochaines années, en raison de l'accroissement démographique de sa population<sup>183</sup> et de l'augmentation de la consommation per capita<sup>184</sup>, la consommation de produits de pêche dans l'UE (28 États membres<sup>185</sup>) devrait augmenter légèrement (UE, 2013) (Ernst & Young et al., 2009). Les captures et la production aquacole au sein des États membres de l'UE ne suffisant pas à satisfaire les besoins des consommateurs, en accord avec les objectifs de la politique commune de la pêche<sup>186</sup>, l'UE doit assurer l'approvisionnement du marché européen en produits de qualité, à des prix raisonnables et conformes aux règles d'hygiène européennes (adapté de COFREPECHE et al., 2013a).

Toutefois, une grande partie des espèces capturées par les navires de l'UE en Mauritanie ne sont pas historiquement des produits consommés par les populations de l'UE ou à de rares exceptions (par exemple, par les communautés africaines résidentes en Europe consommant du chinchard). Ainsi, en dehors des thonidés, des crevettes et de quelques espèces démersales (e.g. le merlu, la sardine, le poulpe), la très grande majorité des captures effectuées en Mauritanie par la flotte de l'UE n'approvisionne pas le marché de l'UE mais le marché africain, contribuant à l'apport de protéines animales auprès des populations d'Afrique de l'Ouest.

### 8.1.4 Positionnement de la société civile

#### 8.1.4.1 *Remarque(s) de la société civile mauritanienne sur les besoins à satisfaire<sup>187</sup>*

Les ONG visant à la protection de l'environnement marin apprécient que le dernier protocole aille dans le sens des demandes répétées par la profession et les ONG nationales mauritaniennes, par exemple l'éloignement des côtes des flottes de l'UE ciblant les petits pélagiques. Elles sont notamment satisfaites du principe actuel de précaution sur la pêche du poulpe et promeuvent son respect dans l'éventuel futur protocole si la situation du stock ne s'améliorait pas.

Les ONG mauritaniennes envisagent de tenir une table ronde pour préparer les futures négociations, afin, notamment de préserver les acquis, et insister, auprès du gouvernement mauritanien, sur la nécessité de bien tenir compte des impératifs d'une gouvernance transparente des ressources de la ZEE mauritanienne. Elles promeuvent alors des droits d'accès et des redevances harmonisés et disponibles au public, la protection de l'environnement marin notamment dans l'exploitation des crevettes et la réorientation de la contribution de l'UE aux fonds de l'appui sectoriel, la prise en compte de mesures en cas d'effet avéré de distorsion de prix des petits pélagiques vendus par les pêcheurs artisanaux par la redevance en nature.

Cette table ronde sera constituée des mêmes participants (ONG, professionnels et scientifiques) que ceux du dernier atelier de décembre 2012 soit des ONG, des professionnels et des scientifiques.

#### 8.1.4.2 *Remarque(s) de la société civile européenne sur les besoins à satisfaire*

Les ONG telles que Transparentsea<sup>188</sup> et la CAPE (Coalition pour des accords de pêche équitables)<sup>189</sup> encouragent (entre autres) :

<sup>183</sup> Analyse sur un même nombre d'États membres.

<sup>184</sup> Le marché des produits de la pêche n'est en effet pas homogène avec une consommation de produits de pêche élevée par habitant (entre 30 kg/an et 60 kg/an dans les années 2000) sur les pays du sud-ouest de l'Union européenne (Ernst and Young et al., 2009).

<sup>185</sup> Incluant la Croatie depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2013.

<sup>186</sup> notamment stabiliser les marchés, assurer des prix raisonnables aux consommateurs, garantir la santé des consommateurs.

<sup>187</sup> Basé sur un entretien avec le président de Pêhecops, novembre 2013 et Pêhecops et Fédération Nationale des Pêches de Mauritanie, 2012.

<sup>188</sup> <http://transparentsea.co>.

<sup>189</sup> D'autres ONG, Greenpeace et Pew, ayant des objectifs généraux similaires peuvent être cités.

1°, la transparence des accords de pêche européens et non-européens, notamment pour le suivi des activités de pêche et l'utilisation des fonds de l'UE ;

2°, un accès non subventionné par l'UE et dont le coût demeure équitable ; et

3, la bonne gouvernance des pêches (soit la réduction de la pêche INN) pour toute flotte sans exception.

Organisées au sein du comité de dialogue social paritaire, les partenaires sociaux européens, dont les fédérations européennes et internationales des ouvriers du transport (ETF<sup>190</sup> et ITF<sup>191</sup>) envisagent quant à eux de demander à la Commission européenne une modification de la clause sociale des protocoles d'APP<sup>192</sup>. En l'application des normes de l'organisation internationale du travail OIT<sup>193</sup> à tout contrat de travail à bord des navires de l'UE ne leur semble pas suffisante en l'absence de bases salariales précises dans les textes actuels du protocole.

## 8.2 Enseignements tirés du passé

La précédente période de négociation du protocole de 2012-2014 a duré 12 mois. La procédure de négociation d'un éventuel futur protocole devrait en tenir compte (cf. Section 8.5.1 plus bas).

Cinq catégories de pêche sur neuf ont été actives en 2013 et une (la pêche crevettière) devrait l'être sur les derniers mois de 2013 soit un total de six catégories de pêche :

- les crevettiers (catégorie 1) sur les deux derniers mois uniquement,
- les merlutiers (catégorie 2),
- les palangriers ciblant les espèces démersales autre que le merlu (catégorie 3),
- les thoniers senneurs (catégorie 5) et les palangriers de surface et les canneurs ciblant les thonidés (catégorie 6) et
- les chalutiers congélateurs ciblant les petits pélagiques (catégorie 7).

Pour l'année 2013, en dehors des thoniers senneurs et des merlutiers, les volumes de captures étaient globalement en deçà des volumes de captures attendus. Cette situation a pour effet de rendre le protocole faiblement à modérément intéressant en termes d'investissement public, bien que les armateurs actifs lors du protocole en cours permettent la création d'une valeur ajoutée directe de près de 50 Mio EUR (cf. Chapitre 6). Pour l'année 2014, ces catégories devraient être plus utilisées. Sur les deux années du protocole, dans son ensemble, la contribution de l'UE restera toutefois élevée. Les options prises par l'UE devront tenir compte de cette situation en adaptant le mode d'accès des navires (arrangement privé) ou en adaptant le futur protocole.

L'accès de navires de pêche de l'UE ciblant les céphalopodes (catégorie 9 du protocole en cours) est conditionné à la présence d'un reliquat. Pour l'instant, la Mauritanie - et l'UE -, considère que la flotte nationale artisanale et industrielle ciblant ces espèces est prioritaire en raison du statut alarmant des stocks de poulpe

<sup>190</sup> <http://www.itfglobal.org/ETF> ETF : *European Transport Workers' Federation*.

<sup>191</sup> La Fédération internationale des ouvriers du transport (ITF – *International Transport Workers' Federation*) est une fédération syndicale internationale composée de syndicats de travailleurs du transport localisés dans différents pays dans le monde. Elle intervient aussi dans le secteur de la pêche.

<sup>192</sup> [http://www.europeche.org/images/stories/video/EP51\\_CDP\\_APS\\_FR.doc](http://www.europeche.org/images/stories/video/EP51_CDP_APS_FR.doc).

<sup>193</sup> Les clauses sociales des protocoles des accords de pêche de l'UE (e.g. chapitre IX du protocole d'APP en vigueur en Mauritanie) ont été modifiées en 2002 en vue d'appliquer les normes de l'organisation internationale du travail (OIT) aux conditions de travail des marins sur les navires de pêche de l'UE. Pour les pays où il existe des syndicats, la demande des partenaires sociaux est d'obtenir des négociations collectives vis-à-vis du droit du travail à bord des navires (tout pavillon confondu) avec les syndicats locaux (si nécessaire en coopération avec les syndicats de l'état du pavillon). Dans les cas où il n'y aurait pas de syndicat local, le syndicat de l'État du pavillon doit, selon les fédérations de travailleurs, être impliqué dans les négociations, ce qui ne serait pas actuellement le cas.

(principale espèce cible dans le groupe des céphalopodes). Dans l'hypothèse où la situation des stocks changeait, l'accès des navires de pêche de l'UE pourrait être de nouveau autorisé. Les deux parties étudient en outre la mise en œuvre de mesures de gestion et de suivi de l'exploitation des céphalopodes basées sur l'instauration de zones d'exclusion spatio-temporelle et une campagne expérimentale avec des navires nationaux pour ré-ouvrir éventuellement l'accès de navires de pêche de l'UE aux céphalopodes. La Mauritanie reste cependant réticente à cette réouverture jugeant la situation de ces stocks encore fragile en raison d'une exploitation déjà excessive.

La Mauritanie applique une législation nationale tendant à éviter toute contradiction entre les différents modes d'accès, à la demande de l'Union européenne qui a souhaité l'inscription de ce principe dans le protocole actuel. Par exemple, les droits d'accès et les mesures techniques au travers de licence libre pour un navire étranger ciblant les petits pélagiques sont actuellement similaires à ceux du protocole actuel : 123 euros par tonne pêchée et des frais d'avance de 5 000 euros. Pour une licence privée, une compensation est également incluse, comparable à la contribution de l'UE (Chapitre 4).

Enfin, la Mauritanie a signé des arrangements publics de pêche avec le Sénégal et des arrangements privés avec des sociétés japonaise et chinoise dans lesquels les États sont fortement impliqués (cf. Chapitre 4). Elle étudie un nouvel accord avec la Russie sur des termes identiques à ceux inscrits dans le protocole d'accord de pêche avec l'UE et envisage en outre de signer un arrangement privé avec des investisseurs saoudiens pour leur permettre d'accéder, dans les deux cas, aux petits pélagiques. Les investisseurs saoudiens envisagent de capturer 100 000 t pour les transformer dans la zone franche mauritanienne afin de générer de l'emploi en Mauritanie. Le volume de captures autorisé pour la flotte de Russe est encore en négociation. Force est de constater que la ressource n'est pas assez protégée, que les captures de sardinelles et d'ethmaloses (en grande partie par la flotte artisanale sénégalaise - qui a 300 autorisations de capture – et dont les tonnages débarqués ne sont pas enregistrés par les Douanes, mais qui seraient de l'ordre de 70 000 t/an) destinées à produire de la farine de poisson ont également un effet sur la durabilité de la ressource, et que la création d'emplois à terre (transformation/commercialisation) ne pourra compenser l'éventuelle perte prochaine d'activité artisanale mauritanienne, si des mesures de protection renforcée ne sont pas observées, et que la signature de nouveaux accords n'est pas largement précédée de présentation transparente au Conseil Scientifique conjoint de l'accord de pêche avec l'UE et aux autres signataires d'accords existants. Comme déjà mentionné dans ce rapport, les stocks de sardinelle ronde et d'ethmaloses seraient surexploités.

### 8.3 Les objectifs d'accord de partenariat de pêche

Les objectifs globaux et opérationnels assignés de manière générale à tous les APP et leur protocole d'application doivent se retrouver dans celui qui pourrait lier l'UE à la Mauritanie.

#### 8.3.1 Objectifs globaux

Le Conseil de l'Union européenne<sup>194</sup> a actualisé les objectifs globaux de tout accord de partenariat de pêche (et de son protocole) entre l'UE et un pays tiers dans ses conclusions de session du 19 mars 2012<sup>195</sup>. Basé sur celles-ci, un APP doit alors (<sup>196</sup>) :

---

<sup>194</sup> Il s'agit de l'institution européenne où se réunissent les ministres des gouvernements de chaque pays membre de l'UE pour adopter des actes législatifs et coordonner les politiques par secteur ([www.consilium.europa.eu](http://www.consilium.europa.eu)).

<sup>195</sup> Conseil de l'UE, 2012. Conclusions du Conseil sur la communication de la Commission relative à la dimension extérieure de la politique commune de la pêche. 19 mars 2012. 7 p.

<sup>196</sup> La présentation des objectifs globaux est identique à celles dans d'autres évaluations récentes. Il s'agit en effet de termes validés par la Commission sur la base des conclusions du Conseil de l'UE du 19 mars 2012.



1. préserver les ressources et leur écosystème par une exploitation rationnelle et durable des ressources marines vivantes dans les eaux sous juridiction des États côtiers conforme à des évaluations qualifiées et aux avis scientifiques ;
2. obtenir des retombées économiques (pour les parties prenantes) directes et indirectes par la création d'emplois (en appliquant des standards de travail non-discriminant) et de valeur ajoutée pour les deux parties de l'APP ;
3. contribuer à l'alimentation des populations des parties signataires et des pays du groupe ACP ;
4. tendre à une meilleure gouvernance mondiale des pêches ;
5. intégrer les États côtiers en développement dans l'économie mondiale ;
6. promouvoir le respect des droits de l'homme et des principes démocratiques ; et
7. prendre en considération les intérêts des régions ultrapériphériques (pour exemple, dans le cas de l'accord de pêche avec la Mauritanie, notamment les îles Canaries) de l'Union européenne situées dans le voisinage des États côtiers.

Les termes d'une nouvelle politique commune de la pêche devraient être achevés fin 2013<sup>197</sup> pour une application en janvier 2014. Un accord entre le Conseil de l'UE, la Commission européenne et le Parlement européen sur le règlement de base de la PCP a eu lieu fin juillet 2013. Sa dimension extérieure (politique de pêche de l'UE hors des eaux de l'UE) est globalement similaire, dans ses principes, à celle présentée ci-dessus<sup>198</sup>. Les accords de partenariat de pêche devraient alors porter l'appellation « accord de partenariat dans le domaine de la pêche durable ». Les discussions, plus techniques, portent également sur la politique à appliquer pour la réduction des rejets en mer et les mesures à mettre en œuvre afin d'éviter tout dépavillonnage abusif de navires de pêche de l'UE (cf. Rapport régional sur le bref historique des accords publics dans le domaine de la pêche entre les pays tiers et l'UE). Des extraits du texte de compromis final du règlement de base de la PCP sont présentés en annexe E. Ce projet de texte est en attente d'une deuxième lecture par le Parlement européen pour son accord en session plénière le 9 décembre 2013 (date indicative).

### 8.3.2 Objectifs opérationnels

Les objectifs opérationnels<sup>199</sup> sont :

- 1) faciliter l'accès de la flotte de pêche de l'UE aux eaux des pays tiers afin d'exploiter les ressources halieutiques excédentaires (soit la notion de reliquat non pêché par la flotte battant pavillon de l'État côtier ou de la disponibilité de stocks chevauchants ou hautement migratoires) ;
- 2) contribuer au développement durable du secteur de la pêche en mettant en place un cadre de gestion conforme aux standards internationaux ; et
- 3) responsabiliser le secteur de la pêche par la mise en œuvre d'un cadre de suivi et de contrôle conforme aux standards internationaux.

<sup>197</sup> La révision de la PCP est entreprise selon le mécanisme de codécision (instauré depuis l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne le 1 décembre 2009) entre le Parlement européen et le Conseil de l'UE au travers d'un processus de consultations des parties prenantes.

<sup>198</sup> Cf. site du Parlement européen -

<http://www.europarl.europa.eu/oeil/popups/ficheprocedure.do?reference=2011/0195%28COD%29&l=FR#documentGateway> (lien accessible le 20 octobre 2013).

<sup>199</sup> Le terme « objectif opérationnel » est utilisé dans le guide ex ante (CE, 2001), il s'agit dans le cadre de cette évaluations des résultats à atteindre et des objectifs spécifiques d'un accord de pêche (et de son protocole).

## 8.4 Options de politique disponibles et risques y étant associés

Deux options sont envisageables pour l'UE et la Mauritanie (les deux parties) : la conclusion d'un protocole d'accord de partenariat de pêche (*option 1*) ou non (*option 2*). L'option d'un accord de pêche négocié au niveau régional ne peut pour le moment être examinée car cette approche nécessite un minimum de préparation par les États, l'UE et les institutions régionales qui pourraient être impliquées.

Pour l'option 1, deux sous-options sont possibles :

- sous-option a : un protocole « mixte » garantissant un accès des flottes de l'UE aux crevettes, aux poissons démersaux, aux petits pélagiques et aux grands migrants,
- sous-option b : un protocole ne couvrant que les grands migrants compte tenu de la situation observée en 2012 et au début de l'année 2013.

L'évaluation présente les avantages et les inconvénients (incidences) des différentes options. Pour chaque option, les deux parties pourront, si elles le souhaitent, approfondir la nature et le mode d'exécution de l'option privilégiée à partir de l'analyse ci-dessous.

Pour les deux options, le statut des deux stocks de petits pélagiques, la sardinelle ronde et le chinchard cunéné, estimés surexploités par le COPACE (Chapitre 3) devrait être suivi en priorité. Pour l'option 1, un Comité scientifique conjoint serait utile afin d'analyser les recommandations scientifiques sur les mesures de gestion et de conservation des stocks exploités à prendre alors que, pour l'option 2, les organisations régionales de pêche tels que le COPACE et l'IMROP seraient directement les principales sources de recommandations.

### 8.4.1 Option 1 : conclusion d'un protocole entre l'UE et la Mauritanie

Les effets des changements de mesures techniques à la fin de l'année 2013 ne peuvent être mesurés avec précision à la fin de l'année 2013 bien qu'ils amènent à conclure à la pertinence d'adapter le nombre de possibilités de pêche et le volume de captures autorisés par catégorie de pêche à la réalité des niveaux d'utilisation du protocole au moment de sa renégociation. La conclusion des termes d'un nouveau protocole devra en effet se réaliser en suivant avec attention les taux d'utilisations des différentes catégories de pêche au premier semestre 2014. Les projets de catégories de pêches (nombre de possibilités de pêche et volume de captures autorisés) pourraient nécessiter des adaptations.

Le nouveau protocole devrait être basé sur un calcul des possibilités de pêche et des tonnages de référence ou volumes de captures autorisés en adéquation avec le statut des stocks exploités (notion de reliquat), la réalité des captures réalisées par la flotte de l'UE mais aussi des perspectives de développement des flottes de pêche en Mauritanie. Il devrait par conséquent être envisagé de ne pas renouveler les catégories de pêche non utilisées en 2013 et 2014 ; ce qui aurait pour effets bénéfiques de réduire les coûts du protocole à la charge de l'UE (la compensation financière). À ce jour, la catégorie 4 permettant l'accès de crabiers n'est par exemple par pertinente. Concernant la catégorie de pêche « pélagique – frais », bien qu'elle soit très faiblement utilisée en 2013 (à ce jour), la politique mauritanienne de développement d'une filière de débarquement – transformation à terre de petits pélagiques frais (cf. dernière section du chapitre 4) amène une réflexion sur la continuité de cette catégorie de pêche au lieu de la supprimer.

Un protocole entre l'UE et la Mauritanie inclurait alors une **compensation financière**. La Mauritanie préfère que la contrepartie financière de l'UE soit majoritairement payée au travers de la compensation financière, relative à l'accès, afin d'utiliser ces fonds dans les budgets de l'État selon sa volonté (Chapitre 5) plutôt qu'au travers d'un appui financier dédié aux activités de développement du secteur de la pêche. Cette position peut être légitime sous réserve que le paiement de la compensation de l'UE ait, du point de vue de la société civile mauritanienne, des retombées économiques et sociales pour la Mauritanie. Un minimum de transparence sur l'utilisation de ces fonds serait dès lors bien perçu par les citoyens mauritaniens et européens représentés par leurs parlements et les sociétés civiles mauritaniennes et, indirectement, internationales. De même, cette position relativise fortement le partenariat en matière de développement souhaité par l'Union européenne.

### **Sous-option 1 : protocole « mixte »**

Une catégorie de pêche « céphalopodiers » dormante pourrait être incluse en raison de l'importance historique des eaux mauritaniennes pour les flottes espagnoles ciblant les céphalopodes. En cas de changement de statut des stocks halieutiques, la Mauritanie pourrait alors inviter l'UE à négocier des possibilités de pêche.

### **Sous-option 2 : protocole « thonidés »**

Le protocole actuel ayant été utilisé à des niveaux plus bas qu'attendus pour les catégories de pêche non-thonière, cette option est également envisageable. La sous-option d'un protocole uniquement pour l'accès aux espèces hautement migratoires (thonidés et espèces associées) reste cependant très restrictive et pénalisante pour les flottes de l'UE ciblant d'autres ressources. Cette sous-option n'est donc pas développée en détail ci-dessous.

#### **8.4.2 Option 2 : absence de protocole entre l'UE et la Mauritanie**

Plusieurs sous-options seraient alors envisageables :

- L'accord de pêche n'est pas dénoncé par une des deux parties. L'accord est alors dormant (il s'applique sans qu'un protocole soit en cours) et sa clause d'exclusivité reste en vigueur. Cette clause interdit aux armateurs de l'UE d'accéder aux ressources halieutiques dans les eaux sous juridiction mauritanienne.
- L'accord de pêche est dénoncé. Alors, les armateurs de l'UE souhaitant exercer des activités de pêche dans les eaux sous juridiction mauritanienne seraient en mesure d'obtenir des licences privées ou de conclure un ou des arrangements privés (comme le font les sociétés privées japonaises et chinoises (cf. Chapitre 4)).

### **8.5 Effets attendus et risques escomptés selon les différentes options<sup>200</sup>**

#### **8.5.1 Option 1 : conclusion d'un protocole d'accord de pêche entre l'UE et la Mauritanie effets et risques**

Pour cette option 1, les armateurs de l'UE seraient protégés par les termes du protocole en cas d'application d'une législation nationale contradictoire.

Si l'UE décide de conclure un nouveau protocole, lors de la négociation avec la Mauritanie, le mécanisme de consultation des différentes parties prenantes doit être programmé avec la Mauritanie au moyen d'échéanciers précis afin de minimiser les risques d'interruption des activités de pêche début 2015.

#### **8.5.2 Option 2 : absence d'accord de pêche entre l'UE et la Mauritanie – effets et risques**

En l'absence d'un accord de pêche dénoncé, les armateurs de l'UE ne pourront pas accéder aux eaux sous juridiction mauritanienne. Si l'accord de pêche entre l'UE et la Mauritanie était dénoncé, les armateurs devraient alors se conformer à la législation nationale en termes de droits d'accès et de mesures techniques. Les clauses de la législation nationale étant à ce jour identiques à celle du protocole en cours, l'avantage pour les armateurs serait faible. Pour que cet accès ait lieu, l'accord de pêche entre l'UE et la RIM devra être dénoncé, ce que la Mauritanie n'envisage pas pour le moment.

#### **8.5.3 Comparaison des deux options – effets et risques**

La comparaison des deux options dans le tableau ci-dessous en termes de résultats attendus et de risques (cf. ci-dessus) se base sur la page 20 du guide ex ante de la Commission européenne (CE, 2001). Le critère

<sup>200</sup> Selon le guide des évaluations ex ante de la Commission européenne (CE, 2001), les indicateurs et modalités d'évaluation nécessaires pour suivre les mesures devraient être développés. Ils ne sont pas présentés ici par l'équipe d'évaluation car ils le seront par la Commission en cas de négociation d'un nouveau protocole.

d'évaluation « acceptabilité » permet en complément, d'avoir une vision d'ensemble plus élargie des potentielles forces, faiblesses et opportunités de chaque option.

Le tableau ci-dessous synthétise les deux options (et leurs sous-options).

**Tableau 8.1 : comparaison des deux options de politique évaluées et leurs incidences**

Option 1 : un protocole d'accord de partenariat de pêche avec l'UE – sous-option : protocole « mixte »	Option 2 : pas de protocole – accès autorisé par arrangement privé ou octroi de licence privée
Efficacité	
<i>Forte</i> – contribution de l'UE à la politique de durabilité de la filière halieutique mauritanienne	<i>Moyenne</i> – contribution de l'UE à la durabilité de la filière halieutique au travers d'autres instruments financiers (le FED et les agences de développement des États membres de l'UE)
Coûts	
Coûts pour l'UE : <i>adaptés</i> si défini selon un calcul de la contrepartie financière harmonisé à l'utilisation réelle des catégories de pêche	Coûts pour l'UE : <i>réduits</i> (coûts liés au suivi et à la surveillance de la flotte au titre du Règlement « Contrôle »)
Risques (et mesures d'atténuation possibles)	
Dans le cas de mesures techniques non acceptables par les armateurs non-thoniers, les flottes non-thonières pourraient ne pas faire ou faire peu de demandes de licences de pêche. Les modifications de mesures prises lors du protocole en cours atténuent ce risque (pour les crevettiers par exemple)	Absence d'accès sans dénonciation de l'accord de pêche en cours (il expire en 2018 sauf reconduction tacite par les deux parties). Si la Mauritanie et l'UE ne dénoncent pas l'accord de pêche en cours, les armateurs ne peuvent accéder aux eaux mauritaniennes
Acceptabilité	
Acceptabilité <i>moyenne</i> par les armateurs de l'UE non-thoniers Acceptabilité <i>forte</i> pour les armateurs thoniers	<i>Peu acceptable</i> par les armateurs : exigence de dénonciation de l'accord de pêche entre l'UE et la Mauritanie. Les armateurs de l'UE seraient alors directement soumis aux conditions financières et techniques prévues par la législation mauritanienne (et aux changements éventuels de cette réglementation)
Meilleure acceptabilité d'un arrangement public pour les ONG sous réserve d'un accord équitable, transparent pour toutes les parties, équilibré dans la contribution de l'UE et des armateurs et protégeant l'environnement marin	

Source : réalisation propre du consultant

#### 8.5.4 Évaluation globale

L'option envisagée de conclure un protocole d'accord de partenariat dans le domaine de la pêche entre l'UE et la Mauritanie est pertinente sous réserve que les catégories de pêche en termes de possibilités de pêche et de volumes de captures autorisés soient en concordance avec les quantités réelles capturées lors du protocole en cours. Dans la sous-option d'un protocole mixte tel que présenté ci-dessus, la majeure partie des captures de la flotte de l'UE en Mauritanie contribuera peu à approvisionner le marché UE en volume. Le protocole générera cependant des emplois en mer et à terre pour chaque partie à des niveaux non négligeables (ils sont de l'ordre de 150 actuellement, essentiellement à bord des navires).

## **8.6 Analyse de la décision éventuelle de l'UE de conclure un protocole d'accord de partenariat de pêche avec la Mauritanie**

Dans l'hypothèse où l'UE décide de conclure un nouveau protocole d'accord de pêche avec la Mauritanie, sont présentés ci-après la plus-value de l'intervention de l'UE, le mode d'exécution du protocole le plus approprié, la cohérence de ce protocole avec d'autres instruments de l'UE (accord de partenariat économique, appui du FED, politique commune de la pêche, etc.).

### **8.6.1 Plus-value de l'intervention de l'Union européenne/de la DG MARE dans un protocole**

L'intervention de l'UE permet la mise en place d'un cadre juridique propre à protéger les armateurs des navires de pêche de l'UE. Dès lors que les activités prévues dans le cadre de l'appui sectoriel sont réalisées, elle contribue de plus à l'amélioration de la gouvernance dans le pays tiers ainsi qu'au renforcement de la lutte contre la pêche INN.

Pour exemple, des plans de gestion par type de pêche existent (seul le poulpe est en vigueur) dont la définition a été pour certains financée par la coopération allemande mais, à ce jour, une politique de pêche<sup>201</sup> n'est pas identifiable au travers d'un document adopté (cf. Chapitre 5). Son adoption, qui conditionne le déclenchement de l'appui sectoriel du protocole en cours, le futur protocole d'accord de pêche aura alors pour valeur ajoutée de contribuer à la mise en œuvre de cette politique au travers de la Commission mixte, du Comité scientifique conjoint et des fonds de l'appui sectoriel.

### **8.6.2 Mode d'exécution le plus approprié**

Tenant compte des activités des flottes nationales et étrangères, la Mauritanie devrait identifier avec son partenaire, l'UE, les reliquats disponibles pour les flottes de l'UE pour le calcul des volumes annuels de captures autorisés par type de pêche. Cet exercice devrait se réaliser avec transparence au sein de la Commission mixte de l'accord de pêche en vigueur.

Le protocole devrait être plus précis<sup>202</sup> sur la notion de volume de captures autorisé afin de bien définir si il s'agit d'un quota (une limite à ne pas dépasser) ou un tonnage de référence (cas pour les thoniers dans les accords de pêche « thoniers » type) et inclure les modalités en cas de dépassement.

La durée du protocole devrait permettre de pouvoir étudier quantitativement les effets du protocole sur la flotte de pêche de l'UE et sur le secteur halieutique de la Mauritanie notamment lors de l'analyse rétrospective de l'éventuel futur protocole. Et, une durée trop longue risque de ne pas tenir compte des fluctuations des prix du gasoil et du poisson dans les droits d'accès pénalisant alors les armateurs de l'UE. La durée du protocole devrait donc être fixée autour de 4 ans<sup>203</sup> afin d'assurer aux différentes flottes de l'UE un accès sécurisé sur le moyen terme avec une fixité des droits d'accès.

Un démarrage d'un protocole fin décembre est acceptable et préféré par les autorités mauritaniennes car la gestion du protocole par année calendaire est alors simplifiée. Le décalage d'application provisoire du protocole en cours (16 décembre 2012) par rapport aux précédents protocoles devrait le permettre si la conclusion d'un nouveau protocole a lieu suffisamment en amont de l'expiration du protocole en cours.

Pour éviter toute interprétation par les autorités et le personnel en charge et l'application et du suivi des mesures de gestion et de conservation du protocole et de la législation nationale dans le domaine de la pêche, les mesures du protocole ne devraient pas être en contradiction avec la législation nationale. Pour ce faire, la

---

<sup>201</sup> « Stratégie nationale de développement du secteur des pêches » dans le procès-verbal de commission mixte de septembre 2013.

<sup>202</sup> Bien que moins importante, une précision serait aussi nécessaire dans le protocole lors de l'utilisation du terme « pélagique » pour éviter toute interprétation lors de la lecture du futur protocole entre les modalités du protocole s'appliquant aux « grands pélagiques » (thonidés) et aux « petits pélagiques » (sardinelles, chinchards, etc.).

<sup>203</sup> La durée du protocole à négocier devrait prendre en considération la date d'expiration de l'accord de pêche en cours en 2018. Il est possible que l'UE souhaite négocier un accord de partenariat dans le domaine de la pêche durable (cf. Introduction).

législation nationale devrait aussi tenir compte de la non-applicabilité de recommandations (caduques) d'organisations régionales de pêche (telles que celle de la CICTA sur la taille minimale de certains thons).

La transmission de données aux autorités mauritaniennes au travers du journal de pêche électronique devrait progressivement s'appliquer à la flotte de l'UE dans les eaux mauritaniennes si l'obligation s'applique à toutes les flottes industrielles sans distinction de pavillon. Les fiches techniques des catégories de pêche devraient identifier les espèces cibles de chaque catégorie. L'échange de données sur les captures entre la Mauritanie et l'UE devrait se conformer aux termes du protocole en cours (cf. Chapitre 5).

Dans l'hypothèse de la présence au sein du futur protocole de crevettiers autorisés à pêcher des céphalopodes en tant que captures accessoires, le suivi des captures accessoires par un échantillon d'observateurs à bord de crevettiers de l'UE et non-UE devrait également se réaliser. Cette approche est en conformité avec les objectifs de la politique commune de la pêche en cours de réforme qui vise à réduire les rejets pour les navires de pêche de l'UE.

Les marins mauritaniens pourront embarquer sur des navires de l'UE s'ils ont en leur possession la documentation requise conformément aux conventions internationales en vigueur, en particulier la convention STCW-F<sup>204</sup> ratifiée par la Mauritanie. Également, pour les chalutiers congélateurs ciblant les petits pélagiques, les termes du protocole devront tenir compte des résultats du mécanisme de rotation de paiement de marins à bord et à terre appliqué depuis octobre 2013.

Les conditions de débarquements et de transbordement du protocole en cours ont été bien pensés (obligation soumise à conditions pour les navires ciblant les pélagiques frais, mécanisme de dérogation pour les thoniers,). Toutefois, comme pour les navires ciblant les pélagiques frais dans le protocole en cours, l'obligation de débarquement pour les navires ciblant les démersaux devrait toutefois être appliquée uniquement si des infrastructures de débarquement adaptées sont disponibles, dans les limites de la capacité d'accueil des unités de transformations à Nouadhibou et à la demande avérée du marché.

La redevance en nature pour les chalutiers congélateurs ciblant les petits pélagiques est vertueuse d'un point de vue sécurité alimentaire et en tant que solution consensuelle pour l'UE et la Mauritanie sur les obligations de débarquements d'une partie des captures de ces chalutiers. Elle peut toutefois avoir des effets sur le mécanisme de fixation des prix des petits pélagiques sur le marché mauritanien, notamment pour les pêcheurs artisanaux. Ces effets de distorsion des prix mériteraient d'être étudiés pendant la négociation du futur protocole au moyen des fonds de l'appui sectoriel du protocole en cours (ou des reliquats du fonds du précédent protocole). Cette étude améliorera la définition des modalités de distribution et de vente selon le projet de loi en cours d'adoption dans le but de minimiser tout effet négatif sur les acteurs de la filière de vente libre des petits pélagiques. De même, les conditions de débarquement de la redevance en nature devront être clairement explicitées de manière à assurer la sécurité et la diligence de ces débarquements.

Le système de suivi des navires par satellite triangulaire en essai dans le protocole en cours devrait être arrêté si un autre mécanisme de suivi des navires permet d'éviter des doublons de transmission et d'éventuelles erreurs. L'application dans le futur protocole d'un mécanisme de suivi par identification automatique<sup>205</sup> couplée à un suivi des navires par satellite devrait être étudiée lors de la négociation. Il améliorerait l'approche de suivi intégré.

---

<sup>204</sup> Standards de formation, de certification et de fonctions de quart pour le personnel à bord de navires de pêche selon une convention internationale de l'OMI (<http://www.imo.org>).

<sup>205</sup> Utilisé de plus en plus pour le suivi des navires de pêche par les États d'Afrique de l'Ouest, l'AIS permet de transmettre des données radio à haute fréquence (VHF, *very high frequency*) d'un navire (son identification, sa position, son cap, sa vitesse, etc.) aux autres navires à proximité et aux autorités à terre. Le captage terrestre des données AIS n'engendre aucun coût de communication sur les ondes VHF pour l'armateur et son coût d'investissement est faible. De portée limitée, il reste un outil complémentaire au suivi à distance des navires de pêche (cf. Section 3.4.2.3 de l'étude régionale des activités thonières dans l'Atlantique est, COFREPECHE et al., 2013b).

Dans le cas d'une nouvelle absence de disponibilité d'accès à une flotte de l'UE ciblant les céphalopodes, justifiée à ce jour par les recommandations scientifiques, l'attractivité de la zone franche mauritanienne pour des investisseurs citoyens de l'UE en vue de la transformation des céphalopodes en Mauritanie pourrait être renforcée par des appuis du Fonds européen de développement au sein d'action de partenariat entre le public et le privé.

#### 8.6.3 Cohérence interne du protocole de l'APP et de sa relation avec d'autres instruments pertinents

Le nouveau protocole se basera sur les objectifs de la PCP en cours de réforme (cf. section 8.3 ci-avant) et les clauses de l'accord de Cotonou (notamment celle portant sur les droits de l'homme).

Il devra, de plus, intégrer les mesures de conservation et de gestion émises par l'organisation régionale de gestion des thonidés et espèces associées, la CICTA. Il devrait en outre prendre en considération les recommandations pertinentes émises par la CICTA, le COPACE et la CSRP et les lignes directrices des plans d'actions internationaux de la FAO visant à la lutte contre la pêche INN et à la protection de l'environnement (comme la conservation des requins et des oiseaux). Ces recommandations seront plus facilement acceptées par les flottes de l'UE si elles sont en vigueur dans les eaux mauritaniennes pour tous les navires de pêche sans distinction de pavillon.

La négociation devra également tenir compte de l'accord de partenariat économique en cours de finalisation entre l'UEMAO et l'UE si la Mauritanie devient membre de l'UEMOA (cf. Section 1.4.2.) et de tout changement dans le droit international du travail.

Enfin, une attention particulière devra être portée tout au long du processus de négociation à la conformité des actions prévues avec la politique de développement du secteur de la pêche sur le plan de la programmation de l'appui sectoriel. Le budget dédié à cet appui étant relativement modeste comparé aux ratios « contrepartie financière – appui sectoriel » d'autres accords de pêche de l'UE, il est opportun de considérer le recours à des fonds de développement plus conséquents. À ce titre, le recours au FED doit être envisagé en complément. L'appui sectoriel du futur protocole et le recours au FED devraient alors être en cohérence avec les appuis de l'Union africaine et de la Commission sous-régionale des pêches. L'Union africaine a, par exemple, pour objectif d'améliorer la gouvernance des pêches dans les États de l'Afrique de l'Ouest.

#### 8.6.4 Volume de crédits, des ressources humaines et des autres dépenses administratives à allouer en fonction du principe de coût/efficacité

Le suivi et le contrôle des activités de pêches des navires de l'UE relèvent avant tout des États membres de l'UE même si la Commission a des obligations en matière de transmission des informations aux États tiers. Le suivi d'un protocole d'une telle envergure en conformité avec les termes actuels du protocole est conséquent en termes de temps pour la Commission. Dans le cas d'un protocole mixte (sous-option 2), un minimum de ressources humaines devra être affecté à la mise en œuvre du protocole, soit à la Commission soit au sein de la Délégation de l'UE à Nouakchott. Actuellement, 3 personnes travaillent à temps plein sur l'APP entre l'UE et la Mauritanie. Une autre approche pour assurer ce suivi serait de recruter un coordinateur payé par l'appui sectoriel, de nationalité mauritanienne de préférence, afin d'assurer le suivi des déclarations de captures des navires de l'UE. Cette personne serait basée à Nouadhibou, préférablement, ou à Nouakchott.

## 9 Conclusions

### Conclusion de l'évaluation rétrospective

Le protocole en cours a été *partiellement efficace* 1) Il a permis de n'exploiter que les surplus de stocks ; 2) Il a contribué à la protection des ressources par des zones de pêche protégeant les eaux côtières; cependant 3) le protocole a été utilisé à un peu moins de 50 % du volume annuel de captures autorisé global pendant les dix premiers mois, compte tenu de conditions initiales qui ne satisfaisaient pas les armateurs (droits d'entrée, redevance à la tonne, et zones de pêche). L'utilisation du protocole s'est améliorée suite aux décisions prises par la commission mixte (EU-RIM) concernant à la fois le zonage et les droits à verser par les armateurs ; 4) l'approvisionnement du marché européen concerne essentiellement les espèces démersales à forte valeur et les thons (exportés au travers d'autres ports d'Afrique tels qu'Abidjan et Dakar où ils sont transbordés ou transformés en conserve) ; la majorité des petits pélagiques est commercialisée dans des pays tiers (Afrique principalement, et Russie) ; 5) La contribution de ce protocole à l'amélioration du secteur des pêches mauritanien est à ce jour nulle puisque les appuis sont réalisés au moyen des reliquats encore disponibles sur le précédent protocole.

Le protocole a en outre montré une *efficience* moyenne. 1) Au début de 2013, une partie des armateurs a eu des difficultés à être attirée par les zones de pêche mauritaniennes, par les conditions techniques, mais aussi par l'incertitude de son approbation par le Parlement européen ; sur un total de captures autorisées de 326 700 t, seules 156 700 t (données provisoires) ont été pêchées sur les dix premiers mois de l'année. 2) Chaque euro investi par l'UE ne permet la création d'une valeur ajoutée directe brute que de 0,8 euro pour le segment de la capture. 3) Les droits d'entrée pour 135 navires au maximum s'élèvent à 67 millions d'euros de contribution de l'UE, or plusieurs catégories ne sont pas entrées dans la ZEEM ; 4) Les améliorations prévues dans le secteur des pêches ne sont ni très visibles, ni très documentées.

Concernant son critère d'évaluation « *économie* », 1) l'appui sectoriel a été payé en 2012, mais pas encore en 2013 (3 millions d'euros). Ce déblocage sera possible lorsque le reliquat du précédent protocole de 14,9 millions d'euros aura été complètement consommé. 2) Au 31/10/2013 la DG Mare n'avait pas reçu le détail de l'utilisation le concernant. 3) Dans le précédent protocole de quatre ans, la part de l'appui sectoriel était de 65 millions d'euros sur l'ensemble de la période ; devant la faible capacité d'absorption de l'administration des pêches, ce montant a été abaissé à 3 millions d'euros par an.

Le protocole est *cohérent* avec la politique commune des pêches de l'UE : 1) il vise à protéger la ressource, à 2) n'exploiter que les surplus disponibles en tenant compte des activités des autres flottes étrangères et nationales ; 3) à apporter sa contribution à la gouvernance des pêches dans la ZEEM. La cohérence de ce protocole avec la politique halieutique mauritanienne peut difficilement être évaluée dans la mesure où, à ce jour, celle-ci n'a pas été définie au sein d'une stratégie nationale renouvelée à ce jour.

Enfin son *acceptabilité* a été *moyenne* en 2013, 1) Les armateurs ont été peu enclins au début du protocole à venir travailler dans la ZEEM, ils ont été plus motivés suite aux améliorations apportées après septembre et la perspective de ratification du protocole ; on peut raisonnablement penser que le taux annuel d'utilisation du protocole en termes de captures (légèrement inférieur à 50 % sur les dix premiers mois de l'année 2013) sera supérieur en 2014 suite au retour d'une partie des crevettiers. 2) La société civile suit de près les accords de pêche signés avec les pays étrangers et est globalement satisfaite du protocole de l'accord de pêche avec l'UE, qui implique l'exploitation durable au travers des reliquats et la non-discrimination entre les flottes. Elle souhaiterait la même transparence pour les autres accords de pêche.

### Conclusions de l'évaluation prospective et recommandations

Deux options sont envisageables dans le futur : la conclusion d'un nouveau protocole (option A) ou ne pas en conclure (option B). Il est attendu que les flottes de l'UE intéressées à pêcher dans les eaux sous juridiction mauritanienne soient celles ayant été active lors du protocole en cours et qui ont trouvé un intérêt économique (une valeur ajoutée positive) - les thoniers senneurs et canneurs, les chalutiers pêchant les petits pélagiques,



les navires ciblant les merlus et les autres poissons démersaux - et celles fortement susceptibles de l'être telle que la flotte des crevettiers active à la fin de l'année 2013.

Dans l'hypothèse où un nouveau protocole ne serait pas conclu, les armateurs de l'UE demanderaient à pouvoir accéder aux ressources halieutiques dans les eaux mauritaniennes par des arrangements privés. Ils ne pourraient le faire qu'après dénonciation de l'accord de pêche en cours entre l'UE et la Mauritanie. La législation mauritanienne a harmonisé la majeure partie des droits d'accès ainsi que des mesures de conservation et de gestion des flottes étrangères sur les termes de l'accord de pêche de l'UE. La législation prévoit par exemple des frais de compensation, similaires à la contribution de l'UE, lorsque l'accès d'un navire s'effectue au sein d'un arrangement privé (exemple pour les chalutiers ciblant les petits pélagiques). Dans l'hypothèse de cette dénonciation, il est peu probable qu'un tel arrangement attire les armateurs de l'UE.

L'option A est envisageable et pertinente si la contribution de l'UE est mieux adaptée que sur le protocole en cours ; il y a lieu d'identifier les catégories de pêche dont la probabilité d'être actives est forte, prenant en compte l'historique, par catégorie, du nombre de navires de l'UE actifs et de leurs captures au sein du protocole en cours. Le nombre de possibilités de pêche devrait ainsi être mieux estimé pour les merlutières, par exemple, alors que le volume total de référence pour les thoniers senneurs devrait être revu à la hausse – en tenant compte des résolutions de la CICTA - pour calculer la redevance forfaitaire annuelle par navire. Ouvrir des possibilités de pêche pour le poulpe est envisageable sous réserve que le futur protocole applique un mécanisme similaire au protocole en cours : une catégorie de pêche puis l'ouverture des possibilités de pêche si la Mauritanie considère qu'un excédent de cette ressource est disponible.

Un nouveau protocole devrait avoir une durée plus longue pour faciliter le suivi des flottes. Sa négociation ou ses termes devraient prendre en compte les nécessités suivantes :

- a. La protection de la ressource en se basant sur les recommandations du COPACE (pour les petits pélagiques et les espèces démersales) et de la CICTA (pour les thons et espèces associées) ;
- b. Connaître les termes des accords de pêche avec les autres pays étrangers et les négociations en cours avec de nouveaux partenaires pour que l'UE et la Mauritanie puissent d'un commun accord définir les volumes de captures autorisés par type de pêche ;
- c. Les armateurs européens ne peuvent être attirés par la ZEE mauritanienne que si ils y trouvent un intérêt : le niveau de leur contribution doit être discuté par l'UE et les responsables mauritaniens du secteur, avant la signature du protocole ;
- d. Prévoir dans le protocole que les conditions techniques de réalisation des activités de pêche puissent évoluer selon d'éventuelles modifications introduites dans le cadre de la Commission mixte en 2013 ;
- e. Dans l'hypothèse que la compensation financière soit à un ratio encore important, il serait judicieux que les citoyens européens et mauritaniens soient informés de l'utilisation des fonds ;
- f. La nécessité d'améliorer les statistiques de capture de la pêche industrielle, mais aussi de la pêche artisanale et d'obtenir des données sur les observateurs (nombre, jours de mer, rapports) ;
- g. Le besoin de structurer le secteur des pêches mauritanien par des investissements ciblés (transformation/conservation, avitaillement etc.). Dans le cadre de la structuration du secteur halieutique mauritanien, la Mauritanie cherche à attirer des navires et/ou des investisseurs de l'UE pour développer la transformation à terre. L'UE a pour souhait d'appuyer la Mauritanie dans cette perspective de développement. Cette complémentarité pourrait se réaliser au sein des fonds de l'appui à la politique sectorielle et/ou du fonds européen de développement (FED) ;
- h. Aider la Mauritanie, si elle le souhaite, à réglementer la production de farine de poisson, par la mise en place du contrôle des espèces et tailles destinées à la transformation ;

- i. Connaître les tonnages réservés aux populations nécessiteuses : les 2 % prévus au protocole en cours doivent être documentés afin d'identifier les mesures appropriés dans un éventuel futur protocole : mode de collecte et de distribution, don ou vente, à quels prix, risques de concurrence avec le marché local, risques liés à la sécurité des débarquements de cette redevance en nature) ;
- j. Tenir compte des effets concrets et des difficultés de mise en œuvre de certaines clauses introduites dans le protocole actuel (embarquement de 60 % de marins mauritaniens, débarquements/transbordements obligatoires, dispositions applicables en matière de suivi des navires par satellite) et y apporter des réponses pragmatiques.

## 10 Références

---

Abdel Hamid M.L., 2012. Analyse des filières de la pêche artisanale et côtière. Rapport N° 3 Actualisation des comptes économiques de la pêche artisanale et évaluation de l'apport du secteur des pêches à l'économie nationale. Rapport Projet Aménagement de la pêche artisanale en Mauritanie, 46 p.

Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD), 2013. Situation économique et sociale (SES) du Sénégal en 2011. Dakar : 344 pages. Note : publication faisant la synthèse des informations statistiques produites par l'ANSD et les autres structures du Système Statistique National (SSN).

BEAC, 2009. Étude des aspects juridiques et institutionnels pour une gestion concertée des stocks partagés de petits pélagiques en Afrique du Nord-Ouest. Projet BBI 13286 – CSRP/Wageningen International.

Binet T., Failler P., Chavance P., Mayif M.A, 2013. First international payment for marine ecosystem services : The case of the Banc d'Arguin National Park, Mauritania. Global Environment Change, In press, 10 p.

Caverivière A., Thiam M., Thiam D. et Lopez Abellan L., 1986. Rapport de synthèse des quatre campagnes conjointes hispano-sénégalaises de chalutages sur les stocks profonds du Sénégal (1982-1984). Archive CRODT. 233 p.

CE, 2013. European Commission initials a 4-year Protocol to the Fisheries Partnership Agreement with Morocco. Press release. Bruxelles, 24 Juillet 2013.

Cherif M. et M. J. Torrens 2010. Étude qualitative sur les activités post capture de la Pêche Artisanale et Côtière mauritaniennes Enquête FFOC (SWAT) individuelle des principaux acteurs. Rapport technique FAO/MPEM/AECID ; 31 p.

CICTA, 2012. Rapport du comité permanent pour la recherche et les statistiques Doc. N° SCI-092 /2012. 222 p.

CICTA, 2013. CICTA, 2013. Rapport du comité permanent pour la recherche et les statistiques (SCRS). Madrid, Espagne – 30 septembre – 4 octobre 2013. 353 p.

COFREPECHE, NFDS, POSEIDON et MRAG, 2013a. Évaluation prospective de l'opportunité d'un accord de partenariat dans le secteur de la pêche entre l'Union européenne et la République du Sénégal (sous le Contrat cadre MARE/2011/01 - Lot 3, contrat spécifique n° 5. Bruxelles, 115 p. (sous presse).

COFREPECHE, NFDS, POSEIDON et MRAG, 2013b. Évaluation rétrospective et prospective du protocole de l'accord de partenariat dans le secteur de la pêche entre l'Union européenne et la République du Cap-Vert. Contrat cadre MARE/2011/01 - Lot 3, contrat spécifique n° 5. Bruxelles, 133 p.

COFREPECHE, POSEIDON, MRAG et NFDS, 2013c. Revue des pêcheries thonières dans l'océan Atlantique Est (Contrat cadre MARE/2011/01 - Lot 3, contrat spécifique n° 5. Bruxelles, 141 p. (avec annexes).

Comité scientifique conjoint RIM-UE, 2009. Rapport de la troisième réunion- Nouadhibou, 11-13 octobre 2010, 64 p.

Comité scientifique conjoint RIM-UE, 2010. Rapport de la quatrième réunion- Cadiz, 5-7 octobre 2010, 64 p.

Comité scientifique conjoint RIM-UE, 2011. Rapport de la cinquième réunion- Nouakchott, 12-14 octobre 2011, 60 p.

Comité scientifique conjoint RIM-UE, 2013. Rapport de la sixième réunion- Rennes, 2-5 avril 2013, 84 p.

Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique (CICTA), 2013. Rapport du comité permanent pour la recherche et les statistiques (scrs) (Madrid, Espagne – 30 septembre – 4 octobre 2013) Octobre 2013, 353 p.

COPACE, 2008. Les captures des juvéniles des chinchards sont-ils déclarés comme de l'anchois dans la ZEE mauritanienne ? FAO Comité des pêches pour l'Atlantique Centre-Est. Rapport du Groupe de travail

FAO/COPACE sur l'évaluation des petits pélagiques au large de l'Afrique occidentale FAO fisheries and Aquaculture report N° 882. Saly-Sénégal, 6-15 mai 2008. Pages : 255-257.

COPACE, 2010. FAO Comité des pêches pour l'Atlantique Centre-Est. Rapport du Groupe de travail FAO/COPACE sur l'évaluation des ressources démersales. Sous-groupe Nord. Agadir, Maroc, 8-17 février 2010. CEEAF/ECAF Series/COPACE/PACE Séries. No. 11/72. Rome, FAO. 2011. 350 p.

COPACE, 2013 (sous presse). FAO Comité des pêches pour l'Atlantique Centre-Est. Rapport du Groupe de travail FAO/COPACE sur l'évaluation des petits pélagiques au large de l'Afrique occidentale. Nouadhibou, Mauritanie du 10 au 15 Juin 2013.

Demarcq H et Faure V, 2000. Coastal upwelling and associated retention indices derived from satellite SST. Application to *Octopus vulgaris* recruitment. *Oceanologica Acta* 23 : 391–408.

Dia. A., Ould Mohamédou F., Thiam I. et M. Ould Mahjoub, 2010. Essai d'analyse d'une politique publique : la mesure d'interdiction d'exportation des espèces de poissons : cas du mullet et espèces associées IMROP. Rapport technique. 23 p.

Ernst and Young et al., Analyse de l'approvisionnement et de la commercialisation des produits de la pêche et de l'aquaculture dans l'Union européenne. Tome 1 – Rapport de synthèse. 72 p.

FAO/CSRP, 2008. *Rapport conjoint sur la mise en œuvre du dispositif type relatif aux mesures du ressort de l'Etat du port dans le contexte de la lutte contre la pêche INN en Mauritanie* (par Ahmed Salem OULD BOUBOUTT et Pathé Demba BA). Atelier sur les mesures du ressort de l'Etat du port, Nouadhibou, Mauritanie, 14 – 15 juillet 2008.

Gascuel D., C. Monteiro, S. Yahya, K. Brahim, M.M. Bouzouma et Y. Vally, 2010. Estimation des captures par espèce, pour les différentes flottilles opérant en Mauritanie (1991/2005). Groupe de travail Nouadhibou 11-16 décembre 2006. P 57-69.

IMROP, 2010. 7<sup>ème</sup> Groupe de travail sur l'évaluation des ressources, l'aménagement des pêcheries mauritaniennes et la gestion de leur environnement Nouadhibou, 5 au 11 décembre 2010. 29 p.

IMROP, 2010. Évaluation des ressources et aménagement des pêcheries de la ZEE mauritanienne » Rapport du sixième Groupe de Travail de l'IMROP Nouadhibou, Mauritanie, 11 – 16 décembre 2006 édité par Pierre Labrosse, Khallahi Brahim, Mahfoudh Ould Taleb Ould Sidi et Didier Gascuel. 280 p.

IMROP, 2012. Bulletin statistiques d'informations sur la pêche industrielle en Mauritanie pour la période allant de 2008 à 2011. Institut mauritanien de recherches océanographiques et des pêches. Service Statistique. Document de travail. Décembre 2012. 44 p.

IMROP, 2013 : Lettre d'information et de vulgarisation des résultats de la recherche de l'Institut n°17 « Evolution spatio-saisonnière des facteurs hydrodynamique de la ZEEM en 2012 et début 2013 ». 12 p.

Institut mauritanien de recherches océanographiques et des pêches. Bulletin statistique de la pêche artisanale et côtière Année 2010. Document Technique N° Novembre 2011, 49 p.

Isselmou Braham B., 2012. Description de l'activité de pêche au niveau du Parc national du Banc d'Arguin en 2011. Rapport IMROP Programme de suivi des pêcheries Imraguen, Août 2012, 34 p.

Maus J., 1997. Sustainable fisheries information management in Mauritania : implications of institutional linkages and the use of remote sensing for improving the quality and interpretation of fisheries and biophysical data. PhD thesis. Ecosystem analysis and Management Group. University of Warwick, Coventry, UK. 269 p.

Meissa B. et Gascuel D., 2013. Évaluation du stock de poulpe (*Octopus vulgaris*) de Mauritanie : ajustement du modèle dynamique de production dans un cadre statistique bayésien. Annexe 8 Rapport de la sixième réunion du Comité scientifique conjoint RIM-UE - Rennes, 2-5 avril 2013, pp. 57-61.

Ministère des pêches et de l'économie maritime (MPEM), 2007. Stratégie de Gestion Durable du Secteur des Pêches et de l'Aquaculture (2008 - 2012).

Ministère des Pêches ; Rapport Etats généraux de la pêche. 35 p.

MPEM, 2010. Plan d'aménagement des pêcheries crevettières mauritaniennes. 74 p. Note : étude d'un plan d'aménagement réalisée par IDDRA et DDECOMAR.

Nations unies, 1994. Convention des Nations unies sur le droit de la mer. 176 p.

Océanic Développement et Megapesca Lda, 2011. Evaluation ex post du protocole actuel d'accord de partenariat dans le domaine de la pêche entre l'Union européenne et la Mauritanie. Etude d'impacts d'un possible futur protocole. Rapport final convention spécifique n°30 Framework contrat Fish/2006/20, 132 p.

Ould Mayif M. et Ould Taleb Ould Sidi, 2011. Étude diagnostic du sous-secteur des petits pélagiques en Mauritanie : Cadre juridique, contexte environnemental et halieutique Projet Appui Conseil au secteur des Pêches(ACPECHES) – GIZ Juin, 2011 Consultation au profit du Ministère des pêches et de l'économie maritime, 55 p.

Ould Naffa M.L., 2012. Revue sur le secteur des pêche en Mauritanie. Volet Pêche. Rapport pour la FAO et la BID, 66 p.

Ould Taleb Sidi M, Souleimane A., Ba S. A. et E M. Abderahmane, 2010. Étude comparative de la réglementation de pêches maritimes dans la zone nord ouest africaine (Maroc – Mauritanie –Sénégal) IMROP. Rapport technique 33 p.

Ould Taleb Ould Sidi M. et Corten A., 2013. Évolution des pêcheries de petits pélagiques. Annexe 3. Rapport de la sixième réunion du Comité scientifique conjoint RIM-UE - Rennes, 2-5 avril 2013, pp 24-33.

Ould Tarbiya M.L. et Rey-Valette H., 2010. Analyse filière de la pêche artisanale. Rapport de la mission d'appui Octobre 2010 d'Hélène Rey-Valette. Rapport Projet Aménagement de la pêche artisanale en Mauritanie, 55 p.

Ould Tarbiya M.L., 2011. Analyse des principales filières de la pêche artisanale et côtière. 1° partie Pêche et aval, rapport provisoire, février 2011, 47 p.

PADPAC, 2008. Rapport du plan d'aménagement et de développement maîtrisé des pêches artisanales et côtières. Direction de l'aménagement des ressources et de l'océanographie ministère des pêches. GTZ. Décembre 2008. 60 pages.

PAI-FAO, 1999. Plans internationaux de la FAO adoptés en 1999 (PAI visant à réduire les captures accidentelles d'oiseaux de mer par les palangriers; PAI pour la conservation et la gestion des requins; et PAI pour la gestion de la capacité de pêche).

PAI-INN, 2001. Plan d'action international de la FAO visant à prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (PAI-INN) de 2001.

PAN-INN, 2007. Plan d'action national (PAN-INN) pour la Mauritanie de 2007.

Parc national du Banc d'Arguin, 2012. Analyse économique des principales filières de pêche au PNBA pour évaluer les richesses et retombées tirées, leur répartition entre les bénéficiaires et leur mode d'investissement, dans un objectif d'assurer une pêche durable. Rapport Final de l'atelier du 01/05 au 03/05/2012. PNBA, Juin 2012, 104 p.

Pauly, D., D. Belhabib, R. Blomeyer, W. Cheung, A. Cisneros-Montemayor, D. Copeland, S. Harper, V. Lam, Y. Mai, F. Le Manach, H. Österblom, K.M. Mok, L. van der Meer, A. Sanz, Antonio, S. Shon, U.R. Sumaila, W. Swartz, R. Watson, Y. Zhai, et D. Zeller, 2013. China's distant-water fisheries in the 21st century. *Fish and Fisheries*. [sous presse].

Pêchecops et Fédération Nationale des Pêches de Mauritanie, 2012. Projet de protocole de l'accord de partenariat de pêche Mauritanie – UE : vers une pêche durable? Table ronde des acteurs de la société civile mauritanienne. 14 et 15 Octobre 2012, Nouakchott. Rapport et Recommandations. 10 p.

Pencalet-Kerivel F., 2008. La mort et le deuil de la pêche langoustière bretonne en Mauritanie. Annales de Bretagne et des pays de l'Ouest, 2008/4 n° 115-4, p. 173-200.

Roy C., 1992. Réponse des stocks de poissons pélagiques à la dynamique des upwellings en Afrique de l'Ouest : Analyse et modélisation. ORSTOM éditions, Thèse : 146 p.

Sanyo, 2002. Étude pour le plan d'aménagement des ressources halieutiques en République islamique de Mauritanie. Sanyo Techno Marine Inc. et Overseas Agro fisheries consultants co ltd (Japon). Rapport final, 645 p.

Sidi Sadegh A., El Houssein M., Abderrahmane M., 2013a. Suivi de débarquements de la pêche artisanale et côtière pélagique à Nouadhibou et à Nouakchott. Rapport du premier trimestre de 2013, 11 p.

Sidi Sadegh A., El Houssein M., Abderrahmane M., 2013ac. Suivi de débarquements de la pêche artisanale et côtière pélagique à Nouadhibou et à Nouakchott. Rapport du troisième trimestre de 2013, 11 p.

Sidi Sadegh A., El Houssein M., Abderrahmane M., 2013b. Suivi de débarquements de la pêche artisanale et côtière pélagique à Nouadhibou et à Nouakchott. Rapport du deuxième trimestre de 2013, 14 p.

Tarbiya et Mouhamédou, 2012. Étude diagnostique de la filière de la farine et de l'huile de poisson en Mauritanie et au niveau international. Rapport IMROP et CSRP, Avril 2012, 32 p.

UE, 2013. The EU in the world 2013 - A statistical portrait. Belgique : Eurostat. 154 p.  
<http://epp.eurostat.ec.europa.eu>.

Zeeberg J, Corten A et de Graaf E., 2006. Bycatch and release of pelagic megafauna in industrial trawler fisheries off Northwest Africa. *Fisheries Research* 78 : 186–195.

#### Législation mauritanienne (sélection)

Loi n° 2000-025 du 24 janvier 2000 portant Code des pêches (amendée par l'Ordonnance n° 2007-22).

Loi n° 2013-001 du 2 janvier 2013 portant création de la zone franche de Nouadhibou.

Loi n° 95-009 du 31 janvier 1995 portant Code de la marine marchande.

Ordonnance n° 84/208 du 10/09/1984 portant Code de l'hygiène.

Ordonnance n° 88/120 du 31 août 1988 portant délimitation et statut juridique de la mer territoriale, de la zone contiguë, de la zone économique exclusive et du plateau continental de la République islamique de Mauritanie.

Décret n° 2002-073 du 1<sup>er</sup> octobre 2002 portant règlement général d'application du Code des pêches (amendé par le Décret n° 2010-153).

Décret n° 2007-064 du 12 mars 2007 fixant les conditions de contrôle de la qualité et de respect des normes des produits destinés à la consommation humaine et animale.

Décret n° 2006-016 du 6 mars 2006 portant désignation des autorités compétentes en matière de sûreté des navires et des installations portuaires et de création des organes y afférents (direction de la marine marchande).

Décret n° 2006-010 du 17 février 2006 portant institution d'une taxe parafiscale dénommée « taxe de surveillances des pêches ».

Décret n° 94-030 du 8 mars 1994 relatif aux normes d'hygiène et de salubrité et aux conditions d'inspection sanitaire et de contrôle régissant la production et la mise sur le marché des produits de la pêche.

Décret n° 82-145 prévoyant l'instauration de la mesure d'obligation de débarquement.

Décret n° 81-62 du 2 avril 1981 portant réglementation de l'inspection sanitaire et du contrôle de salubrité des produits de la pêche destinés à la consommation humaine.

Décret n° 164-78 du 23 novembre 1978 portant création et organisation d'un établissement public à caractère administratif dénommé Centre national de recherches océanographiques et des pêches (CNROP) – devenu Institut mauritanien IMROP en 2002.

Arrêté conjoint n° 2466 du 28 octobre 2010 portant classement de salubrité des zones de production de coquillages de Dakhlet Nouadhibou.

Arrêté n° 2454 du 11 octobre 2007 portant tarification et rapatriement des revenus générés par l'activité de la consignation en Mauritanie.

Arrêté n° 526 du 7 février 2007 portant création de la commission d'appui au suivi et à l'évaluation de la mise en œuvre du plan d'aménagement du poulpe.

Arrêté n° 2905 du 21 novembre 2006 relatif aux critères microbiologiques, chimiques et bio-toxines marines applicables aux mollusques bivalves vivants et aux produits de la pêche et les méthodes d'analyse à utiliser (amendé par l'Arrêté conjoint n° 2504 du 14 novembre 2010).

Arrêté n° 1059 du 17 novembre 2006 relatif aux conditions d'hygiène et aux critères de salubrité et de qualité applicables aux produits de la pêche.

Arrêté n° 1058 du 17 novembre 2006 relatif aux conditions d'hygiène et aux critères de salubrité applicables aux établissements à terre de traitement des produits de la pêche.

Arrêté n° 2860 du 16 novembre 2006 relatif aux contrôles officiels applicables aux produits de la pêche destinés à l'exportation vers les marchés de l'Union européenne (amendé par l'arrêté conjoint n° 2501 du 14 novembre 2010).

Arrêté n° 2863 du 16 novembre 2006 relatif aux règles d'hygiène applicables aux mollusques bivalves vivants, aux produits de la pêche et aux exploitants du secteur alimentaire (amendé par l'Arrêté conjoint n° 2502 du 14 novembre 2010).

Arrêté n° 2862 du 16 novembre 2006 portant définition des critères de qualité des eaux utilisées dans l'industrie de traitement des produits de la pêche et de l'aquaculture.

Arrêté n° 2859 du 16 novembre 2006 portant désignation du laboratoire de l'IMROP comme laboratoire national de référence de chimie et microbiologie (amendé par l'Arrêté conjoint n° 2503 du 14 novembre 2010).

Arrêté n° 2250 du 05 septembre 2006 fixant les règles de fonctionnement du compte d'affectation spéciale dénommé «compte surveillance des pêches».

Arrêté conjoint n° 2861 du 16 novembre 2006 relatif aux conditions d'hygiène et de salubrité applicables aux embarcations de pêche artisanale et côtière.

Arrêté n° 155 de 2004 portant obligation de la détention d'une balise satellite par les navires de pêche en activité dans les eaux sous juridiction de la République islamique de Mauritanie.

### **Principale législation de l'UE**

*(pour obtenir les textes complets et les versions consolidées tenant compte des dernières modifications, cf. Journal officiel de l'Union européenne – <http://eur-lex.europa.eu>)*

UE, 1986. Règlement (CEE) N° 2930/86 du conseil du 22 septembre 1986 définissant les caractéristiques des navires de pêche. JO L 274 du 25.9.1986, p. 1. Dernière modification en 1994 : Règlement (CE) n° 3259/94 du Conseil du 22 décembre 1994.

UE, 1995. Décision n° 95/84/CE de la Commission du 20 mars 1995 relative à la mise en œuvre de l'annexe du Règlement (CEE) n° 2930/86 du Conseil définissant les caractéristiques des navires de pêche. JO L 67 du 25.3.1995, p. 33.

UE, 2003. Règlement (CE) n° 26/2004 de la Commission du 30 décembre 2003 relatif au fichier de la flotte de pêche communautaire. JO L 5 du 9.1.2004, p. 25. Dernière modification par le Règlement (CE) n° 1799/2006 de la Commission du 6 décembre 2006 L 341 p. 26.

UE, 2008a. Règlement (CE) n° 1005/2008 du Conseil du 29 septembre 2008 établissant un système communautaire destiné à prévenir, à décourager et à éradiquer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée, modifiant les Règlements (CEE) n° 2847/93, (CE) n° 1936/2001 et (CE) n° 601/2004 et abrogeant les Règlements (CE) n° 1093/94 et (CE) n° 1447/1999, JO L 343, 22.12.2009.

UE, 2008b. Règlement (CE) n° 1006/2008 du Conseil du 29 septembre 2008 concernant les autorisations pour les activités de pêche des navires de pêche communautaires en dehors des eaux communautaires et l'accès des navires de pays tiers aux eaux communautaires, modifiant les Règlements (CEE) n° 2847/93 et (CE) n° 1627/94 et abrogeant le Règlement (CE) n° 3317/94, JO L 286, 29.10.2008, p. 34.

UE, 2009a. Règlement (CE) n° 1010/2009 de la Commission du 22 octobre 2009 portant modalités d'application du Règlement (CE) n° 1005/2008 du Conseil établissant un système communautaire destiné à prévenir, à décourager et à éradiquer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée, JO 280/5, 27.10.2009.

UE, 2009b. Règlement (CE) n° 1224/2009 du Conseil du 20 novembre 2009 instituant un régime communautaire de contrôle afin d'assurer le respect des règles de la politique commune de la pêche, modifiant les Règlements (CE) n° 847/96, (CE) n° 2371/2002, (CE) n° 811/2004, (CE) n° 768/2005, (CE) n° 2115/2005, (CE) n° 2166/2005, (CE) n° 388/2006, (CE) n° 509/2007, (CE) n° 676/2007, (CE) n° 1098/2007, (CE) n° 1300/2008, (CE) n° 1342/2008 et abrogeant les Règlements (CEE) n° 2847/93, (CE) n° 1627/94 et (CE) n° 1966/2006. JO L 343, 22.12.2009. p. 1.

UE, 2012. Règlement délégué (UE) n° 1268/2012 de la Commission du 29 octobre 2012 relatif aux règles d'application du Règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 du Parlement européen et du Conseil relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union. JO L 362, 31.12.2012, p. 1.

UE, 2013. Décision 2013/672/UE du Conseil du 15 novembre 2013 relative à la conclusion du protocole fixant les possibilités de pêche et la contrepartie financière prévues par l'accord de partenariat dans le secteur de la pêche entre l'Union européenne et la République islamique de Mauritanie pour une période de deux ans. JO L 313 du 22.11.2013, p. 3.



---

## Annexes

---

## Annexe A : données monétaires, métriques et unités de mesure

Source : actualisé et adapté de COFREPECHE et al., 2013a (rapport d'évaluation d'un éventuel accord de pêche entre l'UE et le Sénégal).

Données monétaires - taux de change et d'inflation

Sauf précisé dans le texte, les valeurs données dans les devises sont des valeurs courantes et non constantes. L'euro a remplacé l'ancienne unité de compte monétaire de la Communauté européenne, l'écu, le 1<sup>er</sup> janvier 1999 au taux de 1 : 1.

La monnaie de la Mauritanie, l'ouguiya (code monétaire international : MRO, le terme UM est parfois aussi utilisé dans le texte) et le dollar des États-Unis (USD) sont convertis dans ce rapport en euro (EUR) selon les taux de change ci-dessous (sauf indication contraire).

Figure 0.1 : taux de change de l'euro (EUR) en dollar des États-Unis et en ouguiya, moyenne annuelle, 2006 à 2013 (octobre 2013)

1 euro (EUR) équivalant en	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013*
ouguiya (code monétaire ISO : MRO)	356,56	356,73	365,24	366,49	389,83	381,18	397,67
dollar des États-Unis (code monétaire ISO : USD)	1,37	1,48	1,39	1,33	1,40	1,29	1,32

\* : taux moyen sur les 10 premiers mois de l'année 2013. Source : site de la Commission européenne InforEuro<sup>206</sup>

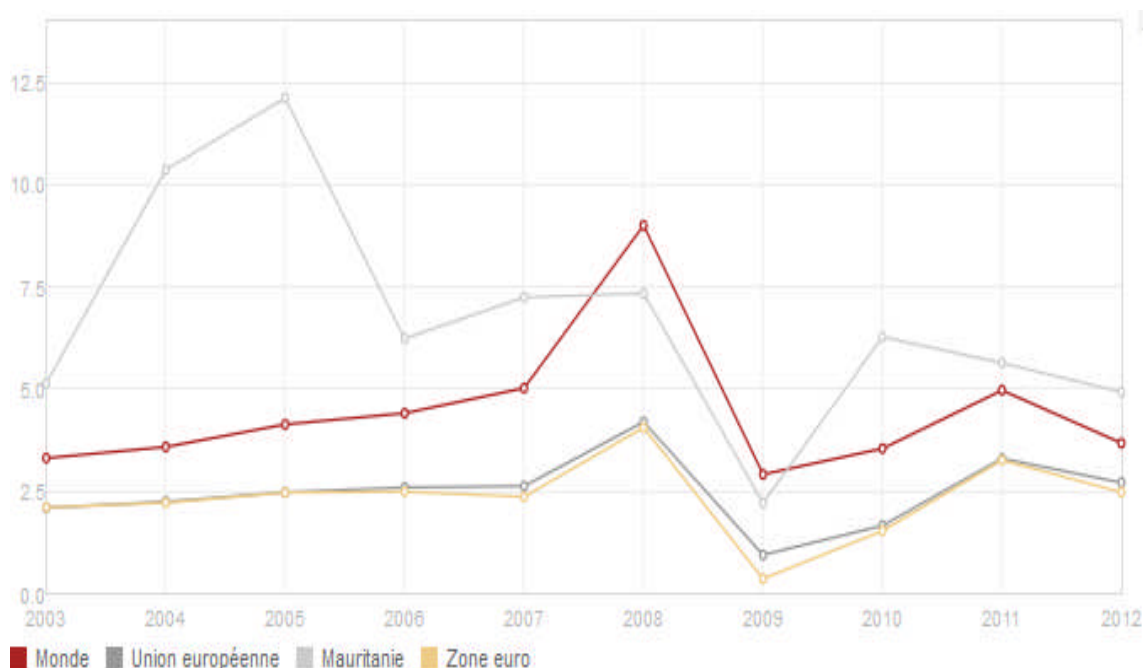


Figure 0.2 : taux d'inflation annuel de la monnaie mauritanienne (MRO) selon l'indice de prix à la consommation (en pourcent) comparé au taux d'inflation de l'UE, de la zone euro et du monde  
Source : Banque mondiale<sup>207</sup> d'après les statistiques financières internationales et autres fichiers de données du Fonds monétaire international). NB : noter que la courbe de la zone euro est sur la même tendance que la zone de l'UE

### Unités de mesure

Le système métrique est utilisé de manière générale.

<sup>206</sup> [http://ec.europa.eu/budget/index\\_fr.cfm](http://ec.europa.eu/budget/index_fr.cfm), 19 octobre 2013.

<sup>207</sup> <http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/FP.CPI.TOTL.ZG/countries/1W-EU-MR-XC?display=graph>, 19 octobre 2013.

1 mille marin = 1,852 km

1 tonneau de jauge brute (ou tjb) = 2,832 m<sup>3</sup> (100 pieds cubes). La jauge brute est une mesure de la capacité de transport d'un [navire](#) en utilisant le calcul de ses espaces fermés. Pour les navires de plus de 24 m effectuant des voyages internationaux, elle s'exprime en unités UMS (*Universal Measurement System*) et c'est l'acronyme anglais GT (*Gross Tonnage*) qui est alors utilisé. En guise d'équivalence entre les tjb et les GT, il est considéré :

qu'une capacité dont l'expression en GT est 200 (UMS) équivaut à 100 tjb ;

qu'une capacité dont l'expression en GT est 500 (UMS) équivaut à 200 tjb ;

qu'une capacité dont l'expression en GT est 3 000 (UMS) équivaut à 1 600 tjb.

Les États membres de l'UE et la Mauritanie ont ratifié la Convention internationale de 1969 sur le jaugeage des navires (entrée en vigueur en 1998 en Mauritanie). Les navires de pêche l'UE sont tous enregistrés en GT dans le fichier de la flotte de l'UE depuis 2004 en accord avec cette convention (la formule est en annexe de la Convention de 1969 pour les navires de pêche de plus de 24 m). Les textes juridiques qui instaurent graduellement le système UMS/GT dans l'UE, suite à la convention de Londres de 1969, sont notamment : le Règlement (CEE) n° 2930/86 du Conseil du 22 septembre 1986 (modifié par le Règlement (CE) n° 3259/94 du Conseil du 22 décembre 1994 (en annexe, le mode de calcul en GT pour les navires de moins de 15 m) ; la Décision n° 95/84/CE de la Commission du 20 mars 1995 qui met en œuvre l'annexe du Règlement 2930/86 ; voir enfin le Règlement (CE) n° 26/2004 de la Commission du 30 décembre 2003<sup>208</sup>.

---

<sup>208</sup> Commission européenne, DG MARE B3, comm. pers., 10 juillet 2013.

**Annexe B : liste des abréviations et acronymes**

ACP	Afrique, Caraïbes et Pacifique
AFD	Agence française de développement
AIS	<i>Automatic Identification System</i>
AMP	aire marine protégée
ANSD	Agence nationale de la statistique et de la démographie, Sénégal
APAM	aménagement de la pêche artisanale en Mauritanie
APE	accord de partenariat économique
APP	accord de partenariat dans le domaine de la pêche (entre l'UE et un pays tiers)
APD	accord de partenariat dans le domaine de la pêche durable
BAfD (ou BAD)	Banque africaine de développement (pour BAD, ne pas confondre avec Banque asiatique de développement)
BCEAO	Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest
BCM	Banque centrale de Mauritanie
BET	<i>bigeye tuna</i> soit thon obèse/patudo en français (code espèce CICTA/ICCAT). Le terme thon obèse est utilisé dans l'ensemble du rapport (sauf lorsqu'il s'agit d'une citation ou du titre d'une référence)
BM	Banque mondiale
CASAMPAC	Centre d'animation et d'apprentissage aux métiers de la pêche artisanale et continentale
Cat. ou cat.	catégorie
CCNADP	Conseil national pour l'aménagement et le développement des pêcheries
CE	Commission européenne
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CEMAC	Communauté économique et monétaire des États d'Afrique centrale
CICTA	Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique (l'acronyme anglais ICCAT est aussi utilisé en français)
ch	cheval vapeur
CITES	Convention internationale sur le commerce transfrontalier des espèces menacées d'extinction
CNP	Confédération nationale du patronat
CNUDM	Convention des Nations unies sur le droit de la mer
COMEXT	base de données du commerce extérieur, UE ; disponible sur Eurostat
COMHAFAT	Conférence ministérielle sur la coopération halieutique entre les États africains riverains de l'océan Atlantique
Comm. pers.	communication personnelle
COPACE	Comité des pêches pour l'Atlantique Centre-Est
CPUE	<i>catch per unit effort</i> soit captures par unité d'effort
CSC	Comité scientifique conjoint
CSRP	Commission sous-régionale des pêches
CTS	Comité technique des statistiques de pêche
DARO	Direction de l'aménagement des ressources et de l'océanographie
DCF	<i>Data Collection Framework</i>
DCP	dispositif(s) concentrateur(s) de poissons ( <i>Fish Aggregating Device(s)</i> – FAD - en anglais)
DEVCO	DG Développement et Coopération - EuropeAid de la Commission européenne
DFID	<i>Department for International Development</i> (Organisation de coopération britannique)
DG	direction générale (de la Commission européenne)

DG MARE	direction générale des affaires maritimes et des pêches (anciennement DG Pêche)
DPI	direction de la pêche industrielle
DSCPM	Délégation à la surveillance des pêches et du contrôle en mer
DSRP	Document de stratégie de réduction de la pauvreté
EBA	<i>Everything But Arms</i>
EBE	excédent brut d'exploitation
e.g.	<i>exempli gratia</i> en latin, équivalent à « par exemple » en français
ENMP	école nationale de l'enseignement maritime et des pêches
EPER	établissement portuaire de la baie du Repos
ETP	équivalent temps plein
EUMOFA	<i>European Market Observatory for Fisheries and Aquaculture products</i>
EUR	code ISO de l'euro
EUR-LEX	site Internet du droit de l'Union européenne : <a href="http://eur-lex.europa.eu/">http://eur-lex.europa.eu/</a>
Eurostat	Office statistique de l'UE : <a href="http://epp.eurostat.ec.europa.eu">http://epp.eurostat.ec.europa.eu</a>
FAO	Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation
FCFA	Franc CFA (code monétaire international : XOF ou XAF, voir annexe 1)
FEAMP	Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche
FED	Fonds européen de développement
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
FEP	Fonds européen pour la pêche
FFEM	Fonds français pour l'environnement mondial
FLPA	Fédération libre de la pêche artisanale
FMI	Fonds monétaire international
F <sub>MSY</sub>	<i>fishery MSY</i> (P <sub>RMD</sub> en français)
FNP	Fédération nationale des pêcheurs
GCM	garde côte mauritanienne
GSP	<i>Generalised Scheme of Preferences</i>
GT	<i>gross tonnage</i> (tjb en français)
GTZ	<i>Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit</i> (Agence de coopération technique allemande), nouvellement GIZ
IATE	<i>Interactive Terminology for Europe</i> ; base de données terminologique multilingue de l'Union européenne
IDH	indice de développement (cf. sa terminologie pour plus de détail)
i.e.	<i>id est</i> en latin, équivalent à « c'est-à-dire » en français
IEO	<i>Instituto Español de Oceanografía</i> (Institut espagnol d'océanographie) (Espagne)
IMROP	Institut mauritanien de recherches océanographiques et des pêches
INN	[pêche] illicite, non déclarée, non réglementée
IRD	Institut de recherche pour le développement (France)
ISO	Organisation internationale de normalisation (abréviation utilisée en français pour <i>International Organisation for Standardisation</i> )
ISPS	International ships and port facility security code
JICA	<i>Japan International Cooperation Agency</i>
Jp	jour de pêche
JO	journal officiel
LTU	code ISO alpha-3 pour la Lituanie

LVA	code ISO alpha-3 pour la Lettonie
Mio	million(s)
MPEM	ministère des pêches et de l'économie maritime
MPM	marché au poisson de Nouakchott
Mrd	milliard(s)
MRO	code monétaire international ISO de l'ouguiya
MSY	<i>Maximum Sustainable Yield</i>
NA	non applicable
NASAN	nouvelle alliance pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle
ND	non disponible
NDB	Nouadhibou
Nei ou NEI	<i>Not elsewhere included</i> (non inclus ailleurs)
NKC	Nouakchott
OEMPPA	Observatoire européen des marchés des produits de la pêche et de l'aquaculture (en anglais EUMOFA)
OIT	Organisation internationale du travail
OMD	objectifs du millénaire pour le développement
OMI	Organisation maritime internationale
OMVS	Organisation de mise en valeur du fleuve Sénégal
ONG	organisation non-gouvernementale
ONISPA	Office national de l'inspection sanitaire des produits de la pêche et de l'aquaculture
ONS	Office national de la statistique
ONU	Organisation des Nations unies
OP	organisation de producteurs (représentant des armateurs, etc.)
ORGP	organisation régionale de gestion de pêches (ex. CICTA)
ORP	organisation régionale de pêche (ex. CPCO, CSRP)
p.	page
PANA	Programme d'action national d'adaptation
PANE	Plan d'action national pour l'environnement
PAN-LCD	Plan d'action national de lutte contre la désertification
PCP	politique commune de la pêche
PDALM	Plan directeur d'aménagement du littoral mauritanien
PIB	produit intérieur brut
PMA	pays les moins avancés (classification selon l'ONU)
PNUD	Programme des Nations unies pour le développement.
PNUE	Programme des Nations unies pour l'environnement
P <sub>RMD</sub>	« Pêche » RMD soit le taux maximal de mortalité d'un stock d'une ressource halieutique par des activités de pêche résultant, en général à long terme, à une taille de population du stock correspondant à une biomasse « B <sub>RMD</sub> » permettant d'atteindre le rendement (le niveau de capture) maximal durable (RMD). P <sub>RMD</sub> est une constante. Elle peut être appliquée à n'importe quel stock dont la capacité de reproduction n'est pas compromise (adapté de Ocean 2012 - <a href="http://assets.ocean2012.eu/publication_documents/documents/329/original/MSY_Explained_FR.pdf">http://assets.ocean2012.eu/publication_documents/documents/329/original/MSY_Explained_FR.pdf</a> )
PPTTE	pays pauvres très endettés
PTF	partenaires techniques et financiers

PV	procès-verbal
REJOPRAO	réseau des journalistes pour une pêche responsable en Afrique de l'Ouest
RIM	République islamique de Mauritanie
RMD	rendement (niveau de captures) maximal durable (MSY en anglais) – cf. $P_{RMD}$
RSW	<i>Refrigerated Sea Water</i>
SCS	suivi, contrôle et surveillance
SIP	système d'information des pêches
SKJ	<i>skipjack</i> soit listao (code espèce CICTA/ICCAT)
SMCP	société mauritanienne pour la commercialisation de poisson
SNDD	Stratégie nationale de développement durable
SNS	suivi des navires par satellite
SPG	système préférentiel généralisé
SSPAC	système de suivi de la pêche artisanale et côtière
STABEX	Fonds de stabilisation des recettes d'exportation
STCW	<i>Standards for Training, Certification, and Watchkeeping</i>
STCW-F	<i>Standards of Training, Certification and Watchkeeping for Fishing Vessel Personnel</i>
SWO	<i>swordfish</i> soit espadon (code espèce CICTA/ICCAT)
SYSMIN	système d'aide aux produits miniers
t	tonne
tjb	tonneau de jauge brute (cf. Annexe A)
UA	Union africaine
UE	Union européenne
UEMOA	Union économique et monétaire ouest-africaine
UM	Ouguiya mauritanien (cf. MRO ci-dessus)
UMA	Union du Maghreb arabe
UICN	Union internationale pour la conservation de la nature (organisation non-gouvernementale)
UNTM	Union nationale des travailleurs de Mauritanie
USD	code ISO du dollar des États-Unis
VA	valeur ajoutée
VABD	valeur ajoutée brute directe
VHF	<i>Very High Frequency</i>
VMS	<i>Vessel Monitoring System</i> soit système de suivi des navires (incorrectement utilisé tant en français qu'en anglais en tant qu'abréviation pour le suivi des navires par satellite, cf. SNS)
WAMER	<i>Western Africa Marine Eco-Region</i>
WWF	<i>World Wild Fund</i> (Fonds mondial pour la nature)
YFT	<i>yellowfin tuna</i> soit albacore (code CICTA/ICCAT)
ZEE	zone économique exclusive
ZEEM	ZEE de la Mauritanie

**Annexe C : organisations consultées avec lesquelles les évaluateurs ont communiqué**

Organisation/société, unité/département	Fonction
Commission européenne	Unité B3 : unité accords bilatéraux et contrôle des pêches dans les eaux internationales
	Chef d'unité adjoint
	DG MARE - direction générale des affaires maritimes et de la pêche
	Chargé des questions scientifiques et de gestion des pêches
	Chargé du suivi de l'évaluation prospective d'un éventuel accord de pêche entre l'UE et la Mauritanie
	Unité D4 du suivi des licences et des captures des navires de pêche de l'UE actifs en dehors des eaux de l'UE
	Unité B2 commerce et marchés
DG DEVCO : direction générale du développement et de la coopération - EuropeAid	Délégation de l'UE en Mauritanie, suivi des programmes d'appui « pêche » en Mauritanie
Espagne, ministère de l'agriculture, de l'alimentation et de l'environnement, direction des ressources halieutiques et de l'aquaculture, Espagne / <i>Ministerio de agricultura, alimentación y medio ambiente (MAGRAMA), Secretaría general de pesca, D. G. de recursos pesqueros y acuicultura</i>	Unité des accords et organisations régionales de pêche : chef de l'unité, adjoint au chef de l'unité et chef du service de suivi des accords de pêche internationaux
	<i>Sub.Gral. de acuerdos y organizaciones regionales de pesca (SG AORP)</i>
Espagne - ANABAC (organisation professionnelle représentant des armateurs espagnols propriétaires de senneurs de l'UE ou non pêchant dans l'océan Atlantique, l'océan Indien), Espagne	Directeur (en présence d'un armateur propriétaire de 3 navires de pêche battant pavillon espagnol en océan Atlantique)
CEPESCA – Confédération espagnole de pêche (représentation d'armateurs espagnols de palangriers et autres métiers) – <a href="http://www.cepasca.es">www.cepasca.es</a>	Secrétaire général



Organisation/société, unité/département	Fonction
Espagne - OPAGAC (organisation professionnelle espagnole représentant des armateurs propriétaires de senneurs de l'UE ou non pêchant dans l'océan Atlantique, l'océan Indien et l'océan Pacifique)	Directeur général
Europêche - association des organisations nationales d'entreprises de pêche de l'UE ( <a href="http://www.europeche.org">www.europeche.org</a> )	Président
France - ORTHONGEL - organisation française des producteurs de thon congelé et surgelé (organisation professionnelle représentant les armateurs français propriétaires de senneurs français pêchant hors des eaux de l'UE),	Directeur
Mauritanie, ministère de la pêche et de l'économie maritime	Point focal de l'accord de pêche en Mauritanie
	Directeur de la DARO
	Directeur de la DPI
Association d'armateurs actifs sous la catégorie 7 « petits pélagiques » consulté et ayant répondu : <i>Pelagic Freezer-trawler Association</i> , Pays-Bas, Pologne et Lituanie	Représentants

## Annexe D : terminologie

Les termes techniques utilisés dans ce rapport sont issus des textes de la législation de l'UE (<http://eur-lex.europa.eu/>). La base de données terminologique multilingue de l'Union européenne *Interactive Terminology for Europe* (IATE)<sup>209</sup> donne également des informations utiles sur les termes techniques utilisés en présentant les définitions dans l'ensemble des langues des États membres de l'UE. Les termes suivants s'y retrouvent entre autres (non exhaustif) :

- autorisation de pêche<sup>210</sup>,
- benthique,
- capacité de pêche,
- captures accessoires,
- conseil de l'UE,
- contrepartie financière,
- démersal,
- espèces associées,
- indice de développement humain (IDH),
- ligne de base,
- métier,
- pêcherie,
- pélagique,
- produit intérieur brut (PIB) nominal et réel,
- possibilité de pêche,
- potentiel de pêche,
- production maximal équilibre,
- rejets,
- rendement maximum durable.

Terme non disponible dans la base IATE :

- navire assimilé UE (terme propre aux auteurs) : navire battant pavillon d'un État non-membre de l'UE dont le propriétaire, l'actionnaire principal ou le gestionnaire est citoyen d'un État membre de l'UE.

---

<sup>209</sup> [http://iate.europa.eu/iatediff/brochure/IATEbrochure\\_FR.pdf](http://iate.europa.eu/iatediff/brochure/IATEbrochure_FR.pdf) ; équivalant à une licence de pêche dans les pays tiers signataires d'APP avec l'UE.

<sup>210</sup> <http://iate.europa.eu/iatediff/FindTermsByLilId.do?lilId=3501145&langId=fr> (accès 17 mai 2013).

**Annexe E : extraits du texte de compromis final du règlement de base de la PCP****Texte introductif**

« (38) Il convient que l'Union promeuve sur le plan international les objectifs de la politique commune de la pêche, en veillant à ce que les activités de pêche qu'elle mène en dehors de ses eaux reposent sur les mêmes principes et normes que la législation applicable de l'Union et en favorisant des conditions de concurrence équitables pour les opérateurs de l'UE et les opérateurs des pays tiers. À cette fin, l'Union devrait s'efforcer de lancer le processus visant à améliorer l'efficacité des organisations régionales et internationales afin de leur permettre de mieux conserver et gérer les ressources vivantes de la mer relevant de leur compétence, y compris en luttant contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN). L'Union devrait coopérer avec les pays tiers et les organisations internationales en vue d'améliorer le respect des mesures internationales, y compris la lutte contre la pêche INN. Les positions de l'Union devraient être fondées sur les meilleurs avis scientifiques disponibles.

(39) Il convient que les accords de partenariat dans le domaine de la pêche durable conclus avec des pays tiers garantissent que les activités de pêche de l'Union dans les eaux des pays tiers reposent sur les meilleurs avis scientifiques disponibles et des échanges d'informations pertinentes, afin de parvenir à une exploitation durable des ressources biologiques de la mer, à la transparence en ce qui concerne la détermination des reliquats et, partant, à une gestion des ressources qui soit compatible avec les objectifs de la politique commune de la pêche. Ces accords, qui octroient un accès aux ressources, proportionné aux intérêts de la flotte de l'Union, en échange d'une participation financière de l'Union, devraient contribuer à l'établissement d'un cadre de gouvernance de qualité afin d'assurer notamment la mise en œuvre de mesures efficaces de collecte de données, de suivi, de contrôle et de surveillance.

(40) Il convient que le respect des principes démocratiques et des droits de l'homme, inscrits dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans d'autres instruments internationaux pertinents en matière de droits de l'homme, ainsi que des principes de l'État de droit, constitue un élément essentiel des accords de partenariat dans le domaine de la pêche durable et fasse l'objet d'une clause spécifique relative aux droits de l'homme. L'introduction d'une clause relative aux droits de l'homme dans les accords de partenariat dans le domaine de la pêche durable devrait être pleinement compatible avec les objectifs généraux de la politique de développement de l'Union. »

**« Article 5 Définitions**

"reliquat du volume admissible des captures", la partie du volume admissible des captures qu'un État côtier n'exploite pas, ce qui a pour résultat un maintien du taux global d'exploitation des stocks individuels en-deçà des niveaux susceptibles de les rétablir et un maintien des populations d'espèces exploitées au-delà des niveaux souhaités sur la base des meilleurs avis scientifiques disponibles; »

**Texte principal**

« PARTIE VII

POLITIQUE EXTÉRIEURE

**Article 38 ter****Objectifs**

1. En vue d'assurer l'exploitation, la gestion et la conservation durables des ressources biologiques de la mer et de l'environnement marin, l'Union mène ses relations extérieures dans le domaine de la pêche dans le respect de ses obligations internationales et de ses objectifs généraux, ainsi que des objectifs et principes énoncés aux Articles 2 et 4.

## 2. Plus particulièrement, l'Union :

- a) apporte sa contribution active et son soutien à l'approfondissement des connaissances et à l'élaboration des avis scientifiques;
- b) renforce la cohérence stratégique de ses initiatives, eu égard notamment aux activités liées à l'environnement, au commerce et au développement, ainsi que la cohérence des mesures prises dans le cadre de la coopération au développement et de la coopération scientifique, technique et économique;
- c) contribue à la durabilité d'activités de pêche économiquement viables et favorisant l'emploi dans l'Union;
- d) veille à ce que les activités de pêche de l'Union en dehors des eaux de l'Union reposent sur les mêmes principes et normes que la législation de l'Union applicable dans le domaine de la politique commune de la pêche, tout en favorisant des conditions de concurrence équitables pour les opérateurs de l'Union par rapport aux opérateurs de pays tiers;
- e) encourage et soutient, dans toutes les enceintes internationales, les actions nécessaires à l'éradication de la pêche INN;
- f) encourage la création et le renforcement des comités d'application des ORGP, des évaluations périodiques des performances par des organismes indépendants et des mesures correctives appropriées, y compris de sanctions dissuasives et efficaces, qui doivent être appliquées d'une manière transparente et non discriminatoire. »

[...]

## « TITRE II

### ACCORDS DE PARTENARIAT DANS LE DOMAINE DE LA PÊCHE DURABLE

#### Article 41

Principes et objectifs des accords de partenariat dans le domaine de la pêche durable 1. Les accords de partenariat dans le domaine de la pêche durable avec les pays tiers établissent un cadre de gouvernance juridique, environnementale, économique et sociale pour les activités de pêche menées par les navires de pêche de l'Union dans les eaux des pays tiers.

Ces cadres peuvent comporter:

- a) la mise en place et le soutien des instituts scientifiques et de recherche nécessaires;
- b) des mesures de suivi, de contrôle et de surveillance; et
- c) d'autres éléments permettant de renforcer les capacités d'élaboration d'une politique de la pêche durable par le pays tiers.

2. Dans le but général de garantir une exploitation durable des surplus » [reliquat] « de ressources biologiques de la mer, l'Union met tout en œuvre pour que les accords de partenariat dans le domaine de la pêche durable conclus avec des pays tiers soient dans l'intérêt mutuel de l'Union et des pays tiers concernés, y compris de leurs populations locales et de leur industrie de la pêche et qu'ils contribuent à maintenir l'activité des flottes de l'Union et visent à obtenir une part des surplus disponibles qui soit appropriée et corresponde aux intérêts des flottes de l'Union.

2 bis. Dans le but général de garantir que les navires de l'Union pêchant dans le cadre d'accords de partenariat dans le domaine de la pêche durable exercent leurs activités, le cas échéant, dans le respect de

normes similaires à celles observées par les navires de l'Union pêchant dans les eaux de l'Union, l'Union s'efforce d'intégrer dans ces accords de partenariat des dispositions appropriées concernant l'obligation de débarquement.

3. Les navires de pêche de l'Union pêchent uniquement le reliquat du volume admissible des captures visé à l'Article 62, paragraphes 2 et 3, de la convention des Nations unies sur le droit de la mer, et établi de façon claire et transparente sur la base des meilleurs avis scientifiques disponibles et des informations pertinentes échangées entre l'Union et le pays tiers concernant l'effort de pêche total exercé sur les stocks concernés par l'ensemble des flottes. En ce qui concerne les stocks chevauchants ou les stocks de poissons grands migrants, il y a lieu de prendre dûment en compte, pour la détermination des ressources accessibles, les évaluations scientifiques réalisées au niveau régional ainsi que les mesures de conservation et de gestion adoptées par les ORGP compétentes.

3 bis. Les navires de pêche de l'Union ne peuvent exercer leurs activités dans les eaux d'un pays tiers avec lequel un accord de partenariat dans le domaine de la pêche durable est en vigueur que s'ils sont en possession d'une autorisation de pêche délivrée conformément à une procédure établie dans l'accord.

3 ter. L'Union veille à inclure dans les accords de partenariat dans le domaine de la pêche durable une clause relative au respect des principes démocratiques et des droits de l'homme, qui constitue un élément essentiel de ces accords. Dans la mesure du possible, ces accords comprennent également:

a) une clause interdisant d'accorder aux différentes flottes présentes dans ces eaux des conditions plus favorables que celles accordées aux acteurs économiques de l'Union, y compris celles concernant la conservation, le développement et la gestion des ressources, les accords financiers et les redevances et droits liés à la délivrance d'autorisations de pêche;

b) une clause d'exclusivité concernant la règle figurant au paragraphe 3 bis.

3 quater. L'Union s'emploie à surveiller les activités des navires de pêche de l'Union qui opèrent dans les eaux de pays tiers hors du cadre d'accords de partenariat dans le domaine de la pêche durable.

3 quinquies. Les États membres veillent à ce que les navires de pêche de l'Union battant leur pavillon et opérant hors des eaux de l'Union soient en mesure de fournir une documentation détaillée et précise de toutes leurs activités de pêche et de transformation.

3 quinquies bis. L'autorisation de pêche visée au paragraphe 3 bis n'est pas accordée à un navire qui s'est désinscrit du fichier de la flotte de pêche de l'Union et a ensuite réintégré le fichier dans un délai de 24 mois, à moins que le propriétaire effectif dudit navire, qu'il s'agisse d'une personne physique ou morale, ait fourni aux autorités compétentes de l'État membre du pavillon toutes les données requises pour établir que, pendant cette période, le navire a exercé ses activités dans le plein respect des normes applicables à un navire battant pavillon de l'UE.

En outre, s'il a été constaté que l'État qui a accordé le pavillon pendant la période au cours de laquelle le navire ne figurait plus dans le fichier de l'UE est, en vertu du droit de l'Union, un État non coopérant pour ce qui est de combattre, de dissuader et d'éradiquer la pêche INN, ou un État autorisant une exploitation non durable des ressources marines vivantes, il doit être établi que les opérations de pêche du navire ont cessé et que le propriétaire a pris des mesures immédiates pour désinscrire le navire du fichier de cet État.

3 sexies. La Commission fait en sorte que des évaluations ex ante et ex post indépendantes soient réalisées pour chaque protocole à un accord de partenariat dans le domaine de la pêche durable et les transmet au Parlement européen et au Conseil en temps utile avant de présenter au Conseil une recommandation visant à autoriser l'ouverture de négociations en vue d'un nouveau protocole. Une synthèse de ces évaluations est mise à la disposition du public.

## Annexe F : données de bases utilisées pour l'analyse de la mise en œuvre du protocole en cours (Chapitre 5)

### A. Évolution des catégories de pêche entre le précédent protocole (2008 – 2012) et le protocole actuel

Protocole 2008-2012	Protocole 2012-2014	Changement de nom ou numéro de la catégorie
Catégorie 1 - « navires de pêche aux crustacés à l'exception de la langouste et du crabe »	Catégorie 1 – « navires de pêche aux crustacés à l'exception de la langouste et du crabe » (navires ciblant les crevettes)	Non
Catégorie 2 - « chalutiers (1) et palangriers de fond de pêche au merlu noir » (1) : hors chalutiers non congélateurs	Catégorie 2 – « chalutiers (non congélateurs) et palangriers de fond de pêche au merlu noir »	Non
Catégorie 3 - « navires de pêche des espèces démersales autres que le merlu noir avec des engins autres que le chalut »	Catégorie 3 – « navires de pêche des espèces démersales autres que le merlu noir avec des engins autres que le chalut »	Non
Catégorie 10 – « pêche aux crabes »	Catégorie 4 – « crabes »	Non, différente appellation et différent numéro de catégorie uniquement
Catégorie 7 - « thoniers senneurs congélateurs »	Catégorie 5 – « thoniers senneurs »	Non, différente appellation et différent numéro de catégorie uniquement
Catégorie 8 - « thoniers canneurs et palangriers de surface »	Catégorie 6 – « thoniers canneurs et palangriers de surface » ; note : la pêche au chalut pour l'appât vivant est autorisée pour les canneurs	Non, différent numéro de catégorie uniquement
Catégorie 9 – « chalutiers congélateurs de pêche pélagique »	Catégorie 7 – « chalutiers congélateurs de pêche pélagique »	Non
Catégorie 11 – « navires de pêche pélagique au frais »	Catégorie 8 – « navires de pêche pélagique au frais »	Non
Catégorie 5 - « céphalopodes »	Catégorie 9 – « céphalopodes »	Non
Catégorie 4 - « chalutiers poissonniers congélateurs pêchant des espèces démersales »	-	Catégories du précédent protocole
Catégorie 6 - « langoustes »	-	supprimées

Source : élaboration propre à partir des protocoles (EUR-LEX)

## B. Caractéristique du protocole en cours – situation octobre 2013

Catégorie	Compensation financière annuelle (EUR) (1)	Appui au secteur de la pêche (EUR)** (1)	Possibilités de pêche (nombre) (2) – en vigueur à ce jour	Nature des possibilités de pêche (2)	a - Tonnage de référence annuel (t) (1) - inclut les captures accessoires	b - Total (t) réparti annuellement entre les États membres (2)	Ratio total réparti (b/total b)	Type licence	Avance pour octroi de la licence (EUR/navires)	Redevance armateur (EUR/t capturé) (inclut les captures accessoires)
Catégorie 1 – « navires de pêche aux crustacés à l'exception de la langouste et du crabe » (navires ciblant les crevettes)	67 000 000	3 000 000	36	nombre maximal de navires	5 000	5 000	2 %	tous les deux mois	1 000	620
Catégorie 2 – « chalutiers (non congélateurs) et palangriers de fond de pêche au merlu noir »			11	nombre maximal de navires (autorisés en même temps (1))	4 000	4 000	1 %	trimestrielle	1 000	90
Catégorie 3 – « navires de pêche des espèces démersales autres que le merlu noir avec des engins autres que le chalut »			9	nombre maximal de navires	2 500	2 500	1 %	trimestrielle	1 000	105
Catégorie 4 – « crabes »			-	<i>pas de limite maximale de navires</i>	200	200	0 %	trimestrielle	1 000	310
Catégorie 5 – « thoniers senneurs »*			25	nombre maximal de licences attribuables par la Mauritanie	5 000	5 000	2 %	annuelle	1 750	35

Catégorie	Compensation financière annuelle (EUR) (1)	Appui au secteur de la pêche (EUR)** (1)	Possibilités de pêche (nombre) (2) – en vigueur à ce jour	Nature des possibilités de pêche (2)	a - Tonnage de référence annuel (t) (1) - inclut les captures accessoires	b - Total (t) réparti annuellement entre les États membres (2)	Ratio total réparti (b/total b)	Type licence	Avance pour octroi de la licence (EUR/navires)	Redevance armateur (EUR/t capturé) (inclut les captures accessoires)
Catégorie 6 – « thoniers canneurs et palangriers de surface » ; note : la pêche au chalut pour l'appât vivant est autorisée pour les canneurs*			19	nombre maximal de licences attribuables par la Mauritanie				annuelle - canneur	2 500	25
					10 000	10 000	3 %	annuelle - palangrier	3 500	35
Catégorie 7 – « chalutiers congélateurs de pêche pélagique »			19	nombre maximal de navires présents dans les eaux mauritaniennes à la fois	300 000	285 000***	87 %	trimestrielle	5 000	123
Catégorie 8 – « navires de pêche pélagique au frais »			16	nombre maximal de licences trimestrielles, maximum pouvant être transférées à la catégorie 8 si non utilisées	15 000	15 000	5 %	trimestrielle	5 000	123
Catégorie 9 – « céphalopodes »			-	absence de possibilités de pêche / absence de tonnage de référence	-	-	-	-	-	0
<b>Total</b>			135	0	341 700	326 700	100 %			

Source : EUR-LEX - (1) protocole de l'accord de pêche et (2) Règlement (UE) n° 1259/2012 du Conseil du 3 décembre 2012 modifié le 20 février par le Règlement (UE) n° 680/2013 du Conseil du 15 juillet 2013 ; \* : application du nombre de possibilités de pêche à partir du 20 février 2013 - auparavant Cat. 5 : 22 (17 ES et 5 FR) et Cat. 6 : 22 (18 ES et 4 FR) - transfert de 3 possibilités vers la catégorie 5 ; \*\* : ce montant n'a pour le moment pas été débloqué ; Licence : il est considéré un démarrage de licences pour ce protocole pour le 01/01/2013 (CE) ; \*\*\*\* : 15 000 t des 300 000 t prévus sont déduits de la catégorie 7 en cas d'utilisation du volume de captures autorisé en catégorie 8



## C. Évolution des mesures techniques du protocole de l'APP UE-Mauritanie depuis son application provisoire

Catégories	Protocole	1 <sup>ère</sup> Commission mixte (19 et 20 février 2103, Paris)	Réunion technique (24/05/2013, Bruxelles)	2 <sup>e</sup> Commission mixte (17-18/09/2013)
<b>Catégorie 1 - Crevettes</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Taux admis de captures accessoires</b> : 10 % poissons et 5 % de crabes – Langoustes et céphalopodes interdits à la pêche</li> <li>• <b>Seuil de navires autorisés à pêcher</b> à l'ouest des 6 milles au sud du 19°00,00 N porté de 10 unités</li> <li>• <b>Redevance</b> de 620 EUR/t</li> <li>• <b>Zone de pêche</b> : cf. fiche protocole</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Taux admis de captures accessoires</b> : 15 % poissons, 10 % de crabes et 4 % céphalopodes</li> <li>• <b>Seuil de navires autorisés à pêcher</b> à l'ouest des 6 milles au sud du 19°00,00 N porté de 10 à 12 unités</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Réduction de la redevance</b> de 620 EUR/t à 420 EUR/t</li> <li>• <b>Taux admis de captures accessoires</b> de céphalopodes porté à 6 %</li> <li>• <b>Modification partielle de la zone de pêche</b> sur la base des termes de référence du CSC (Comité scientifique conjoint)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Réduction de la redevance</b> de 420 EUR/t à 400 EUR/t</li> <li>• <b>Taux admis de captures accessoires</b> de céphalopodes : augmenté de 6 % à 8 %</li> <li>• <b>Modification complète de la zone de pêche</b> sur la base des termes de référence du CSC</li> </ul>
<b>Catégorie 2 – Merlu noir</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Volume de captures autorisé initial</b> : 4 000 t/an</li> <li>• <b>Zone de pêche</b> : cf. fiche protocole</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Extension de la zone de pêche</b> : <ul style="list-style-type: none"> <li>— au sud du parallèle 19°15,60 N et jusqu'au parallèle 17°50,00 N : à l'ouest de la ligne des 18 milles nautiques calculée à partir de la laisse de basse mer;</li> <li>— au sud du parallèle 17°50,00 N : à l'ouest de la ligne des 12 milles nautiques calculée à partir de la laisse de basse mer</li> </ul> </li> <li>• <b>Pendant les arrêts biologiques aux céphalopodes</b> : <ul style="list-style-type: none"> <li>— au sud du parallèle 19°15,60 N (Cap Timiris) et jusqu'au parallèle 17°50,00 N (Nouakchott), la pêche est interdite au-delà de la ligne des 18 milles nautiques calculée à partir de la laisse de basse mer;</li> </ul> </li> </ul>	<b>Volume de captures autorisé</b> augmenté de 4 000 t/an à 5 000 t/an	<b>Volume de captures autorisé</b> maintenu à 4 000 tonnes

Catégories	Protocole	1 <sup>ère</sup> Commission mixte (19 et 20 février 2103, Paris)	Réunion technique (24/05/2013, Bruxelles)	2 <sup>e</sup> Commission mixte (17-18/09/2013)
		— au sud du parallèle 17°50,00 N (Nouakchott), la pêche est interdite au-delà de la ligne des 12 milles nautiques calculée à partir de la laisse de basse mer.		
<b>Catégorie 3 – Démersaux autres que merlu noir</b>	<b>Zone de pêche :</b> cf. fiche protocole	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Extension de la zone de pêche</b> au sud du 19°21,00 N à partir de la ligne des 3 milles</li> <li>• <b>Pendant les arrêts biologiques aux céphalopodes</b>, la pêche est interdite au-delà des 3 milles au sud du 19°15,60 N</li> </ul>	-	-
<b>Catégorie 4 – Crabes</b>	<b>Zone de pêche :</b> cf. fiche protocole	<b>Extension de la zone de pêche</b> au sud du 17°50,00 N à l'ouest de la ligne des 12 milles	-	-
<b>Catégories 5 et 6 – Thonidés (senne et palangre/canne)</b>	<b>Nombre senneurs :</b> 22 <b>Nombre de canneurs / palangriers :</b> 22	<b>Transfert de trois licences</b> de la catégorie 6 (palangre/canne) vers la catégorie 5 (senne)	-	-
<b>Catégorie 7 – Pélagiques congélateurs</b>	<b>Zone de pêche :</b> cf. fiche protocole	<b>Extension de la zone de pêche</b> au sud du 17°50,00 N, au large des marais de Toumbos et au delta du fleuve Sénégal, à 15 milles nautiques mesurés à partir de la laisse de basse mer.	<b>Ligne de la zone de pêche ramenée</b> de 15 milles à 13 milles au sud du 17°05,00 N	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Confirmation du déplacement de la ligne</b> au sud du 17°05,00 N</li> <li>• <b>Modification de la zone au nord du 19°00,00</b> pour permettre l'accès aux canyons</li> </ul>
<b>Catégorie 9 - Céphalopodes</b>	Absence de volume de captures autorisé attribué	-	Accord pour mener une <b>campagne de pêche expérimentale</b> (uniquement avec des navires mauritaniens)	Avancée sur les termes de référence et la mise en œuvre de la <b>campagne de pêche expérimentale</b>

Source : adapté de la Commission européenne, 26 septembre 2013

D. Utilisation dans le protocole en cours des possibilités de pêche par catégorie de pêche – situation connue par la Commission européenne au 27 novembre 2013

Source : élaboration propre à partir des données de la Commission européenne

	Pays	Possibilités*	2013 (de janvier à octobre)	2013 (nov. – décembre)	Moyenne sur l'année 2013
<b>Catégorie 1 - crevettiers (licence : deux mois)</b>	Espagne	36	0	11	
	Italie		0	0	
	Portugal		0	2	
	<b>Total</b>	<b>36</b>	<b>0</b>	<b>13</b>	
		Taux d'utilisation	0,00 %	36,11 %	6,02 %
* : pas d'allocation par pays					

NB : 13 crevettiers ont obtenu des licences pour les deux derniers mois de 2013 (Commission européenne)

	Pays	Possibilités	2013
<b>Catégorie 2 - merlutiers (licence trimestrielle)</b>	Espagne	11	2
	<b>Total</b>	<b>11</b>	<b>2</b>
Taux d'utilisation			18,18 %

	Pays	Possibilités	2013 - premier trimestre	2013 - deuxième trimestre	2013 - troisième trimestre	2013 - quatrième trimestre	Moyenne
<b>Catégorie 3 - démersaux autres que le merlu noir - engins autres que le chalut (licence trimestrielle)</b>	Espagne	9	5	4	4	4	4
	<b>Total</b>	<b>9</b>	<b>5</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>4</b>
	Taux d'utilisation		55,56 %	44,44 %	44,44 %	44,44 %	47,22 %

**Cat. 4 – « crabes »** : pas d'utilisation jusqu'au 30 septembre 2013

	Pays	Possibilités	2013
<b>Catégorie 5 - thoniers senneurs (licence : annuelle)</b>	Espagne	17	14
	France	8	8
	<b>Total</b>	<b>25</b>	<b>22</b>
	Taux d'utilisation		88,00 %

NB : transfert de possibilités de pêches de la catégorie 6 à 5 soit une augmentation de 22 à 25 possibilités de pêche pour cette catégorie

	Pays	Possibilités	2013
<b>Catégorie 6 - thoniers canneurs et palangriers de surface (licence : annuelle)</b>	Espagne	18	10
	France	1	1
	<b>Total</b>	<b>19</b>	<b>11</b>
	Taux d'utilisation		57,89 %

Remarque : transfert de possibilités de pêche de la catégorie 6 à 5 soit une diminution de 22 à 19 possibilités de pêche pour cette catégorie

	Pays	Possibilités (par trimestre)	2013 - premier trimestre	2013 - deuxième trimestre	2013 - troisième trimestre	2013 - quatrième trimestre	Moyenne (sur les trois premiers trimestres)
<b>Catégorie 7 – « chalutiers congélateurs de pêche pélagique »</b>	Allemagne	pas de répartition par pays (répartition par tonnage de référence)	0	0	0	0	0
	France		0	0	0	0	0
	Lettonie		2	4	4	4	3
	Lituanie		2	3	3	3	3
	Pays-Bas		0	0	2	1	1
	Pologne		2	2	2	2	2
	Royaume-Uni		0	0	0	0	0
	Irlande		0	0	0	0	0
	<b>Total</b>		<b>19</b>	<b>6</b>	<b>9</b>	<b>11</b>	<b>10</b>
	Taux d'utilisation		31,58 %	47,37 %	57,89 %	52,63 %	47,37 %

NB : estimation de licences par trimestre selon les données transmises par la Commission européenne

	Pays	Possibilités (par trimestre)	2013 - premier trimestre	2013 - deuxième trimestre	2013 - troisième trimestre	2013 - quatrième trimestre	Moyenne
<b>Catégorie 8 – « navires de pêche pélagique au frais »</b>	Irlande	16	0	0	0	0	-
	Portugal*	-	0	0	2	0	-
	<b>Total</b>	<b>16</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>-</b>
		Taux d'utilisation	0,00 %	0,00 %	12,50 %	0,00 %	3,13 %

\* : transfert des possibilités de pêche par l'Irlande

**Cat. 9 – « céphalopodiers »** : absence de possibilités de pêche.

E. Taux d'utilisation, dans le protocole en cours, des volumes de captures autorisés – situation connue par la Commission européenne au 29 novembre 2013 (sauf indication contraire)

Source : élaboration propre à partir des données de la Commission européenne

	Pays	Volume annuel de captures autorisé (tonne)	Captures 2013 (au 31 oct.)
<b>Catégorie 1 - crevettiers (licence : deux mois)</b>	Espagne	4 150,00	0
	Italie	250,00	0
	Portugal	600,00	0
	<b>Total</b>	<b>5 000,00</b>	<b>0</b>
Taux d'utilisation			0,00 %

NB : 16 crevettiers intéressés pour les deux derniers mois de 2013

	Pays	Volume annuel de captures autorisé (t)	Captures 2013 (janvier-août)
<b>Catégorie 2 - merlutiers (licence trimestrielle)</b>	Espagne	4 000,00	2 372,06
	<b>Total</b>	<b>4 000,00</b>	<b>2 372,06</b>
Taux d'utilisation			<b>59,30 %</b>

NB : données provisoires pour cette période, données de captures pour un des deux navires non encore transmises pour les mois de juin à août.

	Pays	Volume annuel de captures autorisé (t)	Captures 2013 (janvier-sept.)
<b>Catégorie 3 - démersaux autres que le merlu noir - engins autres que le chalut (licence trimestrielle)</b>	Espagne	2 500,00	1 773,78
	<b>Total</b>	<b>2 500,00</b>	<b>1 773,78</b>
Taux d'utilisation			<b>70,95 %</b>

4 licences demandées au quatrième trimestre

**Cat. 4 – « crabes »** : pas d'utilisation prévue en 2013

	Pays	Volume annuel de captures autorisé (t)	Captures (t)	Taux d'utilisation (%)
<b>Catégorie 5 - thoniers senneurs (licence : annuelle; données provisoires) – situation connue au 31 octobre 2013</b>	Espagne (de janvier à octobre 2013*)	volume non réparti par État membre	16 893,00*	337,86 %
	France (sur les trois premiers trimestres**)		5,00	0,10 %
	<b>Total</b>	<b>5 000,00</b>	<b>16 898,00</b>	<b>337,96 %</b>

\* : données de captures transmises par les autorités espagnoles de janvier à octobre 2013 (15 tonnes au premier semestre) ; \*\* : un navire français actif lors du troisième trimestre 2013. Remarques : transfert de possibilités de pêche de la catégorie 6 à 5 soit une augmentation de 22 à 25 possibilités de pêche pour cette catégorie. **Données provisoires**, les données définitives n'étant connues qu'en année « n+1 ».

	Pays	Volume annuel de captures autorisé (t)	Captures (t)	Taux d'utilisation (%)
<b>Catégorie 6 - thoniers canneurs et palangriers de surface (licence : annuelle; données provisoires) – situation connue au 29 novembre 2013</b>	Espagne – palangriers 3 actifs*	volume non réparti par État membre	451,77	4,52 %
	Espagne – canneurs* - 7 canneurs actifs sur 7		5 399,36	53,99 %
	France – canneur – 1 actif sur 1		222,00	2,22 %
	<b>Total</b>	<b>10 000,00</b>	<b>6 073,13</b>	<b>60,73 %</b>

\* données de captures transmises par les autorités espagnoles pour la période de janvier à novembre 2013. Remarques : transfert de possibilités de pêche de la catégorie 6 à 5 soit une diminution de 22 à 19 possibilités de pêche pour cette catégorie; **données provisoires**, les données définitives n'étant connues qu'en année « n+1 ».

**TOTAL : thoniers UE – 22 971 tonnes (situation connue fin novembre 2013)**

	Pays	Volume annuel de captures autorisé (t)	Captures (tonne)	Taux d'utilisation par rapport au volume autorisé total (%)	Période de captures enregistrées (remarque)
<b>Catégorie 7 – « chalutiers congélateurs de pêche pélagique »</b>	Allemagne	5 396,00	0,00	0,00 %	-
	France	2 205,00	0,00	0,00 %	-
	Lettonie	66 087,00	36 592,71	12,84 %	Janvier à octobre 2013 inclus (captures tous les mois)
	Lituanie	70 658,00	47 759,00	16,76 %	Janvier à octobre 2013 inclus (captures tous les mois)
	Pays-Bas	76 727,00	8 942,49	3,14 %	Janvier à octobre 2013 inclus (pas de captures en 2013 avant juillet 2013 et pendant le mois de septembre 2013)
	Pologne	53 008,00	36 108,42	12,67 %	Janvier à octobre 2013 inclus (captures tous les mois)
	Royaume-Uni	457,00	0,00	0,00 %	-
	Irlande	10 462,00	0,00	0,00 %	-
	<b>Total</b>	<b>285 000,00</b>	<b>129 402,62</b>	<b>45,4 %</b>	-

*NB* : transfert de 10 000 t de l'Allemagne à la Pologne et 1 000 t de la France à la Pologne par rapport aux volumes de captures autorisés, indiqués dans le Règlement (UE) N° 1259/2012 du Conseil du 3 décembre 2012 et transfert de 10 000 tonnes du Royaume-Uni à la Pologne pour le dernier trimestre 2013.

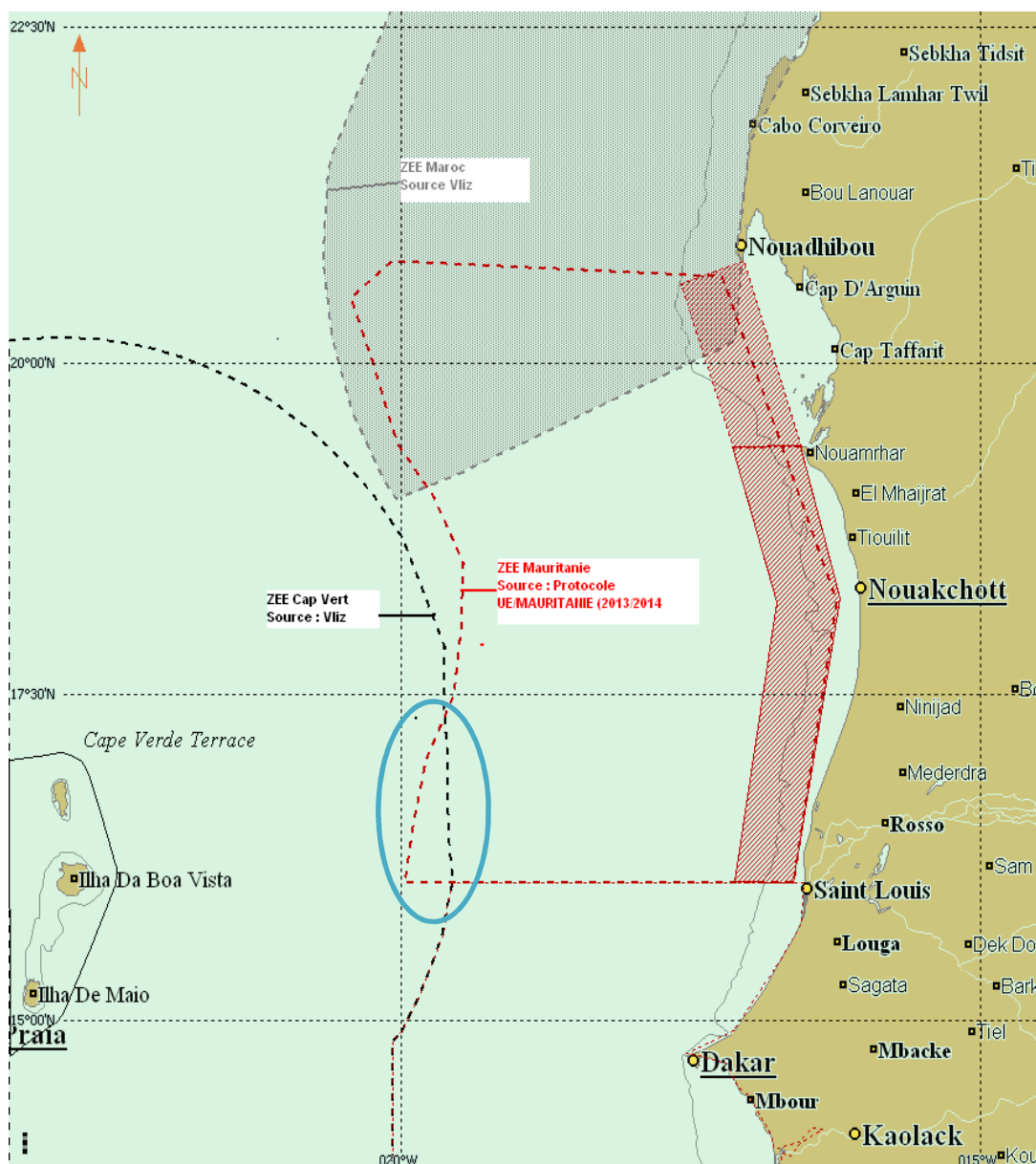
	Pays	Volume annuel de captures autorisé (t)	Captures (tonne)
<b>Catégorie 8 – « navires de pêche pélagique au frais » - situation au 30 septembre 2013</b>	Irlande	15 000	0
	Portugal*	-	165
	<b>Total</b>	<b>15 000</b>	<b>0</b>
	<b>Taux d'utilisation</b>		<b>1,10 %</b>

\* : transfert de possibilités de pêche par l'Irlande

**Cat. 9 – « céphalopodiers »** : absence de possibilités de pêche.



## Annexe G : zone de pêche des thoniers au sein du protocole de l'accord de pêche en cours



**Figure : analyse des coordonnées de la zone de pêche des thoniers senneurs indiquées dans le protocole et des coordonnées des limites maritimes acceptées entre le Cap-Vert et la Mauritanie**

NB : VLIZ<sup>211</sup>, *Vlaams Instituut voor de Zee*, est un institut maritime belge répertoriant la situation des limites maritimes des États en tenant compte du site du secrétariat des Nations unies sur les limites maritimes<sup>212</sup>. Source : courtoisie, association des thoniers senneurs français (Orthongel)

<sup>211</sup> [http://www.marineregions.org/eezdetails.php?eez\\_id=64](http://www.marineregions.org/eezdetails.php?eez_id=64) – exemple de la Mauritanie.

<sup>212</sup> <http://www.un.org/depts/los/LEGISLATIONANDTREATIES/STATEFILES/MRT.htm>.

## **Annexe H : méthode utilisée pour l'analyse économique et financière de la flotte de pêche de l'UE**

Trois catégories d'effets économiques liés aux accords de partenariat dans le secteur de la pêche (APP) sont étudiées dans le cadre de la présente évaluation :

- ceux relatifs aux armements de pêche européens ;
- ceux touchant les États : les États membres de l'Union européenne (UE), l'État avec lequel l'APP est conclu et les autres États du groupe ACP<sup>[1]</sup> de par leur implication dans l'avitaillement et/ou le déchargement (débarquement et transbordement) des navires et la transformation du poisson ; et
- ceux ayant une incidence sur l'approvisionnement du marché européen en produits de la mer ainsi que celui du pays tiers.

Le raffinement des calculs des trois types d'effets est fonction de la qualité des données et du détail des informations obtenues et disponibles. Ainsi, lorsque les données sont abondantes et l'information bien documentée, la présentation des effets est faite dans le détail, lorsque ces conditions ne sont pas pleinement satisfaites la présentation s'efforce tout de même de donner les éléments qualitatifs et quantitatifs les plus importants avec le niveau de détail le plus fin possible.

La méthode présentée ci-après est basée sur celle utilisée dans le cadre de l'étude relative aux accords de pêche, réalisée en 1999, pour les services de la Commission européenne et le Parlement européen, par l'équipe Ifremer-Cep-Cemare<sup>[2]</sup> ainsi que celle présentée dans le rapport, réalisé en 2008, à l'intention de la Commission européenne par l'équipe Oceanic-Mégapesca<sup>[3]</sup>. Elle est adaptée aux deux catégories actuelles d'APP : les APP multi-espèces (poissons, crustacés et céphalopodes) et les APP thoniers (thons et espèces associées).

### **Étapes et logique de l'évaluation**

La logique de l'évaluation des effets consiste à parvenir progressivement à l'estimation des emplois, de la valeur ajoutée directe et du résultat d'exploitation pour chaque segment, de la valeur ajoutée indirecte et des emplois indirects (liés aux secteurs économiques en amont et aval de l'activité de capture). L'estimation des trois catégories d'effets se fait en 5 étapes :

- la première étape consiste à répartir la flotte en segments homogènes (caractéristiques techniques et halieutiques identiques) et à définir leur niveau de dépendance par rapport à la zone de pêche relative à l'APP ;
- la deuxième étape vise à estimer la rentabilité des segments identifiés pour la zone de pêche relative à l'APP. Cela consiste, à partir du calcul du chiffre d'affaires réalisé sur l'année par les flottilles concernées (données STECF) et la part réalisée sur la zone (données à fournir par la DG MARE). En sont déduites selon des clés de répartition basées soit sur le nombre de jours, le tonnage débarqué, ou encore une actualisation du prix de l'énergie les charges à affecter au temps passé dans la zone. L'analyse des produits et des charges ainsi calculés, dont les résultats doivent être présentés et discutés, dans la mesure du possible, auprès des principaux États Membres concernés, permettront d'en déduire la valeur ajoutée ;
- la troisième a pour but de définir le nombre d'emplois directs et indirects associés à l'activité des navires ;

---

<sup>[1]</sup> 77 Pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique.

<sup>[2]</sup> Ifremer, CEMARE et CEP, 1999. Evaluation of European Fishing Agreements with Third countries", Full Report, European Commission, 370 p.

<sup>[3]</sup> Oceanic Développement, MegaPesca Lda, 2008. 'Evaluations, impact analyses and monitoring services in the context of FPAs : Establishment of a Framework Contract Management Unit (FCMU) to manage, monitor and coordinate the activities under the Framework contract and the relevant specific agreements, 56 p.

- la quatrième consiste à estimer la valeur ajoutée<sup>[4]</sup> indirecte et totale et sa répartition par entité politique (UE, pays tiers et autres pays) ;
- la cinquième a pour rôle d'évaluer les conséquences des débarquements sur l'approvisionnement des différents marchés de consommation (Europe, pays tiers et autres).

### Segmentation économique des flottilles

La segmentation économique des flottilles est effectuée à partir de la composition des prises, des caractéristiques technico-économiques des navires, de la nationalité des armements et de la catégorie de licence. Les informations mobilisées sont les données de captures transmises par les États membres à la DG-MARE et celles relatives aux licences prises par les navires de l'UE leur autorisant l'accès aux eaux sous juridiction du pays tiers (à la zone de pêche<sup>[5]</sup> du pays tiers).

Pour la flotte thonière, l'examen de la distribution des caractéristiques techniques des navires (jauge, longueur et âge) par segment sur la période récente (2005 - 2012) témoigne d'une stabilité et d'une homogénéité par le faible taux de renouvellement de ces flottilles durant cette période et par la forte spécialisation des segments.

Pour la flotte de pêche non-thonière, la composition des captures par segment est reconstituée, en priorité pour la catégorie « petits pélagiques », en distinguant les espèces comptant pour plus de 10 % du total des captures du segment pendant une durée d'au moins une année sur la période d'évaluation<sup>[6]</sup>.

### Appréciation de l'impact des APP sur la rentabilité des entreprises de pêche

À l'issue de la segmentation, les enquêtes dans les pays et la bibliographie disponible permettent d'évaluer la valeur des prises et de reconstituer les comptes d'exploitation des unités pour chacun des segments.

### Estimation de la valeur des captures

La valeur des captures peut être reconstituée mais avec d'importantes difficultés tenant au manque de précision des données sur la présentation du produit (congelé, transformé), la taille des captures, et le prix au débarquement qui n'est disponible que sous forme de moyennes (non systématiques, générales et par espèce). L'absence de centralisation des données pour les APP thoniers et mixtes conduit à utiliser :

- APP thoniers : prix de débarquement réel lorsqu'il est connu<sup>[7]</sup> (notamment à Abidjan en Côte d'Ivoire et à Victoria aux Seychelles) sinon prix moyen à la première vente propre au marché correspondant (Espagne, Italie, Abidjan, Victoria, Thaïlande, etc.) du rapport Globefish "*commodity update*"<sup>[8]</sup> ; dans le cas de transbordement, utilisation du prix armement si connu et sinon prix Globefish du marché correspondant.
- APP mixtes : données de la Commission européenne (Direction générale des affaires maritimes et de la pêche - DG-Mare) relatives aux prix moyens au débarquement<sup>[9]</sup>, statistiques de la Direction marchés du MAPA<sup>[10]</sup> en Espagne<sup>[11]</sup>, de la DGPA<sup>[12]</sup> au Portugal<sup>[13]</sup>.

<sup>[4]</sup> Les différents éléments qui composent la valeur ajoutée sont présentés dans la section 1.5 ci-après.

<sup>[5]</sup> Dans les accords de pêche signés par l'UE avec un pays tiers, le terme « zone de pêche » (dans un pays tiers) définit les eaux sous juridictions de ce pays tiers auxquelles les navires de pêche de l'UE ont accès afin d'exploiter les ressources halieutiques y étant présentes. Cette zone de pêche peut être la zone économique exclusive du pays tiers ou non.

<sup>[6]</sup> Les autres espèces sont regroupées dans une catégorie "divers". Dans les fichiers de captures, il existe déjà une catégorie OTH ("autres") qui correspond aux espèces marginales ou est utilisée dans les cas où l'information détaillée est très limitée. Cette catégorie permet malgré tout un enregistrement global de volume de production. On ajoute à cette catégorie les espèces aux volumes et valeur non significatifs par rapport aux espèces principales, l'ensemble formant une catégorie "divers".

<sup>[7]</sup> En temps normal, les prix FOB sont utilisés. Si ils sont indisponibles, les prix CIF seront alors utilisés en prenant soin d'estimer la différence pour revenir à un FOB.

<sup>[8]</sup> Publication régulière de la FAO présentant les prix de produits de la pêche sur les marchés internationaux.

<sup>[11]</sup> Crevette grise, bouquet commun, poulpe, crevette rose du large, crabe, merlu, merlu du Sénégal, sardinelle, seiche, calmar.

<sup>[12]</sup> *Direção-Geral de Recursos Naturais, Segurança e Serviços Marítimos*.

Le travail est effectué par segment <sup>[14]</sup> et par espèce, par année et par État membre en différenciant le lieu de débarquement et, chaque fois que cela était possible pour les espèces principales, la nature (frais/réfrigéré/congelé) des captures.

### **Calcul du résultat d'exploitation par segment**

Le résultat d'exploitation retrace l'activité d'un segment de flotte durant un exercice comptable. Il traduit la capacité de ce segment à opérer sur une base profitable ou non. Il est calculé en déterminant tout d'abord la valeur ajoutée de chaque segment (qui illustre ce qu'il reste après absorption des charges dépensées pour la genèse du chiffre d'affaires), ensuite l'excédent brut d'exploitation (part de la valeur ajoutée moins les charges salariales et les impôts et taxes) duquel on déduit les reprises et les dotations aux amortissements. Le résultat d'exploitation ne doit toutefois pas être confondu avec le bénéfice (résultat net) puisqu'il ne prend pas en compte les résultats financier et exceptionnel et les impôts sur les sociétés.

Le calcul du résultat d'exploitation permet, outre l'appréciation de la performance financière du segment de pêche, d'apprécier le coût de revient de chaque tonne de thon pêchés dans une zone de pêche. Il peut, par ailleurs, servir à l'estimation d'autres ratios comptables afin de pouvoir comparer les résultats obtenus à ceux d'autres segments ou d'autres activités (notamment en matière de retour sur l'investissement).

Les comptes d'exploitation sont réalisés par segment à partir des informations bibliographiques et surtout des enquêtes effectuées dans les pays tiers et auprès des organisations professionnelles et des armements en France, Espagne et au Portugal.

### **Estimation des emplois créés ou maintenus par APP**

Trois catégories d'emplois sont pris en compte dans le calcul du nombre d'emplois liés à un APP : les emplois directs directement associés à l'activité des navires de pêche; les emplois indirects en amont, reliés à la construction, la maintenance et la fourniture de services ; les emplois indirects en aval induits par les activités de déchargement des navires et de la transformation du poisson (les emplois liés à la mise en marché ne sont pas comptabilisés).

Pour chaque catégorie d'emplois, une distinction est faite entre ceux qui concernent des travailleurs européens et ceux qui sont pourvus par des ressortissants d'autres pays. Une distinction supplémentaire est faite entre emploi de marins du pays de l'APP et des autres pays, notamment ceux appartenant au groupe ACP<sup>[16]</sup>.

Les données estimatives relatives à l'emploi seront fonction de la qualité et la disponibilité des données collectées (tenant compte de la contrainte temps), notamment suite aux demandes effectuées auprès des États membres et lors la mission en Mauritanie.

#### *Emplois directs*

Pour les flottes de pêche multi-spécifiques, l'emploi à bord est évalué sur la base du nombre moyen de marins à bord des navires ayant réalisé des captures dans la zone de pêche du pays tiers<sup>[17]</sup> (nombre obtenu auprès des armateurs ou dans la documentation existante).

Pour les flottilles thonières, le nombre total d'emplois à bord est comptabilisé à partir d'enquêtes auprès des armateurs (il tient compte de la rotation des équipages). Il est ensuite évalué en fonction de la proportion des captures réalisées dans la zone de pêche du pays tiers.

---

<sup>[13]</sup> Crevette grise, seiche, poulpe, sole commune.

<sup>[14]</sup> Les captures composites (catégorie "divers") valorisées à partir d'un prix moyen par segment.

<sup>[16]</sup> Les effets pour les pays du groupe ACP car dans les protocoles des APP il est généralement fait référence aux marins et aux observateurs des pays du groupe ACP.

Les observateurs à bord, rémunérés par les armements sont pris en compte dans le calcul des emplois directs. Leur nombre est ensuite ajusté, selon le mode opératoire, au prorata des captures (observateur régional), au temps passé à bord dans la zone de pêche nationale (observateur national).

Au nombre d'emplois à bord est ajouté celui des emplois à terre directement liés à l'activité de production. Sont ainsi pris en compte, les emplois du personnel interne aux entreprises de pêche qui s'occupe de la gestion des flottes, de l'avitaillement et de la maintenance des équipements, sur la base d'un ratio de 15 % du personnel à bord<sup>[18]</sup>.

#### Emplois indirects en amont

Les emplois qui ne sont pas internes aux entreprises de pêche et qui concernent la construction, la réparation, la consignation, l'avitaillement, la maintenance et la fourniture de biens et services sont considérés comme des emplois indirects amont. Cette catégorie d'emplois est soit calculée en fonction de l'emploi direct (coefficient multiplicateur, à préciser pour chaque type de pêche), soit en fonction du segment de flotte et donc rattaché au navire (nombre d'emplois indirect en amont par navire).

#### Emplois indirects en aval

Les emplois indirects aval correspondent aux emplois générés par les activités de débarquement, transbordement et de transformation des produits. Ils concernent, pour une grande part, les emplois générés dans les pays tiers et plus particulièrement dans ceux qui disposent d'infrastructures portuaires et de transformation.

### **Mesure de la VA globale créée**

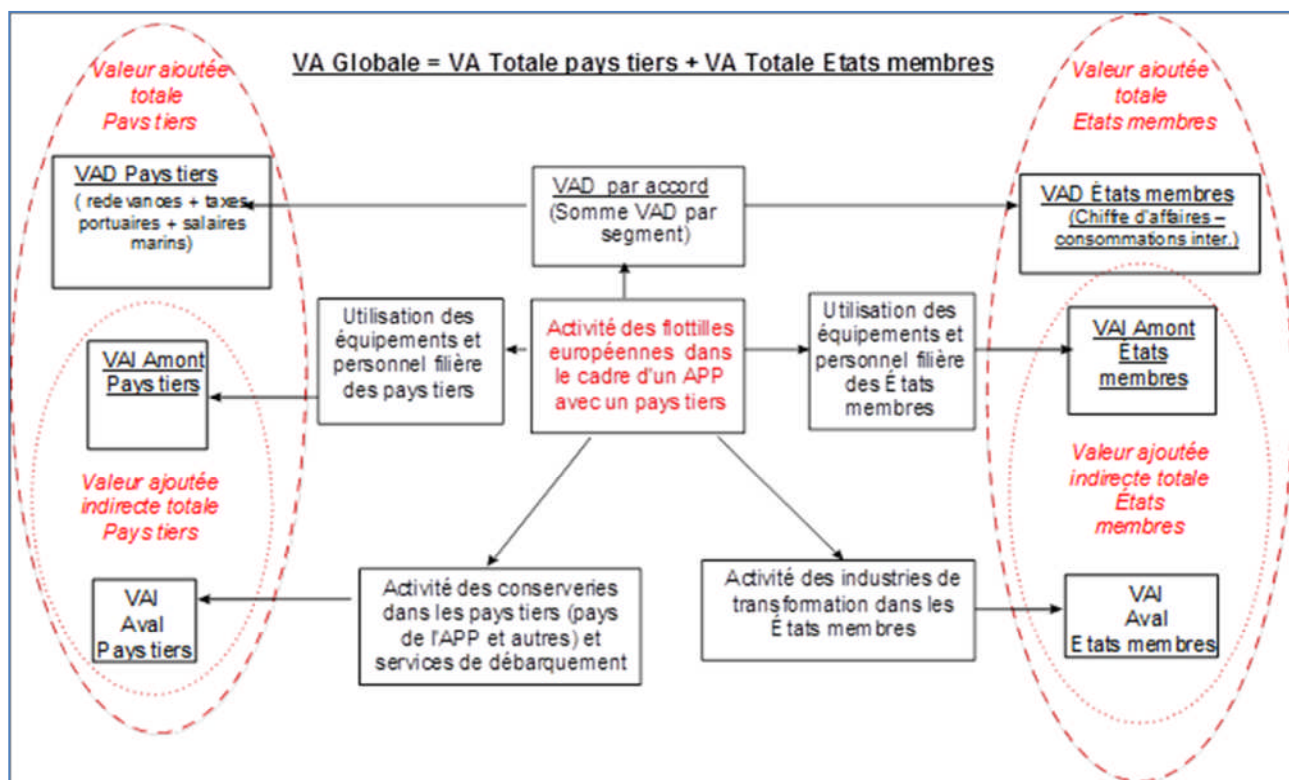
#### Valeur ajoutée globale

Le calcul de la valeur ajoutée globale permet de prendre la mesure de toute la richesse créée par l'activité des navires de l'UE dans la zone de pêche du pays de l'APP. La valeur ajoutée directe (liée à l'activité des navires) est estimée lors du calcul du résultat d'exploitation (voir *supra*). Le calcul de la valeur ajoutée indirecte donne une indication de la valeur qui est créée de part et d'autre du secteur de la capture : en amont et en aval selon la nomenclature définie ci-avant pour le calcul des emplois.

La Valeur ajoutée globale représente l'ensemble de la richesse créée, elle se décompose en valeur ajoutée totale pour l'UE et valeur ajoutée totale pour le pays tiers. Cette création profite, en général, à la fois aux entreprises européennes qui détiennent les navires et aux entreprises des pays tiers qui fournissent les services aux navires et celles qui transforment le poisson.

---

<sup>[18]</sup> Ratio estimé par Oceanic Développement en 2009.



**Figure : répartition de la valeur ajoutée globale entre États membres et pays tiers**

Valeur ajoutée indirecte (VAI) :

Il s'agit ici d'identifier et de mesurer les retombées de l'activité des navires de l'UE tout au long de la filière pêche des États membres, du pays tiers et des autres pays intervenant dans les services portuaires et de transformation du poisson. La VA indirecte (VAI) résulte des flux de production entraînés, en amont, par la fourniture de biens et services aux entreprises de pêche (consommations intermédiaires utilisées dans l'activité de pêche, construction et maintenance des navires et des équipements) et en aval par les activités de transformation et des captures réalisées dans le cadre de l'APP. Le calcul des valeurs ajoutées totales des États membres et des pays tiers doit donc être perçu comme une manière de rendre compte de l'origine de la création de valeur et de sa répartition entre les États membres de l'UE et le pays tiers.

Dans le cas des APP thoniers et des APP mixtes, dans une moindre mesure, l'approche est complexe car il s'agit de flottilles à long rayon d'action dont les effets concernent plusieurs espaces en fonction des logiques d'activité des navires. Ces flux peuvent donc, selon leur nature et les accords être localisés :

- dans les États membres occasionnellement (achats de consommables et de services lors des retours au port d'attache ; construction et maintenance des navires) ;
- dans les États membres de façon régulière (acheminement de consommables par les cargos, commercialisation et transformation des captures acheminées depuis les lieux de pêche) ;
- dans des pays tiers occasionnellement (achats de consommables et de services lors de "touchers" au port conformes à des exigences des protocoles d'accords : débarquement de marchandises, embarquement de personnel local, formalités administratives) ;
- dans des pays tiers de façon régulière (achats de consommables/services et/ou transformation des captures dans les ports dotés d'infrastructures correspondantes efficaces : Abidjan, Dakar, Antsiranana, Manta/Équateur, etc.) ;
- quelquefois dans certains pays non concernés par les accords (bases logistiques et approvisionnement, exemple de Mombasa pour les thoniers ou encore construction de navires au Vietnam par des chantiers navals) ;

- enfin dans les pays fournisseurs des consommations intermédiaires des entreprises de pêche et de la filière qui peuvent être ni des États membres, ni des pays tiers ni même des pays côtiers.

Lorsque la distribution spatiale de ces flux de produits est très large, seuls les effets indirects les plus importants sont pris en compte (fourniture des consommations intermédiaires des navires, transformation du thon, construction de navires).

### **Indicateurs de mesure des effets sur les marchés :**

La mesure de l'impact des APP sur le marché européen et celui des pays ACP (y inclus celui signataire de l'APP) suppose d'évaluer les effets structurels d'un accroissement ou maintien de l'offre sur les segments de marché concerné par les produits issus de la pêche dans le cadre d'un APP :

- l'effet quantitatif (apport relatif dans l'approvisionnement des marchés de détail et des industries de transformation) ;
- l'effet sur les prix au sein de l'UE (considéré en fonction du poids des apports dans le bilan global) ou sur les marchés ACP dans le cas de débarquement importants ;
- l'effet qualitatif de l'élargissement de la gamme des produits offerts aux consommateurs européens et des pays ACP ;
- l'effet au niveau des consommateurs (mesuré par le nombre de pays consommateurs touchés et leur poids démographique).

Ce travail se réalise à partir de l'étude des flux de volumes de produits appréhendés sur la période de référence. Une présentation des flux en valeur est possible lorsque les données de prix sont disponibles. Elle est particulièrement appropriée pour certaines espèces qui, malgré leur faible poids relatif en volume, ont une contribution significative (céphalopodes, crabes). Bien souvent, le peu de données sur la nature des produits, leur présentation (vidé, étêté, etc.), les ports de débarquement, et les prix<sup>[19]</sup> ne permet pas une mesure précise des flux en valeur et du différentiel de prix pour le consommateur final<sup>[20]</sup>. L'identification de l'impact sur les prix est alors réalisée à partir de l'évaluation de la part de marché des prises réalisée dans le cadre d'un APP et de l'étude du mode de formation des prix sur ce marché, en distinguant deux types de marché :

- ceux pour lesquels la formation du prix relève du marché international, (marchés des surgelés en général, poisson blanc, crevette, thon) ; le poids mondial des captures européennes est alors un élément déterminant : si celui-ci est fort, ces prises ont un impact non négligeable sur les cours et inversement des prises marginales n'ont pas d'impact sur les prix<sup>[21]</sup> ;
- ceux pour lesquels les prix s'établissent en fonction d'éléments de court terme sur des micro-marchés (fluctuations des apports dans une criée, conditions météorologiques, etc.). Ce mécanisme de prix de marché concerne davantage le marché du poisson frais ou réfrigéré. Dans ce cas, le poids des captures est appréhendé au niveau national et non plus européen. Lorsque les prises réalisées dans le cadre de l'APP sont conséquentes vis-à-vis des volumes de débarquement de l'espèce dans les pays bénéficiaires, leur impact sur les prix est considéré comme potentiellement élevé.

Une grille d'analyse permet l'identification de ces effets par famille d'espèce à partir d'indicateurs organisés autour des points suivants :

<sup>[19]</sup> Information très hétérogène et souvent globalisée par des moyennes non significatives et se limitant aux prix au débarquement.

<sup>[20]</sup> Seule une analyse plus approfondie pourrait permettre d'intégrer les comportements stratégiques des acteurs des filières en aval afin d'évaluer lorsqu'il y a un impact au niveau de la première mise en marché et comment celui-ci est répercuté au sein de la filière et finalement dans quelle proportion il affecte le consommateur.

<sup>[21]</sup> Compte tenu de l'échelle d'analyse (grands segments de marchés) on ne tient pas compte ici d'effets intervenants de façon ponctuelle sur des segments très spécialisés, tels que par exemple le sabre argenté qui n'est recherché qu'au Portugal et dont le volume moyen des prises ne représente que 0,5 % du total des débarquements des APP (hors prises des flottilles thonières).

- importance potentielle des captures APP dans l'approvisionnement du marché (poids relatif des prises sous accords/total des prises communautaires) ;
- évaluation du poids réel de ces captures par rapport au marché de l'espèce considérée (en %) ;
- étendue du bénéfice des APP au niveau de la pêche (nombre d'États).

À l'issue de ces trois premiers points un bilan de l'impact est réalisé. S'il est considéré comme significatif, l'analyse est alors approfondie au travers des points suivants :

- rôle de ces captures dans l'approvisionnement des marchés (industrie *versus* marché du détail) ;
- étendue du bénéfice au niveau du nombre de pays consommateurs (diffusion des produits) ;
- impact de la non-disponibilité du produit.

L'évaluation des effets est alors réalisée sur la base de la grille ci-dessous, selon la classification suivante :

Effet quantitatif : Mesuré par le poids en volume des captures sous APP dans l'approvisionnement global du marché	Très faible <5 %	Moyen de 5 à 12 %	Fort de 12 à 20 %	Très fort >20 %
Effet prix : mesuré par l'impact de ces apports sur les prix payés sur les marchés	Nul	Faible	Moyen	Fort
Effet qualitatif (gamme) : mesuré par le caractère nouveau de l'espèce et sa contribution à élargir la gamme offerte aux consommateurs européens	Nul Espèce courante			Fort Espèce non disponible dans les eaux communautaires
Étendue du bénéfice sur les marchés : mesurée par le nombre de marchés nationaux (diversité des consommateurs) captant une partie des apports provenant d'un APP	Nul 1 pays	Faible 2/4 pays	Moyen 5/6 pays	Fort >6 pays